

**La coalition
gouvernementale
menacée en RFA**

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**« Le Monde
des livres »**

Pages 23 à 29

• **Le testament
de Marc Bernard**
• **Drieu et Valéry**

Panama : la poudrière...

Alors que les félicitations adressées par les principaux dirigeants de l'Internationale socialiste au démocrate-chrétien Napoléon Duarte pour sa victoire du 6 mai apportent une fragile lueur d'espoir au Salvador ensanglanté, un nouveau « front d'inquiétude » vient d'apparaître dans l'isthme centraméricain : à Panama, devenu une poudrière en raison de l'incertitude persistant sur le résultat du scrutin présidentiel du même 6 mai.

Les circonstances expliquent en partie que le grand espoir d'un prochain rétablissement dans ce pays de la démocratie, après seize ans de régime militaire, soit aujourd'hui sérieusement ébranlé : qui aurait imaginé qu'il n'y aurait que 1 713 voix (sur 650 000 inscrits !) pour séparer, au moment de l'avant-dernier décompte officiel, le candidat populiste soutenu par le régime militaire, M. Nicolas Barletta, de son adversaire, le candidat conservateur M. Arnulfo Arias ? Mais certains hommes ont aussi leur part de responsabilité dans le glissement actuel.

Les citoyens eux-mêmes ont manifesté un civisme exemplaire en se rendant aux urnes massivement et dans un ordre parfait. Le dérapage enregistré dans les heures qui ont suivi n'en est que plus navrant.

Sans doute faut-il, d'abord, incriminer la pression des militaires des deux principales coalitions en présence, l'Union nationale démocratique et l'Union nationale d'opposition. Les amis de M. Arias (de FUNO) ont, semble-t-il, multiplié de façon extravagante les demandes d'invalidation de procès-verbaux des bureaux de vote. Les quatre-vingt-trois printemps de ce vieux cheval de retour ne sont pas, il est vrai, son seul motif d'impatience : élu trois fois chef de l'Etat depuis 1940, il a trois fois été chassé du pouvoir par un coup d'Etat militaire ; on conçoit donc que la neutralité proclamée pour ce scrutin par la force de défense (ex-garde nationale) l'ait laissé sceptique et qu'il ait pu donner carte blanche à ses partisans pour qu'ils aident le destin !

Les sympathisants de M. Barletta n'ont pas été moins inspirés lorsqu'ils ont, le 7 mai, exercé une pression sur la junte électorale. L'affaire s'est soldée par une fusillade bien dans le ton de la région qui a fait un mort et quarante blessés.

La force de défense, elle, a laissé les incidents s'amplifier ; son « patron », l'homme fort du pays, le général Noriega, n'a certes pas convaincu lorsqu'il a justifié cette passivité par un souci de neutralité.

Enfin les juges du contentieux électoral ont été totalement inférieurs à leur tâche, en s'empêtrant en première instance dans des décomptes tout de même assez peu sorciers, puis en proclamant élu M. Barletta, avant d'annoncer, quelques heures plus tard, que le pays n'avait « toujours pas de président » — quatre-vingt-six cas de contestation restant à examiner !

Au risque de désordres intérieurs graves que comporte cette situation s'ajoute, en théorie, l'hypothèse d'une menace extérieure : par un amendement (dit « de Concial ») aux traités Carter-Torrijos de 1977 sur la voie d'un intercatécanisme, le Congrès américain a reconnu, de façon unilatérale, le droit pour Washington, d'intervenir à Panama « en cas de troubles mettant en péril la sécurité du canal et les installations militaires américaines dans la zone ». En fait, ni M. Barletta ni M. Arias ne sont hostiles aux Etats-Unis. Mais à trop tourner avec une torche autour d'un baril de poudre...

Escalade militaire dans le Golfe

Les capitales occidentales appellent à la cessation des hostilités et réaffirment leur attachement à la libre circulation maritime



Les capitales occidentales ont exprimé leur inquiétude mercredi 16 mai, après l'attaque — attribuée par les Etats-Unis à l'Irak — d'un pétrolier au large de l'Arabie Saoudite. Washington, Londres, Tokyo et Paris ont appelé à la cessation des hostilités et réaffirmé leur attachement à la libre navigation dans le Golfe. Les ministres des affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe devaient d'autre part se réunir jeudi 17 mai.

La nouvelle escalade militaire dans le Golfe était prévisible. Depuis près de deux ans déjà, les dirigeants de Téhéran avaient averti les Etats pétroliers qui aident financièrement et militairement l'Irak qu'ils feraient régner l'insécurité dans toute la région si l'une des routes pétrolières du Golfe (c'est-à-dire celle qui permet à Téhéran

d'exporter son brut) cessait d'être sûre.

L'Irak ne pouvait rester sans réagir devant les attaques de l'aviation iranienne qui, depuis fin avril, sont devenues particulièrement efficaces et commencent à mettre en péril le financement de l'effort de guerre iranien.

En août 1982, l'Irak avait décrété le blocus du terminal pétrolier de l'Ile de Kharg, pour tenter d'imposer à l'Iran un blocus économique, en faisant savoir aux compagnies maritimes internationales qu'il bombarderait « sans avertissement » tous les bâtiments qui se trouveraient dans certaines zones d'exclusion militaire.

Selon Bagdad, plus de deux cents attaques contre des bâtiments contrevenant au blocus de Kharg ont été effectuées depuis cette date. Mais elles n'avaient pas réussi, jusqu'à il y a deux semaines, à inquiéter outre mesure les autorités iraniennes, car la plupart des « cibles flottantes » visées étaient des petits navires iraniens, grecs, turcs et indiens atteints près du port de Bandar-Khomeini.

Comment expliquer ce délai de grâce accordé à l'ennemi iranien par l'aviation irakienne qui, jusqu'en avril dernier, a hésité à franchir le pas en évitant de s'attaquer aux pétroliers qui chargeaient au terminal de l'Ile de Kharg par où est exportée la presque totalité de l'or noir iranien ?

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 3.)

Un ballon d'oxygène pour la recherche scientifique

Après de lourdes réductions de crédit le premier ministre autorise le recours à l'emprunt

Deux pas en arrière, un pas en avant. Ainsi en va-t-il de la politique budgétaire appliquée à la recherche scientifique. Aux chercheurs et aux services administratifs des organismes de recherche de s'accommoder de ces coups d'accordéon budgétaires. A peine s'étaient-ils remis des déceptions provoquées par la rigueur du budget 1984, qu'ils étaient, dès la fin du mois de mars, saisis par les annulations de crédits pratiquées, selon certains, « sans discernement », par les services de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget (le Monde du 17 avril). Et voilà que moins de six semaines après l'annonce de ces restrictions, les chercheurs se voient offrir un ballon d'oxygène.

En accord avec les services du premier ministre, le ministère de l'industrie et de la recherche devrait, en effet, autoriser prochainement deux organismes, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et le Centre national d'études spatiales (CNES), à emprunter auprès des banques pour compenser une fraction des annulations de crédits (1 642 millions de francs) faites à la fin de mars.

Ces emprunts devraient permettre de dégager 250 millions de francs : 140 millions de francs par

l'intermédiaire du CEA et 110 millions de francs par celui du CNES. Une partie de ces sommes, à concurrence d'une cinquantaine de millions de francs, devrait être utilisée en propre par ces deux organismes, le reste étant redistribué à d'autres établissements de recherche (1).

Ces derniers avaient, en effet, été durement touchés par les suppressions de crédits. Sous couvert d'austérité, il avait été décidé d'amputer tous les domaines de recherche du quart de leurs crédits en autorisation de programmes, à l'exception de quelques secteurs protégés : engagements internationaux, filière électronique, Institut Pasteur, musée de la Ville, dont beaucoup déplorent « le budget colossal et la construction à marche forcée », etc.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Lire la suite page 19.)

(1) Déjà, l'an dernier, le CEA et le CNES avaient eu l'autorisation de faire des emprunts pour leurs propres besoins, cela en raison du fait que ces deux organismes génèrent des produits et des services. Ce qui est nouveau et qui choque nombre de chercheurs, c'est que l'on soit obligé de recourir à l'emprunt pour financer, par le canal de deux organismes de recherche, la recherche d'autres établissements publics.

RIGUEUR, CHOMAGE ET RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX

Une longue parenthèse

par ALAIN VERNHOLE

La politique de rigueur menée par le gouvernement depuis mars 1983 développe lentement mais sûrement ses effets. Les prix et les salaires ralentissent nettement leur course, le chômage s'accroît très rapidement : le chiffre de 2,3 millions de sans-emploi est presque atteint.

Il ne faut certes pas attribuer à la politique actuelle tous les fruits — y compris les fruits empoisonnés — maintenant récoltés : il est plus probable que le chômage augmenterait en France, même si le plan Mauroy-Delors de mars 1983 n'exis-

tait pas. Cela étant dit, la politique économique choisie il y a treize mois avait sa logique.

Les résultats obtenus depuis quelques temps — les uns positifs, les autres négatifs — sont cohérents avec cette logique : rétablissement des équilibres financiers publics, freinage de la demande intérieure, amélioration de la compétitivité des entreprises, primauté donnée à leur rentabilité. Le tout sous-tendu par un objectif essentiel : le rééquilibre des comptes extérieurs.

Si la politique actuelle est efficace — et elle commence à l'être, — la question se pose de savoir combien de temps la rigueur s'imposera. M. François Mitterrand a répondu à sa façon à cette interrogation : « J'insiste, a-t-il dit dans son interview à Libération de la semaine dernière, la politique de rigueur n'est qu'une parenthèse. Si dans l'esprit du président de la République, la parenthèse est de longue durée, elle ne peut être d'accord avec ce qui a été dit. Car si « rigueur » ne signifie pas forcément baisse du pouvoir d'achat, impôts de plus en plus lourds, stagnation ou même recul de l'activité, elle implique sûrement que nous changions — et pour très longtemps — nos habitudes en matière de prix, de salaires, de gestion des entreprises... Elle implique aussi que nous réduisions un certain

nombre de dépenses publiques et sociales.

Il y a peut-être d'autres formes de rigueur que celle imposée par l'actuel gouvernement : le Parti communiste, l'aile gauche du Parti socialiste (CERES) ont à ce propos des conceptions différentes. Mais, quelle que soit sa forme, la rigueur s'imposera à nous et pour longtemps. Ne jouons donc pas trop sur les parenthèses...

(Lire la suite page 43.)

Jankélévitch Sources



Vladimir Jankélévitch

On savait les liens de Vladimir Jankélévitch à Israël, à la conscience juive, on savait son attachement à Tolstoï, à Bakhtine, à l'humanisme, mais on ignorait les liens qu'il avait avec le philosophe fait état de pas deux. Un recueil de pages noires. (58 F)

Seuil

AU JOUR LE JOUR

Piège

Les banlieusards pris au piège d'une grève-surprise ont exprimé mercredi leur révolte d'usagers-otages. L'heure de pointe à Saint-Lazare est devenue celle de la révolte et la salle des pas perdus la salle du temps volé.

On les comprend. Comme on avait compris la fureur des camionneurs qui furent bloqués cet hiver au Mont-Blanc par des douaniers et l'indignation des automobilistes ensuite coincés par les routiers.

La société moderne est un réseau complexe de communications où chacun — agent de l'EDF, cheminot, routier, postier, banquier... — tient entre ses mains la fluidité des autres.

Si chaque catégorie pense que son intérêt prime tout, il faut le dire clairement et remplacer la devise de la République par celle-ci : un pour un, tous contre tous.

BRUNO FRAPPAT.

L'UNESCO et le retrait américain

« Une organisation internationale ne peut fonder son action sur les intérêts d'un Etat » nous déclare M. M'Bow

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris depuis le 9 mai, s'attaque à présent au problème du retrait des Etats-Unis, qui doit prendre effet à la fin de l'année. Le directeur général, M. Amadou Mahtar M'Bow, a bien voulu répondre aux questions que le Monde lui a posées à ce sujet, comme aux autres questions qui agitent l'UNESCO.

« L'UNESCO repose sur un consensus. Que se passe-t-il quand il n'existe pas ?

Le vote majoritaire a été la règle jusqu'à mon élection en 1974. Les tensions qui avaient marqué, avant cette élection, la conférence générale m'ont amené à suggérer que le consensus soit recherché sur toutes les questions essentielles soumises à la conférence générale. Venu d'une société et d'une famille où j'ai appris les vertus du dialogue, j'avais retenu, de huit années passées à l'UNESCO, au conseil exécutif puis comme sous-directeur général pour l'éducation, que, pour permettre à l'organisation de poursuivre sa mission, dans un monde marqué de tant de divisions et d'inégalités, il fallait promouvoir le consensus le plus large sur les programmes qui fondent son action puisque les décisions des organisa-

tions internationales ne sont pas obligatoires.

Depuis 1976, les programmes ont été adoptés par un consensus de tous les Etats membres. Il en a été ainsi du plan à moyen terme pour 1984-1989, ainsi que du programme et du budget pour 1984-1985.

Dans le cas du retrait américain, on n'est plus seulement en présence de la contestation d'un Etat — sur une question. Il y a une sorte de rejet à la suite d'une appréciation globale sur le travail de l'UNESCO, ses méthodes, etc. Que pouvez-vous faire ?

C'est au Conseil exécutif qu'il appartient d'apprécier la décision américaine. C'est la raison pour laquelle je l'ai inscrite à l'ordre du jour de la présente session.

On dit depuis longtemps que l'UNESCO est politisée. Mais il faut rappeler que l'une des finalités premières assignées à l'UNESCO par son Acte constitutif est d'atteindre graduellement, par la coopération des nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, les buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE et BERNARD BRIGOLEUX. (Lire la suite page 2.)

IBM

CHÉ PERE ET FILS

مكتبة جامعة القاهرة

Le Monde

idées

Un entretien avec M. M'Bow

(Suite de la première page.)

« Il n'a pas manqué, cependant, dès les origines, de voir pour souhaiter que la dimension intellectuelle de l'Organisation fut privilégiée par rapport à toute autre. La délégation française présidée par Léon Blum avait même proposé que la majorité des participants à la conférence générale soit constituée de représentants des activités intellectuelles. »

« Le texte finalement adopté s'écarte des propositions françaises, mais il fut admis que les représentants des Etats membres seraient nommés « après consultation avec le Comité national, s'il en existe, ou avec les institutions ou corps éducatifs, scientifiques et culturels ». Il fut décidé par ailleurs que le conseil exécutif, qui recommande à la conférence générale le programme et le budget préparés par le directeur général, serait composé de membres élus par la conférence générale, parmi les délégués des Etats membres. Les membres du conseil exécutif seraient aussi des personnalités séjournant à titre personnel et ne représentant que la conférence générale dans sa totalité et non les gouvernements des pays dont ils étaient les ressortissants. »

« Un amendement à l'Acte constitutif adopté, en 1954 à Montevideo, dispose cependant que chaque membre du conseil exécutif bien qu'il n'a titre personnel, représente le gouvernement de l'Etat dont il est ressortissant et peut être remplacé par celui-ci. »

« Comment, dans ces conditions, les vœux des gouvernements qui sont politiques par nature, pourraient-elles ne pas se manifester tant à la conférence générale qu'au conseil exécutif ? »

« Il faut cependant distinguer entre les points de vue exprimés dans les débats par les délégués et les décisions prises par la conférence générale, qui seules engagent l'Organisation. »

« Les Etats-Unis ont pris un tour personnel vous concernant, puisqu'il y avait eu une démarche du Congrès demandant une enquête sur votre gestion. Vous-même avez répondu en disant : « Qu'à cela va-t-elle, Faisons une enquête, une commission d'enquête internationale, et mettons tout sur la table. » Où en est-on ? »

« Ce que le directeur général peut faire, c'est d'appeler sans cesse les Etats membres à rechercher l'accord le plus large, non en ignorant les problèmes qui agitent le monde, mais en les abordant dans un esprit constructif, à la lumière des dispositions de l'Acte constitutif et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il s'efforce aussi de les aider, dans toute la mesure de ses moyens, à atteindre le consensus le plus large. Mais une organisation internationale ne pourrait fonder son action sur les seuls intérêts d'un Etat ou d'un groupe d'Etats sans perdre le caractère international qui fait sa raison d'être. »

« Si les Etats-Unis mettent vraiment leur menace à exécution, quel type de problèmes posera-t-elle à l'UNESCO, notamment sur le plan budgétaire ? »

« Il faudra bien trouver des ressources supplémentaires pouvant compenser tout ou partie des 25 % du budget que les Etats-Unis ne paieront plus, ou réduire en conséquence le programme et le personnel. Certains sont hostiles à tout accroissement des charges des Etats membres. D'autres pensent que des contributions supplémentaires pourraient être fournies, notamment sur une base volontaire, pour permettre à l'Organisation de maintenir ses programmes, en particulier ceux qui sont les plus essentiels à la coopération intellectuelle internationale, ce sont ceux qui permettent aux pays en développement d'accroître leurs capacités scientifiques, éducatives et culturelles. »

« La coopération avec les Américains peut être sauvegardée de diverses manières »

« Quels seraient les effets d'un retrait américain sur le plan politique ? »

« Entre 1979 et 1983, plus de deux mille ressortissants américains ont été associés directement ou indirectement à des activités de l'UNESCO. Nous devons nous efforcer de sauvegarder cette coopération. Elle peut l'être de diverses manières, notamment à travers les nombreuses organisations non gouvernementales avec lesquelles nous coopérons, les institutions scientifiques, éducatives et culturelles, mais aussi directement avec les personnes intéressées elles-mêmes. »

« Mais le retrait des Etats-Unis met en cause le principe de l'universalité qui est à la base de la création du système des Nations unies. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'une obligation juridique, mais d'une exigence morale. »

« Le caractère d'universalité personnel et évident que la Charte des Nations unies, si elle envisage la possibilité d'enclaver un Etat membre pour infraction à ses principes, ne prévoit aucune possibilité de retrait. »

« La Convention de Londres de 1945 qui a créé l'UNESCO, ne prévoit quant à elle aucune disposition relative à l'exclusion d'un Etat membre. En revanche, un amendement australien adopté en 1954 mentionne explicitement la possibilité d'un retrait. »

« Pourquoi cette modification ? »

« C'est à la suite du retrait de l'UNESCO de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie que cette modification a été introduite. Ces pays sont des très très vives réactions sur leur décision. Par la suite, l'Afrique du Sud s'est retirée définitivement de l'UNESCO en 1955, puis l'Indonésie, dont le retrait n'a pas été suivi d'effet, son gouvernement ayant repris sa place au sein de l'Organisation après quelques mois. »

« L'UNESCO est-elle prête à faire un certain nombre de gestes susceptibles de faire revenir les Etats-Unis sur leur décision ? »

« Mon souhait est que tous les Etats membres, demeurent à l'UNESCO. Il appartient aux Etats-Unis de dire ce qu'ils souhaitent pour y rester. Tout ce que je puis dire, c'est qu'ils ont été associés à toutes les décisions majeures prises au sein de l'Organisation ; et notamment du plan à moyen terme de l'Organisation pour 1984-1989, et du programme pour 1984-1989. »

« Pour ce qui concerne mes propres responsabilités, et je l'ai dit dans la lettre que j'ai adressée à M. Shultz, j'ai toujours estimé que nous devrions faire tout ce qui dépend de nous pour améliorer les conditions et les modalités de fonctionnement du secrétariat, en respectant bien sûr les règlements en vigueur et les décisions de la conférence générale. »

« La controverse avec les Etats-Unis avait pris un tour personnel vous concernant, puisqu'il y avait eu une démarche du Congrès demandant une enquête sur votre gestion. Vous-même avez répondu en disant : « Qu'à cela va-t-elle, Faisons une enquête, une commission d'enquête internationale, et mettons tout sur la table. » Où en est-on ? »

« Il serait exagéré de parler de controverse avec les Etats-Unis, du moins à mon niveau. Je me suis toujours abstenu de répondre aux calomnies colportées à mon sujet. Je continuerai. »

« Je ne puis considérer des déclarations faites de-ci de-là comme reflétant le point de vue du gouvernement des Etats-Unis. Je m'en tiens, en ce qui concerne les aspects dits personnels, aux termes de la lettre fort aimable que m'a adressée le secrétaire d'Etat en date du 28 décembre 1983. Les mêmes points de vue ont été exprimés récemment à l'occasion des « auditions » qui ont eu lieu au Congrès à Washington. »

« Les Etats-Unis ont soulevé certes un certain nombre de questions relatives au fonctionnement et à la gestion, comme celle de la « croissance zéro » du budget, qui sera certainement abordée par le conseil exécutif, lors de sa session de septembre. Dès ma prise de fonctions, en 1974, j'ai indiqué à la conférence générale ma volonté de perfectionner sans cesse la gestion de l'Organisation, en tenant compte des directives de la conférence générale et du conseil exécutif. »

« Bien avant la décision de retrait des Etats-Unis, j'avais annoncé mon intention de revoir les structures et les méthodes de travail de l'Organisation pour les adapter aux exigences du programme issu du nouveau plan à moyen terme dont l'exécution a commencé au début de cette année. Je dois consulter le conseil exécutif au cours de sa prochaine session sur les modifications utiles. »

« Pour en revenir au problème de la communication d'urgence, ce n'est pas une initiative du gouvernement des Etats-Unis, ni du département d'Etat, mais du Congrès américain. »

« Si l'initiative appartient au Congrès, la demande n'est venue du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. J'ai reçu le 24 février dernier la visite d'un membre du Congrès américain, qui m'a dit tout l'intérêt que nombre de ses collègues et lui-même avaient de voir les Etats-Unis demeurer à l'UNESCO, et que pour ce faire un certain nombre d'initiatives pourraient faciliter les choses. »

« Parmi ces initiatives figurait en premier lieu l'envoi d'une mission du « General Accounting Office » pour examiner la participation des Etats-Unis à l'UNESCO. J'ai donné mon accord, en précisant les conditions dans lesquelles cet examen pourrait être effectué dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur. »

« Il n'y a pas eu aussi une demande de commission d'enquête sur votre gestion ? »

« Le congressman américain en question avait souhaité, en effet, étendre l'examen auquel devait procéder le GAO (General Accounting Office) à la vérification des comptes de l'Organisation. Ma réponse a été négative. La vérification des comptes relève en effet de l'autorité de la conférence générale de l'UNESCO qui désigne à cet effet des contrôleurs extérieurs au secrétariat. »

« Depuis la création de l'UNESCO, le contrôle des dépenses est assuré par un commissaire aux comptes qui est le vérificateur général des comptes du Royaume-Uni il vérifie les comptes de l'Organisation, y compris tous les fonds fiduciaires et comptes spéciaux. Il a seul compétence pour accepter en tout ou partie les attestations et justifications fournies par le directeur général. »

« Washington a été associé à toutes les décisions sur le nouvel ordre de l'information »

« Venons-en au problème de l'ordre mondial de l'information. »

« En ce qui concerne ce problème, les Etats-Unis ont toujours été associés à toutes les décisions prises jusqu'ici. La création du programme international de développement de la communication (PIDC) a son origine dans une proposition américaine. Mais il y a sur la question de la communication un grave malentendu. »

« L'UNESCO, prétend-on, veut mettre la presse sous le contrôle des gouvernements ; elle voudrait faire délivrer des licences aux journalistes pour superviser leur liberté, leur honneur des codes de conduite. Rien n'est plus faux et je mets au défi qu'on me cite un seul document qui contienne de telles décisions de l'UNESCO, dans ses programmes comme dans ses activités quel que ce soit qu'il s'agisse dans ce sens. Mais il y a des légendes qui, de force d'être reprises, ont fini par s'installer et acquiescent aux yeux mêmes des hommes gens une certaine crédibilité. »

« Que des individus, des groupes et même des gouvernements aient des points de vue différents et même opposés sur la question, cela est possible et je dirais même normal. Nous sommes loin de vivre dans un monde en tout harmonieux. Mais les points de vue des uns ou des autres ne sauraient engager l'UNESCO. Ce qui engage l'UNESCO ce sont les décisions prises par sa Conférence générale et les activités qu'elle mène. Or toutes les décisions et les activités de l'UNESCO sur la communication ont été adoptées par consensus, avec donc l'accord des Etats-Unis et de tous les pays membres. »

« Dans cette affaire du nouvel ordre mondial de l'information, on reproche à l'UNESCO de s'obstiner dans une querelle qui, dit-on, divise les Etats membres, et qui de toute façon, n'est qu'une répétition de l'UNESCO — non pas juridiquement, mais matériellement, notamment pour des questions d'argent. On ne voit pas l'UNESCO fonder une agence mondiale de presse qui serait, elle, complètement indépendante de l'Occident ou de l'Agence Tass. »

« L'UNESCO n'a pas à son programme la création d'une quelconque agence mondiale de l'information. Elle ne peut le faire et ne le fera certainement jamais : cela ne relève absolument pas de ses activités. Le problème du nouvel ordre mondial de l'information a été posé par les Etats membres et particulièrement par les pays en développement, qui se sont plaints des déséquilibres de l'information dans le monde. Ces pays considèrent que la liberté de l'information suppose le pluralisme. Pour qu'il y ait une circulation véritable de l'information, il faudrait d'une part que celle-ci ne circule plus seulement de l'Occident vers le Sud, mais aussi qu'elle circule du Sud vers le Nord. »

De graves déséquilibres

« Ne pensez-vous pas que cette argumentation serait plus convaincante si elle ne venait pas de pays qui jouissent sous juridiction d'un libre accès à l'information et de la liberté de circulation ? »

« Laissez-moi aller jusqu'au bout de ma pensée. En même temps ces pays estiment que la liberté suppose la possibilité pour chacun de recevoir de l'information, mais aussi celle de pouvoir faire entendre sa voix. Ils estiment qu'il y a à cet égard de graves déséquilibres qu'il est essentiel de surmonter. C'est à partir de cette constatation que l'idée d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication a été émise au sein de l'UNESCO au moment où l'idée du nouvel ordre économique mondial était lancée aux Nations unies. Mais la question du déséquilibre de l'information avait déjà suscité des débats dès le début des années 70. »

« Pour revenir maintenant à votre question, il me paraît évident que soit assurée la liberté de l'information, mais je ne puis partager un jugement aussi global sur les pays en développement. Je ne me permets pas, du reste, de porter des jugements sur un pays quelconque. Mais pour ce qui est de l'UNESCO, les choses sont claires : elle est pour la liberté de l'information et pour une circulation libre et équilibrée de l'information. C'est pourquoi elle apporte son concours au développement des moyens d'information partout dans le monde, y compris pour le développement d'agences de presse régionales ou sous-régionales. »

« Des progrès ont été réalisés »

« En dehors du problème juridique et moral, il y a un problème pratique. La division du tiers-monde étant ce qu'elle est à l'heure actuelle, comment imaginer qu'on pourrait constituer une agence de presse qui soit acceptée en fait par tous les pays du tiers-monde ? »

« La question que vous posez me paraît des plus pertinentes. Il est certain que les pays du tiers-monde connaissent parfois des divisions profondes. Je ne puis que les regretter, car ils gagneraient à unir leurs efforts au lieu d'épuiser les maigres moyens dont ils disposent en des affrontements qui les affaiblissent. Mais les divisions ne sont pas l'apanage du seul tiers-monde. Concernant l'information, des progrès ont été réalisés dans différentes régions du tiers-monde, grâce notamment à l'aide de l'UNESCO. Par exemple l'Agence panafricaine de presse est devenue opérationnelle. Créée par une décision de l'Organisation de l'Unité africaine et ayant son siège à Dakar, elle fonctionne déjà depuis quelques mois. »

« Et ses dépêches sont diffusées dans l'ensemble des pays ? »

« Dans l'ensemble des pays, sans restriction. »

« L'Agence latino-américaine des services d'information (ALASEI) fonctionne également à Mexico depuis la fin de l'année dernière. Nous avons apporté aussi notre coopération à la CANA (Agence des nouvelles des Caraïbes) et à l'ANN qui est une agence des pays de l'Asie. »

« L'existence de ces agences ne garantit pas toujours le développement de l'information dans les régions intéressées en raison notamment du coût élevé de la transmission des dépêches. Les tarifs de transmission des dépêches des pays en développement sont, en effet, plus élevés que ceux pratiqués dans les pays industrialisés. La question est à l'étude depuis longtemps, en coopération notamment avec l'UNESCO et les ministères de l'information et des télécommunications des pays non alignés, réunis au Caire du 9 au 10 mai, visant de procéder à cet égard des mesures importantes. Ils ont en effet décidé de réduire d'au moins 50 % les tarifs de transmission des dépêches entre leurs pays respectifs et d'établir un groupe de travail chargé d'étudier la question des tarifs relatifs à la transmission des nouvelles et des programmes télévisés. »

« L'UNESCO aide au développement des moyens de communication de masse »

« Pensez-vous que des pays qui auraient travaillé à ce nouvel ordre mondial de l'information et de la communication se sentiraient ensuite plus tournés vers la liberté de l'information ? »

« Il faut aborder ces questions sans préjugé. Il y a des pays où le pluralisme des moyens d'information est assuré, d'autres où il ne l'est pas, d'autres encore où la liberté est restreinte. Dans certains pays, l'absence de moyens d'information réguliers ne signifie pas que l'information ne circule pas. Le bouche à oreille est sans doute mieux utilisé dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. On ne peut mesurer un peuple et empêcher de communiquer quand il a le vouloir de le faire. Enfin, le pluralisme est répandu partout, et aucun gouvernement ne peut empêcher qu'il soit d'écouter les nouvelles venant d'ailleurs. »

« Concernant les moyens modernes d'information, il faut voir la réalité des choses, et c'est ce que l'UNESCO s'efforce de faire. La plupart des moyens d'information des pays anciennement colonisés ont été créés par les colonisateurs ; quand ces pays sont devenus indépendants, ils les ont utilisés avec les mêmes méthodes, sans presque rien changer. Par ailleurs, dans ces pays, il n'y a généralement pas de capitaux permettant de développer des moyens d'information privés. En outre, beaucoup d'entre eux n'ont pas de spécialistes de la communication en nombre suffisant. Ce que l'UNESCO fait, et c'est là qu'elle apporte une précieuse contribution à l'épanouissement de la liberté de l'information, c'est d'apporter son aide au développement des moyens de communication de masse dans ces pays. »

« En ce qui concerne le problème de fond, je ne pense pas que la li-

berté de l'information soit uniquement liée à la propriété des médias. Il ne manque pas d'exemples où des médias créés par des gouvernements assurent une information indépendante et libre, comme il ne manque pas d'exemples où des particuliers qui ne tolèrent pas une information opposée à leurs vues ou à leurs intérêts. La liberté de l'information ne saurait dépendre surtout de la possibilité donnée aux journalistes de faire leur métier en toute indépendance. »

« Reste que dans des circonstances dramatiques — il est difficilement imaginable qu'un gouvernement progressiste d'une méditerranée laisse vraiment ce média l'importuner. »

« Je ne voudrais pas me référer à un pays particulier. Mais, partout dans le monde, la communication est devenue un des domaines si essentiels et si fondamentaux de la vie sociale et même économique que tous les groupes — politiques, gouvernementaux, privés — s'efforcent d'en influencer le contenu et d'orienter l'information diffusée par les médias dans un sens conforme à leurs vues ou à leurs intérêts. Il peut naître donc des contradictions et même des conflits entre les autorités établies, les groupes d'intérêts et ceux qui travaillent dans les médias. Les travailleurs des médias, il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître, ne sont pas toujours eux-mêmes exempts de critiques. »

« Je crois que l'UNESCO y peut apporter tout quelque chose. Elle a été créée notamment pour contribuer à favoriser la compréhension et la compréhension mutuelles des nations et pour faciliter la libre circulation des idées par le mot et par l'image. Elle s'efforce de le faire, malgré les difficultés d'un monde où grandissent l'intolérance et les préjugés. »

Éliminer l'analphabétisme

« Il y a aussi le problème de l'analphabétisme. »

« Un des buts de l'UNESCO est d'imprimer une impulsion vigoureuse à l'éducation populaire et à la diffusion de la culture en aidant les Etats membres à développer leur action éducative. »

« L'alphabetisation occupe donc une place importante dans ses programmes, notamment par le moyen de la radio et de la presse écrite. L'UNESCO aide nombre de ses Etats membres à développer, en particulier, une presse rurale dans les langues parlées par les populations et dans lesquelles elles ont été alphabétisées. Les journaux sont entièrement préparés par les adultes eux-mêmes, qui en écrivent les articles, les impriment sur du matériel simple et en assurent la diffusion. »

« En dehors du programme ordinaire de l'UNESCO, le programme international de développement de la communication (PIDC) apporte son concours à de nombreux projets de cette nature. Le PIDC, dont le conseil vient de terminer ses travaux à Paris, a examiné 81 projets et en a approuvé 76 dont 63 nouveaux. Nombre de ces projets concernent les moyens de communication (livres, radio, télévision), la formation dans tous les domaines de la communication. Même si les moyens de

meurent limités, je ne vois pas de raison pour que le PIDC n'apporte pas son concours à des groupements de journalistes souhaitant développer la presse là où elle n'existe pas et là où elle serait insuffisante. »

« Les moyens audiovisuels ouvrent en tout cas des perspectives nouvelles à l'élimination de l'analphabétisme qui affecte plus de 800 millions de personnes dans les pays en développement et qui resserre dans les pays industrialisés. L'UNESCO a lancé de nouveaux programmes destinés à éliminer avant la fin de ce siècle l'analphabétisme en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. C'est une tâche gigantesque, mais qui est à la mesure des possibilités de notre époque si les hommes retrouvent les chemins de la solidarité qui sont aussi ceux de la sagesse. »

Propos recueillis par
André Fontaine
et Bernard Brigueolet

Lisez
LE MONDE
diplomatique

AVANT DE PARAITRE

Les Temps Modernes

L'immigration maghrébine en France

les faits et les mythes

TM

Numéro triple, 640 pages

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LA GUERRE DU GOLFE

Inquiétude dans les capitales occidentales et hausse modérée des produits pétroliers

L'attaque, mercredi 18 mai, d'un pétrolier saoudien de 212 000 tonnes, le *Yanbu-Pride*, au large du port saoudien de Ras-Tanura par un appareil non identifié - le cinquième navire touché en cinq jours dans cette région - a soulevé une vive inquiétude dans les capitales occidentales. Washington a aussitôt accusé l'Irak d'être responsable de cette action. « Nous pensons que cette attaque a été effectuée par l'Irak, alors que le navire saoudien qui a été endommagé se trouvait à trente ou quarante milles marins au large de la côte est de l'Arabie Saoudite », a précisé le porte-parole du département d'Etat M. John Hughes. Les Etats-Unis, y voyant une dangereuse escalade de la guerre entre l'Irak et l'Iran et une menace grave contre la liberté de navigation, a appelé la volonté du président Reagan de « prendre les mesures nécessaires » pour empêcher un blocus du Golfe.

Peu surpris, le Koweït, dans un communiqué publié après le conseil des ministres du 18 mai, avait accusé Téhéran d'être responsable des dommages infligés à deux pétroliers koweïtiens, les 13 et 14 mai, « en violation flagrante de la charte internationale et des relations de bon voisinage ». Le Koweït a aussi demandé une réunion d'urgence des ministres des affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar et Oman). Celle-ci devait se tenir dans la journée du 17 mai.

Plusieurs pays européens ont exprimé leur inquiétude. Dans un communiqué, le ministère français des relations extérieures a demandé à toutes les parties concernées de mettre en œuvre dans les meilleurs délais les résolutions du Conseil de sécurité visant au rétablissement de la paix dans la région.

Le gouvernement britannique s'est dit, de son côté, « fortement préoccupé » par la recrudescence des attaques contre les pétroliers dans le Golfe, qui « semblent avoir été montées à la fois par l'Irak et par l'Iran ». Le Foreign Office, qui appelle à la cessation des combats, demande que, « entre-temps, la liberté de navigation dans le Golfe et

dans le détroit d'Ormuz soit respectée, comme l'a réclamé la communauté internationale à plusieurs reprises ». Ce communiqué, qui renvoyait dos à dos les deux belligérents, a suscité l'ire de Bagdad, qui a convoqué l'ambassadeur de Grande-Bretagne et protesté contre une telle attitude qui « ne fait aucune distinction entre l'Irak, l'agresseur, et l'Iran, qui invite à négocier ».

Assurance spéciale pour hauts risques

Le marché pétrolier, qui n'avait pas réagi lors des précédentes attaques, a enregistré une poussée de fièvre dans la journée du 18 mai. Le brut Brent de la mer du Nord - l'un des baromètres des cours pétroliers mondiaux - a été coté à 30,70 dollars le baril, contre 29,75 la veille, et dépassait de 70 cents son prix officiel, avant de redescendre à 30,50 dollars. Il atteignait ainsi son plus haut niveau depuis le mois de septembre dernier. Une même tendance à la hausse a été enregistrée sur le marché libre de Rotterdam et sur les marchés à terme outre Atlantique. Deux raisons peuvent expliquer cette hausse des prix. Les Lloyd's de Londres ont, en effet, annoncé une extension géographique de la « zone de danger » du Golfe, pour laquelle une prime d'assurance spéciale pour hauts risques de guerre a été appliquée. Cette zone inclut désormais tous les ports du Golfe situés au nord du 28° parallèle. Dans les ports les plus exposés, la prime réclamée (3 % de la valeur de la cargaison) approche désormais du dollar par baril, un niveau qui peut encore, si est vrai, être compensé

par des rabais des pays producteurs sur un marché pléthorique. La seconde raison est la réticence grandissante des affrèteurs à envoyer leurs navires dans cette zone exposée depuis la recrudescence des attaques. Selon les milieux maritimes londoniens, les derniers événements auraient provoqué un gel des affrètements de pétroliers, et aucun affrètement pour le port iranien de Kharg n'aurait été enregistré depuis dix jours.

L'idée continue pourtant de prévaloir dans les milieux pétroliers que les pays occidentaux pourraient faire face à une fermeture temporaire - au demeurant improbable - du détroit d'Ormuz, ce canal large de 38 à 55 km qui relie le Golfe à l'océan Indien. (Même si le Japon, qui reçoit les deux tiers de son approvisionnement pétrolier par cette voie, ne cache pas son inquiétude). Globalement les 20 % de la production mondiale qui transitent par cette artère pourraient momentanément être trouvés par une augmentation de la production en dehors du Golfe et une réduction des stocks. D'autant que les pays occidentaux ont fortement réduit leur dépendance à l'égard de cette région. Au premier trimestre 1984, par exemple, l'Arabie Saoudite n'a représenté que 13 % des approvisionnements français contre 25 % pour la même période en 1983 et 50 % au début de la décennie. Mais le second choc pétrolier, purement artificiel - on s'est aperçu a posteriori que l'offre n'avait cessé de dépasser la demande en 1980-1981 - est assez présent dans les mémoires pour que l'on n'oublie pas que le marché du pétrole peut être un marché spéculatif.

BRUNO DETHOMAS.

Embarras à Washington

Washington. - La brutale dégradation de la situation dans le Golfe persique survient au plus mauvais moment possible pour l'administration américaine. Trois mois après le pitoyable échec essuyé par les Etats-Unis au Liban, et cinq mois avant l'élection présidentielle de novembre, M. Reagan ne bénéficie, en effet, ni du crédit nécessaire dans la région pour contrôler efficacement le développement de la crise, ni de la liberté de ma-

œuvre indispensable dans son propre pays pour pouvoir, le cas échéant, envisager, sans grave danger politique, de risquer une intervention militaire.

Avec un mélange de fermeté et de prudence, déguisant mal une certaine perplexité, les porte-parole officiels se sont donc attachés à la fois, mercredi 16 mai, à rappeler que M. Reagan avait personnellement déclaré, le 22 février, qu'il « ne permettrait en aucun cas la fermeture » du détroit d'Ormuz, et à souligner que le Golfe n'était actuellement pas fermé.

La Maison Blanche s'est refusée à préciser à quel moment elle considèrerait que ce serait le cas. Le département d'Etat n'a pas voulu davantage indiquer ce que les Etats-Unis pourraient alors « faire ou ne pas faire ». L'une comme l'autre ont « déploré cette série d'attaques aériennes (...) qui constituent une dangereuse escalade de la guerre irako-iranienne et une menace contre la liberté de navigation (dans le détroit) que les Etats-Unis sont décidés à maintenir ouverte » en faisant « ce qui est nécessaire ».

« Une fois de plus, il est impératif que les parties concernées par les combats dans la région recherchent une solution pacifique », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spokes, tandis que celui du département d'Etat, M. Hughes, faisait savoir que Washington avait demandé à « plusieurs pays » en relation avec l'Irak d'intervenir auprès du gouvernement de Téhéran pour que cessent les attaques contre les pétroliers. Il s'agit notamment du Japon et de l'Algérie. L'ambassadeur d'Arabie Saoudite avait, en par ailleurs, mardi, de longues entretiens à la Maison Blanche.

Selon un haut fonctionnaire de la présidence, l'ambassadeur n'aurait pas formulé à cette occasion de demande d'intervention, et la chaîne de télévision NBC croyait savoir, mercredi soir, que l'Arabie Saoudite et plusieurs autres pays arabes pro-occidentaux auraient catégoriquement rejeté toute idée de démarche militaire commune avec les Etats-Unis.

Il semble néanmoins que les quatre avions-radar américains AWACS, opérant dans l'espace aérien saoudien depuis 1980 et qui sont en liaison permanente avec Washington, avaient averti les autorités de Ryad de l'attaque qui allait être lancée mercredi matin contre l'un de leurs pétroliers.

Le département d'Etat - comme il l'avait fait mardi soir pour celles de dimanche et lundi - a imputé cette dernière attaque à l'Iran, en affirmant disposer d'indications « très sérieuses » montrant que l'aviation iranienne avait utilisé à cette occasion un appareil de fabrication américaine fourni sous le règne du chah.

Escalade militaire

(Suite de la première page.)

Certains rappellent que les Irakiens n'ont pris livraison des Super-Étandard français et des Exocet que vers la fin du mois d'octobre dernier, et estimant qu'il a fallu au moins un mois pour se familiariser avec ces engins perfectionnés. D'autres affirment que la prudence doit ont fait preuve les Irakiens plutôt que au veto des Etats pétroliers du Golfe qui souhaitent éviter à tout prix une explosion qui déstabiliserait toute la région.

Une solution de désespoir

En s'attaquant les 26 avril et 7 mai à deux pétroliers - de surcroît saoudiens - qui avaient chargé au terminal de Kharg, les Irakiens ont donc fait clairement savoir à leurs « financiers » du Golfe qu'ils étaient désormais décidés à passer outre leurs conseils, quitte à entraîner l'ensemble de la région dans une escalade aux conséquences imprévisibles. La décision de Bagdad est des plus habiles. Elle contraint les Etats pétroliers du Golfe à participer à leur corps défendant à un conflit qu'ils souhaitent éviter à tout prix. Elle oblige du même coup les dirigeants de Téhéran à mettre à exécution leurs menaces répétées de s'en prendre aux Etats arabes qui financent l'Irak.

Toutes les conditions d'une internationalisation du conflit, tant souhaitée par Bagdad, sont désormais réunies. Ebranlés par les offensives répétées de l'armée iranienne, les Irakiens comptent de plus en plus sur une intervention internationale pour obtenir une paix négociée que Téhéran s'obstine à leur refuser, avec l'espoir de voir le régime de Bagdad s'effondrer tôt ou tard sous

les coups de boutoir que lui administre l'Iran à intervalles plus ou moins réguliers.

Les dirigeants de Téhéran se trouvent désormais au pied du mur. Il n'est évidemment pas question pour eux de bloquer le détroit d'Ormuz, une entreprise impraticable sur le plan technique et dont ils seraient les premiers à souffrir. Ils peuvent cependant perturber gravement le trafic maritime dans cette zone en rendant dangereuses toutes les routes pétrolières du golfe Persique, ainsi que l'a affirmé à nouveau l'ayatollah Rafsanjani. C'est apparemment en faveur de cette solution de désespoir que Téhéran a opté en s'en prenant à des pétroliers koweïtiens et saoudiens, avec l'espoir que Koweït et Ryad contraindraient Bagdad à renoncer à ses attaques contre les pétroliers qui se rendent au terminal de l'île de Kharg.

Un pari dangereux

C'est un pari dangereux. Rien n'indique en effet que l'Arabie Saoudite et le Koweït sauront se montrer suffisamment persuasifs pour contraindre Bagdad à renoncer à une stratégie qui semble être l'ultime recours dont disposent les Irakiens pour tenter d'affaiblir la machine de guerre iranienne. Le président Saddam Hussein a été en effet des plus clairs en s'adressant au début du mois à un groupe de journalistes koweïtiens. Il leur a notamment laissé entendre que le « siège » maritime de l'Irak serait intensifié au cours des prochaines semaines et pourrait même aboutir à une attaque contre les installations pétrolières de l'île de Kharg. Les récentes déclarations du ministre saoudien du pétrole, cheikh Ahmed Zaki Yamani, qui a presque justifié l'attaque par l'Irak du pétrolier saoudien, semblent indiquer que certains milieux saoudiens ne paraissent pas du tout mécontents de la tournure des événements.

Une attaque aérienne contre l'île de Kharg semble toutefois improbable dans les conditions actuelles. Elle coûterait en effet trop cher aux attaquants irakiens, et Bagdad

n'aurait vraisemblablement recours à cette extrémité qu'en cas où ses troupes seraient incapables de faire face à une nouvelle offensive terrestre iranienne. En fait, celle-ci demeure le grand point d'interrogation. Annoncée depuis plusieurs semaines comme imminente par les Américains, qui ont signalé d'énormes concentrations de troupes iraniennes à la frontière sud de l'Irak, elle tarde curieusement à venir.

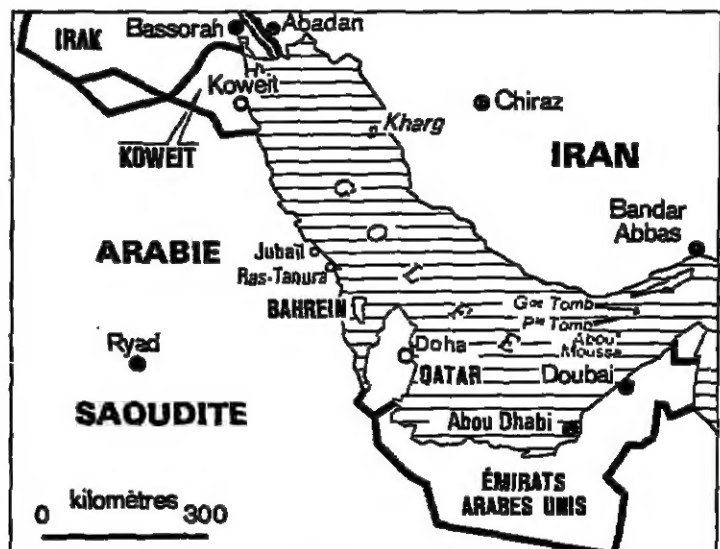
Régionaliser la guerre

Les autorités iraniennes, pour leur part, n'ont rien fait pour démentir les informations de Washington, et les milieux diplomatiques occidentaux de Téhéran confirment que toutes les dispositions ont été prises pour que la nouvelle offensive ne s'enlise pas à nouveau dans les marais de Howza. L'île de Majnoon, conquise au début de mars, a été transformée en une tête de pont militaire d'où partirait l'offensive iranienne, dont l'objectif essentiel serait d'encercler les 3^e et 4^e corps d'armée irakiens, qui défendent Bassorah, et de couper la grande route qui relie le port irakien à Bagdad.

Il est évident que le succès d'une telle opération, qui isolerait la région de Bassorah du reste du pays, porterait un coup sévère à l'armée irakienne et au régime de Bagdad. Son succès est cependant loin d'être assuré. Le retard de la nouvelle offensive est apparemment dû à des problèmes de logistique, ceux-là mêmes qui ont conduit à l'échec l'offensive de mars dernier, et que les militaires de Téhéran s'efforcent actuellement de résoudre.

Dans ce cas, la décision du président Saddam Hussein de régionaliser la guerre en contraignant ses amis saoudiens et koweïtiens à s'engager malgré eux dans la bataille viserait à créer un nouveau rapport de forces dans la région avant le déclenchement de la prochaine offensive iranienne.

JEAN GUEYRAS.



Le détroit d'Ormuz, qui ferme le Golfe, est pratiquement à l'abri de toute tentative de sabotage. Selon une étude réalisée aux Etats-Unis, si le détroit était miné par l'un des protagonistes de la guerre du Golfe, il suffirait qu'un dragueur de mines effectue un seul passage par jour pour maintenir libre en permanence un canal de 411 mètres de large, suffisant pour les super-pétroliers. En outre, l'entrée de l'Irak n'est pas de fermer toute circulation par le détroit d'Ormuz, dans la mesure où ses propres exportations de pétrole utilisent ce passage. Toute tentative de disposer de terminaux pétroliers au sud du détroit.

Israël L'inflation a atteint en avril le taux record de 20,6 %

De notre correspondant

Jérusalem. - A dix semaines des élections législatives, les prix à la consommation en Israël continuent de grimper : l'« hyper-inflation » a atteint 20,6 % en avril. Il s'agit du deuxième plus fort indice depuis la création de l'Etat en 1948 et du taux record pour une telle période. Seul le chiffre d'octobre 1983 fut légèrement supérieur : 21,3 %. Mais cette pire performance était largement due à la crise boursière qui secoua alors le pays. Au rythme actuel, l'inflation cumulée - qui a atteint 263 % au cours des douze derniers mois - sera de 406 % en 1984.

Le mauvais pourcentage d'avril, même si les variations saisonnières l'expliquent en partie, constitue un nouveau revers pour le ministre des finances, M. Cohen Orgad. De son propre aveu, l'accélération de la hausse des prix résulte de la politique d'austérité mise en place en octobre 1983, et qui vise avant tout à redresser la balance des paiements.

L'ennui, pour le grand argentier, c'est que, hormis le déficit commercial en légère baisse, tous les autres indicateurs économiques empirent. Ainsi, la dette extérieure, s'est-on appris il y a quelques jours, a augmenté de 8 % l'an dernier, atteignant 22,5 milliards de dollars, malgré la mobilisation en dons d'une partie des prêts américains. Pendant les six derniers mois, le chômage s'est accru de 43 % et frappe maintenant 80 000 travailleurs, soit 5,7 % de la population active.

Tout cela, bien sûr, ne renforce pas la main du Likoud à l'ordre de la campagne électorale, que l'opposition travailliste s'efforcera d'axer sur l'échec économique patent de la coalition sortante. Tout en jurant qu'il ne versera pas, comme avant le scrutin de 1981, dans son qu'on appelle ici « l'économie électorale », le gouvernement tente au moins de ne pas aggraver son cas face à une population dont le pouvoir d'achat a décliné de 7 % depuis janvier.

Les dernières hausses sur les produits de base ont été limitées au maximum. Le Trésor s'apprête à faire adopter une réforme des tarifs de l'impôt qui profitera à deux cent mille contribuables de revenus modestes. Il a accepté d'accorder dès le début de juin une indemnité spéciale en guise d'avance sur le versement de la « prime de vie chère », laquelle permet pratiquement d'indexer, quoique avec retard, tous les revenus sur l'inflation. Il espère enfin de meilleurs indices des prix en mai et juin, mois où l'inflation est d'ordinaire plus faible. Mais l'actuel « boom » sur le marché noir du dollar - le billet vert étant négocié à 20 % au-dessus de sa valeur - montre que la confiance sera difficile à restaurer d'ici au 23 juillet.

La centrale syndicale Histadrout, fief des travailleurs, fera d'autant moins de cadeaux au pouvoir qu'elle s'est donné, le mardi 15 mai, un nouveau chef, combatif et populaire, M. Israël Kassar, cinquante-six ans. Signe des temps : le nouveau secrétaire général de la Histadrout est, pour la première fois, un séfarade, immigré du Yémen alors qu'il était enfant, il remplace Yehoram Meshel, soixante et onze ans, ashkénaze bon teint et cacique du travailisme, qui occupait le poste depuis dix ans. A cet égard, l'avènement de M. Kassar marque la fin d'une époque.

L'origine de M. Kassar est un bon point pour le parti travailliste, trop souvent identifié dans le passé à la classe politique d'origine européenne aux yeux d'un peuple issu aujourd'hui en majorité du monde arabe. Habile négociateur qui a su avec patience attendre son heure depuis sept ans, M. Kassar veut « revitaliser » la Histadrout. Véritable empire économique, la centrale syndicale emploie un salarié de l'industrie sur cinq et produit un quart des exportations du pays. Quatre travailleurs israéliens sur cinq en sont membres.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

- Ce qui reste quand on a tout oublié -
« Questions d'Actualité »
Collection dirigée par Claude Glayman



GÉRARD CHALAND

LES FAUBOURGS DE L'HISTOIRE
tiers-mondismes et tiers-mondes
CALMANN-LÉVY

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75437 PARIS CEDEX 05
C.C.P. 4297-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,90 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 85 c. ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 85 dr. ; Inde, 85 p. ; Italie, 1 600 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DA ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 7,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Thaïlande, 182 sh.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonneau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé en France à Paris

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0595-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

343 F 605 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

(par mandat)

2 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse : défiler les provisions (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PROCHE-ORIENT

DANS LE SUD DU LIBAN

L'expédition israélienne contre le camp d'Ain-Heloué donne lieu à des versions contradictoires

L'importante opération de perquisition effectuée dans la nuit de mardi à mercredi à l'intérieur du camp palestinien d'Ain-Heloué, dans le sud du Liban (le Monde du 17 mai) a donné lieu à des versions contradictoires.

A Jérusalem, ainsi que le rapporte notre correspondant, le porte-parole de l'armée, interrogé à plusieurs reprises, a démenti la plupart des informations en provenance du Liban au sujet de cette affaire. Selon la version israélienne, l'armée est bien intervenue mercredi au matin au camp palestinien d'Ain-Heloué afin de perquisitionner dans certaines maisons qu'elle soupçonnait d'abriter des stocks d'armes. Elle a voulu ensuite arrêter deux des résidents du camp chez qui elle avait découvert des caches d'armes. Ceux-ci ont pris la fuite et ont alors été blessés par les soldats israéliens. Il n'y a eu aucun mort, et plusieurs autres suspects ont été arrêtés.

Les chars de l'armée israélienne, précises-t-on à Jérusalem, n'ont ni ouvert le feu ni pénétré à l'intérieur d'Ain-Heloué. Le camp a seulement été bouclé. Aucun couvre-feu n'a été imposé. On ne confirme ni ne dément, en revanche, que l'armée ait dynamité plusieurs maisons du camp. Cette intervention à Aïn-Heloué, ajoute-t-on, a été décidée parce que l'armée avait découvert que plusieurs personnes soupçonnées

d'avoir participé à des attentats contre elle avaient ensuite trouvé refuge dans le camp, utilisé comme base arrière.

En revanche, nous signale notre correspondant à Beyrouth, on ne peut nier que l'armée israélienne ait mené une « opération punitive » à Aïn-Heloué. Les informations sont concordantes sur quelques points de l'opération : l'encerclement du camp par des blindés ; l'entrée des soldats israéliens dans son enceinte ; l'arrestation de suspects ; le dynamitage de locaux ; l'existence de victimes. Elles sont divergentes, toutefois, sur son ampleur et ses résultats. Radio-Liban, contrôlée par la milice chiite Amal, en donne la version la plus dramatique : mille cinq cents hommes et cent cinquante véhicules militaires auraient pénétré dans le camp, procédant à cent cinquante arrestations, dynamitant vingt maisons et locaux de commerce, faisant un tué et treize blessés. Selon le témoignage de certains habitants, dix-sept chars et véhicules ont pénétré dans le camp : cent cinquante jeunes gens ont été arrêtés, trente maisons dynamitées, et vingt personnes blessées. Le rapport de la police libanaise confirme le chiffre de cent cinquante arrestations, mais ne fait état que de deux boutiques dynamitées.

L'UNRWA (Office des Nations unies pour le secours aux réfugiés), la plus neutre des sources d'information, précise que « huit maisons du camp palestinien ont été dynamitées par les forces israéliennes », et que « les chars ne sont pas entrés dans le camp et n'ont pas ouvert le feu ».

L'intervention israélienne a été accueillie par une manifestation constituée principalement de femmes du camp, suivie d'une grève de trois jours. Les populations des camps de Beyrouth, de Sabra et de Chatila se sont à leur tour associées au mouvement de protestation en déclenchant une grève de leur côté. Le comité exécutif de l'O.L.P. a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU pour « prendre les mesures nécessaires et punir les auteurs du massacre ».

21-29 MAI
Cyclo culturel sur le
MONDE SEPHARADE
Conférences, Débats, Concerts, Expositions, Projections, Théâtre, Vente de livres et de disques.
Centre Juif d'Art et de Culture,
Fédération Sépharade de France,
68, rue de la Folie-Méricourt
75011 PARIS
Tél. : 806-28-80 - 807-23-25

Kâmurân Gürlün
LE DOSSIER ARMÉNIEN
DES DOCUMENTS INÉDITS AU SERVICE DE LA VÉRITÉ HISTORIQUE
TRIANGLE

Où le soleil est-il si bien, qu'il en oublie de se coucher ?
En Finlande, naturellement !
Si les lacs ont un pays, c'est bien en Finlande qu'il se trouve. Des lacs par milliers à l'eau claire, si pure que l'on peut en boire.
Des lacs paradisiaques de la pêche, mais aussi paradis de la baignade et de la planche à voile : en été, l'eau atteint facilement les 24°.
Si, cet été, pour vos vacances, vous décidez d'un retour à la nature — la vraie — sachez que tous les arbres, toutes les plages, tous les sentiers embaumés, se mettent en quatre, pour mieux vous accueillir !
Et si la tentation se fait forte de découvrir les paysages du Grand Nord, toundra, collines et cours d'eau, si vous voulez rencontrer un peuple vivant à l'écart du monde, vous pousserez jusqu'en Laponie, terre merveilleusement illuminée de soleil de minuit.
Pour recevoir une documentation complète, retournez le coupon-réponse à :
Office National du Tourisme de Finlande 13, rue Auber-75009 PARIS
Tél. : 742.65.52
Finlande
naturellement votre

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La Chambre des représentants accepte la construction de quinze missiles MX au lieu des quarante demandés par le Pentagone

De notre correspondant

Washington. — Oubliant un instant leurs violentes batailles, les deux principaux candidats à l'investiture démocrate, MM. Mondale et Hart, avaient adressé une lettre commune aux membres de la Chambre des représentants. Le MX est une « arme dangereuse et vulnérable », leur avaient-ils écrit pour les appeler à retirer du budget de la défense qu'ils examinaient, mercredi 16 mai, tous crédits pour le missile intercontinental dit Peacekeeper. M. Jesse Jackson, avait, lui, envoyé séparément un télégramme allant dans le même sens.

Les représentants, dont la majorité est démocrate, se trouvaient donc soumis à une double pression de leur propre parti et du président qui, lui, leur avait pratiquement enjoint, lundi dernier, de ne pas « faiblir » et d'encourager ainsi « l'union soviétique à ignorer nos efforts en faveur du contrôle des armements ».

Après deux jours et demi de marchandages, d'intrigues, de coups de téléphone et de rendez-vous à la Maison Blanche, on est arrivé à une demi-mesure qui ne satisfait pleinement ni les candidats démocrates ni la Maison Blanche, mais souligne toutefois, pour MM. Mondale, Hart et Jackson, que la Chambre est encore légèrement moins que celle de M. Reagan.

Par 218 voix contre 212, les représentants ont, en effet, refusé de « tuer » purement et simplement le MX, comme le leur demandait le sénateur M. O'Neill, le président de la Chambre. Ils ont préféré adopter (par 229 voix contre 199) le compromis qu'avait proposé M. Aspin, un démocrate modéré, grâce auquel l'administration avait déjà obtenu, l'année dernière, une majorité de neuf voix pour la production des vingt et un premiers missiles qui devaient être déployés à cent exemplaires à partir de 1986.

Aux termes de ce compromis, il n'en sera construit, pour cette dernière tranche, que quinze et non pas quarante comme l'avait souhaité le Pentagone, ni même trente,

comme l'avait suggéré la commission des forces armées. De surcroît, les fonds débloqués (1,8 milliard de dollars) ne pourront être utilisés avant avril prochain afin de laisser à l'URSS un délai conséquent pour revenir à la table des négociations de Genève sur les armes stratégiques (START).

Le Sénat, à majorité républicaine, doit encore se prononcer, et l'accord qui devra être trouvé entre les deux Chambres devrait logiquement être plus acceptable pour M. Reagan. Le vote ambigu des représentants — dans lequel soixante-douze démocrates ont soutenu les républicains, tandis que dix-huit républicains faisaient le mouvement inverse — illustre cependant bien le débat montant dans tout le pays sur le bilan de la politique de « paix par la force » du président sortant.

Contrairement à ce qu'avait prédit M. Reagan, disent les uns, le réarmement américain n'a nullement conduit les Soviétiques à assouplir leur position, mais, au contraire, conduit dans l'impasse les négociations sur le désarmement. Nous nous sommes heurtés, répondent les autres, à la paralysie de la direction soviétique provoquée par les morts successives de Brejnev et d'Andropov, mais il n'en est pas moins vrai que les États-Unis ne pourront pas, le moment venu, négocier avec succès en étant en position de faiblesse.

Ce débat, qui pèsera lourd dans la campagne électorale, n'est en fait tranché ni dans l'opinion ni dans le monde politique, ni même dans les rangs des démocrates qui comptent nombre de « faucons ». Le fait que M. Mondale ait été le vice-président de M. Carter, qui avait jeté les bases du réarmement américain et souhaité déployer non pas cent mais deux cents MX, symbolise d'ailleurs, à lui seul, le paradoxe de la situation. Une situation d'autant plus bousillée que les plus grands douces pèsent sur l'efficacité militaire du Peacekeeper.

B. G.

Le Pentagone veut renforcer la présence américaine au Honduras

De notre correspondant

Washington. — Les autorités américaines envisagent d'affecter d'ici à 1989 un budget de 149 millions de dollars au développement d'installations militaires en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Ces crédits, indique un rapport que le département de la défense vient de soumettre au Congrès, devraient permettre de « réduire significativement le temps nécessaire aux États-Unis pour intervenir, si besoin était, pour une assistance militaire » dans la région.

Le Pentagone souhaite notamment consacrer 21 millions de dollars à l'allongement des pistes des aéroports honduriens de Palmarola et de La Ceiba, sur la côte atlantique, afin qu'elles puissent offrir un soutien logistique à l'armée de l'air américaine. Le Honduras est aujourd'hui devenu une plaque tournante de la présence militaire des États-Unis en Amérique centrale, et c'est dans ce pays que pourrait être transféré le siège du commandement sud-américain à l'expiration, à la fin du siècle, des traités sur le canal de Panama.

Le projet du Pentagone prévoit également la création, pour 2,9 millions de dollars, de facilités de stockage sur l'aéroport hondurien de San-Lorenzo, proche du golfe de Fonseca, que bordent au sud les côtes du Nicaragua ; 43 millions devraient, enfin, être engagés pour l'amélioration des installations de Guantanamo, la base américaine au sud-est de Cuba.

Commentant ces propositions, M. Bill Alexander, un démocrate qui est membre actif de la sous-commission de la Chambre des représentants pour les installations militaires, s'est déclaré « préoccupé de ce que l'administration tente si fortement sur une stratégie militaire en Amérique centrale, sans faire preuve d'autisme d'après l'initiative en matière diplomatique ». C'est là, en substance, le reproche que le chef de l'Etat mexicain, M. Miguel de la Madrid, a adressé aux auto-

rités américaines tout au long de la visite officielle de trois jours qu'il vient d'achever aux États-Unis — où le Salvadorien M. Duarte est attendu, lui, samedi prochain.

Le président — élu — démocrate-chrétien du Salvador passera quatre jours à Washington. Il devrait s'entretenir avec M. Reagan et plusieurs personnalités du Congrès dont, peut-être, M. Jesse Helms, sénateur d'extrême droite de Caroline du Nord, qui reproche à l'administration d'avoir dépensé, par le canal de la CIA, quelque deux millions de dollars pour favoriser la victoire de M. Duarte.

Selon le Washington Post, les nouvelles manœuvres que l'armée américaine doit commencer la semaine prochaine au Honduras auraient par ailleurs suscité un conflit entre le Pentagone et le commandant du front sud, le général Paul Gorman. Souvent décrit par des diplomates du département d'Etat comme l'homme de confiance de la Maison Blanche en Amérique centrale, le général Gorman avait prévu d'engager plus de 3 600 hommes dans ces manœuvres (« Grands-dé ») de lutte « anti-insurrection », qui dureront jusqu'au 30 juin et succéderont aux manœuvres Big Pine 2. Le département de la défense a déclaré pour sa part que mille hommes seulement prendraient part à cet exercice.

BERNARD GUETTA.

Chili

LE RÉGIME MILITAIRE RENFORCE LES MESURES DE SÉCURITÉ

Santiago (AFP, AP, Reuters). — La circulation automobile nocturne vient d'être interdite pour une période indéterminée dans les rues de la capitale chilienne. La mesure, qui s'applique à partir de la nuit du jeudi 17 au vendredi 18 mai, vient d'être prise par décret des autorités militaires en vue de mettre un terme à une vague d'attentats à la bombe commis ces derniers temps à Santiago. Dans la seule nuit de samedi à mercredi, une quarantaine d'explosions ont été enregistrées. Valparaíso et Concepción, les deux autres grandes villes chiliennes, ont également été touchées par ces attentats, qui n'ont fait aucune victime. La circulation automobile sera prohibée de minuit à 5 heures du matin. Le couvre-feu, en vigueur pendant dix ans à la suite du coup d'Etat militaire contre l'Unité populaire, avait été levé en août 1983.

Le mardi 15 mai, d'autre part, une nouvelle législation antiterroriste avait été promulguée par les autorités militaires. La police militaire du régime (CNI) pourra officiellement arrêter, interroger et écrouer toute personne suspecte.

INTERIEURS
Nuances des fauteuils et canapés. Jeux de lumières des abat-jour et des halogènes. Géométrie variable des tapis indiens. Un confort à l'américaine respice à la française : votre intérieur.

FIRST TIME

27, RUE MAZARINE - PARIS 6^e - TEL. 325.55.00 - PARKING

Nicaragua

Les restrictions à la liberté de la presse pourraient être légalisées

Managua (AFP, AP, Reuters). — Le Conseil nicaraguayen a commencé, le mercredi 16 mai, la discussion d'un projet de loi sur la presse prévoyant de sévères limitations à la libre expression. Des peines allant d'une simple amende à la fermeture ou à la saisie de l'organe de presse sont prévues.

Ce texte, s'il était adopté, légaliserait la censure préalable en vigueur depuis deux ans.

Le projet, mis au point par le Front patriotique de la révolution (FPR, organe dirigeant du Mouvement sandiniste), interdit notamment la publication de toute information sur la pénurie de produits de base, qui est devenu l'un des principaux problèmes pour le régime au cours des derniers mois.

Le texte interdit également que les informations « se fassent l'écho des intérêts de l'impérialisme ou reproduisent des campagnes de propagande promues par des ennemis intérieurs et extérieurs de la révolution ». « La liberté de la presse ne peut se concevoir comme une simple liberté d'entreprise considérant l'information comme une marchandise et non comme un bien social », affirme le projet.

Le texte prévoit de plus que les chaînes de télévision seraient réservées « au bénéfice exclusif de l'Etat ».

La création d'un conseil national de communication sociale — où les représentants du gouvernement seraient majoritaires — est prévue, afin de « veiller à la défense et au renforcement de la liberté d'information, d'expression et de diffusion de la presse ».

El Salvador

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE FÉLICITE M. DUARTE DE SA VICTOIRE.

LE PRÉSIDENT DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE FÉLICITE M. DUARTE DE SA VICTOIRE.

Le président de l'Internationale socialiste, M. Willy Brandt, et trois vice-présidents de l'organisation ont envoyé en leur nom propre, le mercredi 16 mai, une lettre au président élu du Salvador, M. Napoleon Duarte, pour le féliciter de son élection qui traduit une « victoire des idées démocratiques ».

Cette lettre à M. Duarte est signée par l'ancien chancelier ouest-allemand et par MM. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement espagnol, José Francisco Peña Gómez (maître de Saint-Domingue) et leader du parti révolutionnaire dominicain au pouvoir et Carlos Andres Perez, ex-président du Venezuela. La missive est « personnelle mais conforme aux idées de l'Internationale », a déclaré à Caracas M. Perez.

Les quatre dirigeants sociaux-démocrates estiment que le succès électoral de M. Duarte est « une victoire des idées démocratiques et des aspirations du peuple salvadorien à vivre en paix dans un Etat de droit ».

Dans leur message, les quatre dirigeants de l'Internationale offrent au président élu leur appui pour qu'il entame des négociations avec la guérilla. Organiquement, l'Internationale socialiste a, plusieurs fois dans le passé, manifesté son soutien au FDR (Front démocratique révolutionnaire) que préside le social-démocrate M. Guillermo Ungo, et qui est partisan de la lutte armée, aux côtés des guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle
IPEC Enseignement sup. privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél. : 833.61.23/329.63.71/354.45.87

L'AMERICAN COLLEGE IN PARIS/UNIVERSITE AMERICAINE DE PARIS
ORGANISE
UN COLLOQUE INTERNATIONAL
« LA MENACE SOVIETIQUE POUR LA PAIX MONDIALE : MYTHE OU REALITE ? »
le jeudi 24 mai 1984, de 9 heures à 18 h 30
Grande Salle de la Domus Medica (292 places)
60, boulevard de Latour-Maubourg, Paris (7^e)
(Métro : Latour-Maubourg - Bus 28, 49)
avec la participation de :
Alexandre ADLER (Université de Paris-VIII) ;
André T. BOHLEN (Ambassade des États-Unis) ;
Hélène CARRERE D'ENCAUSSE (Université de Paris-I) ;
Peter W. FORD (Ambassade de Grande-Bretagne) ;
Robert FORD (ancien ambassadeur du Canada à Moscou) ;
René GIRAULT (Université de Paris-II) ;
Carlos de SA RÊGO (Libération) ;
Michel TATU (Le Monde).
Discours d'introduction : Pierre Salinger.
Le Colloque est ouvert à tout le monde. L'entrée est gratuite. Une section de l'Auditorium sera réservée aux universitaires, diplomates et membres de la presse.

INTERIEURS
Nuances des fauteuils et canapés. Jeux de lumières des abat-jour et des halogènes. Géométrie variable des tapis indiens. Un confort à l'américaine respice à la française : votre intérieur.

FIRST TIME

27, RUE MAZARINE - PARIS 6^e - TEL. 325.55.00 - PARKING

NOUVEAU

NAVAJOS
PUIS DES S
SAGES PAL

TOUS LES
RAILS DANS
GUIDE BLE

PRIZ

du 17 au 26 n
tous les r

ASIE

Nouveau cours en Corée du Nord

II. - La nécessaire réforme économique

Dans un premier article, Alain Jacob a décrit le réajustement en cours dans la diplomatie nord-coréenne qu'illustre notamment le prochain voyage du maréchal Kim Il-sung à Moscou (le Monde du 17 mai).

Nampo. - De la capitale jusqu'à ce port - le second du pays - sur la côte ouest, le paysage et les rencontres offrent sans doute, en raccourci, une assez bonne image du genre de prospérité qu'ont atteint les Nord-Coréens, image en contraste, d'ailleurs, et qui n'incite pas plus au triomphalisme qu'à l'ameritisme.

La montagne n'est jamais très loin, même dans cette large vallée du fleuve Daedong, et la terre cultivable est donc rare : un peu plus d'un dixième d'hectare en moyenne par tête d'habitant pour l'ensemble du pays, soit à peu de chose près la même proportion qu'en Chine - « le grenier du pays est au sud » - observe notre guide avec regret. Comme en Chine donc, le premier objectif est de ne pas laisser inactif un pouce de terrain, et les champs s'étendent sans interruption du bord de la route aux premières pentes qui s'élèvent à l'horizon. En cette fin de printemps, grâce à de considérables travaux d'irrigation, les rizières sont mises en eau pour recevoir les jeunes plants cultivés sous plastique, les labours malaxent une terre durcie par le gel et par la sécheresse, y mêlent l'engrais qui enrichira les cultures.

Point ici, cependant, de ces bataillons qui partent à la même saison à l'assaut des campagnes chinoises. La main-d'œuvre est relativement rare en Corée du Nord, particulièrement dans le monde rural où vit moins d'un tiers de la population (et un dixième, nous dit-on, de la force de travail nationale), et de vigoureux efforts ont été déployés pour mécaniser les activités agricoles. Une ferme coopérative exhibe avec fierté les battues d'engins divers - y compris plusieurs dizaines de machines à repiquer le riz - dont elle dispose pour cultiver quelque 600 hectares de céréales, les stocks de pièces de rechange, les ateliers de réparation qui assurent le maintien en état de ce parc impressionnant.

Et comme dans d'autres pays socialistes, il est rare que le visiteur étranger soit admis à visiter d'autres unités de production que celles d'avant-garde. Relativisons donc. Plus significatif nous a paru le nombre de tracteurs aperçus au travail à travers les champs, par rapport en tout cas à celui des bêtes de trait, largement minoritaires.

Etape à Dai-An. C'est l'une des plus importantes usines de machines-outils du pays. Ville-usine, car non seulement la quasi-totalité du personnel qu'elle emploie est logée à proximité immédiate, mais, sur ses dix mille salariés, trois mille travaillent dans les champs dépendant de l'exploitation pour nourrir

l'ensemble de la communauté. Les ateliers que nous visitons fabriquent des équipements lourds, des pièces de turbines en particulier. Locaux vastes et clairs, machinés de toutes provenances - française et occidentale notamment. Ce genre de production représente l'un des points forts de l'économie nord-coréenne, les débouchés étant assurés tant par l'équipement intérieur du pays qu'à l'exportation vers les pays du tiers-monde.

Eloquente mais préoccupante illustration du dialogue Sud-Sud : si les équipements qui sortent de ces ateliers sont essentiels à toute forme de développement économique, la manière dont ils sont fabriqués ne ressemble encore que de loin aux procédés en usage dans des industries modernes. Va pour les pièces lourdes, usinées sur des machines en général contrôlées par un ou deux ouvriers. Mais, dans l'allée voisine, des jeunes femmes assurent à l'unité le filage de vis et d'écrous.

Un confort de base

A Nampo comme à Pyongyang, les constructions modernes sont impressionnantes. Hauts ensembles de douze, quinze étages et plus, qui prennent au soleil du soir sur l'enseigne du Daedong des allures séduisantes de front de mer au pied duquel on s'attendrait presque à voir bientôt mouiller les voiliers d'une marina. Un centre de tourisme est d'ailleurs en cours d'aménagement tout à côté. La capitale elle-même en est à sa troisième reconstruction : pratiquement rasée il y a trente ans, elle se couvre aujourd'hui de tours qui remplacent progressivement les constructions plus modestes élevées dans les années 60, en lieu et place des habitations plus ou moins provisoires et en partie souterraines, datant du lendemain de la guerre, et dont ne subsistent plus que des vestiges. Ce n'est pas le luxe, mais un confort de base dont rêvent encore bien des citoyens de quelques pays de la région.

Il s'agit là d'un des succès les moins contestables du régime, et qui dépasse le domaine du logement. Tous les visiteurs étrangers en Corée du Nord ont été frappés par cette prise en charge par l'Etat d'une large part des besoins du citoyen. Cela va des produits alimentaires distribués par les unités de production aux vêtements attribués une ou deux fois par an à diverses catégories sociales - écoliers et étudiants notamment - et, bien sûr, aux logements, dont les locataires payent tout juste le chauffage et l'éclairage. Sans oublier les soins médicaux entièrement gratuits, l'éducation - généralisée au niveau de l'enseignement secondaire - les loisirs et les vacances, dont les frais sont eux

De notre envoyé spécial
ALAIN JACOB

aussi le plus souvent couverts par la collectivité. C'est pourquoi, avec un salaire mensuel moyen de 90 wons (1), les citoyens nord-coréens parviennent sans trop de difficultés à couvrir les dépenses quotidiennes de leur existence. A condition, bien entendu, d'être un peu tous habillés de la même façon - l'uniforme est d'ailleurs de règle pour les écoliers et les étudiants - et de ne pas vouloir faire de folies. Car un rationnement de fait est pratiqué pour des produits de luxe encore trop rares, qui met - sauf attribution de bons de réduction par les unités de travail - le réfrigérateur à 400 wons, la machine à coudre à 450 et le récepteur de télévision en couleurs à 620.

Raisonnable succès d'une économie strictement planifiée et contrôlée par l'Etat, mais qui s'approche de ses limites. On s'en rend fort bien compte à Pyongyang en éprouvant les contraintes qu'a imposées un développement quasi autarcique conforme à l'idéologie du « *chuch'e* », dont le sens se résume à l'obligation de « compter sur ses propres forces ».

A quelques années encore de la cinquantaine, très à l'aise dans son complet gris clair, sobrement égayé d'une cravate à rayures sur une chemise bleu pâle, M. Tchou Hong-kym, directeur de la gestion économique à la planification, ferait volontiers penser - n'était le badge porté au revers du veston à l'effigie de Kim Il-sung - à un homme d'affaires de Singapour... ou à ce jeune économiste rencontré l'an passé, qui cherchait alors des fonctions équivalentes à Séoul.

L'intéressement de capitaux étrangers

Passé l'exposé rituel des objectifs fixés pour la fin de la présente décennie, M. Tchou accepte assez volontiers de parler des problèmes auxquels il devient désormais urgent de trouver des solutions. A travers son propos, se dessine l'ébauche d'une nouvelle politique économique qui constitue un élément essentiel des réorientations actuelles du régime.

Le plus neuf - parce que le plus inédit sur le plan politique - est l'idée d'un recours accru à l'aide et aux participations extérieures. L'appel à une coopération plus active avec l'URSS et les pays socialistes d'Europe de l'Est a déjà été mentionné, et il est l'un des objectifs principaux du prochain voyage à Moscou du président Kim Il-sung. Moins connu, mais plus significatif d'une évolution profonde est le projet de *joint ventures* - c'est-à-dire comportant l'intéressement de capitaux étrangers en provenance de pays occidentaux - dans des sec-

teurs où les moyens nationaux sont incapables de répondre aux besoins nouveaux de l'économie nord-coréenne. L'énergie en est un, car si la Corée du Nord est riche en charbon, elle est totalement démunie de pétrole et souhaite inviter des compagnies occidentales - à risques partagés - à explorer les gisements potentiels existant sur son territoire ou à proximité de ses côtes.

Plus vital encore est le secteur des industries de pointe, de l'électronique en particulier, où tout est pratiquement à faire, et qui pourtant commande le passage de l'industrie nationale à un nouveau stade de développement. L'exemple du Sud est-il présent à l'esprit de M. Tchou lorsqu'il exprime sa « *préoccupation* » et décrit ce domaine comme l'un des « *points faibles* » de l'économie nord-coréenne ? Toujours est-il qu'il n'a aucun complexe pour annoncer non seulement que Pyongyang souhaite vivement « *coopérer* » avec des compagnies occidentales porteuses des technologies les plus récentes, mais encore que des projets sont déjà à un stade de réalisation avancé avec la RFA.

« Autonomie de gestion »

Les difficultés qu'éprouve le gouvernement de Pyongyang à régler ses dettes extérieures n'inquiètent-elles pas les partenaires sollicités pour ce genre nouveau d'opérations ? « Nous avons effectivement un peu dépassé nos capacités d'achat à l'étranger ces dernières années », répond M. Tchou. Mais les équipements que nous avons acquis commentent maintenant à tourner, et leur production va permettre de régler nos dettes. Nous pensons que ce problème sera résolu d'ici trois ou quatre ans.

Mais, de toute évidence, se posent également des problèmes internes qui touchent au système de production et amènent quelques réexamens des méthodes de gestion de l'économie. « Question de stratégie économique », comme l'observe notre interlocuteur, la priorité donnée traditionnellement au secteur de l'industrie lourde est en partie mise en cause, une « réorientation » des investissements vers l'industrie légère ayant été entreprise dans le courant de 1982 (soit deux ans après le sixième congrès du parti).

L'amélioration de la productivité du travail - est un problème ici comme dans tous les pays. Quel que soit le degré de mobilisation idéologique, divers systèmes de primes, individuelles ou collectives, sont appliqués pour stimuler l'ardeur des travailleurs - et en cours d'« *amélioration* ». A l'usine de Dai-An, nous avons appris que les systèmes en question pouvaient permettre à un ouvrier de doubler son salaire et au-delà.

S'agissant des méthodes de planification, M. Tchou n'hésite pas à parler d'une « *réforme nécessaire* ».

Depuis 1981, celle-ci s'effectue dans le sens d'une décentralisation, des Comités régionaux de direction économique ayant été créés pour jouer un rôle d'« *intermédiaire* » entre les unités de production et la direction centrale du plan. On souhaite apparemment leur voir prendre des responsabilités croissantes, « le centre se réservant plutôt un rôle de coordination ». Quant aux entreprises elles-mêmes, largement consultées, nous assure-t-on, dans l'établissement de leurs programmes de production, elles doivent assumer les obligations de « *leur autonomie de gestion dans le cadre du plan* ». Concrètement parlant, cela signifie que profits ou pertes peuvent, « dans certaines limites », se répercuter sur les rémunérations du personnel et dans les investissements.

Reste un problème d'ordre beaucoup plus politique : celui du rôle du parti dans la direction de l'appareil de production. Problème inhérent au système socialiste - Soviétiques et Chinois, entre autres, s'y sont attaqués avec plus ou moins de bonheur... et de persévérance, mais qui se pose en Corée du Nord en termes particulièrement aigus. Dès le début de la planification - c'est-à-dire pendant la guerre - on a en effet procédé ici à un choix aussi simple que radical : c'est le comité du parti lui-même, sans autorité parallèle ou rivale, qui dirige l'usine. En font partie : le directeur, l'ingénieur en chef, l'administrateur en chef, des « *ouvriers et techniciens expérimentés* » et des « *représentants des organisations de masse* ». Les trois premiers étant « *proposés par l'échelon supérieur du parti* » - les autres sont théoriquement « *élus à bulletin secret* », on mesure le degré d'encadrement politique dans lequel fonctionnent les entreprises.

Si de telles structures ont donné des résultats appréciables dans la phase de reconstruction et d'industrialisation du pays - avec un taux de croissance moyen de l'industrie de plus de 19 % entre 1957 et 1970 - il est clair qu'elles se concilient mal avec l'esprit de la « *réforme nécessaire* », dont parle M. Tchou. Mais on touche ici aux structures politiques mêmes du pays, aux délicats problèmes que pose leur évolution, leur inévitable transformation plutôt, dans la perspective de l'indéfectible fin de règne du « *Grand Leader* ».

(1) Un won nord-coréen vaut environ 3 francs au cours officiel, mais cette équivalence est sans signification en matière de pouvoir d'achat. A noter, en revanche, quelques prix relevés dans les magasins : 15 à 20 wons pour une paire de chausures d'homme, 40 à 50 pour un chandail, 130 pour un complet, 30 pour une chemise en textile artificiel.

Prochain article :

D'UNE ÈRE A L'AUTRE

VIVEZ LA BULGARIE

Documentation gratuite sur demande à :

OFFICE DU TOURISME BULGARE
45, Avenue de l'Opéra 75002 Paris
Tél. : 261.69.58

Nom :

Adresse :



Le style "IN" pour les grands : CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES
un journal de la philatélie

CET ÉTÉ VIVEZ

LA BULGARIE

"NAVAJOS FAIRE OP'ART DEPUIS DES SIÈCLES, VISAGES PALES COPIEURS !"

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

CAPEL. Finie l'austérité pour les hommes forts.

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

DES PRIX A VIVRE

UNE SEMAINE TOUT COMPRIS
A partir de 2080 F
LA BULGARIE

L'EGYPTE GOUVERNÉE PAR UN ENFANT : TOUTANKHAMON, 11 ANS !

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

PRIX EXCEPTIONNELS

du 17 au 26 mai dans tous les rayons

MADELIOS

Pour ceux qui savent choisir



Place de la Madeleine Paris

| DES EXEMPLES : | |
|--|-------|
| COSTUME léger 75% polyester 25% coton | 940 F |
| VESTE légère 67% polyester 33% coton | 715 F |
| PANTALON léger 55% polyester 45% laine | 290 F |
| CHEMISE pur coton | 135 F |
| CHAUSURE toile coton semelle crêpe | 110 F |
| T-SHIRT 50% coton 50% acrylique | 65 F |

هذا من الاميل

ASIE

Philippines

APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES L'opposition s'inquiète du retard dans le dépouillement du scrutin

De notre correspondant

Tokyo. — Manille ne veut plus de M. Marcos, mais M. Marcos ne veut apparemment pas du verdict de Manille. Et, à défaut du soutien populaire, le président philippin dispose encore de facto des pleins pouvoirs, civils et militaires, et du soutien américain.

La situation restait confuse, ce jeudi 17 mai, dans la capitale des Philippines, trois jours après le scrutin parlementaire du 14, alors que l'on annonçait de source officielle un probable retard de sept à dix jours dans le décompte des votes. Ce que l'opposition a immédiatement dénoncé comme une manœuvre destinée à transformer frauduleusement l'échec du parti de M. Marcos sur le terrain en une victoire sur le papier. On rappelle à cet égard le « scénario » des élections parlementaires de 1978 organisées sous le régime de la loi martiale. Déjà à l'époque les premiers résultats avaient montré une forte poussée du parti d'opposition (LABAN, dirigé par le sénateur Aquino, alors emprisonné par M. Marcos). Le décompte avait été suspendu sous prétexte de désordres. Peu après, alors que les accusations de fraude se multipliaient, les résultats définitifs avaient consacré la victoire du parti gouvernemental (KBL, ou Mouvement pour la nouvelle société).

Un « non » au régime

La situation telle qu'elle apparaissait jeudi matin était à peu près la suivante : les deux camps, celui du président et celui de l'UNIDO (rassemblement d'une quinzaine de mouvements d'opposition), affirmaient avoir pratiquement gagné, alors que le dépouillement du scrutin était loin d'être terminé. La radio gouvernementale se hasarda à affirmer que le parti présidentiel avait remporté une centaine de sièges sur les cent quatre-vingt-trois à pourvoir. M. Marcos lui-même, sans que l'on sache très bien d'où il tire ses certitudes, déclarait aux télévisions américaines que son parti obtiendrait « environ cent quarante sièges ». Selon la NAVAFREL, une organisation de contrôle indépendante, patronnée par les milieux d'affaires et par l'Eglise, l'UNIDO serait déjà assurée de soixante-trois sièges contre quatre-vingt-un au parti présidentiel et une quinzaine d'indépendants. L'opposition souligne que, sans les fraudes qui ont été constatées au cours de la campagne du côté gouvernemental, la déroute du KBL, et partant, celle du régime, serait encore plus prononcée.

Le Comité électoral gouvernemental dément les accusations de

manipulation. Il n'a pas non plus confirmé les pronostics du président Marcos ni fait état de résultats, même partiels, trois jours après le vote. Il apparaît néanmoins que l'ampleur du soutien à l'UNIDO, pour imprévu qu'elle soit, est difficilement contestable, surtout à Manille où des milliers de citoyens vigilants assistent aux opérations de dépouillement. Il en va certes différemment en province. Mais le vote de la capitale, qui est le siège du pouvoir, et dont le gouverneur est M. Marcos elle-même, apparaît comme une véritable motion de censure infligée à un régime habitué à se faire plébisciter. C'est un nouveau coup porté à la crédibilité du président Marcos.

Nous écrivions au soir de l'entrevue d'Aquino — après avoir été témoins de l'hommage que lui rendirent par milliers les habitants de Manille — que si tous ces gens avaient voté le 30 août, M. Marcos aurait été écarté. Manille aura attendu près de neuf mois pour faire connaître une deuxième fois son verdict.

Il n'est pas exclu que, par un nouveau tour de leur façon, M. Marcos et les siens optent un « renversement » de tendance. Ce n'est pas impossible, mais c'est aujourd'hui plus difficile et beaucoup plus dangereux que par le passé. Alors que ses adversaires l'accusent de s'y préparer, M. Marcos vient de lancer un appel au « respect de l'intégrité du vote ». Certains pensent néanmoins que l'habitude et les intérêts d'un clan aidant, l'autocrate vieillissant n'acceptera pas une défaite qui est d'abord la sienne et dont il lui faudrait alors tirer les conclusions politiques. « Il est le seul, nous disait un diplomate, à ne pas vouloir admettre qu'il est détesté et que son régime est en faillite ». D'autres au contraire imaginent que le président saura habilement s'accommoder de l'adversité et de l'opposition, quitte à tenter de la récupérer d'une façon ou d'une autre.

Il est trop tôt pour se livrer à des spéculations. La situation reste confuse, et bien des éléments plus ou moins inquiétants forment la toile de fond de ces élections. Une chose est cependant certaine : de quelque façon que l'on envisage cette consultation, elle constitue un tournant, un point de non-retour. Pour la première fois depuis longtemps, ni la force, ni la fraude, ni l'argent ne sont parvenus à empêcher une grande partie de la population de dire « non » à la dictature.

R.-P. PARINGAUX.

EUROPE

RFA

La coalition gouvernementale est menacée

Correspondance

Bonn. — Confronté à une grave crise de confiance au sein de la coalition et à une extension des grèves qui commencent à affecter gravement le secteur de l'automobile dans toute l'Allemagne, le gouvernement du chancelier Helmut Kohl traverse sa première épreuve importante depuis son arrivée au pouvoir, il y a dix-neuf mois.

Obligés du fait de la rébellion d'une majorité des députés libéraux, de renoncer mercredi 16 mai à leur projet d'amnistie pour les auteurs de crimes illicites aux partis politiques, les deux partis de l'union chrétienne ne peuvent à terme que revoir leur position à l'égard des libéraux, dont l'affaiblissement politique avait été jusqu'ici occulté par la loyauté sans faille de leur président, M. Hans Dietrich Genscher, envers le chancelier.

Le chef du Parti libéral devra-t-il, comme croit le savoir l'hebdomadaire Die Zeit, tirer des conséquences personnelles de cette affaire, et abandonner la présidence du FDP ? La fin de l'ère Genscher ? titrait jeudi l'influent journal de Hambourg. Le principal intéressé, qui fêta la veille ses dix ans à la tête du ministère allemand des affaires étrangères, ne manqua pas de répondre à la question. « Je ne faisais que mon travail », déclara-t-il.

Comme par un fait exprès, ces renouveau au sein du pouvoir ont coïncidé avec un durcissement général du climat social en Allemagne. Les grèves dans la métallurgie, qui en sont à leur quatrième jour, se sont étendues aux usines Mercedes de Sindelfingen, dans la banlieue de Stuttgart.

Dans l'imprimerie, quatre-vingt-dix entreprises ont été affectées mercredi par des arrêts de travail qui ont gravement perturbé la parution des journaux, selon la tactique du coup de poing adoptée jusqu'à présent par le syndicat IG Druck und Papier. Le syndicat des banques et assurances, qui réclame, lui aussi, la semaine de trente-cinq heures à salaire égal, a lancé à son tour une première grève d'avertissement, tandis que le DGB (Union des syndicats allemands) appelait tous ses adhérents à montrer leur solidarité avec les métallurgistes face aux menaces de lock-out du patronat de Gossmetall.

Espagne

Le nouveau président du Parti nationaliste basque devra faire face à de graves dissensions

De notre correspondant

Madrid. — C'est un changement dans la continuité qui s'est opéré mercredi 16 mai à la tête du PNV (Parti nationaliste basque) avec la relève de M. Xavier Arzallus, qui dirigeait cette formation depuis décembre 1979, par l'un de ses fils, M. Roman Arzallus, un ingénieur de trente-trois ans. Ce dernier présidait la section de Guipuzcoa du PNV et occupait la mairie de sa ville natale, Arzallus, d'où est également originaire M. Arzallus.

La tâche de M. Arzallus est, en effet, une tâche complexe, dont le prestige était immense dans le parti. Non sans difficultés, il a su moderniser, en quatre années et demies, un parti qui en avait bien besoin depuis son retour à la légalité en 1977. Il n'a pas hésité, pour ce faire, à affronter le secteur le plus traditionneliste, les « sabiniens » (du nom du fondateur, M. Sabino), à la fois nationalistes intransigeants et politiquement très conservateurs. Pourtant, M. Arzallus lègue à son successeur un parti en proie à de sérieuses dissensions.

Le désaccord le plus profond porte sur la stratégie à suivre en matière d'alliance au niveau national. L'arrivée au gouvernement à Madrid en décembre 1982 du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), ancien allié du PNV dans l'opposition, a divisé les nationalistes. Déçus par l'attitude des socialistes, qu'ils jugent plus restrictive que celle de leurs prédécesseurs centristes dans le domaine des autonomies, M. Arzallus et ses partisans prônaient une attitude « dure » face au gouvernement espagnol. Ils s'écartent pas l'idée d'un front commun avec l'Alliance populaire, la formation conservatrice de M. Fraga, aux élections législatives de 1986. En revanche, M. Garmatzkoa, qui se définit lui-même comme « social-démocrate », est opposé à toute intégration du PNV dans un « front de droite ». Il préfère améliorer les relations avec le PSOE, pour tenter de le convaincre de se montrer plus généreux dans sa politique de transfert d'attribution aux régions.

THIERRY MALINAK.

Hongrie

DISCRET

HOMMAGE

A WALLENBERG

Le rôle de Raoul Wallenberg, le diplomate suédois qui a contribué à sauver plusieurs dizaines de milliers de Juifs en Hongrie en 1944 avant de disparaître en URSS, a été rappelé à Budapest à l'occasion des cérémonies du quarantième anniversaire de la déportation (environ quatre cent mille Juifs de Hongrie ont été envoyés dans les camps de la mort en 1944, tandis que deux cent mille autres étaient tués sur place).

Les autorités hongroises ont donné un éclat particulier à cet anniversaire, et la presse a fait état de l'hommage rendu par le grand rabbin de Budapest, László Seligson, à Wallenberg, qui « a fait tout son possible pour sauver les persécutés ».

Arrêté par les forces soviétiques d'occupation, en 1945, le diplomate suédois a disparu depuis : les autorités de Moscou ont insisté qu'il était mort en détention en 1947, mais, selon certaines témoignages de témoins, il aurait survécu — au moins jusqu'à une période récente, — toujours en captivité dans un camp. — (AFP, UPL)

URSS

LE SORT DES SAKHAROV ET LE PROJET DE VOYAGE DE M. MITTERRAND A MOSCOU

M. Mauroy justifie à son tour l'attitude française

Le sort d'André Sakharov et de son épouse, Elena Bonner, dont on ne sait toujours rien de précis, a été évoqué, le 16 mai, à deux semaines, une grève de la faim, continue à soulever une grande émotion dans le monde, où les pétitions et les déclarations officielles se multiplient, tandis que les autorités soviétiques sont amenées à justifier la situation, dans des conditions, du projet de voyage de M. Mitterrand en URSS.

A l'Assemblée nationale, le premier ministre a répondu lui-même, mercredi 16 mai, à une question de M. François Léotard (UDF), portant sur l'opportunité de ce voyage dans le contexte actuel marqué par un durcissement général de la politique soviétique, y compris à propos de l'affaire Sakharov : « Il est dangereux de porter la moindre ombre sur l'action du gouvernement en faveur des droits de l'homme », a répondu M. Mauroy. « Nous intervenons en Afrique comme en Amérique latine, à Washington comme à Moscou, chaque fois qu'il y a un problème de droits de l'homme », a-t-il ajouté. Le premier ministre, applaudi sur les bancs des groupes socialistes et communistes, M. Mauroy reprendait la formule utilisée la veille, en Norvège, par le président de la République.

M. Mauroy a ajouté que l'action « des autorités françaises a permis au fils et à la belle-fille (de M. Sakharov) de quitter l'URSS ». (Il semble, en fait, que le premier ministre ait voulu faire allusion à M. Liza Aleksievna, qui, à la suite d'une première grève de la faim d'André Sakharov, avait finalement été autorisée, en décembre 1981, à rejoindre aux Etats-Unis son mari, Alexei Semionov, beau-fils de M. Sakharov. M. Semionov, lui-même, avait quitté l'URSS dès 1977. L'action que l'actuel gouvernement français a pu mener pour faciliter son propre départ, du moins celui de son épouse, était inconnue jusqu'à présent.

Dans sa réponse au député de l'opposition, M. Mauroy a ajouté : « Quand un membre du gouvernement se rend en URSS, il ne manque jamais de procéder aux interventions nécessaires ». Représentant le thème déjà développé par M. Mitterrand, le premier ministre a poursuivi : « Le spectacle n'est pas

toujours opportun si l'on a, comme nous, le souci de l'efficacité, avant tout, de la coopération avec l'URSS doit être appréciée globalement. »

Mercure également, la fille de M. Elena Bonner (née d'un premier mariage), Tatiana Yankelovich, a annoncé au cours d'une conférence de presse à Paris qu'elle avait demandé audience à M. Mitterrand, tout en priant le chef de l'Etat d'intervenir de toute urgence auprès des autorités soviétiques : selon elle, les époux Sakharov pourraient mourir d'ici quelques jours si rien n'est fait pour les sauver. (Selon les indications qu'elle avait données par avance, M. Bonner Sakharov avait décidé d'entreprendre elle-même une grève de la faim dix jours après son mari, c'est-à-dire le 12 mai.)

On ignore cependant quelle est la situation actuelle des Sakharov à Gorki, puisqu'ils sont désormais totalement coupés de tout contact avec l'extérieur. M. Yankelovich a rappelé que, lors de leur grève de la faim de l'automne 1981, ils avaient été hospitalisés par les autorités soviétiques au bout de treize jours.

Le sort des Sakharov a également été l'objet d'un vif échange à New York, aux Nations unies, entre représentants des Etats-Unis et de l'URSS, le délégué soviétique accusant les Etats-Unis de « verser des larmes de crocodile sur le sort des Sakharov ». Représentant à peu près textuellement la thèse développée il y a une dizaine de jours à Moscou par l'agence Tass, le délégué soviétique a aussi accusé Washington de vouloir faire sortir M. Bonner Sakharov d'URSS « pour l'exploiter comme une diva de l'opinion antisoviétique ». Le délégué américain avait exhorté tous les membres de l'ONU à faire pression « dans les formes les plus fermes possibles et au niveau le plus élevé » sur les autorités soviétiques pour qu'elles respectent la volonté des Sakharov.

Le spectacle des Ballets de Moscou a été momentanément interrompu mercredi 16 mai au Théâtre Dominicon à Londres par des manifestants demandant la libération d'André Sakharov.

AFRIQUE

Tunisie

TUNIS A RAPPELÉ SON AMBASSADEUR A TRIPOLI

Tunis (Reuters). — La Tunisie a rappelé, mercredi 16 mai, son ambassadeur en Libye, pour protester contre les efforts des autorités libyennes pour l'impliquer dans le coup de force d'un commando d'opposants au colonel Kadhafi, le mardi 8 mai à Tripoli.

Les autorités libyennes ont affirmé que le commando s'est infiltré en Libye à partir du territoire tunisien et ont mis en garde la Tunisie contre « le grave danger » pour les relations entre les deux voisins que représenterait l'utilisation du territoire tunisien pour des « attaques terroristes ».

De son côté, Tunis a démenti les affirmations libyennes, accuse la Libye d'avoir délibérément enlevé trois gardes nationaux tunisiens, et dénonce les « conséquences graves » de l'« escalade » des organes de presse officiels libyens.

Après l'annonce de la décision du président Bourguiba de rappeler son ambassadeur à Tripoli, l'agence de presse tunisienne a annoncé, mercredi, l'expulsion de Libye d'une cinquantaine de travailleurs tunisiens.

Des informations non confirmées officiellement font état de concentrations de troupes libyennes à la frontière commune. De source informelle tunisienne, on fait même état d'escarmouches entre unités libyennes et tunisiennes, mardi, à la frontière.

Cameroun

Quarante-six personnes ont été condamnées à mort, indique un premier bilan officiel

Le tribunal militaire de Yaoundé a prononcé quarante-six condamnations à mort, dont trois par défaut, à l'encontre des personnes impliquées dans la tentative de coup d'Etat du 6 avril dernier, a annoncé, mercredi 16 mai, la radio nationale camerounaise. Le tribunal a en outre condamné deux personnes à la réclusion à perpétuité et cent quatre-vingt-trois autres à des peines allant de deux à vingt ans d'emprisonnement. La radio camerounaise a précisé que cent quatre-vingt-trois autres prévenus ont été relâchés par le tribunal et vingt-deux cas ont été renvoyés pour complément d'enquête.

Sur mille cinquante-trois personnes interrogées lors de la tentative de putsch ou après celle-ci, six cent dix-sept avaient été libérées. Radio-Cameroun n'a donné aucune précision concernant les dates des audiences du tribunal et les noms des condamnés, ni indiqué si des exécutions ont déjà eu lieu. Ces indications, qui constituent la première annonce officielle du déroulement de procès, ne permettent pas de savoir s'il s'agit ou non d'un bilan provisoire et si celui-ci concerne les procès qui se sont déroulés à Mel-

mayo, Mfou et Yaoundé (Le Monde du 17 mai).

Rappelons cependant que, selon différentes sources non officielles concordantes, trente-cinq personnes ont déjà été exécutées, à Mbalimayo, le 1^{er} mai (Le Monde du 5 mai).

Ces procès se sont déroulés à huis clos, et on ignore dans quelle mesure les accusés ont pu toujours bénéficier de l'assistance d'un avocat. A Yaoundé — où l'état d'urgence est toujours en vigueur — les dirigeants camerounais se réfugient dans un mutisme total.

LES USA ÇA NE S'OUBLIE PAS



OFFICE du TOURISME des ETATS-UNIS
23, PLACE VENDÔME, 75001 PARIS
TEL : (1) 260.57.15

NEW YORK
simple 1.750 F
CHICAGO
simple 2.050 F
WASHINGTON
simple 1.750 F
ST LOUIS
simple 1.750 F

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. MITTERRAND A STOCKHOLM

Faste royale et divergences...

Stockholm. — La garde royale, les fanfares, les parades, les grenadiers, les chambellans, la cour au grand complet dans les salons du château : on n'avait pas vu cela de mémoire de Suédois depuis la visite de la reine d'Angleterre.

Il ne manquait à la tradition que l'arrivée en calèche de M. Mitterrand au palais royal de Stockholm, une coutume à laquelle les services de sécurité français avaient préféré ne pas se conformer. « C'est ce que j'ai vu de mieux dans le genre », confie-t-il, à la sortie du dîner au palais royal, l'un des membres de la délégation française, légèrement éméché par le port prolongé de l'habit, mais néanmoins séduit par ce gigantesque cérémonial. Le roi Charles XVI Gustaf et son épouse n'avaient pas hésité à l'accueillir à offrir au président de la République française et à sa suite, laquelle s'est égarée depuis Oslo, puisque sont arrivés directement à Stockholm MM. Defferre et Fabius, ainsi que les conseillers de l'Elysée, MM. Debray et Azzi.

Mais ces fastes ne sont pas le seul but de la visite française à Stockholm. M. Mitterrand s'est entretenu mercredi pendant plus d'une heure avec le chef du gouvernement, M. Olof Palme.

Il le rencontre à nouveau longuement ce jeudi au cours d'un déjeuner sur l'eau à bord du vapeur Gustafberg et le recevra, vendredi matin, juste avant le départ du président français. C'est

De notre envoyée spéciale

beaucoup pour deux hommes qui ont quelques raisons de ne pas s'entendre.

Leurs désaccords sont de taille et portent avant tout sur les questions de sécurité. Un domaine que M. Mitterrand a déjà abordé à Oslo et qu'il ne peut négliger dans la ville où se tient la Conférence sur le désarmement en Europe. Les deux hommes prônent, certes, la reprise du dialogue, mais ils ne l'entendent pas de la même manière.

Chef du gouvernement d'un pays neutre, M. Palme n'a jamais pris directement position dans le débat sur les euro-missiles, mais toutes ses initiatives depuis quatre ans vont à contre-courant des positions françaises : la fermeté, le rétablissement de l'équilibre, d'accord dit M. Mitterrand ; le rétablissement de la confiance d'abord, dit M. Palme, qui propose la création d'une zone désarmée en Europe du Nord, dans une zone protégée de la Baltique, où, depuis des années, résident des sous-marins « non identifiés ».

La commission internationale qu'il a créée et qui porte son nom défend, en outre, l'idée d'un couloir désarmé en Europe centrale de part et d'autre de la frontière entre les deux blocs.

On vient d'apprendre, d'autre part, que la Suède s'apprête à présenter la semaine prochaine, en même temps que les Grecs, les Tchécoslovaques, les Indiens et les

Mexicains, des propositions en neuf points sur le désarmement nucléaire, dont M. Palme a dû informer M. Mitterrand.

Le premier ministre suédois a été rejoint en Europe par certains partis sociaux-démocrates, notamment ceux qui sont entrés dans l'opposition ces dernières années : les Allemands, les Danois, les Norvégiens. Mais on voit mal sur quelles bases pourrait se faire un rapprochement avec les socialistes français.

Les désaccords ne portent d'ailleurs pas que sur les questions de sécurité. Si les manifestants contre les essais nucléaires français étaient venus peu nombreux mercredi à l'aéroport pour accueillir M. Mitterrand au cri de « Menteur ! », M. Palme, lui-même, a voté une résolution de l'Internationale socialiste protestant contre la France dans le même sens.

Si une action commune est menée par les deux pays en direction de l'Amérique latine, on ne souscrit pas toujours à Paris aux méthodes choisies par le chef du gouvernement suédois.

Le premier objectif des entretiens, en dehors des questions purement bilatérales, est, dit-on, l'échange d'informations dans des domaines où les positions des deux pays sont proches : le conflit Iran-Irak, l'Afrique australe, le Nicaragua, auquel M. Palme vient de rendre visite.

CLAIRE TRÉAN.

La tournée européenne du premier ministre sud-africain

« IL N'EST PAS PRÉVU DE RECEVOIR M. BOTHA A PARIS »

déclare M. Nucci

M. Christian Nucci, ministre délégué chargé de la coopération et du développement, a évoqué, mercredi 16 mai, à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Odré (P.C., Seine-Saint-Denis), l'éventualité d'une visite en France de M. Pieter Botha, premier ministre sud-africain. « S'il est vrai que M. Botha pourrait effectuer une tournée dans les capitales étrangères, a-t-il indiqué, il n'est pas prévu de le recevoir à Paris. » Rappelant, d'autre part, que l'indépendance de la Namibie reste l'objectif du gouvernement français, M. Nucci a ajouté : « Quant à l'apartheid (en République Sud-Africaine), force est de constater que rien n'a changé. Le gouvernement continuera à dénoncer une situation intolérable. La lutte contre l'apartheid est inséparable de notre lutte pour les libertés dans le monde. »

La question de l'apartheid a été également évoquée mercredi par le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires africaines, M. Chester Crocker, au cours d'une conférence de presse à Washington. « Nous voyons des éléments positifs de changement se produire en Afrique du Sud », a-t-il dit.

Concernant la présence cubaine en Angola, M. Crocker a indiqué : « A notre avis, si nous pouvons obtenir un engagement sur le problème cubain, nous aboutirons à l'indépendance de la Namibie. »

Le ministre vietnamien de la défense en visite à Moscou

En visite à Moscou, le ministre vietnamien de la défense, le général Van Tien Dung, membre du bureau politique du PCV, a été reçu, mercredi 16 mai, par son homologue soviétique, le maréchal Oustinov. La veille, la Pravda avait accusé la Chine de « provocations militaires » contre le Laos et le Cambodge.

La visite du ministre vietnamien, observé-t-on de source occidentale à Hanoï, intervient au lendemain de l'annulation de la visite de M. Arkhipov à Pékin et alors que Chinois et Vietnamiens échangent, depuis le début d'avril, des tirs d'artillerie de part et d'autre de leur frontière commune. Il est possible que le général

Dung soit aussi venu demander aux Soviétiques de nouvelles armes, en particulier pour compenser la fourniture par les Etats-Unis à la Thaïlande d'avions de combat F-16.

D'autre part, selon Hanoï, « au moins une centaine » de soldats chinois ont été « enlevés », mardi, alors qu'ils tentaient de prendre d'assaut une colline située en territoire vietnamien, dans la province de Ha-Tuyen. Pour sa part, l'agence Chine nouvelle a indiqué que les gardes-frontières chinois avaient repoussé plusieurs incursions dans la province du Yunnan. — (UPI, AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● KABOUL ANNONCE LA FIN DE LA RÉSISTANCE AU PANSHIR. — Le trafic est redevenu normal entre Kaboul et la vallée du Panshir où la population a repris ses activités habituelles, a annoncé Radio-Kaboul, mercredi 16 mai, ajoutant que la résistance dirigée par le commandant Massoud avait été « éliminée pour toujours ». Deux maquisards venant du Panshir sont d'autre part arrivés à Peshawar (Pakistan), souffrant de plaies suppurantes, que le parti Jamiat-Islami a attribuées aux conséquences de l'utilisation de gaz toxiques par les forces soviéto-afghanes. — (AFP.)

Colombie

● TRENTE-HUIT BLESSÉS LORS D'AFFRONTEMENTS ENTRE POLICE ET ÉTUDIANTS. — De violents affrontements

se sont déroulés autour de l'Université nationale, à l'ouest de Bogotá, ont fait vingt-trois blessés dans les rangs des forces de l'ordre et quinze parmi les étudiants, le mercredi 16 mai. Cinquante personnes trouvées en possession d'armes ont été arrêtées en vertu de la législation sur l'état de siège imposée le 1^{er} mai après l'assassinat du ministre de la justice. Les incidents auraient pour origine l'assassinat, dans des circonstances obscures, d'un professeur de l'université. — (AFP.)

Namibie

● ATTENTAT A L'EXPLOSION A WINDHOEK. — Une explosion a eu lieu, mercredi 16 mai, à Windhoek, capitale de la Namibie, dans un centre commercial situé dans l'avenue principale de la ville, faisant deux blessés et des dégâts importants. — (AFP.)

Portugal

● DES DÉPUTÉS PORTUGAIS PLAIDENT A PARIS POUR LA CEE. — Une délégation de l'Assemblée de la République portugaise conduite par son président, M. Tito de Morais, séjourne actuellement à Paris à l'invitation de M. Louis Mermaz. Au cours d'un entretien avec la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, M. Tito de Morais a souligné l'importance politique que revêtait, pour la démocratie portugaise la demande d'adhésion de son pays à la Communauté européenne. Il a expliqué qu'il y avait, pour le Portugal, grande urgence à connaître la réponse, positive ou négative, de la CEE. M. Manuel Alegre, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée portugaise, a affirmé que le Portugal serait certainement conduit à retirer sa demande d'adhésion si une clarification n'intervenait pas rapidement.



NEW YORK
aller simple 1.750 F

CHICAGO
aller simple 2.050 F

WASHINGTON
aller simple 1.750 F

DETROIT
aller simple 1.750 F

AS = L.M. AR = APEX. Tarifs valables jusqu'au 15/6/84.

2.990F

3.390F

2.990F

2.990F

TARIFS PRÉFÉRENTIELS ICELANDAIR - VOLS RÉGULIERS - ALLER-RETOUR
(17 vols par semaine au départ de Luxembourg)

- Acheminement SNCF compris de Paris et de l'Est de la France.
- A partir de Septembre, ouverture d'une nouvelle destination : ORLANDO avec DISNEY WORLD, EPCOT et la FLORIDE aux meilleurs prix.
- Interrogez ICELANDAIR ou votre agent de voyages sur ses autres tarifs compétitifs et ses arrêts touristiques en Islande.

ICELANDAIR est aussi le spécialiste de l'Islande.

ICELANDAIR

9, bd des Capucines 75002 Paris ☎ 742.52.26

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

LA VILLE DE PARIS
vend LIBRES aux enchères publiques

4 APPARTEMENTS - 3 CHAMBRES - 2 STUDIOS
(dont 1 Appt. avec TERRASSE DE 71 m² env. - 1 Appt. avec vue s/Champ de Courses - 2 chambres sont contiguës)
à PARIS, entre
LE BOULEVARD SUCHET
ET LE CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL
le MARDI 29 MAI, à 14 h 30 à la Chambre des notaires de PARIS
M^{re} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE, not. associés
14, rue des Pyramides, PARIS (1^{re}). Tél. : 260-31-12

VENTE s/saisie immob. palais de justice Bobigny, MARDI 29 MAI, 13 h 30

UN APPARTEMENT à L'ÎLE-SAINT-DENIS (93)
dans un ensemble immob. 45 à 53, AVENUE JEAN-JAURES, de 4 pièces princ. au 4^e étage, bdt. 4, avec CAVES et PARKING
M. à P. : 270 000 F - S'adr. M^{re} B. LEOPOLD-COUTURIER, avocat à PARIS (8^e), 14, rue d'Anjou (265-92-75). Tous avocats pris tribunaux grande instance Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter le VENDREDI 25 MAI 1984, de 10 h à 11 h

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de Paris
LE JEUDI 24 MAI 1984 à 14 HEURES
EN UN LOT

D'UN APPARTEMENT
de six pièces principales et dépendances au 7^e étage
2 CAVES en sous-sol et 2 emplacements de PARKINGS
dans le bâtiment A de l'immeuble
à PARIS (12^e) - 107 à 119, rue de Picpus
MISE A PRIX : 400 000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à : 1) M^{re} Huguette AMBROISE-JOUVON, avocat à la cour, poursuivant la vente, dépositaire d'une copie de l'enchère, 160, rue de la Pompe, 75116 Paris, tél. : 727-32-39 ; 2) M^{re} Jean-Claude PIERREL, syndic près les tribunaux de PARIS, 88, rue Saint-Denis, Paris (1^{re}) ; 3) au greffe des criées du tribunal de grande instance de PARIS, au palais de justice, où le cahier des charges est déposé ; 4) sur place pour visiter le samedi matin, de 9 h à 12 h.

Vente au Palais de Justice de Paris, le lundi 28 mai 1984, à 14 heures

IMMEUBLE DE RAPPORT A PARIS (11^e)
3, rue Auguste-Barbier, 117 m² au sol
comprisant : BATIMENT en façade sur la rue, double en profondeur, avec aile à droite sur cour, élevé sur caves ; d'un rez-de-chaussée : de 5 étages carrés et d'un 6^e étage lambrissé. COUR et COURLETTE
M. à P. : 1 400 000 F. S'adr. M^{re} COPPER ROYER
avocat à Paris (17^e), 1, rue G.-Berger
T. 766-21-03. DOMAINES, Bureau 218, 11, rue Tronchet, Paris (8^e).
T. 266-91-40, poste 1815. Greffe des criées du tribunal de grande instance de Paris où le cahier des charges est déposé. Sur place pour visiter, le 22 mai 1984, entre 14 h et 16 h.

Vie s/saisie. Pal. Just. Pontoise (95) 24 mai 1984, à 14 heures

BIENS ET DROITS IMMOBILIERS consistant en :
L-d-ch. (lots 44 et 46)
3^e ét. (lot 61)
6^e étage (lots 78 et 82)
2 BOUTIQUES et APPART.
STUDIO - 2 APPART.
à ENGHEN-LES-BAINS (95)
M. à P. 400 000 F
Consign. pour ench. 40 000 F (ch. visé banque). Renseignement
M^{re} BUISSON AVOCAT. T. 032-31-62
29, rue Pierre-Budat à Pontoise (95)

Vente sur saisie immob. au Palais de justice d'Evry, rue des Mazières
le mardi 29 mai 1984, à 14 heures

UN APPARTEMENT à GRIGNY-II
(Essonne)
8, rue Lefebvre - avec cave et parking
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
Cons. indispensable pr'enchère. Renseignements : M^{re} AKOUN & TRUXILLO
Avocats, 4, bd de l'Europe, à Evry (91). Tél. : 079-39-45.
Au greffe du tribunal de grande instance d'Evry.

Vente Palais Justice Paris
Lundi 28 mai 1984 à 14 h

APPART. PARIS 20^e
36 m² env. 3^e ét. av. cave au 1^{er} sol.
Ent. 3 pièces Cuisine. W.C.
86, rue des PYRÉNÉES
Mise à prix 70 000 F
s'adr. à M^{re} COPPER ROYER
Avocat à Paris (17^e).
1, rue G.-Berger, tél. 766-21-03.
DOMAINES, bureau 218, 11, r. Tronchet, Paris (8^e), tél. 266-91-40
poste 1815. greffe des criées tribunal de grande instance Paris où cahier de charges est déposé. Sur place pour visiter, le 23 mai 1984 entre 15 h 30 et 16 h 30.

Vente au Palais de Justice de Paris
le mardi 29 mai 1984, à 14 heures

STUD. à PARIS-4^e
LIBRE DE LOCATION
2^e étage
19, rue des Rosiers
Mise à prix 80 000 F
S'adr. à M^{re} COPPER ROYER
Avocat à Paris (17^e).
1, rue G.-Berger, tél. 766-21-03.
DOMAINES, bureau 218, 11, r. Tronchet, Paris (8^e), tél. 266-91-40, Poste 1815.
Greffe des criées tribunal de grande instance Paris où cahier de charges est déposé. Sur place pour visiter, le 31 mai 1984 entre 14 h et 15 h.

Etude de M^{re} OLIER,
notaire à Rebois 77510.
Tél. 404-5014

ADJUDICATION le VENDREDI 25 MAI 1984,
à 15 h à la mairie de DOUE (77)
DROIT DE CHASSE
pour 9 ans, sur
183 ha de bois
Région COULOMMIERS.
Bois de DOUE
Mise à prix 35 000 F.
S'adr. pour tous renseignements au notaire.

TENNIS

• Entraînements tous âges, tous niveaux, avec moniteurs.
• 6 courts couverts aux Portes de Paris.

Tél. 345.22.20

PROTENNIS
21, Bd Poniolowski - 75012 PARIS
Protennis joue avec adidas

السلامة والبيئة

La liste de M^{me} Gomez

Quatre-vingt-un socio-professionnels pour *Réussir l'Europe*

Paucher, étudiants (Ile-de-France) ; M. Gaëtan Lepen, chef d'entreprise (Ile-de-France) ; M. Stan Le Socia, conseiller municipal de Saint-Dizier (Champagne) ; M^{me} Monique de Thieulloy, agent immobilier (Ile-de-France) ; M. Etienne Bayle, cofondateur du Mouvement associatif des entrepreneurs (Alsace) (Ile-de-France) ; M. Jacques Nabon, directeur de société (Languedoc-Roussillon) ; M. Michel Cohet, vice-président du comité économique et social d'Alsace (Alsace) ; M^{me} Nicole Douillard, chef d'entreprise (Ile-de-France) ; M^{me} Catherine Monneyeur, responsable (Ile-de-France) ; M. Jean-Michel Mathieu, conseiller en informatique (Ile-de-France) ; M. Alain Stutz, juriste-compte international (Ile-de-France).

M^{me} Alix Demargue, cadre (Ile-de-France) ; M. Max Lagneau, vice-président du Syndicat des taxis de province (Rhône-Alpes) ; M^{me} Michèle Sachs-Glorieux, secrétaire des prisons (Alsace) ; M. Cécile d'Azur) ; M. François Valtoun, cadre commercial (Ile-de-France) ; M^{me} Sandrine Wiart, présidente de la commission de formation du Centre national des jeunes cadres (Aquitaine) ; M. Philippe Giffard, président de FIPO (Pays de Loire) ; M^{me} Simone Conte-Kalfon, sans profession (Alsace) ; M. Jean-Marc Matzloff, publicitaire (Ile-de-France) ; M^{me} Gisèle Pommerehne, chef d'entreprise (Ile-de-France) ; M. Christian Laue, chef d'entreprise (Ile-de-France).

M^{me} Veil : une impérieuse nécessité

« L'impérative nécessité de collaborer, aux économistes certes et on mettra son point une union suffisante pour affirmer la coopération avec les États-Unis et le Japon. » Le chef de file a « aucune initiative » l'opposait, qui a estimé que la France n'a « aucune initiative » au moment où elle assure la présidence de la Communauté, et M. Nordaquist, représentant que le socialisme en France a déchu et pensent qu'avec l'Europe ce sera plus facile. » Après que M^{me} Veil s'ait prise à partie par une vingtaine de jeunes pairs se réclamant du mouvement Libérons les vivres, M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a expliqué que le vote pour les « listes marginales » n'a « aucune signification sur la politique intérieure de la France ». « C'est un vote sanction, a-t-il ajouté, que doivent donner les Français. »

Estimant que l'abstention qu'il préconise pour le scrutin du 17 juin « n'est pas une attitude négative », M. Michel Jobert a déclaré, d'une part, l'absence de liens de gens fermés à la gauche, d'autre part, d'autre part, la réduction des débats à un « affaire de politique intérieure ». Le président du Mouvement des démocrates qui participait, mardi 15 mai à Lille, à une conférence de l'Ecole des hautes études commerciales, a relevé : « Autant homme politique français n'a dit qu'il avait fait le choix d'une Europe plus libre vis-à-vis de la double tentation dont elle est l'objet de la part des Etats-Unis et de l'Union soviétique, autant il a été le premier à se méfier de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, l'ancien ministre a estimé qu'on ne peut « continuer l'Europe avec le traité de Rome, tel qu'il est ».

Interrogé, mercredi 16 mai, sur France-Inter, M. Henri Fazbin, président de Rencontres communistes, qui dirige avec M. Serge Darquès, secrétaire national du PCF, le journal "Le parti", a estimé que "l'« exode »" à laquelle se livrent les dirigeants du PCF "n'est pas sans rappeler la période 1977-1978, qui a abouti à la rupture de l'union de la gauche". Pour l'ancien député de Paris, « tout se passe comme si les dirigeants du PCF espéraient se faire évincer du gouvernement, alors même que la droite en fait un de ses objectifs principaux, sachant que la gauche en serait gravement atteinte ». Il a ajouté : « Mais cette tactique se heurte à l'opposition d'un électorat communiste important, ainsi que le montrent tous les sondages ». Selon lui, « est-ce d'ailleurs pour cette raison que le parti soutient risqué au pouvoir de la gauche même s'il est évident, car tout confirme que le cap de la politique qui l'a emporté en mai 1981 est maintenu ».

Le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Christian Piarret (PS), député des Vosges, a réagi vivement, dans un communiqué, aux travaux de la commission d'enquête du Sénat sur la dette extérieure (Le Monde du 17 mai). Il estime qu'il s'agit là d'« une procédure surprenante » puisque le ministre de l'économie avalué officiellement l'endettement extérieur de la France. Pour M. Piarret, « ce sont des nationaux qui seraient politiquement responsables tantôt de l'endettement, tantôt de l'épargne de la France et son crédit qui ont conduit les oppositions à restreindre la procédure d'une commission d'enquête pour examiner un problème que le gouvernement, contrairement à ceux du passé, n'a pas cherché à cacher et qu'il a la volonté de maîtriser ».

la pirate

L'échec scolaire, l'ennui à l'école, le désintérêt ne sont pas des fatalités. La persistance de l'affrontement scolaire entre public et privé, les cloisonnements qu'il engendre, n'aident en aucune manière à résoudre les problèmes de la jeunesse.

Ces propositions sont de nature à dépasser ce climat néfaste de guerre scolaire, pourvu que l'on accepte de sortir des affrontements d'un temps révolu. Il est temps de construire un nouveau service public, non uniforme, ouvert à tous et réellement pluraliste. Cela passe par des établissements responsables, gérés par toutes les parties concernées construisant ensemble des projets éducatifs et offrant des possibilités de choix aux familles.

Il faut que la raison et l'intérêt des jeunes l'emportent.

Cet appel a déjà recueilli plus de 10 000 signatures d'hommes et de femmes de toutes professions, de toutes conditions sociales et d'horizons philosophiques différents. Le SGEN-CFDT et la FEP-CFDT, organisations syndicales des personnels de l'Éducation (enseignement public et enseignement privé) et de la Recherche, demandent aux Français de soutenir massivement cette volonté de voir la paix scolaire s'instaurer pour que toutes les énergies puissent se consacrer à la transformation en profondeur de l'école.

Certains parents veulent choisir librement leur école. Le projet gouvernemental reconnaît ce droit. Qui pourrait refuser aux personnels de l'enseignement privé le libre choix de leur statut ? N'est-il pas nécessaire de rapprocher les divers réseaux de formation ? Le projet du gouvernement fait un pas dans ce sens. Il doit être conduit à son terme. Appuyez massivement cette démarche dans l'intérêt de tous les jeunes.

(32) ABBADIE, maire de Boucaud (64), conseiller général; J.-P. BALLIGAND, député; A. BARAYET, maire de Giscaro (32); P. BARRIBÉ, délégué épiscopal à la mission ouvrière (51); U. BATTIST, député du Nord; J. BEAUFORT, député du Finistère; J.-J. BENETIERRE, député de la Loire; J.-J. BERARD, assistant à l'université d'Orléans; M. BEHREND, directeur régional des Hautes-Pyrénées; J. BELLEFLORE, député de la Haute-Garonne; J. BELMONT, député de la Moselle; P. BLADI, député de Moselle; J. BOISARD, conseiller général de Châteauroux (36); J. de BOLLARDIERE, général, Mouvement d'action non violente, Grand Officier de la Légion d'honneur, Compagnon de la Libération; J.-C. BONDEULLE, directeur de société; G. BORDET, professeur à l'université de Besançon; M. BOUTIER, secrétaire fédérale du Parti socialiste (36); P. BRANCHEREAU, président de la Fédération nationale des FNAPEEC, Ecole ouverte; B. CARTON, conseiller général; P. CHANTEGNET, maire du Blanc (36); O. CHAREYRE, enseignant Université Lyou-II; M. CHATEAU, maire de Compiègne (59); J.-C. CHEMIN, secrétaire départemental de la FCPE (60); D. CHOQUAT, député des Côtes-du-Nord; C. CORNEJO, conseiller général (32); M. DAMON, directeur de la Formation continue à l'université de St-Etienne; M. DEHOUGH, député du Nord; J.-P. DELAHAYS, maire de St-Etienne (42); R. DESCHAMPS, député de la Seine-Maritime; J. DESPLAUD, maître-assistant à l'UTU d'Orléans; R. DOSIERE, maire de Lagny (77); M. DUMOUTET, chargé de cours à l'université d'Aixiens; P. DUPORT, député au Parlement européen; F. DUPUY, maire de Clermont-Puyguyard (32), conseiller général; J. DUPRAT, député des Hautes-Pyrénées; C. DURAND, maire de St-Jean-de-Boiseau (44); D. P. ESPIAU, maire d'Alignin (47), conseiller général, président des élus socialistes et républicains de Lot-et-Garonne, membre du Conseil national des élus socialistes et républicains; S. FIETTE, maître-assistant à l'université d'Aixiens; FORGES, député des Hautes-Pyrénées; R. FORT, directeur du cabinet du conseil général des Gers; M. de la FOURNIERE, conseiller général (45), secrétaire national du PS; P. GABORIAUX, magistrat (33); S. GABORIAUX, magistrat (33); J. GARNESSON, vicair général (51); J.-Y. GATEAU, conseiller municipal de Châteauroux, secrétaire fédéral du PS de l'Indre; B. GOUDET, sociologue, docteur en théologie catholique; K. HAYE, député de la Girone; J. HERTZ, maire de Luxe (70), conseiller général; J. QUENECHE, chargé de cours à l'université de Bordeaux; J. HUBERT, député de la Haute-Savoie; J. HUBERT, député à l'université de Bordeaux; J. LAFFERGUE, maire (62); P. LAGORCE, député-maire de Langon (33); J. LAMOTHE, maire de Chateaufort (32), conseiller général; J.-C. LASSERRE, professeur à l'université de Lyou-II; LAYREDINE, maire-député du Puy-de-Dôme; A. LEPINGLE, professeur à l'université d'Orléans; J. LEQUATRE, secrétaire fédéral du PS de la Loire; A. LETORI, conseiller municipal de Laval, secrétaire fédéral du PSU, vice-président de l'Association régionale des élus autonomistes des pays de Loire; M. LIGNIERES, maire-adjoint de Pan (64), conseiller général; J. QUENECHE, conseiller municipal de Laval; E. LUCAS, député de la Haute-Savoie; M. MATTEI, conseiller général (51); C. METZINGER, député de la Moselle; J. MOIGNARD, conseiller général de Tarn-et-Garonne; J.-P. MORIN, président des équipes enseignantes; N. NOTAT, secrétaire nationale de la CPDT; P. OUDART, maître-assistant à l'université d'Aixiens; J.-F. OUSTY, maire de Touzous (47), conseiller général; G. OVIDE, maire de Saint-Gaultier (36); M.-L. PELUS, maître-assistant de l'université d'Aixiens; A. PERDIERE, directeur régional des monuments historiques du Centre; J. PEUZAT, député du Finistère; C. PIERRRET, député des Vosges, conseiller général; FONTELLE, député de la Haute-Vienne; J. POUILLON, député de la Haute-Vienne; J. REBERG, député de la Haute-Vienne; A. PROST, professeur Université Paris-I; RAKOTOZAFY, maître-assistant à l'université d'Orléans; J.-P. RENARD, maître-assistant Université d'Aixiens; R. RENARD, député de l'Aisne; A. RENAULT, maire de Pellevoisin, député de l'Indre, vice-président du conseil général; J.-F. ROMY, maire de Giberville; M. SAPIN, député de l'Indre; G. SAUBES-TRE, conseiller régional de Midi-Pyrénées, député suppléant du Tarn-et-Garonne; J.-P. THIBAULT, maire de Villendry (36), conseiller général; E. VAN DER ENBERSCH, ancien secrétaire général adjoint de l'association nationale des FFP-CFDT; J. VERNIER, député de la Haute-Vienne; WILHELMSEN, conseiller général de la FFP-CFDT; M. VINCENT, ancien président de la FFP-CFDT.

J'approuve le texte de cet appel.
J'apporte ma contribution financière à sa publication.

NOM
Qualité
Département

(A retourner à FEP-CFDT ou SGEN-CFDT, 26, rue de Montholon, 75439 PARIS CEDEX 09

**M. CAILLAVET SE MET EN
CONGÉ DU MRG ET SOU-
TIENT LA LISTE SOCIA-
LISTE**

M. Henri Caillavet, ancien ministre, ancien sénateur, vient d'adresser à M. Jean-Michel Baylet, président de son parti, le Mouvement des radicaux de gauche, une lettre dans laquelle il lui signifie : « Afin de ne pas égarer nos voix sur une... liste sans espoir, je soutiendrai la candidature d'André Luchaire... et leur programme réalise notamment au Sud de nos intérêts économiques du Sud de la France. En conséquence, je vous demande de prendre acte de ma mise en congé du MRG, dont j'ai été l'un des premiers et principaux fondateurs. »

M. Cavaillet reproche au MRG sa participation à la liste dite ERE (Entente radicale écologiste européenne), de MM. François Doubin, Brice Lalonde et Olivier Stirn, une « *voix désarticulée* », selon lui. Pour l'ancien sénateur, M. Stirn « *ne représente déjà presque plus rien* » et M. Lalonde « *contredit nos choix économiques et nos engagements nucléaires essentiels* ».

M. Caillavet ajoute « avec gravité » que cette conduite du MRG « pénalise surtout notre partenaire socialiste à un moment où grâce à la lucidité, au courage, à la ténacité du président de la République, ce dernier met en œuvre une politique de redressement conforme à notre destin national dans la mouvance et la projection européennes ».

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La pêche en eau douce

Les associations de défense de l'environnement pourront se porter partie civile

L'Assemblée nationale a adopté en deuxième lecture, mercredi 16 mai, le projet de loi relatif à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (le Monde des 15 décembre 1983 et 21 avril). Ce projet, qui avait été adopté à l'unanimité en première lecture, l'a été de la même façon en deuxième lecture.

Les sénateurs ayant introduit, en deuxième lecture, des modifications qui, selon M. Hugues Bouchard, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, ne « bouleversent pas l'économie générale » du texte mais dont certaines « le rendent plus malaisément applicable », M. Bouchard a suggéré aux députés d'adopter « souvent, en revenant au texte initial, des dispositions sans ambiguïté ». Pour sa part, le rapporteur de la commission de la production et des échanges, M. Georges Colin (PS, Marne), a rappelé que le sénateur rapporteur du projet du palais du Luxembourg s'est déclaré

« à peu près certain » que les deux Assemblées, au terme de ces deux lectures dans chaque enceinte, aboutiront à un accord en commission mixte paritaire.

Les divergences entre l'Assemblée et le Sénat portent notamment sur la formule retenue pour l'application des dispositions du projet qui imposent que les ouvrages installés dans le lit d'un cours d'eau permettent le maintien d'un débit garantissant la vie, la circulation et la reproduction des poissons.

Par ailleurs, les députés ont rétabli la possibilité — supprimée par les sénateurs — pour les associations de défense de l'environnement de se porter partie civile pour les infractions relatives à la protection des milieux aquatiques. De même, les députés ont rétabli la responsabilité pénale — en cas de faute professionnelle — de l'auteur d'une vidange effectuée conformément à une autorisation.

L'affaire des « avions renifleurs »

L'ASSEMBLÉE NATIONALE DÉCIDE DE CRÉER UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

L'Assemblée nationale a décidé, le mercredi 16 mai, par 328 voix (PS-PC), le RPR et l'UDF ne prenant pas part au vote, de créer une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire des « avions renifleurs ». Cette commission sera « chargée d'examiner les conditions dans lesquelles des fonds ont pu être affectés depuis 1976 à une invention scientifique susceptible de bouleverser la recherche pétrolière ». Toutefois, comme le prévoit la législation, « les faits de recel d'escroquerie », faisant l'objet actuellement d'une information judiciaire ne pourront pas être examinés par cette commission, qui, en revanche, devra étudier les raisons pour lesquelles « il n'a pas été donné suite » au rapport de la Cour des comptes.

La création de cette commission avait été souhaitée dès la fin de décembre et au début du mois de janvier par les députés communistes, puis socialistes.

Au cours de la discussion, M. Parfait Jans (PC, Haute-de-Seine) a souligné que la commission puisse découvrir qui avait finalement bénéficié des fonds escroqués à E.L.F. ERAP et que soit mis au jour le rôle de M. Antoine Finay, M. Philippe San Marco (PS, Bouches-du-Rhône) a remarqué que certaines personnes « avaient pris des arrangements avec l'histoire » devant la mission d'enquête qu'avait créée sur ce sujet la commission des finances, et qu'elles devront donc s'exprimer plus clairement devant la commission d'enquête. M. Adrien Zeller (app. UDF, Bas-Rhin) a estimé que la majorité faisait preuve d'un « acharnement idéologique autour d'un pseudo-scandale qui est en train de mourir de sa belle mort ». M. Michel Noir (RPR, Rhône) a annoncé que son groupe « ne participe [ra] pas à cette mascarade », bien qu'il soit toujours « soucieux de rechercher la vérité ».

M. Estier élu président de la délégation parlementaire pour l'audiovisuel. Réunie mercredi 16 mai au Sénat, la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle a procédé au renouvellement de son bureau. La présidence étant confiée alternativement chaque année à un député et à un sénateur, M. Claude Estier (PS, Paris) remplace à ce poste M. Claude Fuzier (PS, Seine-Saint-Denis), qui a été élu premier vice-président. M. Dominique Pado (Un. cent. Paris), M. Françoise Moreau (UDF, Alpes-Maritimes) et M. François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis) ont été élus vice-présidents.

AGENCES ET COMITÉS DE BASSIN

L'Assemblée nationale, le mercredi 16 mai, a adopté en première lecture un projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution, qui modifie la composition des comités de bassin et des conseils d'administration des Agences de bassin. Les députés du PS et du PC ont approuvé ce texte, ceux du RPR et de l'UDF s'abstenant.

Suivant les recommandations de M. André Lotte (PS, Saône-et-Loire), rapporteur de la commission des lois, et le souhait de M. Hugues Bouchard, secrétaire d'Etat à l'environnement, la majorité a rétabli les dispositions qu'avait supprimées le Sénat lorsqu'il avait étudié le texte (le Monde du 19 avril 1984).

C'est ainsi que les représentants des organisations d'employeurs et de salariés siègeront aux comités de bassin et que des personnes compétentes pourront être nommées au conseil d'administration des Agences de bassin. De même, le représentant du personnel de l'Agence pourra être nommé président de celle-ci.

Défendez-vous ! Protégez-vous...

UNIQUE ! 1790
PROMOTION EXCEPTIONNELLE VALABLE JUSQU'AU 19 MAI

IZIS :
• Porte-bonnes haute technologie
• 120 000 000 Hz
• 120 000 000 Hz
• 4 vitesses de réglage
• 4 vitesses de réglage
• 4 vitesses de réglage

GASER
7 MAGASINS EXPO dans Paris-banlieue
833.93.45
Devis et installation immédiate sur simple appel

site - arc présente -
10, rue Coquillière, Paris 1^{er} - 508 58 95
PATRICE CADIOU
Sculptures
du 17 avril au 9 juin

la pirate

AU SÉNAT

Le projet sur la formation des fonctionnaires territoriaux adopté à l'unanimité

La mise en place de la décentralisation, avec les pouvoirs accrus dévolus aux élus, a renforcé la nécessité d'un personnel territorial qualifié. Le projet de loi relatif à la formation des fonctionnaires territoriaux « majore et attire » impose d'assurer la

qualité de formation des agents. Cet objectif ainsi défini par M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, est commun à tous les sénateurs qui conviennent que le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence (le Monde des 19 et 20 avril) relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale y répond. Toutefois les uns et les autres portent des appréciations différentes sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. C'est ce qui explique que, voté à l'unanimité, le texte amendé n'a pas recueilli un assentiment total. Comme elle l'avait fait lors de l'examen de la loi de janvier 1984, la majorité sénatoriale a retenu deux impératifs : ren-

dre le système moins lourd et moins onéreux et préserver la liberté du choix de leurs collaborateurs par les élus.

Ces deux principes ont inspiré les propositions de modifications exposées par M. Daniel Hoefel (Un. cent., Bas-Rhin), rapporteur de la commission des lois. Ainsi, le Sénat, malgré l'avis défavorable du gouvernement et de sa majorité, a supprimé la faculté d'une prise en charge par les centres de gestion des rémunérations des fonctionnaires suivant une formation professionnelle. Il a également supprimé l'obligation pour l'établissement des plans de formation d'une négociation avec les organisations syndicales. Il a donné au conseil d'administration du centre de formation la faculté de diminuer la cotisation d'une collectivité qui assure elle-même une formation spécifique de ses personnels, même en dehors du programme régional.

A propos de la composition des conseils d'administration des centres de formation, sur proposition de sa commission, le Sénat a augmenté la

représentation des départements et l'a ouverte aux représentants de syndicats catégoriels de fonctionnaires.

Malgré les réserves du RPR et de M. Pierre Schiele (Un. cent., Haut-Rhin), ancien président du CFPC (Centre de formation des personnels communaux), supprimé par le projet, le Sénat maintient l'existence, prévue dans le texte, des conseils d'orientation auprès des centres de formation. Toutefois, il précise que ses membres sont nommés par les conseils d'administration et que leur président sera un élu. Bien que RPR et PC s'y opposent, est adopté un amendement du gouvernement prévoyant une participation financière

des offices publics d'HLM pour la formation spécifique de leurs agents.

Le Sénat a suivi sa commission pour instituer trois centres de formation dans la région parisienne. En revanche, c'est contre son avis qu'il a approuvé le gouvernement, qui souhaitait le maintien de deux délégations interdépartementales dans la région Rhône-Alpes.

Enfin, la majorité sénatoriale a préféré supprimer la disposition prévoyant une contribution financière des collectivités qui refuseraient un candidat proposé par un centre de gestion, et celles touchant aux membres de cabinet.

A. Ch.

• La troisième tranche du Fonds spécial de grands travaux. — Le Sénat a approuvé définitivement, mardi soir 15 mai, le projet de loi (déjà adopté par l'Assemblée nationale le 24 avril) modifiant, à compter du mois d'avril 1985, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi d'août 1982 portant création du Fonds spécial de grands travaux. Ce texte permet une augmentation de 2 centimes

du taux de cette taxe, qui passera de 4,7 à 6,7 centimes. En réponse au rapporteur de la commission des finances, M. Josy Moine (Gauche dém., Charente-Maritime), M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget, a précisé que le financement du TGV Atlantique ne repose pas sur les collectivités locales, mais que ces dernières pourraient être appelées à participer à des aménagements périphériques.



Pour réussir, dépliez-vous!

Prenez votre véritable dimension: celle des vrais professionnels de la gestion. Ceux que les entreprises recherchent et exigent. Ceux qui sortent du lot. Ceux qui ont quelque chose de plus. Par exemple, d'avoir obtenu le diplôme du programme de formation polyvalente en gestion **Administration de l'Entreprise**. Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, dans un climat et avec des méthodes d'entreprise. La prochaine session débute en octobre 1984. Vous pouvez encore être l'un des quarante stagiaires qui y seront admis. Il vous suffit de demander sans engagement un dossier complet d'information.

ECADE Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4,
CH-1005 Lausanne (Suisse) - Tél. (021) 221 511

HUGUES de FLEURVILLE
Editeur-libraire en livres précieux
9, Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

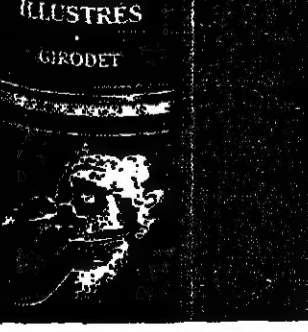
J'offre en cadeau de bienvenue, à 1000 lecteurs de ce journal, ce précieux livre d'art à moitié prix.

R.S.V.P.



Pourquoi 50% de réduction ?
199 F seulement (port gratuit) pour un splendide volume relié en cuir qui vaut en réalité 398 F c'est-à-dire le double ! — à peine croyable. A moins qu'il ne s'agisse de « soldes » ou d'un vieux stock. Or, ce n'est pas le cas. Cette édition est une nouveauté dont je salue le prix pour vous permettre d'apprécier la haute qualité des ouvrages que je publie. Si vous répondez à temps à cette offre, vous enrichirez votre bibliothèque, à peu de frais, avec un ouvrage hors du commun. Pour ma part, je serai honoré de vous compter parmi mes nouveaux clients. Mais il va de soi que cette offre est, à plus forte raison, valable pour mes anciens clients.

Hugues de Fleurville



Découvrez, à travers les poèmes d'ANACREON illustrés par GIRODET, les amours et plaisirs voluptueux des souverains grecs. (Un grand livre d'art 21 x 27 cm, relié en cuir)

Une somptueuse édition illustrée
Uniquement 1.000 d'entre vous (et mes anciens clients naturellement) pourront obtenir ce grand ouvrage d'art à moitié prix, soit 199 F seulement (au lieu de 398 F, prix normal après paiement). En m'adressant dès aujourd'hui votre « Bon de Souscription », sans aucune obligation d'achat définitif, vous aurez toutes les chances d'obtenir 50% de réduction de ce prix de lancement exceptionnel. Au-delà des 1.000 premières réponses provenant de ce journal, enregistrées selon l'ordre chronologique, l'ouvrage sera livré à son prix normal (398 F), mais vous resterez toujours libre d'y renoncer.

54 prodigieux dessins de GIRODET
pour illustrer les chants d'amour du grand poète grec ANACREON
Plus d'universes traduits avec brio la pensée de l'écrivain et le décor du récit se dévoilent. Girotet, en illustrant au siècle dernier, les « Odes » (poèmes, chansons) d'Anacréon, a réussi 54 chefs-d'œuvre, toujours gracieux, romantiques, évocateurs, mais jamais scabreux ou érotiques. En 1925, de l'univers grec, son élève Chabrier et le talent d'un peintre d'aujourd'hui ont voulu restituer l'œuvre d'un poète grec que je vous « restitue » aujourd'hui.
Pour vous faire apprécier le talent d'un grand peintre illustre comme Girotet (1805-1890):
1. J'ai enrichi cet ouvrage en agrandissant les détails de certains dessins qui méritaient d'être « isolés et mis en valeur ».
2. En outre, les pages de garde de l'ouvrage sont un collage original d'une artiste contemporaine, Caroline Laleu-Bailly, réalisée à partir des dessins de Girotet. Un « page à part » (42 x 27 cm) de ces remarquables pages de garde vous sera offert en cadeau avec l'ouvrage. Vous pourrez le garder et le faire encadrer même si vous ne conservez pas ce beau livre.



En ce qui concerne Anacréon, rappelez-vous que c'est un poète grec né au VI^e siècle avant Jésus-Christ. Dans ses poèmes, il chante l'amour, les caprices du cœur et les plaisirs qui passent. L'art de ce poète, très apprécié de son vivant, était d'évoquer



avec une grâce légère et une sensibilité voluptueuse, les plaisirs et les amours des souverains grecs. Tout cela, dans le style et le luxe qui caractérisaient cette époque et témoignaient l'abandon au plaisir. Son genre était le plus grand nombre d'imitateurs. Plus tard, à Rome, Horace et Catulle

connaissant par cœur son œuvre, l'imitèrent. Cet ouvrage, vraiment digne d'appartenir à tout bibliophile éclairé, suscitera l'envie de tous les connaisseurs avertis — j'en ai fait l'expérience — à qui vous le montrerez.

Un livre précieux relié en cuir
Le prix de cet ouvrage est d'autant plus intéressant que sa présentation est prestigieuse. C'est un grand et épais volume (21 x 27 cm) illustré d'un magnifique papier ivoire. Les cahiers sont cousus. Le cuir de la reliure est lisse d'une seule pièce dans une belle peau de mouton plus résistante de dix ans que le cuir et frappée à la feuille d'or 22 carats. Le dos est renforcé par des nerfs. La tranche supérieure est aussi enrichie d'or 22 carats. Deux tranches, le saphir associé et les pages de garde viennent achever la « parure » de l'ouvrage.
Lorsque vous recevrez ce beau livre relié entre vos mains, vous serez à l'origine. Vous constaterez que mes livres sont faits pour durer, être lus, être offerts, être aimés. Mais le bon travail ne s'évalue pas à la hâte. Il vous faudra donc patienter entre la commande et la réception de votre règlement pour que je puisse faire réaliser, pour vous, un ouvrage de cette qualité. S'il vous plaît, ne vous précipitez pas à l'achat. Si je ne peux pas livrer votre ouvrage dans les 15 jours, je vous rembourserai intégralement.

BON de RÉSERVATION

avec garantie de remboursement, à renvoyer aux Editions :
HUGUES de FLEURVILLE, 9 Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS
OUI, je désire recevoir, à moitié prix, votre édition illustrée et reliée en cuir : POÈMES AMOUREUX D'ANACREON. Je n'aurai pas d'argent à rembourser. Je réclame un prix exceptionnel de 199 F seulement (port gratuit) à réception de votre ouvrage. Je recevrai ensuite mon livre et mon cadeau dans un délai de six à douze semaines, sans aucune annulation de votre part. Même après l'envoi du livre, si je ne suis pas satisfait de la qualité, je serai intégralement remboursé. Si je ne puis pas bénéficier du prix spécial de 199 F réservé aux 1000 premières réponses reçues de ce journal, je pourrai, sans renoncer purement et simplement à cette souscription, soit vous régler mon prix normal de 398 F.
Date _____ Signature : _____ ANA - 606
Ecrivez en MAJUSCULES S.V.P.
M. Mlle _____
(nom et prénom)
Adresse complète _____
Code postal _____ Ville _____
N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT. VOUS PAIEREZ PLUS TARD.

551 501 101 101

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TÉL. 572.41.46+

la pirate

COMÉDIE-FRANÇAISE
200.10.20
Deux tragédies du XVII^e siècle
en alternance
CINNA
de PIERRE CORNEILLE
et
LA MORT DE SENEQUE
de FRANÇOIS TRISTAN L'HERMITE
MISES EN SCÈNE
DE JEAN-MARIE VILLEGIER
In alternance, les Comédiens français jouent ces deux tragédies, un même thème, la corruption, un même siècle, le XVII^e : un même monde, l'empire romain, mais un autre univers théâtral et poétique : au classique Corneille s'oppose le baroque L'Herminet.

70 ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ S'ENGAGENT DANS LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES
POURQUOI ?
PARCE QUE :
- Ces organisations représentent au courant d'opinion important et jeune ;
- L'Europe se construira et elle cherchera à vivre dans l'unité ;
- Les relations vraies avec les peuples de l'Europe sont indispensables à notre avenir commun.
COMMENT ?
- En informant les candidats sur leur programme Europe/Thème ;
- En faisant des propositions concrètes au cours d'un prochain colloque ;
- En appelant l'opinion publique à la vigilance pour que les élus tiennent leurs engagements.
Les Français ont le droit de savoir
INTERCOLLECTIF
42, RUE DE CAMBRONNE, 75015 PARIS - TÉL. (1) 783-54-96

(Publicité)
FORUM POUR L'INDÉPENDANCE ET LA PAIX
Colloque à Paris les 1^{er}, 2, 3 juin 1984
EUROPE :
IDENTITÉ CULTURELLE ET MODERNITÉ
Entrée sur invitation.
FIP, 5, rue J.-F. Corbillion, 75006 Paris, tél. 222-77-75

AVEC
Huguette BOUCHARDEAU
Jacqueline LAMBERT
Delphine SEYRIG
Maurice BERLEMONT

la 3^e LISTE de gauche

Artur LONDON
Bernard NOËL
Antoine VITÉZ

"Nous soutenons la liste H. Fiszbin — S. Depaquit présentée par le PSU — les Communistes démocrates unitaires."
"Nous apportons à cette liste notre soutien moral et financier."

POUR NOUS, femmes et hommes de gauche, l'année 1984 peut être une année marquante. Les élections au suffrage universel pour désigner des députés au Parlement européen peuvent donner à la gauche l'occasion de s'appuyer mieux et plus sur toutes les forces qui l'ont portée au pouvoir. Elles peuvent lui permettre de s'enrichir de toutes les capacités d'imaginations qu'elle recèle, c'est une nécessité, c'est une condition de sa réussite.

Nous nous félicitons de la décision prise par les Communistes démocrates et unitaires qui expriment un communisme différent et par le P.S.U. qui se réclame du courant autogestionnaire, de présenter ensemble une liste pluraliste et de l'ouvrir à d'autres courants représentatifs de la diversité de la gauche.

Au-delà de nos différences, ce qui nous réunit c'est l'envie de faire progresser cette gauche à laquelle nous appartenons. Ce qui nous rassemble, c'est le souhait d'introduire des idées neuves dans la vie politique, en France et en Europe. Nous ressentons la nécessité de prendre position publiquement, d'exprimer notre soutien moral et financier. À vous, hommes et femmes de gauche, nous vous suggérons de vous joindre à nous, de participer à la souscription que nous lançons. Le besoin s'en fait d'autant plus sentir que pour ces courants nouveaux les contraintes financières imposées par la loi renforcent la nécessité de l'argent.

AINSI VOUS permettez à la liste HENRI FISZBIN — SERGE DEPAQUIT d'être mieux entendue et mieux comprise. Vous augmentez les chances de mener une campagne qui soit à la hauteur de vos ambitions et de vos espoirs.

Vous aussi, adressez votre soutien moral et financier à la liste Fiszbin — Depaquit à l'une des adresses suivantes :
11, rue Bornomée, 75015 Paris - 566.45.37
19, rue Béranger, 75003 Paris - 271.57.50

POLITIQUE

L'ÉLECTION MUNICIPALE PARTIELLE DE HOUILLES

Le pari perdu de « Selesko »

Dimanche 20 mai, les électeurs de Houilles (Yvelines) retourneront aux urnes pour choisir leur conseil municipal. Les élections de mars 1983, qui avaient vu la victoire de la liste conduite par le maire sortant communiste, M. Eugène Selesko, avec 50,64 % des suffrages, ayant été annulées par le Conseil d'État.

Pour le PC le coup a été dur. Les communistes étaient persuadés que l'élection ne serait pas cassée. M. Eugène Selesko, sûr de son fait, avait même parié publiquement 20 000 F que le recourt en annulation déposé par son adversaire RPR du deuxième tour, M. Alain Mahiet (battu de 164 voix), ne serait pas accepté.

« Selesko », comme l'appellent familièrement ses supporters, a bien failli gagner. Dans un premier temps, le tribunal administratif lui a donné raison. Mais les juges du Conseil d'État ont perçu une appréciation différente sur les griefs formulés par M. Mahiet.

Il a retenu un ensemble de faits qui ont pu altérer les résultats du scrutin. C'est tout d'abord le collage massif d'affiches en faveur de l'union de la gauche sur les panneaux réglementaires réservés à la liste d'opposition à la place d'affiches de cette dernière arrachées ou lacérées. C'est ensuite l'appel au désistement au profit de la gauche lancé par M. Dubernard, tête d'une liste éliminée au premier tour avec 4,37 %. Un appel largement diffusé par la gauche mais en contradiction avec l'attitude des membres de la liste qui avaient décidé de ne pas donner de consigne de vote.

Enfin, deux heures avant la clôture du scrutin du 13 mars, le président d'un bureau de vote désigné par la municipalité sortante, a transmis à un responsable local du PC un document éblouissant de listes d'émargement. Suivant les conclusions du commissaire de gouvernement, M. Pierre-François Racine, le Conseil d'État a vu dans cet acte une mesure tendant à porter atteinte à l'égalité des moyens des deux listes en présence et surtout un risque de pression de dernière

heure susceptible d'altérer la liberté de vote.

M. Eugène Selesko, qui a donc retourné devant les électeurs et trouver à nouveau son chemin M. Alain Mahiet. Le maire sortant n'en est pas encore revenu que l'on puisse mettre en doute sa bonne foi. C'est scandaleux de voir une haute juridiction prendre une telle décision à propos d'une pièce qui n'a jamais été au dossier et dont on suppose le contenu. Selon lui, le document en cause ne contenait que des chiffres sur la participation, mais pas de noms de personnes n'ayant pas encore accompli leur devoir électoral, comme le prétend l'opposition.

Compétences

« M. Mahiet n'a pas la preuve de ce qu'il avance », affirme M. Selesko, qui a choisi de faire campagne avec trois slogans : « Moralité - honnêteté », « Union renforcée » et « Compétences du maire ». Il demande aux électeurs de ne pas casser un programme municipal qui se développe normalement et prêche pour un large rassemblement au-delà des clivages politiques.

L'idée n'est pas mauvaise dans cette commune où la politique locale fut longtemps marquée par des hommes de centre gauche. On y trouve d'ailleurs un peu plus de suffrages « flottants » que dans d'autres villes de même taille, des électeurs indécis qui ne se reconnaissent pas vraiment dans un groupe politique et qui, l'année dernière encore, avaient largement apporté leurs voix aux listes divers droite et écologistes.

Dans un tel contexte, M. Eugène Selesko croit encore pouvoir se poser en rassembleur. Ce n'est pas, bien sûr, l'avis de M. Alain Mahiet, qui estime que les Ovillois ont ont assez de leur maire invalidé et de l'emprise communiste sur la ville. Avenue Charles-de-Gaulle, dans sa permanence, on se gausse aussi des documents de campagne de la gauche où il n'est presque pas fait mention de l'appartenance de la tête de liste au PC.

La campagne de l'opposition est une sorte de cocktail. Une

moitié de critiques de l'action gouvernementale, une moitié de thèmes purement locaux et, pour réunir le tout, un zeste de rappel de ce que la droite nomme « la tromperie communiste »... et une ouverture vers le « marais ». Une place plus large qu'en 1983 a été faite aux non-inscrits (socio-professionnels, responsables d'associations), qui se retrouvent à parts égales avec les autres composantes UDF et RPR.

M. Alain Mahiet est confiant. « Je mène une campagne digne et sérieuse », précise-t-il. Professeur d'histoire-géographie, âgé de trente-trois ans, il continue d'aller tous les jours au collège et corrige ses copies entre deux réunions publiques. A ceux qui s'étonnent de cette apparente quiétude il répond : « Je suis en campagne depuis trois ans contre M. Selesko ». De fait, les deux hommes se connaissent bien. Ils se sont déjà trouvés seuls face à face lors de deux scrutins. Au premier round, les cantonales de 1982, le candidat du RPR l'avait emporté. Au second, en mars 1983, M. Selesko avait pris sa revanche. Qui gagnera la belle ?

Nul ne veut se risquer à un pronostic. Beaucoup pourtant pensent que l'arbitrage pourrait venir des écologistes. Ces derniers auront dimanche une liste conduite par M. Yannick Ginoux. Au premier tour de mars 1983, les « verts » avaient recueilli 990 suffrages. Même si du côté de l'opposition on considère cette liste comme un « sous-marin » du PC, dans les deux camps on la prend au sérieux. Et chacun d'essayer de séduire ces voix écologistes en battant campagne sur les thèmes de la propriété, de l'aménagement du territoire, voire du « fleurissement ».

PATRICK DESAVIE

(Mars 1983. - 1^{er} tour : Inscr., 17 940 ; abst., 26,50 % ; suff. exp., 12 908. - 2^e tour : M. Selesko, PC, m. a.) 5 647 (43,54 %) ; m. opp. (M. Mahiet, RPR) 5 696 (43,22 %) ; vers. (M. Couderc) 990 (7,63 %) ; div. d. (M. Dubernard) 568 (4,37 %) ; ext. s. (M. Roussel) 158 (1,21 %).
2^e tour : Inscr., 17 940 ; abst., 22,78 % ; suff. exp., 13 560. - Un. g. (M. Selesko) 6 677 (50,64 %) ; 2^e UDF ; m. opp. (M. Mahiet) 6 693 (49,35 %), 2 UDF.

Le maire de Papeete soutient le PS. - M. Jean Juvenin, député non inscrit de la Polynésie française, maire de Papeete, qui avait été candidat aux élections européennes de la liste de M. Vail en 1979, a annoncé, mercredi 16 mai, qu'il soutiendra, cette fois, la liste conduite par M. Jospin. M. Juvenin a confirmé son appui aux socialistes au terme d'un entretien avec le premier secrétaire du PS.

Le GODE et l'extrême droite. - Le Grand Orient de France organise, samedi 19 mai, à partir de 9 heures, à son siège, 16, rue Cadet, à Paris 9^e, un colloque consacré à « L'extrême droite, démagogie et réalité », qui sera animé par plusieurs universitaires et journalistes. « Restant fidèle à sa tradition et à son histoire, le Grand Orient de France veut ainsi à la fois mettre en garde contre un péril croissant et affirmer son combat incessant pour toutes les libertés et contre toutes les aliénations », indique notamment la principale obédience maçonnique.

Le Prix des arts, des lettres et des sciences du judaïsme français décerné à Beate et Serge Klarsfeld. - Beate et Serge Klarsfeld, qui se consacrent tous deux à la recherche des criminels de guerre nazis, ont reçu, mercredi 16 mai, le Prix des arts, des lettres et des sciences du judaïsme français.

Ce prix, d'un montant de 100 000 F, qui récompense une œuvre ou l'ensemble d'une action ou d'une création illustrant l'histoire, la tradition et la culture juives, leur a été remis par MM. David de Rothschild, président de la Fondation, et André Lwoff, prix Nobel de médecine, président du jury, en présence notamment de MM. Pierre Bérégovoy, Jean Laurain, Lionel Jospin, Claude-Gérard Marcus, du grand rabbin René Sirat et du cardinal Jean-Marie Lustiger.

Lisez
L'Éducation

M. LE PORS S'ÉTONNE QU'IL N'Y AIT PAS D'AVANTAGE DE COMMUNISTES DANS L'ADMINISTRATION

(De notre correspondant.)

Vesoul. - « Indécence », c'est le qualificatif employé mercredi 16 mai à Vesoul par M. Adrien Le Pors à propos de l'annonce publiée dans le *Monde* du 3 avril par vingt-cinq élèves de l'École nationale d'administration proposant leurs services au secteur privé.

Le secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des réformes administratives a annoncé, lors d'une conférence de presse à la préfecture de Haute-Saône, que « des dispositions très fermes seront prochainement prises, non pour sanctionner des individus, mais pour restaurer la notion de service public », convenant qu'il est qu'il faut « lutter contre un état d'esprit ayant des origines lointaines » se traduisant notamment par un « laisser-aller et un abandon du sens de l'État ».

M. Le Pors a déclaré devant les représentants des organisations syndicales de la fonction publique et les chefs des services départementaux : « Il n'y a eu plus de chômage en France et toutes les entreprises avaient fait le même effort que l'État en faveur de l'emploi et de la durée du travail ».

Interrogé sur la campagne du Parti communiste contre le Conseil d'État à la suite des annulations de scrutins municipaux, le ministre communiste s'est félicité de ses bonnes relations avec la haute juridiction administrative. Et, en réponse à l'accusation sans preuves de la mainmise du PCP sur l'État, M. Le Pors s'est étonné, au contraire, qu'il n'y ait « pas davantage de communistes » dans la haute administration. A l'heure où le PCF et la CGT critiquent le gouvernement, il n'affiche aucun état d'âme et ne voit même « aucun obstacle à la poursuite de sa carrière ministérielle ».

A.M.

M. Jospin et la défense des droits de l'homme

L'OPPOSITION EST ATTENTE DE « TORTICOLIS IDÉOLOGIQUE »

Tours. - « Nous sommes les seuls à vouloir défendre la liberté politique », a réaffirmé M. Lionel Jospin, mercredi 16 mai, à Tours. Le chef de file de la liste socialiste aux élections européennes a dénoncé ceux qui, atteints de « torticolis idéologique », ignorent ce qui se passe en Afrique du Sud, au Chili, en Turquie, aux Philippines.

M. Jospin a indiqué qu'il se rendait à l'ambassade d'Union soviétique lundi 21 mai, jour du sixième anniversaire d'André Sakharov, afin de rappeler le souhait des socialistes que soient respectés les droits de la personne humaine en URSS. Selon lui, les discussions préparatoires au voyage de M. Mikhaïlov à Moscou sont de nature à « protéger le couple Sakharov ».

A propos des restructurations industrielles, le premier secrétaire du PS a déclaré : « Il faut que le PC comprenne, il faut que sa direction admette que ces mutations sont indispensables et qu'elle doit pleinement assurer son rôle de force gouvernementale pour être digne de sa fonction historique de diriger les affaires de la France ».

FIN DE LA CRISE DU RPR DU BAS-RHIN

Le RPR du Bas-Rhin devrait enfin pouvoir oublier la querelle qui le déchire depuis de longues années. La mission des médiateurs parisiens, MM. Jacques Chastrot et Jean-Claude Grosbœuf, a abouti, lundi 14 mai, à l'élection, par un comité départemental renouvelé, d'un nouveau président : M. Jean-Paul Hamman, maire d'Irtenheim et président de la chambre d'agriculture du département, par soixante voix et neuf abstentions.

Les désaccords profonds entre MM. André Bord, ancien ministre, et M. Robert Baillard, premier adjoint au maire de Strasbourg, avaient empêché en décembre 1983 d'avoir une double candidature RPR aux cantonales partielles de Strasbourg-Neudorf.

Au conseil municipal de Strasbourg, chaque tendance avait ses partisans et, au total, la position du RPR dans la « majorité législative » donnée par le CDS, se trouvait de nouveau affaiblie.

Le nom de M. Bernard Schreiner, maire de Haguenau, est avancé en tant que prochain secrétaire fédéral du Bas-Rhin. (Corresp.)

SU

Av

les dessous

TOUT

SUÈDE

II. — Avantages et inconvénients de la neutralité

Les dessous (marins) de la politique étrangère

LES touristes de passage à Karlskrona se jettent immédiatement sur la carte postale représentant le sous-marin soviétique U-137 de la catégorie Whiskey, échoué sur un rocher de l'archipel de ce périmètre interdit. Quarante mille exemplaires de cette photo — un record — ont été vendus depuis ce fameux jour d'octobre 1981 où un pêcheur, Ingvar Svensson, allant remonter ses filets au large, aperçut un sous-marin dans le brouillard matinal.

Si l'équipage n'avait hissé le drapeau de la marine soviétique sur le kiosque, ce brave homme, habitué qu'il est aux manœuvres de nuit de bateaux suédois dans les parages, aurait sans doute calmement poursuivi son chemin sans donner l'alerte. Heureusement qu'il avait l'œil perçant car les militaires, eux, n'avaient absolument rien remarqué sur les écrans de leurs radars... Et qui sait si l'intrus n'aurait pas réussi à se dégarer de l'échouil et à s'échapper incognito ?

Les responsables touristiques et commerçants locaux ont été prompts à réagir. Quelques jours seulement après la découverte du sous-marin, les magasins de souvenirs de cette base navale du sud de la Baltique alignaient en vitrine une gamme étendue de gadgets : briquets, stylos à bille, cendriers U-137, posters et maillots portant l'inscription Whiskey on the rocks. Pour décorer sa cheminée, le visiteur pouvait acheter de petites sculptures en bois peint réalisées par des figuratifs de la région, représentant le sous-marin trépané sur son haut-fond.

Bien contents d'avoir joué un tour aux Soviétiques, les habitants ont moins ri le jour où ils apprirent que le U-137 était porteur de torpilles à tête nucléaire... Des femmes fondaient en larmes, on crut que la guerre approchait. Il faut dire que la Suède, neutre et pacifique, n'a pas connu de conflit depuis 1809.

Toujours est-il que la marine soviétique a rendu, bien involontairement, un fier service à la ville. En deux ans, le chiffre d'affaires du tourisme a doublé. L'idée d'un voyage organisé de quatre jours en autocar, avec une étape à Karls-

krona, pour moins de 200 marks tout compris, a fait mouche chez les Allemands de Berlin ou de Cologne, et toutes les places sont retenues pour l'été.

L'année passée, M. Sonnie Nilsson, le directeur régional du tourisme, avait dit en riant à l'attaché militaire soviétique, venu assister à une régata de vieux trois-mâts, que la municipalité était prête à inviter le capitaine Guzzini, commandant du U-137, pendant une semaine en guise de remerciements. La plaisanterie n'a pas été appréciée. Malheureusement, les vacanciers, du moins les étrangers, doivent se contenter d'une visite rapide de la cité. Pas de promenades en bateau car la rade et l'archipel sont des zones militaires. Et les autorisations de circulation ne sont délivrées qu'avec parcimonie.

« Lorsque mes amis britanniques viennent me voir, je ne peux même pas leur montrer notre maison d'été dans l'île de Tjurkö et les convier à prendre l'apéritif chez nous, dit un commerçant. Les militaires refusent, et nous devons dîner en ville ! »

Des monstres du loch Ness

Dans cette ville de garnison de trente-huit mille habitants, les militaires ont perdu de leur prestige. Depuis l'affaire du U-137 qui avait été repéré par un civil, d'autres sous-marins étrangers — non identifiés —, donc plus habiles, sont revenus presque à intervalles réguliers dans la rade ainsi que devant les ports de Stockholm et Sundsvall, au nord. Mais jamais la marine n'a réussi à les capturer ni à les obliger à faire surface. A croire, selon certains, qu'il s'agit de cousins germains du monstre du loch Ness.

« En matière de chasse au sous-marin en eau peu profonde et dans les archipels, nous sommes des pionniers », assure le général J. Lund, commandant en chef des forces armées. « Aucun pays n'a eu à faire face à une telle situation avant nous. » Il admet que cet aspect de la défense suédoise a été trop négligé au cours des vingt dernières années, que les équipements sont insuffi-

sants et que les militaires ne savent pas exactement ce qu'ils pourchassent : des sous-marins conventionnels, des sous-marins de poche, des torpilles habitées téléguidées, des plongeurs motorisés, voire des sautres.

Les opérations en tout cas paraissent bien coordonnées et on suppose que les intrus sont envoyés en mission d'espionnage ou pour tester de nouveaux matériels. La « visite » la plus récente, mais sans doute pas la dernière, remonte aux mois de février et mars de cette année. Et la population locale n'est pas près de l'oublier : pendant plusieurs semaines, elle a été soumise à un véritable état d'exception conformément à une loi sur la sécurité du territoire, qui n'avait plus été appliquée depuis 1940.

De la mi-février aux premiers jours de mars, tous les conscrits de la région s'étaient installés sur les îlots et montaient la garde. Une bonne centaine de grenades de semence, de charges de trotyl et de mines ont explosé « au point que le plancher des maisons vibrât ». Les soldats ont lancé soixante-trois grenades à main dans la mer et ont même tiré à différentes reprises au pistolet-mitrailleur... sur des cygnes et autres oiseaux de mer qu'ils avaient confondus avec des hommes-grenouilles.

Deux ou trois fois par jour les rivières devaient présenter leurs papiers d'identité à d'incorruptibles sentinelles qui, un jour, firent preuve d'un zèle macabre en interceptant un convoi funèbre pour ouvrir un cercueil et vérifier si la place du mort n'avait pas été prise par un espion. Son gré mal gré, les habitants ont accepté ces désagréments et tapages nocturnes, pensant que cette fois les intrus seraient capturés. Les châteaux de l'archipel étaient fermés par d'épais filets métalliques, les hélicoptères survolaient les lieux en permanence et plusieurs frégates patrouillaient dans le bassin.

Espoirs déçus. Les fantômes qui affolent les sonars ont réussi à s'échapper, et seules quelques carcasses de vieilles voitures ont pu jusqu'à présent être remontées du fond de la rade. Piteux butin qui

conduit les gens de Karlskrona à s'interroger, à juste titre, sur l'efficacité de leur défense nationale.

Selon le rapport du commandant en chef des forces armées sur les incidents de Karlskrona, présenté le 3 mai, il est sûr que des sous-marins de différents formats (d'une longueur de 5 à 50 mètres et d'un poids variant de 40 à 500 tonnes) ainsi que des hommes-grenouilles ont opéré dans l'archipel il y a environ trois mois. Mais leur nationalité n'a pu être déterminée. « Techniquement, nous nous améliorons de jour en jour, et les auteurs des incursions s'exposent à des risques de plus en plus grands », affirme le général J. Lund, et le ministre de la défense se déclare persuadé, pour sa part, que la crédibilité de la défense et de la neutralité suédoises demeure intacte : « La Suède montre au monde qu'elle n'est pas passive et qu'elle fait tout ce qui est en ses moyens pour lutter contre ces violations. »

Les démentis de Moscou

Sans détenir de preuves, bien entendu, beaucoup sont convaincus que ces mystérieux engins ne viennent pas du Costa-Rica, comme le dit un député conservateur, mais fort probablement de l'autre côté de la Baltique. Dans ces milieux on reproche à M. Olof Palme de vouloir raccommoquer la Suède et l'URSS à n'importe quel prix, c'est-à-dire avant même que les incursions aient cessé définitivement.

Les propos parfois froids du premier ministre social-démocrate contribuent à entretenir le doute sur ses intentions réelles. Au lendemain de l'échouement du Whiskey U-137, le gouvernement bourgeois de M. Fälldin avait été ferme et avait protesté officiellement. Moscou avait présenté des excuses pour cet incident « regrettable », dû à une « erreur de navigation ». Théorie jugée plausible d'ailleurs par certains Suédois.

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 12.)

IVAR LO-JOHANSSON Survivant et témoin de l'autre Suède

C E 9 mai 1984, le printemps fait des caprices à Stockholm. Il s'est mis à neiger. J'ai rendez-vous avec un survivant et un témoin de l'autre Suède. Pas la Suède du pseudo-modèle. L'autre Suède, rurale, misérable, encore proche par certains aspects de la Russie de Tolstoï.

Ivar Lo-Johansson est le dernier des écrivains « autodidactes » des années 30, de ceux qui, avec les ouvriers passés par l'université populaire, ont fait de leur pays une société social-démocrate et moderne.

Né en 1901, il a connu l'indigence misère des statars. Il vit depuis cinquante ans à Söder, ce quartier du sud cher aux habitants de Stockholm pour son parler gouailleur, ses rues escarpées, ses vieilles maisons peintes comme des décors d'opéra, une sorte de Montmartre ou de Mémélmontant suédoise.

Pour entrer chez Ivar Lo, je prends des escaliers de bois, je longe des maisons vétustes, que la Suède moderniste semble avoir oublié de raser. Ivar Lo m'accueille dans son appartement, une simple pièce qui rappelle la cabine d'un quartier-maître. Une table et deux fauteuils sans style, quelques tableaux et surtout des piles de livres posés à même le sol.

Une vue magnifique sur la ville. C'est tout. Après bien des années, il a acquis une autre pièce — un lit, une chaise — sur le même palier.

Les deux pièces ne communiquent pas. Dans l'une, il dort. Dans l'autre, il travaille. Il quitte sa chambre chaque matin pour aller « au travail ». Pas de cuisine, il a mangé chaque jour de sa vie au restaurant quand il avait de l'argent. Pas de « frigo ». Pas de femme. Pas d'enfant. Des livres partout, dont cinquante ou soixante de lui-même, traduits dans dix ou vingt langues.

Fils de « statars »

L'homme est de petite taille, râblé, avec des épaules de paysan. Le visage est rond et bon, avec quelque chose d'enfantin peut-être, qui rappelle celui de Jean Renoir. Il entend mal. Ses yeux bleus un peu voilés voient encore bien ? D'abord timide ou réservé, Ivar Lo prononcez « Lou », ainsi que l'appellent affectueusement ses compatriotes, me propose de m'asseoir et de le tutoyer. Aujourd'hui, tout le monde dit « tu » en Suède.

On dit « tu » au premier ministre mais pas au roi. C'est

peut-être une conquête de la génération des autodidactes et des sociaux-démocrates.

La neige a cessé. Le soleil illumine les lacs et les canaux de la ville. Ivar Lo raconte son enfance de fils de statars. Il définit à présent ce terme intraduisible.

Pendant deux-cent cinquante ans, jusqu'en 1945, les grands exploitants de domaines agricoles, vivant souvent dans des châteaux, ont entretenu des statars, sortes d'ouvriers agricoles, en théorie liés par contrat annuel, en pratique aussi peu libres que nos serfs ou les moujiks russes. Un grand domaine comptait quarante ou cinquante statars, payés pour moitié en nature. La Suède avait ainsi cinquante mille familles représentant environ deux-cent cinquante mille personnes. Cette population analphabète et sans défense se nourrissait de gruau et de grosses crêpes. On avait froid. On ne savait où aller. On reconduisait donc chaque année le contrat et l'on restait sur le domaine, de père en fils.

Pour échapper à la condition insupportable des statars, Ivar Lo, qui était allé à l'école jusqu'à trois ans, devint luffare, c'est-à-dire vagabond. Il y avait de nombreux luffares sur les chemins de la Suède. L'été, on pouvait dormir à la belle étoile, mais l'hiver, il fallait trouver quelque grange. Du moins Ivar Lo était-il libre : il avait des livres, un dictionnaire de français et il voulait écrire sur les protestaires du monde entier pour témoigner, pour protester contre sa condition. Pourquoi écrire ? « Parce que j'étais si malheureux et si seul. Il fallait que j'exprime tout cela, que cela sorte. Et puis, je le dis sans vanité, j'avais toujours le sentiment d'être unique dans l'univers. »

Le vagabond-fait vingt métiers qui ne sont le plus souvent, avoue-t-il, que de « la mendicence déguisée ». Il vend du fil et des aiguilles, il soie des arbres, il devient sculpteur. Chômeur, il se rend en 1925 en France avec vingt-cinq couronnes en poche. De nouveau, il sera vagabond et même, plus tard à Paris, une sorte de clochard. « J'avais un Tzigane en moi : j'aurais voulu épouser une Tzigane, vivre et écrire dans une roulotte. » A Rouen, il sculpte et fait un Christ dans l'église des marins scandinaves. A Paris, avec un photographe suédois, il cherche à faire un reportage sur la misère : « Une nuit de Noël, nous avons erré dans les rues sans argent. »

PATRICK GRILOTT.

(Lire la suite page 16.)

LA BANQUE INDOSUEZ A STOCKHOLM. TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITES.

La Banque Indosuez est en Suède à Stockholm. Elle est aujourd'hui la seule banque européenne présente dans les 4 pays nordiques (Danemark, Finlande, Norvège et Suède).

Son réseau international couvre 65 pays. En Europe occidentale, elle est installée dans tous les grands pays. Banque française internationale, banque à taille humaine, partenaire des entreprises pour le développement et le financement de leurs échanges, la Banque Indosuez vous ouvre tout un monde d'opportunités.



BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités.

Paris : siège social : 96 boulevard Haussmann - 75008 Paris. Stockholm : Norrmalmstorg 14, 7-11146 Stockholm. Tel. 2331-20 - Telex 16646. Ingusto S. Délégue Général pour la Scandinavie - Philippe Wauquiez.

مكتبة ابن ابي عمير

SUÈDE : AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE LA NEUTRALITÉ

Les conservateurs en campagne contre une bureaucratie envahissante

LES mouvements politiques conservateurs se portent bien en Scandinavie. Au Danemark et en Norvège, ils sont au pouvoir en coalition avec des partis centristes et libéraux. A Copenhague, ils s'appellent officiellement les « conservateurs populaires », à Oslo « la droite ». En Suède, le « rassemblement des modérés », qui séduisit maintenant 30 % de l'électorat, se présente volontiers comme le « deuxième parti ouvrier » du pays. Il est particulièrement dynamique, et, au lendemain des dernières élections législatives, ses stratégies ne cachaient pas que l'objectif était, avec le concours des deux autres formations « bourgeoises », de reléguer la gauche dans l'opposition et d'occuper le poste de premier ministre. La droite libérale n'ayant pas dirigé les affaires depuis 1923, ce serait un événement historique.

Les conservateurs de M. Ulf Adelsohn ont choisi d'attaquer les sociaux-démocrates sur le terrain idéologique et sur celui de la lutte contre la bureaucratie et le contrôle de l'individu. En fait, ils disent tout haut ce que beaucoup de Suédois, même à gauche, pensent tout bas, et c'est la raison principale de leur succès. L'Etat-providence est devenu un colosse qui réglemente excessivement la vie quotidienne du citoyen, et le zèle d'une administration envahissante décourage souvent l'initiative privée. Un dala-carlin, ancien député communiste, envisageait ainsi cette année d'ouvrir un hôtel dans un endroit calme et isolé d'une forêt. Il dut finalement renoncer à son projet. D'une part, parce qu'il devait obligatoirement peindre la vieille maison qu'il convoitait en vert, et il la voulait jaune. D'autre part, parce que les « autorités compétentes », intraitables, lui imposaient d'installer dans un bâtiment de deux étages et d'une vingtaine de chambres pas moins de trois ascenseurs : un pour la clientèle, un autre pour les handicapés et un troisième pour le transport des débris...

La phobie du l'initiative privée

Pour les conservateurs, le pouvoir croissant des grandes organisations — les syndicats en particulier — est néfaste à la démocratie. Il risque de plonger la Suède dans une société de corporatisme, où les décisions sont prises par une poignée de dirigeants d'associations puissantes et influentes mais de moins en moins représentatives de leurs membres payants, ou qui imposent leurs vues à une minorité de 49,9 %. On tient compte de l'avis des « organisations » et plus tellement de celui des citoyens. « Il faut libérer l'individu », dit M. Adelsohn, faire confiance à son jugement, son esprit d'initiative, sa capacité à régler personnellement ses problèmes sans le secours de l'Etat.

La social-démocratie, si longtemps au pouvoir, est directement visée. Pendant près de cinquante

ans, elle a « organisé » la société et toujours privilégié les solutions collectives aux problèmes sociaux. En matière de santé publique, elle semble souffrir d'une phobie de l'initiative privée, systématiquement soupçonnée de rechercher le profit. Combien d'échecs sociaux-démocrates ne se sont-ils pas insurés par exemple lorsqu'une équipe de médecins ouvrit un cabinet privé d'urgences médicales, Cityakuten, dans le centre de Stockholm, en promettant que les délais d'attente n'excéderaient pas quinze minutes, alors qu'il est de plusieurs heures dans les hôpitaux ?

Le tarif de la consultation est de 50 couronnes (autant de FF),

enfants pour gagner de l'argent. Personne ne s'attendait que le projet soit approuvé, mais le fait même qu'il ait été discuté au Parlement, et que certains sociaux-démocrates osent dire qu'il n'est pas « absurde », est remarquable. Un tel débat eût été impensable il y a seulement cinq ans.

Les sociaux-démocrates doivent tenir compte de la campagne offensive des conservateurs sur le thème de la « liberté de choix ». Le vice-premier ministre, M. Ingvar Carlsson, organise d'ailleurs cette année des cercles d'études dans le parti sur ces questions. Les résultats seront discutés lors du congrès national cet automne. M. Bo Holmberg, l'un de ses col-

Un centre laminé

LES progrès des conservateurs dans l'opinion publique se font aux dépens des deux « partis du milieu ». D'abord le centre (ex-sgrarien) de l'ancien premier ministre, M. Thorbjörn Fälldin, aussi discret dans l'opposition qu'il l'était au pouvoir, qui attend sans doute 1985 pour prendre sa revanche. Il se présente volontiers comme le champion de la sagesse et de la mesure, et espère toujours être le chef de file de l'opposition pendant la prochaine campagne électorale, bien que ses électeurs soient deux fois moins nombreux que les conservateurs.

Les libéraux, eux, ne cessent de perdre du terrain, mais leur nouveau dirigeant, le quatrième en sept ans, M. Bengt Westerberg, économiste compétent, ne possède pas l'art d'enthousiasmer les foules. La nécessité de réduire les dépenses publiques, et donc de revenir sur les acquis sociaux, ainsi que l'engagement de démanteler les fonds salariaux en cas de victoire « bourgeoise » l'année prochaine sont les deux points qui unissent les trois formations.

Minoritaire, le gouvernement social-démocrate dispose toutefois d'un plus grand nombre de sièges au Parlement que les conservateurs, centristes et libéraux réunis. Pour être reversé, il

faudrait donc que les vingt députés communistes votent avec le camp bourgeois, ce qui est exclu. En cas de désaccord, ils préfèrent s'abstenir. Jusqu'à présent, M. Palme s'est appuyé sur les voix des communistes. Il préférerait sans doute se rapprocher des centristes, mais ses opérations de séduction ont échoué. Les deux blocs de la vie politique suédoise, de force sensiblement égale, se regardent en chiens de faïence et, en matière de politique étrangère, le fossé se creuse entre les sociaux-démocrates et les conservateurs. Ceux-ci rapprochant au premier ministre de définir la politique suédoise « avec ses amis de l'Internationale socialiste », d'être trop doux avec l'URSS, de proposer des zones d'indépendance qui font le jeu des Soviétiques et de mener une diplomatie personnelle et secrète.

De son côté, le gouvernement soupçonne les conservateurs de vouloir abandonner la politique traditionnelle de non-alignement militaire en temps de paix, visent à la neutralité en cas de conflit et d'épouser les thèses de l'OTAN. La querelle provoquée par les incursions de sous-marins étrangers dans les eaux territoriales suédoises pourrait bien être un thème de la campagne électorale de 1985.

A. De.

soit 10 de plus que dans les établissements publics. Plusieurs conseillers généraux réclament la fermeture de Cityakuten. Mais les malades, en revanche, ont afflué : 50 000 visites en un an. Cityakuten a maintenant des succursales dans d'autres villes du pays, ainsi qu'à Londres et bientôt peut-être à Paris.

L'idée lancée dernièrement par le fabricant d'aspirateurs Electrolux d'ouvrir des crèches privées, qui seraient supervisées par les collectivités locales, mais qui reviendraient 15 % moins cher que les garderies publiques, a été repoussée par le ministre des affaires sociales, M. Sten Andersson, qui a déclaré, indigné : « On n'a pas le droit de se servir des

légues au gouvernement, a décidé de créer, à titre d'expérience, des « zones franches ». Dans ces quelques communes, les responsables municipaux pourront faire fi des réglementations bureaucratiques qui leur paraissent inutiles et qui compliquent la vie du citoyen et des petites entreprises, submergées de bordereaux administratifs.

Reste à savoir si la gauche, par cette forme d'autocritique, souhaite réellement introduire une certaine concurrence privée dans le secteur public des services, ou s'il s'agit d'une opération visant en premier lieu à contrer l'offensive des conservateurs avant les prochaines élections.

A. De.

L'INSTITUT DE STOCKHOLM DE RECHERCHE SUR LA PAIX

Le SIPRI, deuxième grand dans le monde pour l'étude des problèmes d'armements

« INSTITUTION indépendante pour la recherche sur les problèmes de la paix et des conflits, particulièrement en ce qui concerne la maîtrise des armements et le désarmement. Fondée en 1966 pour célébrer le cent cinquantième anniversaire de la paix suédoise ininterrompue. » Cette annonce, qui figure sur chacune des productions du SIPRI, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, est bien sommaire pour rendre compte des très nombreuses activités de cet établissement, dont le nom a très vite débordé des frontières de la Suède au point de devenir un article d'exportation comme Volvo ou l'akvavi.

Avec l'IISS, l'Institut international des études stratégiques de Londres, le SIPRI est devenu le deuxième grand du monde pour les études sur les armements. L'un comme l'autre entendent bien d'ailleurs dépasser leur cadre géographique et se proclament internationaux. Ils ont aussi pour point commun d'être tous deux dirigés par des Britanniques et d'avoir l'anglais pour seule langue de travail.

Mais le parallèle s'arrête là. La production du SIPRI, beaucoup plus abondante, comporte chaque année un gros annuaire rempli d'études savantes sur les grands conflits ou problèmes de l'année écoulée, sur les négociations en matière d'armements et surtout sur les dépenses militaires et les transferts d'armes dans le monde, deux domaines qui constituent son point fort. L'Institut publie aussi de nombreux ouvrages séparés (l'un est prévu pour la seule année 1984) sur la course aux armements, les rapports entre la militaire et l'écologie, les armements du futur, etc.

L'IISS, lui, est surtout connu pour sa Military Balance annuelle, qui reste le meilleur inventaire « sec » des arsenaux des divers pays,

ainsi que pour les remarquables études de ses Adelphi Papers. Mais ses moyens paraissent beaucoup plus limités.

La différence est aussi politique. Peut-être parce qu'il est financé par le Parlement de Stockholm, donc qu'il émerge au budget de l'Etat suédois, le SIPRI reflète une certaine philosophie scandinave. Dès l'abord tourné vers les problèmes spécifiques à la région, comme celui des zones d'indépendance, il met l'accent sur le désarmement plus que sur les armements, sur les excès des militaires plus que sur leurs motivations. Ses deux derniers directeurs, MM. Frank Barnaby d'abord, Frank Blackaby aujourd'hui — un économiste de formation, — appartiennent tous deux à la gauche du Parti travailliste britannique. Ils ne cachent pas leurs sympathies personnelles pour les « mouvements de paix » européens, et l'on a noté une attitude plus militante du SIPRI dans ce sens à partir de 1981 et 1982, ce qui a aidé la campagne contre les Pershing. L'IISS, tout en faisant figure plus « conventionnelle » au sens atlantique du terme, reste plus factuel.

Pas d'alignement

Les « sensibilités » des deux instituts se distinguent aussi par les manifestations qu'ils organisent. Alors que l'assemblée annuelle de l'IISS rassemble chaque automne tout le gratin des stratèges occidentaux (mais aussi des pays neutres et quelques représentants roumains ou chinois), le SIPRI a une préférence pour les colloques à participation communiste. Son conseil d'administration compte un Allemand de l'Est et un Yougoslave, aux côtés de M. Egon Bahr, le célèbre stratège du SPD ouest-allemand, et de M. Jakobson, diplomate et historien finlandais.

Les dessous (marins) de la politique étrangère

(Suite de la page 11.)

En avril 1983, ce fut au tour de M. Palme, de retour au pouvoir, de réagir et d'adresser une nouvelle note sévère à Moscou après que la commission Anderson eût établi que, six mois plus tôt, six sous-marins soviétiques, dont trois sous-marins de poche, avaient opéré dans un bras de mer de l'archipel de Stockholm, proche de la base ultrasecrète de Madsö.

Ce rapport avait profondément agacé Moscou. Selon le Kremlin, il ne contenait que des présomptions et aucune preuve irréfutable étant donné que les prétendus sous-marins n'avaient jamais fait surface. Curieux cependant de savoir comment les Suédois avaient procédé pour identifier ces bateaux, les Soviétiques ont, par la suite, demandé à Stockholm des détails supplémentaires qui ne figuraient pas dans la version officielle du rapport et ils les ont obtenus. Mais ce complément d'information ne les a pas convaincus. Moscou est catégorique : aucun sous-marin soviétique n'a violé les eaux territoriales suédoises depuis l'incident de Karlskrona, en octobre 1981.

C'est ce que le chef de la diplomatie soviétique, M. Gromyko, a rappelé à M. Palme, le 16 janvier, lors de son passage à Stockholm pour l'ouverture de la Conférence sur le désarmement en Europe, en ajoutant que l'URSS respectait la neutralité et l'intégrité territoriale de la Suède, et qu'il appartenait à celle-ci de faire un peu plus d'efforts pour rétablir des relations bilatérales normales. En fait, après un gel de ces rapports pendant deux ans, M. Palme a donné le feu vert à une reprise en douceur des échanges de visites officielles : le secrétaire général, puis le chef du service politique du ministère des affaires étrangères ainsi que le secrétaire d'Etat au commerce extérieur se sont rendus tour à tour à Moscou. Le ministre soviétique de l'Agriculture est attendu à Stockholm avant l'été.

Les Suédois sont préoccupés par la détérioration du commerce bilatéral. Les exportations vers l'URSS ont nettement diminué en volume ces dernières années alors que les importations ont fortement augmenté en raison des achats de pétrole entre 1982 et 1983. Un important contrat d'une valeur de 260 millions de dollars portant sur la construction d'un port céréalier à Tallin a échappé à la société Johnsson Construction Company, pourtant bien placée et familière des affaires avec les pays de l'Est depuis

soixante-cinq ans. On n'exclut pas que les entreprises finlandaises et ouest-allemandes, pour des raisons politiques,

Au nom de la neutralité

La Suède, qui se demande ce qu'elle a bien pu faire pour mériter un tel traitement, a choisi de ne pas hausser le ton et, lors d'un récent débat parlementaire, le ministre des affaires étrangères, M. Bodström, a défini la ligne officielle en ces termes : « La crédibilité de notre politique de neutralité nous impose de réagir vigoureusement. L'absence de réaction de notre part pourrait être mal comprise non seulement par ceux qui violent nos frontières mais aussi par les pays tiers. De même, des malentendus aux conséquences graves pourraient surgir si le gouvernement, sans détenir des preuves convaincantes, faisait des déclarations désignant les coupables de ces incursions. Il ne doit apparaître aucun doute quant à notre détermination de poursuivre avec cohérence et fermeté notre politique de neutralité. »

Lorsqu'ils discutent de ces questions au Parlement, tous les partis

politiques, des communistes aux conservateurs, approuvent sans mot dire, ou presque, cette position. Mais, en dehors de l'enceinte, les débats sont beaucoup plus vifs. Le Parti conservateur, principale formation de l'opposition, tire à boulets rouges sur M. Palme. Il lui reproche son long silence sur les événements de Karlskrona — une affaire, selon le chef du gouvernement, « du ressort des militaires », — de vouloir passer l'éponge sur les violations antérieures, de renouer trop vite le dialogue avec l'URSS. Il remarque que le premier ministre est désormais plus discret sur l'Afghanistan et la Pologne que sur les interventions des Etats-Unis en Amérique centrale. Et il redoute que la « politique de concessions » menée actuellement n'aboutisse à une forme de neutralité idéologique.

A ces critiques, le premier ministre réplique qu'une politique solide et crédible ne peut reposer sur le soupçon ; en d'autres termes, que la Suède ne pourra réagir avec force que le jour où les militaires réussiront à mettre la main sur un sous-marin. Par ailleurs, la Suède ne peut pas indéfiniment entretenir de mauvaises relations avec un voisin — et quel voisin ! — qui représente, de surcroît, un grand marché potentiel pour son industrie exportatrice.

ALAIN DEBOVE

DÉS VACANCES FASCINANTES EN SUÈDE

Si, chaque année, le nombre de touristes étrangers accueillis en Suède progresse de 20 % (le plus fort taux d'augmentation des pays européens de l'OCDE), il faut bien reconnaître que la découverte de ce pays exerce une attraction magique sur ceux qui rêvent d'évasion.

Les raisons de ce succès sont nombreuses. Pour ceux qui aiment les vacances actives, il y a mille possibilités : descentes des rivières en raquettes, des rapides en canot pneumatique, safaris-élans, randonnées pédestres, à bicyclette, pêche, voile, etc.

Pour les passionnés d'histoire et de vieilles pierres, la aussi le patrimoine culturel recèle de vrais joyaux. Le soleil de minuit et la Laponie valent à eux seuls le voyage.

Il y a pour vous en Suède tant d'idées de vacances individuelles ou en groupes !

Des structures hôtelières exceptionnelles pratiquement à moitié prix durant l'été sont à votre disposition.

Pour plus amples informations, demandez notre dépliant « 56-jours et Circuits en Suède 1984 ».

OFFICE DU TOURISME SUÉDOIS
146-150, Champs-Élysées
75008 PARIS
Tél. : 224-63-62

Filiale française du groupe suédois
HALMSTADS JARNVERKS AB
HALMSTAD

WELBOND

Ventes - Transformations - Pose
d'armatures pour béton armé

Nos références sont nombreuses dans
le secteur du Bâtiment et des TP :
chantiers de centrales nucléaires,
ouvrages d'art, etc...

Siège social : Route de la Navale
44220 COUÉRON
Tél. : 40 - 86-07-07
Télex 700 240 WELBOND

Filiale française du groupe suédois
ABM (Advanced Buildings Methods)
HALMSTAD

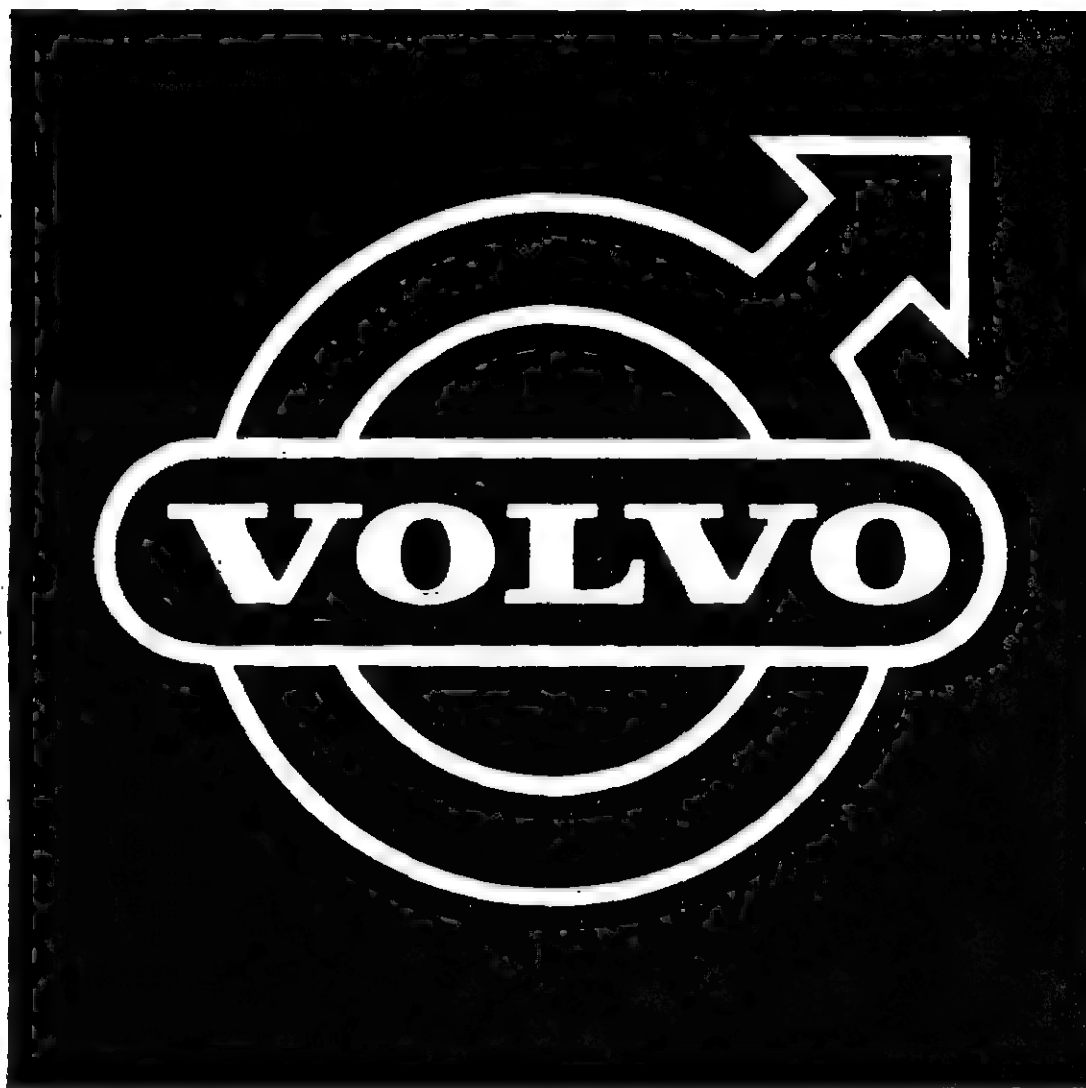
ALUCOFFRAGE

Etalement - Coffrage - Echafaudage
avec le système d'étalement ABM

Nos références concernent également
le secteur du Bâtiment et des TP
chantiers de centrales nucléaires.

Siège social : Route de la Navale
44220 COUÉRON
Tél. : 40 - 86-07-07
Télex 700 240 WELBOND

LA MARQUE D'UNE IMAGE.



Notre marque est le symbole de notre image. Pour nous, servir l'homme est véritablement au cœur de notre action. Dans le monde automobile, Volvo est synonyme de Sécurité, de Qualité et de Confiance. Les normes de Sécurité développées par Volvo sont maintenant imposées par la loi dans de nombreux pays : le pare-brise feuilleté adopté par Volvo dès 1947, la ceinture de sécurité dès 1955 et l'habitacle de Sécurité Volvo imité par tous. En Amérique, la Sécurité routière (NHTSA) a choisi la Volvo 240 comme base de référence de ses tests. Les normes de qualité Volvo sont les plus exigeantes du monde. L'espérance de vie d'une Volvo, mesurée par le Bureau Suédois des Immatriculations, dépasse 20 ans. On pourra rouler dans une Volvo de 1984 au-delà de l'an 2000. Dans le monde du Transport routier, des véhicules industriels et des travaux publics, ces qualités nous valent une réputation hors de pair auprès des chefs de parc, des transporteurs et des chauffeurs routiers. Ils apprécient hautement la fiabilité et la rentabilité de notre matériel, son confort et la compétence dévouée du réseau Volvo. Chez nous depuis 10 ans, le développement des modes de travail, la modernisation de l'outillage, la robotisation,

ont rendu plus créatif le travail de chacun. Responsables devant eux-mêmes, ouvriers et techniciens le sont envers le client. Ces conceptions prévalent dans l'ensemble de nos activités : transport automobile, moteurs marins, réacteurs d'avion, recherche et exploita-

tion du pétrole et de ses dérivés, industrie alimentaire. Ainsi, Volvo 20^e groupe européen, répond à 3 besoins essentiels de l'homme : transport, énergie et alimentation. 90 % de notre chiffre d'affaires est réalisé hors de Suède, dans 120 pays. Volvo apporte dans ses échanges commerciaux le même souci de qualité et de considération avec ses partenaires. En 1983, une fois encore, la balance des échanges commerciaux entre le groupe Volvo et la France a été bénéficiaire pour la France. En effet, Volvo a acheté à l'industrie française et exporté dans le monde entier pour 2 milliards FF de composants. Ces exportations de produits français dépassent largement nos ventes en France. Elles représentent 12.000 emplois. Satisfaire de son mieux les besoins des hommes aujourd'hui et garder leur confiance demain, telle est la devise de Volvo, son image. 49, Av. d'Iéna 75016 Paris.

VOLVO

سفر الى ارام

SUÈDE : AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE LA NEUTRALITÉ

Une politique scientifique efficace

S'il y a un modèle suédois, c'est dans le bon usage de la science qu'il faut le rechercher. Avec 8,3 millions d'habitants, ce pays où vit 2 % de la population du globe est responsable, au plein sens du mot, de 1 % de la production scientifique mondiale.

Sans charbon, sans pétrole, ayant, de surcroît, décidé de démanteler son système électronucléaire en 2010, la Suède résiste à la crise, maintient le niveau moyen de vie le plus élevé d'Europe, la pression fiscale la plus lourde et la politique scientifique la plus conséquente. Les Suédois considèrent que leur avenir repose sur l'efficacité marchande, sur l'innovation, sur le génie, sur l'obsession de la qualité, sur le génie de la technologie, sur l'avancement des connaissances scientifiques et sur la compétence de leurs chercheurs.

Pour l'année 1983-1984, l'effort national suédois de recherche et de développement s'élève à 18,2 milliards de couronnes, soit 2,5 % du PNB. La part de l'Etat est de 9,24 milliards, et les entreprises financent 9 % du total. Par rapport à 1982-1983, l'augmentation est de l'ordre de 9 %.

Dès leur retour au pouvoir, les sociaux-démocrates ont décidé de privilégier la recherche. Un poste de vice-premier ministre a été créé pour en assurer la présidence à long terme et la coordination. M. Ingvar Carlsson et la jeune secrétaire d'Etat à la recherche, M^{me} Kerstin Nilsson, ont, s'appuyant sur les directives d'Olof Palme, recréé le conseil de recherche du gouvernement, petit groupe de savants, d'ingénieurs, d'industriels et de personnalités politiques, qui fait régulièrement le point sur l'état de l'art et sur les décisions à prendre.

L'effort public mobilise près de 48 000 chercheurs par an et s'applique dans les laboratoires, le plus souvent superbesment informatisés, répartis dans six universités auxquelles s'ajoutent quatre écoles polytechniques qui forment les ingénieurs et développent des recherches tant fondamentales que finalisées.

Il faut encore y ajouter une université d'agriculture et une trentaine de centres de recherche coopérative, où les crédits de l'Etat et ceux des entreprises se conjuguent pour répondre au besoin de développement technologique. Certains d'entre eux, tel l'institut de recherche coopérative sur le bois, peuvent être considérés comme des modèles du genre.

La hiérarchie de la compétence

Le financement des projets de recherche est assuré, en plus des ressources de base, par des conseils de recherche qui passent sur l'orientation de l'activité scientifique, tant par leurs choix que par la pratique d'un système d'évaluation très sélectif. Une agence extrêmement dynamique du ministère de l'industrie, la direction nationale pour le développement technique (STU), assure, de son côté, la sélection et le financement de projets de recherche plus appliqués.

Socialement égalitaire et caractérisé par un sévère écrasement de la hiérarchie des salaires, le système suédois repose en partie sur la hiérarchie de la compétence. Il y a un *numerus clausus* de fait à l'entrée dans les universités. La sécurité d'emploi des chercheurs y est moindre qu'en France. La flexibilité du comportement et de la formation subie prédisposent à l'adaptabilité à d'autres métiers que ceux de la recherche, si on n'y est pas parmi les meilleurs. Les chercheurs peuvent assurer des fonctions de responsabilité dans les laboratoires industriels dont, en retour, les directeurs peuvent faire fonction de professeur

dans les universités. Dans l'informatique, l'électronique, les biotechnologies, nombre de chercheurs créent leur propre petite entreprise.

Il faut ajouter encore un souci permanent de la popularisation du savoir scientifique et technique, qui, officiellement encouragé, amène les chercheurs sur toutes les brèches des médias, dans les pages de quotidiens, dans les cours populaires du soir, et autres activités profondément démocratiques du type « portes ouvertes ».

Par la force des choses, la Suède est tournée vers le monde extérieur. Ses liens avec les Etats-Unis sont très forts, et, si les directives gouvernementales orientent les chercheurs suédois vers le « continent », l'Europe, c'est sans renoncer à l'ancrage américain, ce qui permet parfois de se sentir ici dans le cinquantenaire et unique Etat des Etats-Unis. Les Suédois sont présents dans les affaires scientifiques internationales.

On trouve enfin en Suède une Académie royale des sciences (KVA), établissement non gouvernemental subventionné par l'Etat, et qui procède à l'attribution des Prix Nobel de physique, de chimie, et, à la mémoire de Nobel, du Prix d'économie. Le Nobel de physiologie et de médecine est pour sa part attribué par l'assemblée ad hoc de l'institut carolin.

Depuis le début du vingtième siècle, la Suède dispose aussi d'une Académie des sciences pour l'ingénieur (IVA), dont les membres se recrutent parmi les professeurs des écoles polytechniques. Elle propose la promotion des travaux de recherche et de développement dont l'industrie a besoin, en s'appuyant sur un conseil industriel de cinq cents membres.

La recherche au service du profit

A cet ensemble public, s'ajoute — extrêmement puissant dans le domaine de l'électronique, de l'optique, des biotechnologies, de la robotique, de la pharmacie, de l'aéronautique et des transports — tout l'appareil de recherche des industries, essentiellement privées. Les Etats-majors industriels sont convaincus que le profit, la rentabilité, la compétitivité, tiennent à la qualité de la recherche et du développement.

La coopération scientifique et technique franco-suédoise est importante. En liaison avec le service scientifique de l'ambassade de France, une Association franco-suédoise pour la recherche (AFSR), de droit privé, subventionnée à part égale par les deux gouvernements, constitue l'instrument privilégié pour les contacts scientifiques et technologiques entre les deux pays. On ne rendra jamais assez hommage au professeur Sven Brohult pour l'œuvre qu'il a accomplie en créant l'AFSR, donnant ainsi aux coopérations franco-suédoises une impulsion sans précédent.

Les coopérations franco-suédoises s'opèrent aussi par de multiples biais : des accords entre organismes et établissements homologues ou de même profil qui chez nous mettent en jeu le CNRS, l'INSERM, l'INRA, le CNES, l'AFME, et des universités ou centres nationaux polytechniques. Un récent accord vient de lier l'Académie des sciences de l'Institut de France et l'Académie royale des sciences de Suède. D'autres sont en gestation.

Colloques, séminaires et voyages industriels sont organisés par l'AFSR. Exemples : sociologie familiale, économie de la santé, hydrologie des zones arides, physico-chimie des surfaces, économies d'énergie, combustibles de substitution, génie chimique, biotechnologies, création

d'entreprises, robotique, etc. Il faut signaler pour leur importance les coopérations entre la France et la Suède dans le domaine des combustibles irradiés ainsi que dans le spatial, pour l'utilisation du satellite Spot.

Un patriotisme farouche

La Suède participe à la construction de certains éléments d'Ariane, la France contribue à la construction du satellite suédois « Telex-X », qu'Ariane mettra en orbite en 1986. Les accords Renault-Volvo ont fait, il y a peu, l'objet d'entrevues importantes. Cela étant, les retombées des coopérations scientifiques et techniques au niveau des coopérations industrielles n'ont pas l'ampleur souhaitable. Les raisons en seront analysées à l'occasion de la venue en Suède du président de la République, au cours du colloque qui, sur le thème : « Sciences techniques, industrie pour l'an 2000 », réunira une centaine de responsables scientifiques et industriels des deux pays, le 17 mai prochain.

Le projet de budget pour la recherche 1984-1985 est déposé devant le Parlement suédois. Il se maintient à 2,5 % ou 2,6 % du PNB et demande que le financement de la recherche publique soit exempté de la diminution de 2 % des crédits que

devront supporter tous les ministères.

La recherche fondamentale sera par conséquent prioritaire, et cent soixante-dix postes de jeunes chercheurs seront créés. Les PME sont incitées à faire elles-mêmes de la recherche, et elles seront aidées. Enfin, la nouvelle loi comporte un programme imposant de formation de jeunes chercheurs suédois à l'étranger. C'est avec l'Europe, et notamment avec la France, que la Suède souhaite accroître des échanges.

Les Suédois sont avides d'indications leur permettant d'améliorer sans cesse le bon usage de la science qu'ils pratiquent depuis si longtemps. Ce consentement national est caractéristique d'une société où certaines qualités individuelles sont largement répandues : le sens de la responsabilité individuelle et la valeur attachée à l'esprit de libre examen, le souci de la concentration, l'aptitude à la réflexion sur le long terme, les sérieux des engagements. Tout cela sous-tendu par un patriotisme farouche, proche de l'égoïsme sacré. Au sein d'une structure fortement décentralisée, ces qualités forment le lien moral qui, sans contrainte, dirige les efforts vers le but implicite toujours présent dans les cœurs et les esprits : la prospérité et le bonheur de la Suède.

MICHEL DURAND, Conseiller scientifique près de l'ambassade de France en Suède.

« Un bon risque »

La France d'est, jusqu'à une période récente, assez peu tournée vers la Scandinavie sur le plan des échanges économiques. Elle arrive très loin derrière la République fédérale d'Allemagne comme partenaire de la Suède, dont elle est le septième client et le septième fournisseur. Les échanges commerciaux avec ce pays restent déficitaires pour la France, en dépit d'une forte progression des exportations en 1983. Une dizaine d'entreprises françaises seulement ont des filiales industrielles en Suède et une quarantaine de sociétés y sont présentes par l'intermédiaire de filiales commerciales.

Le fort potentiel économique de ce pays, son haut niveau de vie, incitent cependant à développer les échanges. Avec notamment une industrie exportatrice très vivace, la Suède constitue ce que l'on nomme en termes bancaires « un bon risque ». Une vingtaine de banques étrangères disposent de bureaux de représentation dans ce pays. Parmi elles, six banques françaises : la Société générale, le Crédit lyonnais, la BNP, l'Indosuez, Worms et Paribas. Elles cherchent à transformer ces bureaux en filiales, mais elles se

sont heurtées jusqu'à maintenant à une législation qui interdit. Les choses sont en train d'évoluer, après quelques années : une commission, créée sous le précédent gouvernement, a rendu un avis favorable sur l'ouverture du pays aux banques étrangères. Avec les élections de 1982 et le changement de gouvernement, ses conclusions sont devenues lettre morte. Une nouvelle commission a été créée, qui doit rendre son rapport vers le milieu de l'année 85.

On compte dans les milieux bancaires français sur un nouvel avis favorable. Mais on craint un délai assez long avant que ne soit prise la décision politique qui suppose une approbation parlementaire. Reste à savoir aussi combien de banques françaises pourront profiter de l'autorisation, lesquelles et qui les choisira. La BNP paraît bien placée dans la compétition, non seulement en raison de sa taille mais parce que son bureau de Stockholm est y a plus ancien que d'autres et y a déployé des efforts considérables. Son président est parmi les invités personnels qui accompagnent M. Mitterrand dans son voyage en Suède.

C. T.

Peu de sans-emploi, mais des « semi-chômeurs »

temporaires subventionnées par l'Etat ou les collectivités locales, ce qui fait dire au patronat que le chômage réel est de l'ordre de 8 %.

Afin d'annuler le chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans (5,7 %), le gouvernement social-démocrate a poursuivi la politique engagée par ses prédécesseurs : encourager les jeunes à entrer dans le monde du travail. C'est-à-dire encourager les jeunes à entrer dans le cycle scolaire obligatoire, à seize ans, se voient garantir une formation, dans les collèges ou un apprentissage pendant deux ans. Dans ce dernier cas, ils touchent 86 couronnes (soit autant de FF) par jour. Pour favoriser l'embauche des jeunes, et des chômeurs de longue durée, dans l'industrie, l'Etat verse des sommes aux entreprises : une subvention correspondant à 50 % du salaire, pendant six mois.

Quatre heures de travail par jour pour les jeunes

Au début de l'année, le Parlement a voté de nouvelles mesures et, en particulier, la loi pour les jeunes, qui oblige les communes et les conseils généraux à fournir aux dix-huit-dix-neuf ans quatre heures de travail par jour. Fin avril, près de 29 000 places avaient ainsi été créées. Cette loi n'avait d'abord pas été vue d'un très bon œil par les syndicats qui craignaient que ces jeunes prennent la place des chômeurs assistés. Des négociations ont finalement permis de dissiper les malentendus.

Un sport populaire

Le sport occupe une place de choix dans la vie des Nordiques, en particulier à l'école : un Suédois sur quatre pratique une activité sportive et, lorsqu'il décide de s'y consacrer, pleinement, il devient un véritable forgeron de l'entraînement. Les jeunes à trois heures mi-temps sont inconnus sous ces latitudes. D'autre part, il existe ici, une longue tradition de tennis. Avant Borg, il y avait Bergman, Davidson, Schmitt, Jan Erik Lundqvist, mais il est évident que le quintuple vainqueur de Wimbledon a donné une coup de fouet au sport blanc au cours des dix dernières années. Partout en Suède, les gamins se disputent la raquette à deux mains et imitent leur idole.

Aujourd'hui, il y a en Suède environ mille clubs de tennis, cent vingt-cinq mille licenciés et deux cent cinquante mille autres amateurs. Le tennis est un sport populaire, accessible à tous et il n'est pas nécessaire, comme en Grande-Bretagne, de faire partie d'un club pour jouer sur les courts. Le plus club de Suède est le Club royal de tennis (KLT). La cotisation annuelle est de l'ordre de 1 000 F, somme pour

tendus et les résultats sont aujourd'hui jugés satisfaisants.

Certes la formule est loin de résoudre le problème du chômage, elle embellit les statistiques, mais on estime qu'il est préférable d'occuper les jeunes plutôt que de les laisser toute la journée désœuvrés. Pour ce travail à mi-temps, ils gagnent 30 couronnes de l'heure, payées par l'Etat. S'ils n'acceptent pas les postes qu'on leur offre, l'ancien système leur est automatiquement retiré. Ces refus, assez fréquents il y a quelques mois, sont devenus exceptionnels. Ce sont surtout les parents qui se plaignent. Il n'est pas rare qu'ils téléphonent à la commune pour dire que leur fille a mérité mieux que la distribution du courrier dans les bureaux du conseil municipal.

Ces jeunes, que font-ils ? A Karlensborg, ville de trente-huit mille habitants du sud de la Suède, la plupart des deux cent dix, intéressés effectuent de petites besognes dans l'administration, les hôpitaux, les bibliothèques et les centres scolaires. D'autres aident les personnes âgées à faire le ménage et les commissions, nettoient les jardins, entretiennent le stade de football ou distribuent des brochures touristiques dans les boîtes aux lettres. Ils travaillent généralement en équipes de quatre et sont encadrés par un instructeur, qui est habituellement un agent local expérimenté.

Annika, elle, a eu de la chance. La commune l'a placée dans une crèche. « C'est le métier que je désire faire, dit-elle, mais à la sortie du lycée, je

n'ai pu entrer à l'école de puériculture en raison du nombre de places limité. L'avenir est donc assez sombre, car l'année prochaine j'aurai vingt ans et le risque de me retrouver au chômage. »

Les deux régions de Suède les plus touchées par le chômage sont le Nord, minier, et le Sud, où dominent l'industrie mécanique et la construction navale. A Karlensborg, il y a 5 % de chômeurs : 1 100 habitants sans travail sont secourus. 300, suivant des cours de recyclage informatique, secrétariat, examen du permis de conduire (poids lourds), qui n'ouvrent pas obligatoirement des débouchés, et 700 effectuent des travaux temporaires de réflexion d'immobilité ou de voirie, mis en route par la commune, mais financés à 90 % par l'Etat. Ces derniers ne sont pas de véritables chômeurs ; mais ils ont le sentiment d'appartenir à une « deuxième » classe de travailleurs, une sorte d'équipe B, dont les effectifs ne cessent de s'accroître dans toute la Suède en raison des compressions de personnel dans l'industrie.

La situation n'est donc pas idéale, mais que faire d'autre, dit Mme Berit Rolih, secrétaire d'Etat au ministère du travail, puisque nous refusons d'accepter, comme dans d'autres pays d'Europe, des taux de chômage très élevés ? Les mesures prises ont tout de même permis de donner une occupation, une formation, un apprentissage à tous nos jeunes de moins de vingt ans.

A. De.

Tennis : une pépinière de jeunes talents

MATS WILANDER, au lendemain de sa victoire à Roland-Garros en 1982, a moins de dix-huit ans, était considéré comme le successeur de Björn Borg, qui venait de prendre sa retraite. A l'époque déjà, beaucoup enviaient la petite Suède de huit millions d'habitants qui avait réussi à produire deux tennismen de cette envergure en si peu de temps.

Aujourd'hui, les spectateurs et les experts se grattent la tête lorsqu'ils voient plusieurs autres jeunes talents suédois monter sur le premier plan de Wilander dans son propre pays et entrer, par-là même, dans l'élite mondiale. Ces garçons irrespectueux s'appellent Henrik Sundström, Joakim Nyström et surtout Stefan Edberg. Celui-ci n'a pas encore le droit de vote mais il a déjà réalisé le fameux grand chelem, chez les juniors, l'année passée, et au mois d'avril il a battu son compatriote Wilander, en trois sets, en finale du Tournoi de Monte-Carlo.

Chaque année, de nouveaux noms venus du Nord apparaissent. Comment ces diables de Suédois font-ils pour fabriquer des champions de tennis à la chaîne ? « Nous n'avons pas de recette particulière et croyez bien que nous sommes les premiers surpris par cette accumulation de succès. Le fait curieux est que nos garçons réussissent tandis que nos filles, en revanche, sont restées à un niveau très moyen. Et pourtant elles sont encadrées de la même façon et leur fédération bénéficie d'un budget

identique à celui des garçons. » Le secrétaire général de la fédération suédoise, Thomas Hallberg, est modeste.

laquelle l'adhérent peut jouer gratuitement deux à trois fois par semaine. Les non-membres paient 90 couronnes de l'heure mais il s'agit là du tarif le plus élevé de Suède. En province, les prix varient entre 25 et 30 couronnes, avec des réductions importantes pour les jeunes de douze ou treize ans.

Les installations ne manquent pas : trois mille cinq cents courts en plein air et environ deux mille couverts. Les communes suédoises ne lésinent pas sur les dépenses d'infrastructures sportives et elles remplacent actuellement les tentes gonflables « peu esthétiques » et grosses consommatrices d'énergie (elles sont revendues, d'occasion, notamment en France) par des centres modernes permanents. Ce réseau de stades couvrant l'ensemble du pays explique pourquoi la plupart des jeunes viennent de province et sont généralement issus du milieu modeste. Les parents de Borg étaient commerçants à Söderström, ceux de Wilander ouvriers à Västerås.

Mille trois cents moniteurs ont été formés en 1983. Ils ne sont pas appointés, et ont « idéalement » été considérés comme une raison importante des succès actuels. Chaque année, douze mille jeunes âgés de moins de quinze ans participent, depuis 1983, à la coupe Donald Duck. Les vingt-trois meilleures raquettes se retrouvent traditionnellement pour la finale, fin juillet, au

les courts du stade de Söderström, le temple du tennis suédois. Pour les jeunes de dix-sept ans, un tournoi similaire, la coupe Opel, est organisé, en salle, en hiver. Chaque année, un stage réunit en mai et juin l'équipe des treize-quatorze ans, quinze à seize joueurs et autant d'entraîneurs de première catégorie.

La Fédération nationale (sept employés permanents) finance intégralement la formation, les déplacements, et les jeunes gardent les revenus de leurs victoires éventuelles jusqu'à jour où ils peuvent financer, volent de leurs propres ailes, les promoteurs professionnels, comme le groupe Mac Comack ou Pro-Serve, ne sont guère avertis en Suède. L'intérêt, dit-on, de trop, prise aux garçons de treize-quatorze ans, leur font beaucoup de promesses, mais les abandonnent totalement si les résultats tardent à venir.

La machine à fabriquer des champions continue à bien fonctionner et on attendra sans doute bientôt parler de Kerri Carlsson, seize ans, Jonas Sjöström et Johan Carlsson, qui sont supervisés par Jon-Anders Sjögren, l'entraîneur de Wilander. Le niveau du tennis suédois actuel est tel que personne ne s'attarde à si le numéro un national est battu par le numéro quinze... Douze Scandinaves au moins participeront aux prochains Internationaux de France.

A. De.

en livraison immédiate

mai!

Un mois stupéfiant chez NEUBAUER le mois de la 305 et de la 505!

Conditions spéciales pour tout achat 305 PEUGEOT ou 505

Tous ces véhicules sont disponibles dans notre stock permanent de 500 voitures neuves

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 82160.21

227, bd Anatole-France ST-DENIS - Metro : Mairie de St-Ouen

Monsieur le Président, nous savons que le modèle suédois vous fascine, mais pourquoi aller si loin?



TIMMERMAN - Pin massif. Vernis incolore.
Module : larg. 70 Prof. 37 cm
L'ensemble présenté: **4320F**

Monsieur le Président, à vous qui partez en Suède, nous souhaitons bon voyage d'heureuses rencontres et de nombreuses découvertes. Mais savez-vous qu'il vous suffisait d'aller à Evry, Bobigny et Lyon pour connaître le mode de vie suédois?

Là, chez IKEA, vous auriez pu admirer les dernières créations des designers de Suède. Les meubles et tous les objets qui font la vie quotidienne des suédois. Vous auriez remarqué que ce mode de vie a du bon puisque tous les modèles IKEA ne

sont pas seulement de bonne qualité et agréables à vivre. Ils ont un charme supplémentaire indéniable: leur bas prix.

Et cela grâce à la participation des clients qui montent leurs meubles eux-mêmes. Vive la participation, Monsieur le Président.

IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD
SORTIE AIRE DE LISSES TEL. (6) 497.65.65.
Lun., Mar., Mer., Ven.: 11-20 h - Jeu.: 11-22 h
Sam.: 9-20 h - Dim.: 11-19 h
RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS

Ils sont fous ces Suédois



IKEA BOBIGNY, CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2
TEL. (1) 832.92.96 (à 5 mn de la Porte de Pantin)
Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu. et Ven.: 11-22 h - Samedi: 9-20 h

IKEA LYON, CENTRE COMMERCIAL DU GRAND VIRE.
VAULX-EN-VELIN, TEL. (7) 879.23.26
Heures d'ouverture: Lun. - Vend.: 11-20 h - Samedi: 9-20 h

SUÈDE : AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE LA NEUTRALITÉ

RELATIONS ET VIE CULTURELLES

Des traductions (presque) à sens unique

LA Semaine française du livre, qui a eu lieu du 7 au 12 mai à Stockholm, fait partie de ces manifestations peu spectaculaires, mais importantes en profondeur, qui contribuent à tisser des liens plus solides que bien des festivals roquignols. Ainsi ont pu se rencontrer, dans la capitale suédoise, des éditeurs, des traducteurs, des écrivains, des journalistes, des universitaires, des fonctionnaires, qui ont comparé la place faite au livre dans chacun des pays, tandis que la rencontre était plus spécialement consacrée à un séminaire franco-suédois sur la traduction.

Indubitablement, les Suédois ont une meilleure connaissance de notre littérature — classique et contemporaine — que nous en avons de la leur, connaissance qui repose sur une longue tradition et sur une volonté de ne pas se limiter à la connaissance de sa propre culture. Les chiffres de traductions en suédois sont, à cet égard, significatifs : pour 1982, on dénombre 180 titres traduits du français (108 ouvrages de fiction, 35 essais et techniques, 37 livres pour enfants), 180 titres traduits de l'allemand, 1 540 de l'anglais et 230 pour les autres langues. Les traductions du suédois en français sont en moyenne d'une douzaine par an seulement.

Moyennant quoi, on connaît bien en Suède — mais aussi en Finlande et en Norvège — Roland Barthes, Claude Lévi-Strauss, Sartre, André Breton, Yves Bonnefoy, Nathalie Sarraute, Claude Simon (dont on a publié l'an dernier les *Géorgiques*), Julien Gracq, Philippe Jaccottet, Robbe-Grillet, Bataille, Modiano, Yourcenar, Tournier... *A la Recherche du temps perdu*, de Proust, pu-

blié en quinze ans tome par tome, s'est déjà vendu à 44 000 exemplaires — selon Carl-Otto Bonner, son éditeur — et a valu à sa traductrice d'être admise à l'Académie Nobel.

Les traducteurs du suédois en français — tels Philippe Bouquet, qui a traduit notamment Stig Dagerman ou Lo-Johansson, et Vincent Fournier, qui a traduit Pär Lagerkvist — ont montré, avec beaucoup de conviction, leurs raisons de se passionner pour une littérature et une poésie tout à fait originales. « *Ma collection de traductions inédites commence à être très importante* », disait avec mordant Philippe Bouquet, qui veut faire découvrir des auteurs suédois aux Français et qui nous annonce pour l'automne un roman-fable philosophique de Willem de Vries. Exprimant rapidement la série de refus opposés par les éditeurs, il s'enthousiasmait : « *Je lis avec plus de plaisir la poésie suédoise que dans ma langue propre. C'est inadmissible que la France ne connaisse pas la poésie de Martinson, qui est quand même prix Nobel. Seule, la première partie des Œuvres complètes a été publiée* ».

Mais peut-on attendre des grands éditeurs parisiens présents à Stockholm — Michel Chodkiewicz (Le Seuil), Pierre Ajame (Robert Laffont), Christian Bourgois — qu'ils se tournent vers le domaine scandinave ?... Hubert Nyssen, d'Actes Sud, qui a déjà publié Dagerman, Lo-Johansson, est bien décidé à poursuivre. Il se félicite pas non plus d'oublier que, grâce aux Presses de la Renaissance, nous avons pu découvrir en France Sven Delblanc et, surtout, Lars Gustafson, avec ce

très beau livre : *La Mort d'un apiculteur*.

Il pouvait être intéressant — tant pour M. Jean Gattegno, directeur du livre au ministère de la culture, que pour son homologue suédois M. Leif Sundkvist, responsable du livre au Conseil national suédois de la culture — de faire le point sur leur politique en faveur de la traduction (en 1982, un total de 2 700 ouvrages étrangers ont été traduits en français, sur 25 000 livres publiés) et de comparer la situation et les droits des traducteurs, qui, en Suède, sont beaucoup mieux considérés socialement et qui bénéficient en outre d'un système de bourses et d'une garantie de revenus (de 50 000 couronnes) qui leur permettent de vivre décemment. La somme versée au traducteur n'est pas seulement calculée sur les ventes, mais aussi sur les prêts dans les bibliothèques, ce qui n'est pas négligeable dans un pays comme la Suède où la moyenne des livres empruntés dans les bibliothèques est de 8,8 par an par lecteur (2,5 en France). « *La Suède est un pays où on lit encore des livres... ce qui n'est pas le cas en France* », disait M. Stig Strömholm, vice-recteur de l'université d'Uppsala.

En attendant Arles...

De plus, en Suède, a été reconnu au traducteur un droit moral sur sa traduction... Autant de sujets qui se sont posés en Arles, lors des assises de la traduction qui vont s'y tenir à l'automne.

Jusqu'au 25 mai, l'Institut français de Stockholm présente une exposition de quelque 2 000 livres,

édités par 80 maisons et relevant de la littérature, des sciences humaines, de l'enseignement, des arts, du spectacle. Les visiteurs ont été nombreux et l'ensemble des livres exposés ont été vendus à divers libraires suédois. En outre, vient de s'ouvrir une petite librairie française — la première depuis de nombreuses années — où les lecteurs francophones pourront trouver la production récente ou moins récente (n'est-il pas étrange, tout de même, que le « livre de poche » en français qui s'est le plus vendu en Suède en 1983 a été le *Nom de la rose*, d'Umberto Eco ?...).

Bien que la langue française ait perdu depuis longtemps sa prééminence en Suède, il ne faudrait pas mésestimer le capital de sympathie qui survit dans la mémoire collective. Tournée depuis deux générations vers le monde anglo-saxon — la langue anglaise est enseignée dès l'école primaire — la Suède montre un renouveau d'intérêt pour les manifestations culturelles françaises.

« *Depuis quelques mois, la baisse relative de l'apprentissage du français semble arrêtée, et les chiffres montrent que notre langue, dans certaines villes, commence à dépasser l'allemand* », nous disait le conseiller culturel français, M. Jean-Pierre Armengaud. C'est ainsi que, dans les fédérations d'éducation populaire, le nombre d'apprenants de français a augmenté de 20 % à la suite d'une campagne publicitaire dans le métro et sur les autobus, en septembre 1983. La diffusion prochaine de la télévision française (trois heures par jour) par satellite sur les réseaux câblés de huit villes suédoises devrait aussi être bénéfique.

NICOLLE ZAND.

Un nouveau Strindberg ?

LA Suède aurait-elle, cent ans après *Mademoiselle Julie*, enfin trouvé avec Lars Norén, le nouveau Strindberg qui lui faisait si cruellement défaut ? Forcé est de constater que la Suède, pays de poètes et de narrateurs, n'a guère brillé sur les scènes, et ce n'est pas médiocratie de Pär Lagerkvist ou de Stig Dagerman que de rappeler que le premier était avant tout poète — même dans ses récits en prose — et le second, romancier. Or aujourd'hui, ce pays de nostalgie et de solitude semble enfin avoir trouvé un écrivain capable de porter devant le public la relation dramatique avec « l'autre ».

Lars Norén vient tout juste d'avoir quarante ans, et les théâtres rivalisent pour monter ses pièces, les comédiens se disputent des rôles exigeants mais exaltants, la critique éprouve son stock de louanges et le public fait la queue. Aussitôt joué dans tous les autres pays scandinaves, il a fait, l'année dernière, une apparition au Festival de Nancy avec *Le Sourire de l'enfer* ; il a été joué à Amsterdam et Yale ; en juin, sa dernière pièce *Les Démones* — qui vient d'être présentée au Stadsteater de Stockholm — sera montée au Schauspielhaus de Bochum dans une mise en scène de Claus Peymann, qui s'est déjà assuré la première mondiale de la prochaine, intitulée *Le Ciel*.

Au Théâtre dramatique de Stockholm, c'est *La nuit est la mère du jour* que l'on donne. Quatre personnages : la père, gérant d'un hôtel-restaurant au bord de la faillite, sa femme et ses deux fils : l'un viril, brutal, mais avec l'inquiétude obscure de celui qui ne sait se servir que de ses poings ; l'autre, adolescent encore incertain de son identité, même sur le plan sexuel, à la fois attiré et effrayé par le monde extérieur. Il fait le père, le cœur plein d'angoisse et veut à la fois échapper à l'enfer familial et se lover dans le sein maternel. Car c'est l'enfer : le père boit et l'alcool le rend habile, sentimental, menteur. Les fils essaient brutalement de l'arracher à sa déchéance, ou du moins de sauver leur mère, mais celle-ci reste, malgré les apparences, complice du père.

Le nombre de personnages et le titre font penser à *Long voyage vers la nuit* d'O'Neill, mais il y a dans le titre de la pièce de Norén un mot essentiel : mère. Et le dialogue, d'apparence réaliste, dévie vers ce mélange de rêve et de réalité qui imprègne la *Sonate des spectres* ; les scènes quotidiennes, vulgaires, prennent une allure irrationnelle ; les actes non accomplis prennent forme pour assésit disparaître comme s'ils n'avaient jamais existé.

La nuit est la mère du jour est encore ancré dans une réalité sociologique et historique. Les *Démones* nous montre des êtres ordinaires au point d'être presque abstraits ; c'est une *Danse de mort* où les personnages n'ont presque pas d'histoire — à part les scènes de la mère que le père rapporte dans une ardeur et qu'il finit par verser sur la tête de sa femme. Leur individualité déchirée tient tout entière dans les paroles qu'ils échoient, agressives, insidieuses, désespérées. Dans ce couple qui s'aime et se déteste — avec toute l'ambiguïté que comporte ici le pronom « se » — chacun veut simer et surtout être aimé, chacun veut blesser l'autre au fond de l'âme pour enfin se sentir vivre. Ayant inventé un autre couple à la rejoindre, ils trouvent à s'exprimer et à se défier une jouissance dans la souffrance qui les attache irrémédiablement l'un à l'autre, chacun s'agitant devant le mur que lui oppose l'autre, mais surtout à l'intérieur de sa propre conscience.

Au-dessus ou à travers ce dialogue de sourds passent les répliques incisives qui provoquent des blessures à la fois voulues et involontaires. Et au centre de ce monde aux identités incertaines, où la tendresse est sans cesse bafouée par la peur, s'ouvre la blessure la plus profonde — la mère. Dans la pièce précédente elle avait une présence sensorielle, excitante et trouble. Ici elle est absente presque paradoxale.

Poète, Lars Norén a tout mis dans les mots, pourtant quotidiens au point que nous ne pouvons nous empêcher de reconnaître des phrases que nous avons nous-mêmes dites et redites. Leur banalité mais aussi leur agressivité, ses portés au paroxysme. Visionnaire, Norén a su entretenir ce dialogue, où les répliques se répondent avec retardement ou par la bande, d'une série de symboles, le plus souvent par le geste, qui donnent quelque chose d'envoûtant au spectacle, symboles simples, sans grandiloquence, comme des plages de tendresse au milieu de ce combat sans merci. Théâtre sombre, désespéré, où pourtant on rit malgré soi, tant la tragédie quotidienne étouffe parfois le vaudeville et tant nous avons besoin, sans doute, de nous défendre contre le déshérent et le trouble que nous transmet ce dialogue « de tous les jours ».

C. G. BJURSTROM.

De Lars Norén ont été publiés en français le poème « In memoriam » dans le numéro spécial Finlande-Suède des *Lettres nouvelles*, mars 1972, et le cycle de poèmes *Roi Moi*, consacré au peintre Hill, mort dans un asile d'aliénés, dans le recueil collectif *Vivre de dépit des jours* — trois poètes du Nord. Éditions François Maspéro, coll. « Voix », 1977.

UN SUPERBE SPECTACLE

« Le Roi Lear », d'Ingmar Bergman

LA superbe mise en scène du *Roi Lear* qu'Ingmar Bergman vient de créer au Théâtre royal de Stockholm a fait l'unanimité dans la critique suédoise, toujours attentive par le retour (à la scène) de ce fils prodige qui avait été, il y a vingt ans, le prestigieux directeur du « Dramaten », où il est revenu... Retour aussi à Shakespeare, car on n'a pas oublié le bonheur de théâtre que fut *La Nuit des rois*, avec Bibi Andersson, en 1975, et que Paris avait pu voir en 1980, à l'Odéon.

Il n'y a pas de début au spectacle, et le public, qui remplit la salle, n'arrive jamais assez tôt pour trouver la scène vide : les comédiens sont déjà là, le cœur du vieux roi est en place dans un décor unique, un demi-cercle rouge sang qui emprisonne les humains, un lieu sans issue où les acteurs sont condamnés à stagner, à s'efforcer, à se tracter. Car les acteurs sont l'unique matériau du spectacle, ils en sont les protagonistes, les accessoires, le mobilier : ils ne quitteront pas le plateau avant que l'action soit achevée, émaillée d'un purgatoire qui les a transformés en otages de la tragédie.

Rouge et noir est le tableau. Couleur pourpre sont les courtisanes de Goneril (remarquablement interprétée par Margaretha Byström, fière et glacée), plus orangée sont ceux de Régane (Eva Fröling, l'interprète principale de Fanny et Alexandre), tandis que le trop franche Cordelia (interprétée par une toute jeune actrice, Lena Olin) reste seule, la plus souvent, sombre dans sa robe subalgine sans décolleté. Noirs sont les soldats, insectes capotonnés qui rythment l'action de leurs apparitions inquiétantes et qui composent une garde de cuir noir évoquant à la fois les samouraïs, les chevaliers teutoniques et les robots de la Guerre des Mondes...

Au centre, le roi, pâle silhouette jaunie, pauvre fou qui a laissé tomber

sa couronne et qui se croit encore roi parce que tout le monde, autour de lui, a fait de sa pitié ses règles passées et continues à danser, interminablement, sur un cérémoniel décadent. Au fur et à mesure, quand les malheurs dus à sa folie et sa sénilité s'abattent sur le royaume, Lear devient plus émacié, plus rigide, le cheveu plus rare, le costume effrangé, vieux bouffon colérique qui a serré le chaos et à qui son fou — un sage — fait les cornes...

C'est toute une société qui va s'écrouler devant nous : le tableau du début, qui évoque la Renaissance italienne et Piero Della Francesca, va s'effondrer — au sens propre — laissant pétrifiés les victimes comme les coupables. Les meurtres ont eu lieu devant nous, les suicides, les yeux clos et le catafalque, fait de corps d'hommes, emporte Cordelia et son père... La pièce est finie, selon Shakespeare, mais Bergman a voulu avoir le dernier mot, qui n'est pas dans le texte et qui a suscité des discussions passionnées : Edgar — le bon fils — et le duc d'Albany sont vainqueurs et, tandis qu'un soldat relève la couronne laissée si longtemps à terre, vifs comme l'éclair, ils tracent l'après tandis que s'effondre le théâtre, le décor, le pays d'Albion, tout ce monde qui, peut-être, ne tenait debout qu'à cause du roi Lear, ce vieux fou.

A la mise en scène, indissociable et primordial, il faut associer le travail de la scénographie : décoratrice-coûturière, Gunilla Palmsten-Wells (la veuve de Peter Weiser), qui, on le sent à tout moment, a su faire que le metteur en scène, donné la forme du spectacle, il est question, paraît-il, que les Suédois envoient ce *Roi Lear* au Festival d'Avignon 1985 ; on ne peut que le souhaiter...

N. Z.

Ivar Lo-Johansson Survivant et témoin de l'autre Suède

(Suite de la page 16.)

Avec les années, il publie des articles, des livres et, par ce, en 1933, avec *Bonjour la terre* (non traduit en français). Ses parents ont horreur de lui : « *Les journaux ne parlent que de son père et de ses valeurs* », puis il continue à écrire et à mener des campagnes sans ailleurs adhérer à aucun parti. Il lutte, avec ses livres, pour l'abolition de la condition des salariés, pour l'émancipation des Tziganes, pour la suppression des asiles de vieillards et autres maisons de retraite, contre ce qu'il appelle « la solitude suédoise ». Son œuvre est une œuvre de témoignage et de combat.

La solitude

Sculpteur, il travaille le marbre, comme il travaille les mots. Photographe par le texte ou l'image, il décrit Stockholm dans *Kungälv* (1935) et Paris dans cet album enfin publié en 1954 et intitulé *Paris inconnu* (non traduit en français), où l'on trouve d'effrayantes photos de la Salpêtrière.

A-t-il réussi ? « *Notre littérature prolétarienne est encore méprisée par la littérature bourgeoise et les critiques. Et pourtant, le seule vraie littérature suédoise, c'est la littérature prolétarienne qui a sa propre esthétique, comme j'ai tenté de le montrer dans *Tröskeln* (Le Seuil). La littérature bourgeoise en Suède n'est qu'une « littérature d'opérette », tournée vers les grands pays.* »

Ivar Lo paraît encore révolté, un peu amer. Il regarde par la fenêtre : le soleil a disparu et il

grille. « *C'est étrange au mois de mai ; d'habitude, c'est en avril* ». Son œuvre est immense : sa série de livres sur les salariés, le dernier en 1943, deux ans avant l'abolition du système ; son autobiographie, depuis l'Année zéro (histoire de son père) en 1951, jusqu'à « *L'Étranger prolétarien* » (1980) ; neuf romans de genres très différents ; onze recueils de nouvelles en tout (il admire Maupassant) ; des reportages et des essais ; enfin, des mémoires. A quatre-vingt-trois ans, il rédige le quatrième volume, auquel il conviendrait peut-être d'ajouter le *Journal des années 20*. Depuis *Monsieur mort* (Stock 1952), un seul ouvrage a été publié en français, grâce aux efforts du professeur Philippe Bouquet, de l'université de Caen, et d'un éditeur courageux, Hubert Nyssen : *Le Tombeau du baobab*, Actes sud (1982).

Il conviendrait de mieux connaître Ivar Lo-Johansson et l'autre Suède. On a parlé de lui pour le prix Nobel, mais les Suédois seraient fâchés, s'ils le lui accordaient, de trop favoriser leurs propres auteurs. Refuserait-il le prix, comme Jean-Paul Sartre ? Ivar Lo se met à rire : « *Je prendrais l'argent et je le donnerais à de jeunes écrivains prolétaires* ».

Il se fait tard. Ivar Lo me raccompagne à la porte et me dit : « *Où, nos années 30 ont été un âge d'or pour la littérature suédoise* ». Puis, après un temps : « *A-t-on remarqué la forme des grisons pendant que nous cautions ? Ils étaient carres ; d'habitude, ils sont ronds* ».

Le vieil homme voit toujours bien.

PATRICK GROLET.

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

inter livres

RÉSIDENTS À L'ÉTRANGER

Commandez tous livres et disques français de votre choix (disponibles chez les libraires, en commandant un compte par une provision minimum de 150 F ou l'équivalent en devises à teler sur vos achats)

Ils vous parleront dans les meilleurs délais - détaxe de 7% sur votre prix France pour les livres - remise de 10% sur les disques et les cassettes - envoi recommandé - Pas de frais de dossier pour toute commande supérieure à 150 F (selon 6 F) - Frais rois de port (avion ou surface à votre choix)

14 place de Bugey - 75013 Paris - Tél. 582.44.45

LE MONDE diplomatique

MAI 1984

LE TIERS-MONDE ET LES BANQUES
(Claude Julien)

LES PC OCCIDENTAUX ET LA GESTION DE LA CRISE

- Eurocommunisme, eurogauche : les germes du changement (Lily Marrou).
- En Italie : face à la nouvelle initiative des travailleurs (Adriano Guerra).
- En France : une certaine difficulté d'être (Jean Rony).
- En Espagne : fatale quête du possible (Edouardo Haro Tecglen).

VERS UNE REPRISE DU COMMERCE EST-OUEST
(Marie Lavigne)

1954 1984 Un parcours de trente ans

Maître de voir (Claude Julien). — De l'enthousiasme au désenchantement : le recul des grandes espérances révolutionnaires (Paul-Marie de La Gorce). — D'une modernisation à l'autre : l'espérance, la prospérité et puis l'angoisse (Philippe Masson). — L'explosion de l'audiovisuel : spectacles du réel et simulacres de la fiction (Ignacio Ramonet).

DESTRUCTION ET CHATIMENT AU NICARAGUA
(Richard J. Barnett et Peter Kornbluh)

QUAND L'EXPLOSION DES SERVICES TRANSFORME LES ENTREPRISES
(Hubert Kempf)

SÉCHERESSE ET DÉSERTIFICATION DANS LE SAHEL

- Le climat et les hommes (Cécile Brisset).
- Un problème politique majeur (Edgard Fassin).
- Au-delà du fatalisme : que faire ? (Jacques Bugnicourt).
- La double crise énergétique et alimentaire (Bernard Duhamel).

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

550 من الأصل

Dès cette semaine et sur quatre parutions dans

PARIS
MATCH



R. CAPA (Magnum)

JOUR J: ILS ARRIVENT !

40 ans après, tout
le roman en textes et photos de l'épopée des Alliés
venus libérer la France

Les récits de LARRY COLLINS, auteur, avec Dominique Lapiere, de « Paris brûle-t-il ? ».

(1) LA BATAILLE DES PLAGES

Une émouvante évocation photographique
en couleurs sur les plages et les villes de Normandie : Omaha beach, Utah
beach, la Pointe du Hoc, Sainte-Mère-Eglise.

(2) LES HAUTS LIEUX DE LA DELIVRANCE

L'opération « Fortitude » ou le coup de poker
génial qui a mystifié les services de renseignements allemands. L'arrivée des Américains en Angleterre,
les négociations entre états-majors alliés.

(3) LA PREPARATION DU "JOUR J"

Des photos inédites sur la veillée d'armes,
les derniers moments d'insouciance avant l'apocalypse, l'embarquement et la
traversée des troupes alliées.

(4) LE 6 JUIN, HEURE PAR HEURE

Les documents saisissants des premiers instants où les
soldats ont sauté des barges et se sont lancés à l'assaut des plages et des falaises. Le martyrologe et
l'héroïsme des combattants. Le début de la bataille de Normandie.

LE MONDE

AU TRIBUNAL DE PARIS

Rothschild n'est pas Rothschild

condamnées pour avoir baptisé un de leurs produits d'un nom de famille noble, mais c'était justement pour montrer que noblesse et négoce ne vont pas de pair. Ici rien de tel : ceux qui se plaignent le font en invoquant précisément leurs compétences et leurs aptitudes commerciales.

Restent alors les sociétés dans lesquelles ils ont des intérêts. Mais ces sociétés ont des activités de banque ou de viticulture comme, notamment, la société civile Château-Lafite Rothschild ou la société civile Mouton-Rothschild. Leurs activités n'ont rien à voir avec les produits de parfumerie ou les articles de vêtements, de fumiers, lancés par Helmut Rothschild. Il ne saurait donc y avoir confusion.

Capserkian, Mr. Filbert, avait plaisir de ce chapitre que des appellations comme Mouton-Rotschild, ou Lafite-Rotschild sont de celles que le droit et la jurisprudence retiennent comme des marques notoirement acquises une appellation semblable donnée à un autre produit, fût-il peut être étranger aux vins, peut faire préjudice. Il citait en référence l'interdiction faite à la maison Devoldt de donner à l'un de ses produits le nom de Chateau Lafite. M. Filbert ne devait répondre que dans les appellations Mouton-Rotschild ou Lafite-Rotschild, le nom de Rotschild n'est qu'un ajout accessoire et que s'il dans un grand restaurant vous demandez un Rotschild, le sommelier sera bien embarrassé pour savoir ce qu'il doit vous servir. Moyennant quoi M. Helmut Rotschild ne pouvait demander que ses adresses soient déclarées irrécouvrables, mais même un autre qu'il doivent être condamnés à lui verser 400 000 F de dommages et intérêts pour procédure abusive.

Relaxe pour les pêcheurs espagnols poursuivis dans les eaux françaises

De notre correspondant.

Bordeaux a prononcé, mardi 15 mai, la relaxe de quatre-vingt-trois pêcheurs basques espagnols poursuivis depuis sept ans pour action de pêche sans licence dans les eaux territoriales françaises. Ceux-ci ont tous une seule et même condamnation : l'absence de permis de pêche délivré par le tribunal correctionnel de Bayonne que par la cour d'appel de Bordeaux. Les juges ont reconnu aux contrevenants la prérogative du traité bilatéral par rapport aux règlements européens, d'autant

traité passé en 1967 entre la France et l'Espagne autorisant les pêcheurs cantabriques à travailler jusqu'à 6 milles des côtes françaises comprises entre l'estuaire de la Bidassoa et Belle-Ile, les pêcheurs français n'ont fait de même jusqu'à la fin de l'année dernière. L'Espagne, qui n'a aucune loi pénale nationale permettant de sanctionner des infractions auxdits règlements. A son tour saisie, la Cour de cassation renvoyait l'affaire à la cour d'appel de Bordeaux qui vient, après plus d'un mois de délibéré, d'élargir défi-

Reste à savoir maintenant comment se comportera l'administration française, qui n'a pas hésité, il y a quelques mois, à utiliser le canon pour arraisonner ceux qu'elle soupçonnait en infraction.

Depuis 1977, les pêcheurs originaux des ports espagnols du golfe

PHILIPPE ETCHEVERRY.

 **University Studies in America Inc.**

Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US, quelle que soient votre langue (ou vos langues) et vos diplômes (de la terminale au doctorat) en un ou en deux ans.
cycle complet de préparation au « Bachelor » ou à l'équivalent ou au « Ph. D. »
CALIFORNIA, FLORIDA, MIDDLESEX, NORFOLK,
USA-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200-Neuilly, 722.94.94.

POUR QUE VIVE LA
JEG

Un grand mouvement ne peut vivre et se développer sans les moyens de s'exprimer ! La J.E.C. a répondu jusqu'ici à cet impératif en assumant avec dynamisme la charge d'un journal : "Aristotele in-
cult". C'est à travers le journal le mouvement de diffusion chrétienne renouée.

aux citoyens des valeurs qui les rassemblent et leur permet de se renforcer, de comprendre les mécanismes de notre société, d'adopter une attitude responsable.

La parution d'"Aristide infatigable" ne peut être poursuivie aujourd'hui sans la rénovation de ses moyens d'impression, sans l'acquisition d'une nouvelle imprimante, "offset".

Tout devient possible si vous vous réunissez pour l'adopter.

27, rue Linné 75005 PARIS
C.C.P. N° 540634 B Paris

EN BREF

La cour d'appel de Versailles va réexaminer l'affaire Farçat

La vingtième chambre de la cour de Paris, dans son arrêt du 24 février 1983, n'avait pas retenu la responsabilité pénale du docteur Jean Labayle, poursuivi pour homicide involontaire, après la mort d'Alain Farçat, 25 ans, à la suite de l'ablation des amygdales, pratiquée sur lui le 18 juillet 1973 par ce chirurgien. Seule le docteur Solange Clot, anesthésiste, fut condamnée pour avoir laissé le malade sous la surveillance d'une infirmière, alors qu'il lui incombe de prendre en charge celui-ci dans la phase postopératoire.

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Maurice Bruneau, n'a pas admis la thèse de la cour d'appel, selon laquelle le rôle du docteur Labayle était terminé dès que le malade avait regagné sa chambre après l'opération et se trouvait alors sous l'autorité propre et exclusive du médecin anesthésiste-réanimateur.

La cour de cassation a estimé que la faute relevée à l'encontre de l'anesthésiste n'excluait pas nécessairement l'éventualité d'une faute du chirurgien. Elle fait remarquer que la cour d'appel n'a pas répondu aux conclusions des parties civiles mentionnant que le docteur Labayle avait quitté la clinique en même temps que l'anesthésiste et savait donc que le malade était sous la responsabilité d'une infirmière. L'arrêt du 24 février 1983 est donc cassé. Le problème de la responsabilité du chirurgien devra, en conséquence, être réexaminé par la cour d'appel de Versailles, mais uniquement en ce qui concerne ses conséquences pécuniaires à l'égard de la famille de la victime.

Des cambrioleurs tuent deux personnes en Haute-Savoie

Grenoble. — Des malfaiteurs qui opéraient dans une usine d'enseignes peintes à La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) n'ont pas hésité à tirer, jeudi 17 mai, vers 1 heure du matin, sur les gendarmes qui avaient été alertés par les voisins de l'habitat industriel, intrigués par la va-et-vient inhabituel de voitures.

Un gendarme, Bernard Bouvier, vingt-six ans, a été tué sur le coup, alors qu'il descendait de son véhicule, tandis qu'un autre agent de la force publique était grièvement blessé. Le groupe de malfaiteurs, qui semblait être puissamment armé, a pu s'enfuir à la faveur de la nuit, mais ils allaient, deux heures plus tard, pénétrer dans une habitation pour récupérer une automobile. Lors de cette seconde agression, le propriétaire de la voiture, Gérard Duran, trente-neuf ans, ébéniste, a été tué et son épouse, Annie, grièvement blessée.

La RS dérobée a été retrouvée vers 5 heures du matin, au bord de l'autoroute, à la hauteur du péage d'Allonzier-la-Caille, en Haute-Savoie. La piste des malfaiteurs se perd ensuite dans un vaste secteur montagneux situé entre La Roche-sur-Foron et Annecy. Le secteur a été bouclé par les gendarmes qui ont dressé des barrages routiers. — (Corresp.)

● **Tornade au Bangladesh.** — Vingt-cinq personnes ont trouvé la mort et des centaines d'autres ont été blessées, mercredi 16 mai, lors du passage de violentes tornades dans la région de Dacca (Bangladesh). Ces conditions météorologiques, inhabituelles pour cette époque de l'année, selon les spécialistes, ont fait de nombreux sans-abri et provoqué des inondations et des glissements de terrain.

La serpilière et la robe

Le bâtonnier de Paris continue de gourmander ses confrères. Après son éditorial sur la courtoisie (*le Monde* du 3 mai), M. Guy Danet s'inquiète, dans le *Bulletin mensuel* d'avril, du « port de la robe » chez les avocats, « symbole de leur mission judiciaire » et « preuve constante de leur égalité ». Aussi, écrit le bâtonnier, « conviendrait-il de ne pas la porter sous son bras comme un bouchon informe ou en la laissant traîner comme une serpilière destinée à pallier l'insuffisance du ménage dans les couloirs du Palais ».

« Puis-je enfin vous rappeler, ajoute M. Danet, que les salles d'audience ne sont pas des vestiaires et que les magistrats s'attendent à rencontrer des avocats et non pas des contortionnistes, qui, au fond de la salle, se livrent à un strip-tease accéléré, avant de se précipiter vers eux en tenant leur dossier d'une main, l'autre essayant désespérément de fermer quelques boutons ou de rattraper un rabat qui s'envole. »

Deux homosexuels réclament un certificat de concubinage

(De notre correspondant.)

Nantes. — Le tribunal administratif de Nantes vient de faire jurisprudence dans l'affaire qu'il avait à juger mercredi 16 mai. Deux jeunes hommes, Alain et François, vivant en concubinage, lui demandaient de prononcer sur le refus de la mairie de Nantes de leur délivrer un certificat de vie maritale. Des précédents existent, notamment le cas d'Annie et de Nadia, deux jeunes femmes habitant Clisson, également en Loire-Atlantique, qui ont obtenu cette pièce (*le Monde* du 21 janvier). L'aspect homosexuel n'a pas été l'objet du débat, même si le représentant de la ville de Nantes a fait observer qu'en droit le concubinage est seulement « la situation d'un homme et d'une femme vivant maritalement ». En fait, aucun texte n'oblige un maire à délivrer un certificat de vie commune. Le commissaire du gouvernement est allé plus loin puisqu'il a qualifié ce certificat de vie maritale « d'acte clandestin au plan administratif ». On ne peut donc reprocher à un maire de ne pas établir cet acte. Jugement en délibéré.

La SNCF doit accepter les chèques en breton

Rennes. — Gilles Bernard, vingt-neuf ans, breton, technicien des télécommunications à Rennes, veut pouvoir utiliser sa langue dans la vie courante. Les commerçants, le Trésor public, les administrations, acceptent ses chèques en breton. Mais, le 4 septembre 1982, un guichetier de la gare de Rennes lui refusa un chèque rédigé en breton. M. Bernard composa son chèque pour montrer que son intention n'était pas de voyager sans payer. Dans le train de Paris, un contrôleur lui dressa un procès-verbal.

Le parquet décida de poursuivre, mais M. Bernard fut relaxé en première instance, le 17 octobre 1983. Le parquet ayant interjeté appel, la cour d'appel de Rennes fut saisie : elle a confirmé, le 16 mai, la relaxe.

« Aucun texte n'exige que le chèque soit rédigé en langue française, la seule obligation étant que le mot chèque figure sur le titre de paiement », constate la cour, pour laquelle « il est bien connu que la saisie s'effectue à partir de la somme en chiffres et que le bénéficiaire se trouve crédité de la somme en chiffres. » — (Corresp.)

Le professeur Guy Vourc'h élu à l'Académie de médecine

Le professeur Guy Vourc'h, professeur d'anesthésiologie à l'université Paris-V (René-Descartes), vient d'être élu à l'Académie nationale de médecine en remplacement du professeur René Sauvage, élu membre émérite. Deux correspondants étrangers ont été élus : le docteur Lloyd Nyhus, chirurgien en chef de l'hôpital universitaire de l'Illinois à Chicago, et le docteur Roberto Caldeyro-Barcia, chirurgien spécialiste des nouveau-nés à l'hôpital de Montevideo (Uruguay).

[Né le 2 mars 1919 dans le Finistère, le professeur Guy Vourc'h fut nommé en 1958 professeur agrégé d'anesthésiologie, le premier anesthésiologiste promu à ce titre en France. Chef du service d'anesthésie à l'hôpital Foch de Suresnes, le professeur Vourc'h s'est particulièrement intéressé aux applications de sa discipline à la neurochirurgie et à la neuropharmacologie. A la demande du ministère de la santé, il a dirigé le groupe de travail chargé de mener une enquête nationale sur les complications de l'anesthésie.]

● **Décès d'un des artisans de la première bombe atomique.** — Stanislaw Ulam, mathématicien et physicien américain qui participa à la construction de la première bombe atomique, est mort, à l'âge de soixante-quinze ans, dimanche 14 mai, à Santa-Fé (Etat-Unis). Né à Lwow, en Pologne, le 13 avril 1909, il émigra aux Etats-Unis en 1935 où il enseigna à l'université Harvard avant de rejoindre à Los Alamos le laboratoire où fut mise au point l'arme atomique, laboratoire dont il resta conseiller jusqu'à sa retraite. Ses travaux ont porté sur des domaines fort variés qui vont des fondements des mathématiques à la propulsion nucléaire des véhicules spatiaux.

Epidémie de gastro-entérite dans le Nord-Est brésilien

Quelque trois cents enfants en bas âge sont morts d'une épidémie de gastro-entérite dans le nord-est du Brésil ces dernières semaines. Le principal foyer de l'infection se situe dans l'est de Salvador-de-Bahia, à 1 600 kilomètres au nord de Rio. Les autorités ont tenté de minimiser l'épidémie, donnant des consignes de silence aux directeurs d'hôpitaux. L'extension du nombre de cas de déshydratation fulgurante provoquée par l'épidémie a toutefois contraint le ministère de la santé à intervenir. Des sels de réhydratation par voie orale devaient être distribués.

Cette épidémie remet en lumière les conditions d'existence dans cette partie du Brésil, où vivent trente-cinq de cent vingt-cinq millions de Brésiliens. Après cinq ans d'une implacable sécheresse, les inondations de ces dernières semaines ont emporté des centaines de barbares érigés avec peine par les *flagelados* (miséreux). — (AFP.)

Un ballon d'oxygène pour la recherche scientifique

(Suite de la première page.)

Ces mesures, désapprouvées dans nos colonnes par le vice-président du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, M. François Kourilsky, dénoncées dans un second temps par le ministre de l'Industrie et de la recherche lui-même et par le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin, critiquées enfin par les syndicats de chercheurs, devaient donc être atténuées par l'injection de ces 250 millions de francs.

Après la « ponction » de 50 millions environ, opérée sur cette somme par le CEA et le CNES, le reste, soit 200 millions environ, serait ainsi reporté : le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), qui avait perdu dans l'affaire 211 millions de francs, recevrait 110 millions de francs ; le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), qui avait perdu 52 millions de francs, en récupérerait une trentaine ; l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), environ vingt-cinq. Il est raisonnable de supposer, d'autre part, que d'autres organismes comme l'Institut national de recherche agronomique (INRA) et l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) pourraient se partager une quarantaine de millions de francs.

Le bon sens et la volonté de ne pas « casser les structures mêmes de la recherche » ont dû peser sur la décision prise par le premier ministre et le ministre de l'Industrie et de la recherche. En agissant de cette manière, le gouvernement fait incontestablement un geste en faveur de la recherche scientifique et tente, une fois de plus, de prouver aux chercheurs que leurs activités restent une priorité. Cela permettra sans doute de calmer les esprits. Mais est-ce suffisant ? Il est possible d'en douter : car si il y a compensation, on est encore loin du rattrapage.

Les sommes débloquées ne couvrent, en effet, qu'un peu moins de 16 % des crédits qui ont été supprimés et, ce qui est plus grave, la recherche industrielle ne profite pas de cette distribution d'argent. Nombreux sont ceux qui espèrent que seraient compensés la lourde réduction des sommes allouées au Fonds de la recherche et de la technologie ainsi que la forte amputation des budgets de l'Agence nationale de valorisation de la recherche et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. En vain. Comment, dans ces conditions, le ministre de l'Industrie et de la recherche pourra-t-il mener à bien les fameuses dix mesures annoncées en février (*le Monde* du 24 février) en faveur de la recherche industrielle ?

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Fin les "pigeons" voyageurs

Les "pieds dans l'eau" à 5 km du littoral ; les 4 étoiles qui ne sont que "châteaux de sable" ; les croisières qui se terminent en galères, c'est fini.

Chez Havas Voyages une chose promise est une chose due.

Le contrat de garantie Havas Voyages engage notre responsabilité pour vous indemniser des prestations qui n'auraient pas été fournies.

De plus,

si par hasard vous étiez dans ce cas, Havas Voyages s'engage à vous offrir pour vos prochaines vacances une réduction dans la limite maximum de 1000 francs calculée sur la base de 5% de votre voyage.

Le "Contrat de garantie Havas Voyages" s'applique gratuitement à toutes les destinations, dans le monde entier, à la seule condition de s'adresser, en France, dans l'une des 242 agences Havas Voyages. Cette garantie ne couvre pas les titres de transport qui ne seraient pas intégrés dans un voyage à forfait.

Havas Voyages 242 agences s'engagent

A Paris : Havas Voyages, 24, avenue de l'Opéra 75001, tél. 261.80.56-15, rue de Rome 75008, tél. 522.68.10-12, bd Hausmann 75006, tél. 293.46.22-66, rue d'Alsace 75014, tél. 542.21.25-264, rue de Valenciennes 75015, tél. 531.13.58-27, rue de Passy 75016, tél. 288.59.85-249, rue des Pyrénées 75020, tél. 358.44.44. En banlieue : Châtou, 2, avenue du Maréchal Foch 75400, tél. 952.11.85 - Meaux, 40, rue du Grand-Fer 161, 434.26.01 - Melun, 25, rue Saint-Aspais 161, 452.42.42 - St-Germain-en-Laye, 13, rue de Paris 78100, tél. 451.92.11 - Versailles, 58, rue de la Paroisse 78000, tél. 950.64.19. En province : 233 agences. Directions Régionales : Ile de France (1) 261.80.56 - Sud-Ouest (56) 90.93.00 - Midi (91) 37.30.37 - Côte d'Azur (93) 92.24.24 - Rhône-Alpes (76) 38.07.07 - Est (68) 32.99.77 - Nord (20) 30.88.88 - Ouest (99) 79.10.44 - Centre Loire (47) 61.57.57 - Centre Auvergne (73) 61.48.36.

MICHEL AGLIETTA
ANTON BRENDER

les métamorphoses de la société salariale

La France en projet

"Il y a des notions qui font "tit" et celle de "Société Salariale" en fait partie. Il y a des démonstrations qui accrochent car elles dévoilent des mécanismes dont la perception n'était encore qu'intuitive."

JEAN-MICHEL BAER, LIBERATION

CALMANN-LEVY

سعدنا من الامم

ÉDUCATION

Les partisans de l'enseignement privé se mobilisent à nouveau

Les défenseurs de l'enseignement privé se mobilisent. Dans la perspective de la discussion à l'Assemblée nationale - à partir du 21 mai - du projet de loi sur l'enseignement privé, ils mettent en place un dispositif destiné à faire pression sur les députés afin que ceux-ci n'aggravent pas un texte considéré par eux comme inéquitable.

Le MOBAPEL, organe chargé de réunir, en cas d'urgence, les parents de l'enseignement privé, est en train de battre le rappel par téléphone pour des manifestations dans Paris qui commenceront le dimanche 20 mai. Les associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL) des acadé-

mies de la région parisienne ont prévu d'occuper, du dimanche 20 mai, à 14 heures, au dimanche 27 mai, à 19 heures, un lieu de la capitale, pour y tenir un meeting permanent contre le projet de loi en discussion au Parlement. Trois emplacements ont été proposés aux autorités chargées du maintien de l'ordre :

la place de la Concorde, le champ de Mars et la place de Varsovie.

En Bretagne aussi, les partisans du privé se préparent à monter dans la capitale avec une pétition signée par des milliers de personnes. Ils n'ont pas manqué l'occasion de la visite de M. Alain Savary à Quimper, pour manifester leur combativité.

« La déception de beaucoup de Français ne peut que susciter un mécontentement durable » déclarent les évêques de France

Le Conseil permanent de l'épiscopat français a publié, à propos du débat scolaire, la déclaration suivante :

« 1. Le gouvernement français a pris l'initiative de saisir le Parlement d'un projet de loi sur l'enseignement. Un vaste renouvellement de notre système éducatif est en jeu. Le projet vise uniquement à ajuster, par de nouvelles mesures administratives, le statut de l'enseignement privé sur le mode de fonctionnement des établissements publics. Les familles et les responsables de l'enseignement privé sont inquiets. La déception de beaucoup de Français ne peut que susciter un mécontentement durable.

« 2. Devant des dispositions qui limitent les conditions d'exercice de la liberté d'enseignement et font peser de sérieuses menaces sur l'ave-

nir des établissements catholiques, les instances reconnues par l'État, tout en restant ouvertes au dialogue, ont exprimé publiquement réserves et refus. Les manifestations qu'elles ont organisées ont eu un retentissement considérable, tant à l'étranger qu'en France.

« 3. Au nom de notre responsabilité d'évêques, nous réaffirmons que le souci de l'éducation et de l'avenir des jeunes l'emporte sur toute autre considération. Il ne peut être subordonné à des intérêts idéologiques et politiques.

« Nous redoublons notre attachement indéfectible à l'existence des écoles catholiques. Il s'enracine dans la tradition de l'Église et le concile Vatican II. Il se fonde sur le respect de la liberté religieuse, la reconnaissance des droits des parents et une juste conception du rôle

de l'État. Ce qui implique la reconnaissance, pour ces écoles, des moyens juridiques et financiers nécessaires à l'exercice de leur mission.

« Affirmer le bien-fondé du pluralisme scolaire ne minimise en rien l'importance essentielle d'enseignement et d'éducation de l'école publique.

« 4. La décision finale relève désormais du Parlement. Dans un pays démocratique, il est de la responsabilité politique des élus de le justifier.

« Le Conseil permanent de l'épiscopat fait appel aux représentants de la nation, au gouvernement et au président de la République pour qu'une législation nouvelle ne soit pas la source de nouvelles fractures à l'intérieur du pays. »

Le gouvernement devrait engager sa responsabilité après deux jours de débat

La commission spéciale créée à l'Assemblée nationale pour étudier le projet de loi de M. Savary n'avait pas achevé, mercredi soir 16 mai, l'examen du sixième des vingt-six articles du texte alors que le débat en séance publique est prévu pour le lundi 21 mai. Pourtant ce texte a été adopté par le conseil des ministres du 19 avril. Mais les nombreux week-ends de ce printemps ont retardé le travail parlementaire. Et ce n'est que le jeudi 26 avril que le bureau du groupe socialiste a pris formellement la décision de demander la création d'une commission spéciale. Aussi celle-ci n'a vraiment commencé ses travaux que le jeudi 3 mai. Puis, après la discussion générale terminée, le 10 mai au soir, son président, M. André Laignel (PS, Indre) suspendait à nouveau les travaux jusqu'au mardi 15 mai. Et aujourd'hui il n'est pas, quel que soit l'état d'avancement de la discus-

sion, la convocation ni vendredi ni le week-end. Le moins que l'on puisse dire est que la majorité a pris son temps.

Cela arrange le gouvernement. Le fait que la commission n'ait pas achevé ses travaux lui offre un prétexte pour engager sa responsabilité en arguant des risques d'enlèvement de la discussion en séance publique. D'autant que l'opposition n'a rien fait pour accélérer les choses. Certes, elle n'a pas multiplié les amendements de retardement, mais elle a largement profité de son temps de parole.

Dans ces conditions, le conseil des ministres du vendredi 18 mai devrait autoriser le premier ministre à engager la responsabilité de son gouvernement sur le projet, même si cette décision n'est pas alors rendue publique. Il semble que le gouvernement laissera se dérouler la discussion gé-

nérale avant d'annoncer, probablement mardi 22 mai au soir, qu'il utilise l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, assortissant son projet d'une lettre rectificative annonçant quels sont les amendements qu'il accepte et, éventuellement, les nouveaux qu'il propose. Le débat sera alors immédiatement suspendu pour vingt-quatre heures ; le RPR déposera à ce moment une motion de censure, que défendra M. Jacques Chirac. Le rejet de celle-ci, normalement le jeudi, vaudra approbation du texte modifié par les amendements acceptés par le gouvernement.

L'opposition se fera, bien entendu, entendre vivement mais ne cache pas qu'elle s'attendait à être soumise par une puissante manifestation nationale des défenseurs de l'enseignement catholique. Ainsi, elle ne dissimule pas sa satisfaction devant les initiatives prises par les associations de parents d'élèves de l'enseignement libre dans l'Ouest et dans la région parisienne. Mais elle voudrait que cela aille au delà. Ainsi, le mercredi 16 mai, les membres RPR et UDF de la commission spéciale ont expliqué avec force que les amendements voulus par les socialistes « aggravent le projet ». Ils ont donné comme exemple deux amendements déjà adoptés par la commission : celui qui crée un article 2 bis selon lequel les établissements privés ayant signé un contrat d'association concourent « au service public de l'enseignement » ; et celui qui - modifiant complètement la rédaction de l'article 4 pour tenir compte des servitudes particulières de l'enseignement public dans le calcul du nombre des postes d'enseignants que l'État financera dans les écoles privées - fait disparaître l'évocation « des choix d'éducation exprimés par les parents » qui figurait dans le projet gouvernemental.

Mme Hélène Missioff (RPR - Paris) et M. Jacques Barrot (UDF - Haute-Loire), respectivement présidente et secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, affirment qu'il y a « un jeu subtil du gouvernement qui veut persuader les défenseurs de l'enseignement privé que ce texte est un moindre mal ». Aussi, pour eux, les positions défendues par le groupe socialiste ne servent qu'à faire peur aux défenseurs du privé et à permettre au gouvernement de se présenter comme le garant d'un « point d'équilibre ».

THIERRY BRIHER.

Les consignes de M. Pierre Daniel

L'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) a lancé, le 16 mai, une campagne d'information de l'opinion publique. A Paris, 150 affiches ont été apposées sur des emplacements publics. En province, 250 000 affichettes seront mises en place par les militants qui devront aussi distribuer quatre millions de tracts.

Les tracts imprimés sur tous ces documents interpellent les députés : « L'école libre doit vivre, 71 % des Français le veulent », leur est-il rappelé. Et encore : « Tout amendement qui aggraverait le projet de loi contraindrait les parents à manifester massivement leur colère. » Cette mise en garde est pour l'UNAPEL « le point central » de la campagne, pense son président M. Pierre Daniel dans une lettre aux responsables académiques et départementaux de l'organisation. « Je rappelle, précise-t-il, qu'il serait déraisonnable d'espérer le retrait du projet, mais il faut souligner que nous sommes à un cheveu du point de rupture et que la moindre ag-

gravation ferait tout basculer. Les députés et le gouvernement doivent le savoir. »

Rencontrer les députés... de la majorité

Les présidents départementaux sortent d'autre part à l'invitation de demander un rendez-vous privé aux députés de la majorité de leur département. Ils peuvent, leur est-il recommandé, épingler les députés de l'opposition mais cela ne représente pas, actuellement, le même intérêt.

Cette phrase fait réagir très vivement les députés de l'opposition. D'autant que la lettre ajoute : « très objectivement, les résultats obtenus par rapport aux craintes que nous pouvions avoir en 1981 et aux projets initiaux du gouvernement, sont considérables. Tout peut encore être perdu si le gouvernement profite de divisions, d'erreurs ou de précipitations dans notre camp. Quimper, évoquant le spectre de l'école comme en Russie » et voyaient dans le remplacement des vacances de Pâques par les vacances de printemps un signe supplémentaire de l'intégration rampante. « Nos dirigeants sont trop mous, se lamentait une mère : nous aurions dû monter à Paris depuis deux mois. » « A Paris ! » Le cri a été de nombreux bougres et sans le conditionnel qu'utilisent encore, mais seulement pour la forme, les responsables bretons des parents d'élèves.

Quimper : le ministre face au vent d'ouest

De notre envoyé spécial

Quimper. - Le ministre de l'éducation nationale, celui qui « veut la mort de l'école libre », sur la terre bretonne ? A Quimper, mercredi 16 mai, le sang des défenseurs de l'enseignement catholique n'a fait qu'un tour. Ils ont voulu se rappeler au bon souvenir de M. Savary. Il avait osé venir célébrer le centenaire de l'école normale d'instituteurs le jour même où le caravane de l'oppression « Vent d'ouest », qui propose le refus des projets gouvernementaux à travers la Bretagne (le Monde du 15 mai), stationnait dans la ville pour un meeting.

L'école privée ne pouvait pas laisser passer une telle audace. La mobilisation précipitée de ses partisans, en plein après-midi, si elle n'a pas fait recette, symbolise tout de même la crispation des militants bretons de l'école catholique.

Ils n'étaient qu'une centaine parmi les éléments les plus déterminés - des professeurs, des chefs d'établissement et surtout des parents d'élèves des écoles catholiques de Quimper - à se presser derrière les barrières métalliques protégeant le portail de l'école normale.

« Provocation »

A côté d'eux, bien plus qu'avec eux, quelques enseignants de la Fédération de l'enseignement privé (FEP-CFDT), et les militants de la langue bretonne des « écoles Diwan » avaient, eux, choisi d'accueillir le ministre au son d'un accordéon, les uns pour rappeler que « la titularisation des professeurs qui le désirent » est aussi une liberté, les autres pour réclamer « l'intégration à l'éducation nationale de l'éducation en langue bre ». Un curieux dialogue entre ces tendances bretonnes a été improvisé : « L'école libre vivra ! », clamait les parents d'élèves catholiques. « Nous aussi ! » répondait la CFDT. « Allez donc dans le public si vous rêvez d'être fonctionnaires ! », rétorquaient les premiers.

En première ligne du bataillon de l'école catholique, on n'hésitait pas à qualifier de « provocation » la venue du ministre. Et, comme s'il fallait une justification à cette ultime conviction, on rappelait que l'école

d'instituteurs avait, en fait, été fondée par les frères des écoles chrétiennes en 1873, avant d'être laïcisée il y a juste un siècle (1).

« Provocation, répétait M. Pascal Michel, secrétaire pour le Finistère du Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-CFTC) : Alain Savary est venu pour prendre la température de la Bretagne catholique. » L'arrivée de la voiture du ministre avait été saluée par de nombreux éloges. La tension montait, en attendant que le ministre sorte du grand bâtiment blanc coiffé d'ardoise. Devant ce « séminaire laïque », des parents d'élèves du Liké, l'un des principaux établissements secondaires privés de Quimper, évoquaient le spectre de « l'école comme en Russie » et voyaient dans le remplacement des vacances de Pâques par les vacances de printemps un signe supplémentaire de l'intégration rampante. « Nos dirigeants sont trop mous, se lamentait une mère : nous aurions dû monter à Paris depuis deux mois. » « A Paris ! » Le cri a été de nombreux bougres et sans le conditionnel qu'utilisent encore, mais seulement pour la forme, les responsables bretons des parents d'élèves.

L'opération « Vent d'ouest », organisée à leur initiative, doit porter des milliers de pétitions contre le projet Savary recueillies à travers la Bretagne jusqu'à la capitale, au moment de la discussion à l'Assemblée nationale. Parallèlement, des comités de défense de la liberté de l'enseignement, créés début mai dans chaque département breton, se donnent pour objectif d'écarter la mobilisation à toutes les catégories concernées (enseignants et chefs d'établissement compris) dans l'optique d'une « grande manifestation à Paris ».

PHILIPPE BERNARD.

(1) Cette laïcisation fut la conséquence des lois Jules Ferry, selon le Père François Kerdelou, directeur de l'enseignement catholique de l'Indre. Mais, selon M. Bernard Poignant, député de Finistère (PS), la mesure avait été réclamée, à l'époque, par des parents d'élèves à la suite d'une affaire de mort.

L'AFFAIRE D'OR

GALLERIES LAFAYETTE

Du 4 au 31 mai :
Service de verres en cristal soufflé
bouche, fabriqué par les Arts de
Portieux, verriers d'art depuis 1705.
Ce service 38 pièces, modèle
"Nancy" comprend : 12 verres à
eau, 12 verres à vin, 12 flûtes,
1 broc à eau, 1 carafe à vin.
4260 F 2740 F

CRÉDIT GRATUIT 6 MOIS
sur le service de verres, soit :
366,70 F PAR MOIS*

Galleries Lafayette

*après acceptation du dossier et versement comptant de 540 F. Plus 6 mensualités de 366,70 F (Les frais de crédit Cetelem, sans assurance facultative, sont pris en charge par les Galleries Lafayette).

DÉFILÉS D'ENSEIGNANTS FAVORABLES A LA TITULARISATION

La Fédération de l'enseignement privé (FEP-CFDT), organisation qui syndique environ un tiers des enseignants des établissements privés, invitait, mercredi 16 mai, ses adhérents à un rassemblement à Paris. Quelques quatre mille enseignants venus de différentes régions ont défilé, de la gare Montparnasse à l'Esplanade des Invalides. Ils demandent que le projet de loi sur le privé prévoit la titularisation des maîtres. « Seule la fonctionnarisation proposée dans l'immédiat à tous les personnels peut procurer la stabilité et l'indépendance indispensables à l'accomplissement de l'acte éducatif et à la reconnaissance de l'égalité de droit et de devoir avec l'enseignement public », a expliqué un responsable de la FEP. Les manifestants se sont rendus au ministère de l'éducation nationale et à l'archevêché de Paris. « Nous ne sommes ni des extrémistes ni qui on impose un projet éducatif, ni des irresponsables incapables de faire eux-mêmes leurs propres choix », déclare M. Michel Villemont, secrétaire général de la FEP.

Un autre syndicat des enseignants du privé, le SNUDEP créé récemment par la FEN a, lui aussi, organisé une journée d'action, mercredi, pour réaffirmer son exigence « du droit à la titularisation immédiate dans la fonction publique ». Des rassemblements ont eu lieu dans une quarantaine de départements.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

LE MONDE DIPLOMATIQUE DE MAI EST PARI

SPORTS

FOOTBALL

LA JUVENTUS DE TURIN REMPORTE LA COUPE D'EUROPE DES VAINQUEURS DE COUPE

L'année Platini

Michel Platini a rarement été aussi effacé que mercredi 16 mai à Bâle, où il a pour ainsi dire disparu du jeu. Le joueur de la Juventus de Turin, vainqueur de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe, devenant ainsi, après Raymond Kopa (1957, 1958 et 1959), le deuxième Français vainqueur d'une coupe européenne de football. Pour la sixième finale de son histoire, la Juventus de Turin, déjà victorieuse en coupe de l'UEFA en 1977, était donnée grande favorite contre le Football Club de Porto qui, en vingt-sept participations à une épreuve européenne, n'avait jamais dépassé les quarts de finale.

La tâche des Piémontais allait d'ailleurs être facilitée par leur réussite initiale. Dès la 13^e minute, Viçosa, alerté par Platini, effaçait trois défenseurs avant d'ouvrir le score. Contraints de changer leurs plans et d'attaquer, les Portugais connaissaient, à leur tour, la réussite à la 29^e minute. Sur une belle action collective, Sousa tirait de 20 mètres et trompait Taconni, surpris par un faux rebond.

Cette égalité était de courte durée. Dès la 40^e minute, le Polonais Boniek, qui jouait gros, mercredi soir, puisque les joueurs italiens assuraient son possible remplacement par Maradona, l'Argentin de Barcelone, profitait d'une sortie hasardeuse de Ze Betu, le gardien portugais, pour redonner un avantage définitif (2 à 1) à la Juventus.

Dès lors, les Piémontais pouvaient se contenter de contrôler le match, comme ils excellent à le faire. Pour le spectacle, on regrettera qu'une équipe forte de cinq vainqueurs de la dernière coupe du monde et de

● **BASKET-BALL:** La France se qualifie pour la poule finale du Tournoi préolympique. — Au terme de la deuxième journée du Tournoi préolympique organisé en France, sept pays ont d'ores et déjà obtenu leur qualification pour la poule finale qui doit avoir lieu du 19 au 25 mai au Palais omnisports de Bercy à Paris. Ce sont la France, qui a obtenu, mercredi 16 mai à Orléans, une victoire sur l'Australie (106 à 72), et la RFA (groupe C), l'Espagne et la Grèce (groupe A), l'URSS et la Suède (groupe B), la Grande-Bretagne (groupe D). Le dernier qualifié sera le vainqueur du match Israël-Pays-Bas.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONDAMNATION DE M. MAHIET TÊTE DE LA LISTE D'OPPOSITION AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES DE HOUILLES

Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de grande instance de Versailles du 27 avril 1984 par M^{re} Véronique Chéron, premier vice-président, statuant en référé, à la requête de M. Eugène SELESKOVITCH, union locale de Houilles, et de M. Rodolphe PRIGENT, mandataire de la liste « Pour Houilles continuons ensemble ».

PAR CES MOTIFS

Statuant en référé, publiquement, contradictoirement et en premier ressort :

Reçoit MM. SELESKOVITCH et PRIGENT ;

Nous déclarons compétent ;

Vu l'article 808 du nouveau code de procédure civile ;

Faisons défense à M. Alain MAHIET et à toute personne agissant de son chef de poursuivre la diffusion du tract intitulé « Union pour HOUILLES - Spécial annulation » et ce sous astreinte de 1000 F par infraction constatée par huisier des signification de la présente ordonnance ;

Désignons l'un des membres de la SCP FRADIN et autres, huissiers de justice à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, avec mission de procéder à la saisie de tous les exemplaires de ce tract, en tous lieux publics et dans les locaux affectés aux opérations de propagande de la liste « Union pour HOUILLES », 21, avenue Charles-de-Gaulle, 78800 HOUILLES ;

Ordonnons la publication, aux frais du défendeur, de la présente ordonnance dans le Parisien libéré et le Courrier des Yvelines et du dispositif de la présente ordonnance dans le Monde et l'Humanité ;

Condamnons M. MAHIET à payer à MM. SELESKOVITCH et PRIGENT la somme de 5000 F au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile ;

Condamnons M. MAHIET aux dépens, lesquels comprennent les frais de constat de M^{re} ISMAN, huissier, relatif à la diffusion du tract litigieux ;

Pour extrait, M^{re} Patrice COHEN-SEAT, avocat.

Ordonnons la publication, aux frais du défendeur, de la présente ordonnance dans le Parisien libéré et le Courrier des Yvelines et du dispositif de la présente ordonnance dans le Monde et l'Humanité ;

Condamnons M. MAHIET à payer à MM. SELESKOVITCH et PRIGENT la somme de 5000 F au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile ;

Condamnons M. MAHIET aux dépens, lesquels comprennent les frais de constat de M^{re} ISMAN, huissier, relatif à la diffusion du tract litigieux ;

Pour extrait, M^{re} Patrice COHEN-SEAT, avocat.

Ordonnons la publication, aux frais du défendeur, de la présente ordonnance dans le Parisien libéré et le Courrier des Yvelines et du dispositif de la présente ordonnance dans le Monde et l'Humanité ;

Condamnons M. MAHIET à payer à MM. SELESKOVITCH et PRIGENT la somme de 5000 F au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile ;

Condamnons M. MAHIET aux dépens, lesquels comprennent les frais de constat de M^{re} ISMAN, huissier, relatif à la diffusion du tract litigieux ;

Pour extrait, M^{re} Patrice COHEN-SEAT, avocat.

LE MONDE diplomatique DE MAI EST PARU

JEUX OLYMPIQUES

NEUVIÈME PAYS EN FAVEUR DU BOYCOTTAGE

La Hongrie n'ira pas à Los Angeles

Le Comité national olympique de Hongrie, qui s'est réuni, mercredi 16 mai à Budapest, a annoncé qu'il n'envoierait pas de délégation aux Jeux olympiques de Los Angeles.

La Hongrie est ainsi le neuvième pays à boycotter les Jeux après l'URSS, la Bulgarie, la RDA, la Tchécoslovaquie, le Vietnam, le Laos, l'Afghanistan et la Mongolie.

Les pays africains, en revanche, se rendront à Los Angeles, a affirmé à Yaoundé (Cameroun), M. Lamine Ba, secrétaire général

du Conseil supérieur du sport africain (CSSA), à moins qu'un fait nouveau ne se produise avant la date de clôture des engagements, fixée au 2 juin.

Le secrétaire général du CSSA, d'autre part, qualifié de « provocateur » la tournée en Afrique du Sud de l'équipe de rugby anglaise, qui doit avoir lieu du 19 mai au 9 juin. L'équipe d'Angleterre, qui a quitté Londres pour Johannesburg, mercredi 16 mai, a été l'objet de mesures de sécurité particulières.

● **TENNIS:** Hécatombe de favoris aux Internationaux d'Italie. — Après les éliminations, dès le premier tour, de l'Espagnol José Higueras et de l'Argentin Guillermo Vilas, l'hécatombe de favoris s'est poursuivie, mercredi 16 mai à Rome. Le Suédois Mats Wilander (tête de série numéro 1) et l'Américain Jimmy Arias (numéro 2 et tenant du titre) ont été battus respectivement par les Italiens Francesco Cancellotti (6-3, 6-0) et Claudio Panatta, (4-6, 7-6, 7-5). Un troisième Italien, Gianni Occhipinti, s'est distingué en éliminant le Fran-

çais Henri Leconte (6-4, 6-4). Le Suédois Henrik Sundström, le vainqueur du tournoi de Monte-Carlo, et l'Espagnol Juan Aguilera, vainqueur à Hambourg, se sont aussi inclinés face à l'Uruguayen Diego Perez (7-5, 4-6, 6-0) et au Péruvien Pablo Arraya (6-2, 2-6, 6-3). Yannick Noah a passé deux tours, mais il a dû sauver une balle de match à 4-0 dans le deuxième set contre le Brésilien Julio Goes (16^e joueur mondial), battu 5-7, 6-4, 7-6, et a éprouvé bien des difficultés pour venir à bout du junior suédois Kent Carlsson (seize ans), 7-6, 6-7, 6-4.

TRANSPORTS

Prochain feu vert pour la construction du TGV-Atlantique

Le décret de déclaration d'utilité publique portant sur la construction du TGV-Atlantique qui reliera Paris aux régions Ouest et Sud-ouest de la France, sera « très prochainement » publié, annonce le ministère des transports.

Selon le communiqué du ministère, à l'issue de la procédure d'enquête et d'instruction administrative, la déclaration d'utilité publique a fait l'objet d'un « avis favorable de la section des transports du Conseil d'Etat ».

Les premiers travaux pourront donc, a précisé le ministère, « prochainement commencer » et le projet sera mis au point en étroite concertation avec les élus et les associations intéressées.

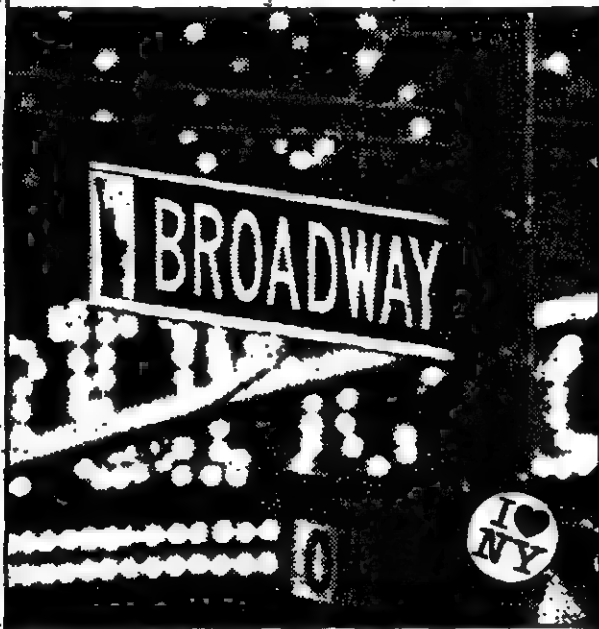
La décision de lancer la construction d'un TGV-Atlantique a été

prise à l'automne 1983. Le projet consiste à tracer d'abord un tronçon commun partant de Paris sur 80 kilomètres environ. Puis les voies, partant en deux branches, s'éclancent droit, l'une vers Le Mans, et la Bretagne, l'autre vers Tours, et la vallée de la Loire, le Poitou-Charente et l'Aquitaine. Au total, il faudra construire 340 kilomètres de ligne nouvelle sur laquelle les trains rouleront à 300 kilomètres à l'heure.

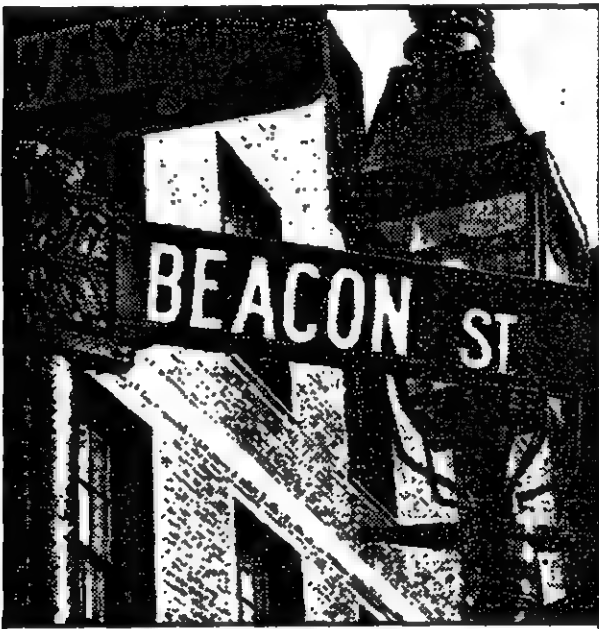
Le chantier devrait durer de cinq à six ans et coûterait quelque 12 milliards de francs (évaluation 1982). Mais la modernisation — de toute manière indispensable — du réseau ancien en aurait coûté moitié autant. L'accélération des liaisons mettra Bordeaux, par exemple, à trois heures de Paris.



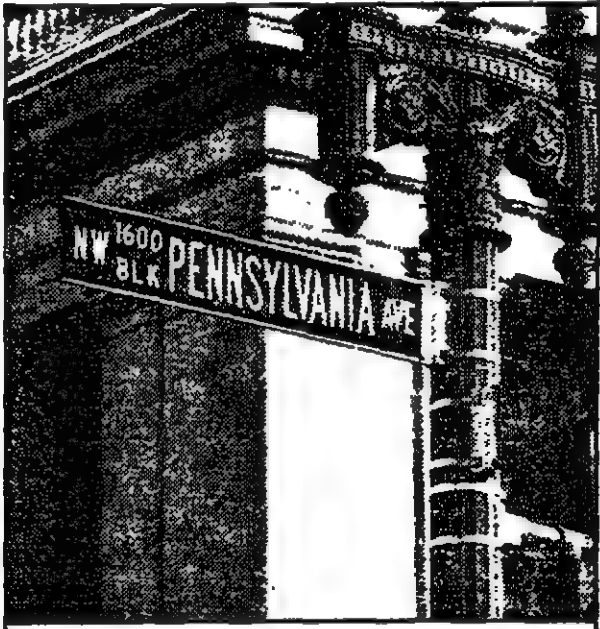
TWA en Amérique. Les tarifs qui ne courent pas les rues.



New York
3.750 F Loisirs



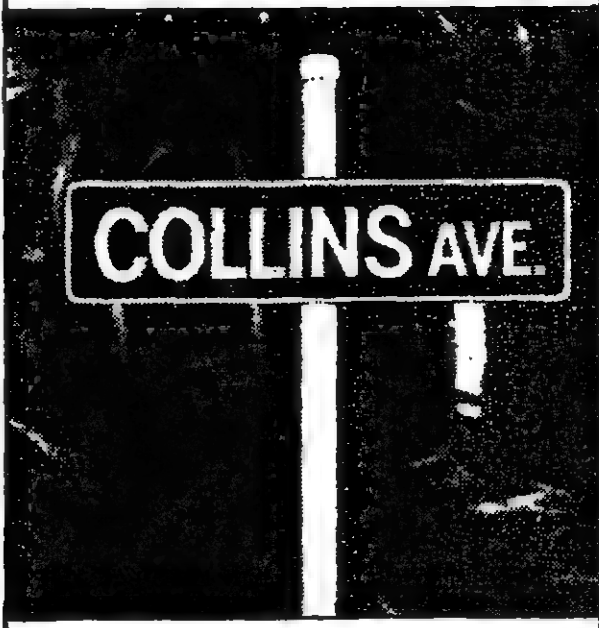
Boston
3.550 F Super Apex



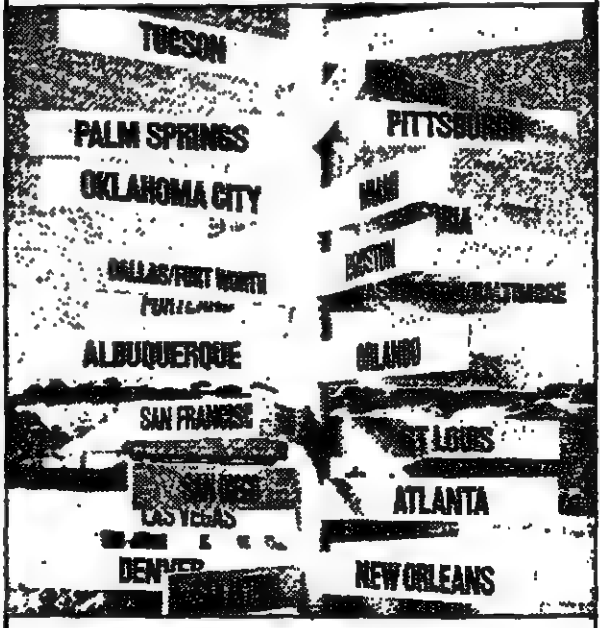
Washington
4.265 F Loisirs



Los Angeles
5.585 F Loisirs



Miami
4.200 F Loisirs



Et tout le réseau TWA

Plus de 60 villes.

Si vous visitez l'Amérique cette année, vous ne pouvez y aller en meilleure compagnie qu'avec TWA.

TWA sait prendre soin de vous. Aucune autre ligne aérienne ne vous offre des tarifs aussi bas, pour un service d'un aussi haut niveau, en vol comme au sol. Et un si chaleureux accueil en Amérique.

De Paris, TWA vole 3 fois par jour vers New York, et une fois par

jour vers Washington et Boston. Aux USA, TWA relie plus de 60 villes sur toute l'étendue du territoire. Aussi, quelle que soit votre destination,

TWA vous y emmènera. Plaisir, confort, économie: votre voyage aura tout pour vous plaire. Allez voir votre agent de voyages.

TWA à Paris, ou Loisirs SA, l'Agent Général de TWA à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice et Strasbourg.

Sur tous les tarifs indiqués, un léger supplément s'applique le week-end. Transporteur officiel IATA. Séjour min. 14 jours, max. 60 jours.

Vous plaire nous plaît.



مكتبة من الامم المتحدة

Le Monde

LIVRES

Le testament de Marc Bernard

• Dans son dernier texte, « Au fil des jours », un écrivain conjugué l'amour et le désespoir de vivre

SIX mois avant sa mort, en novembre 1983, Marc Bernard dut avoir un pressentiment. Il vida son appartement parisien, près du Val-de-Grâce, vendit ses meubles et presque tous ses livres. Il avait décidé de se retirer à Nîmes, sa ville natale, chez son ami, le docteur Paradis. Il emportait le manuscrit d'*Au fil des jours*, les méditations et l'adieu d'un vieil homme, né avec le siècle.

Depuis *Zig-Zag* (1929), son premier texte — qui faillit être pris par Léon Pierre-Quint, chez Kaila, mais fut à Paulhan — jusqu'à sa trilogie inspirée par Elie, sa femme, son grand amour, tuée en 1971 par le cancer, Bernard n'a parlé que de lui-même. Il eut le Goncourt, en 1942, avec *Pareils à des enfants*, un récit. Ses romans, comme *les Marionnettes*, sont plutôt des chroniques. Aussi rigoureuses que celle de Henri Calet, dont Bernard fut très proche, son œuvre ne se laisse pas mettre la main dessus.

La profusion consolante des choses

Au fil des jours, après *Vacances*, *Mayorguinas*, encore des chroniques familiales, échappe aux définitions. On y croise l'essentiel, grâce à des détails. Avant d'entrer dans le silence et la nuit, un homme nous confie, tel un vizir, ce presque rien d'indestructible que nous devons transmettre un jour : « ... un grain de sable sur la plage immense ». La ferveur de la vision, au fil des mots, selon un désordre se-

vant, soigne des poses littéraires. On lit, le cœur serré, un paquet de lettres qui nous étaient destinées.

Bernard fut un compagnon de Barbusse et un admirateur de Zola. Un communiste. Un autodidacte. Il sut parler, en connaissance de cause, comme Navel, des prolétaires, et du chômage ou de la pauvreté. Le spectacle de la nature — la beauté des paysages de Majorque, surtout — le mena, avec le temps, à une sorte de sacré sensuel, de religion personnelle où, contre la maladie et la mort, un simple regard l'aidait à vivre.

Des pages de *Vacances* (1953), livre admiré par Chardonne, annonçaient les descriptions d'*Au fil des jours* : « Je découvre le souffle et l'image de Dieu partout où je regarde. Tout me relie : la bête, le nuage, la plante et l'homme ». Condamné à écrire, répugnant au suicide, Bernard revient une dernière fois à des sensations, à des images qui doivent lui livrer le secret de la profusion consolante des choses.

D'un néant à l'autre

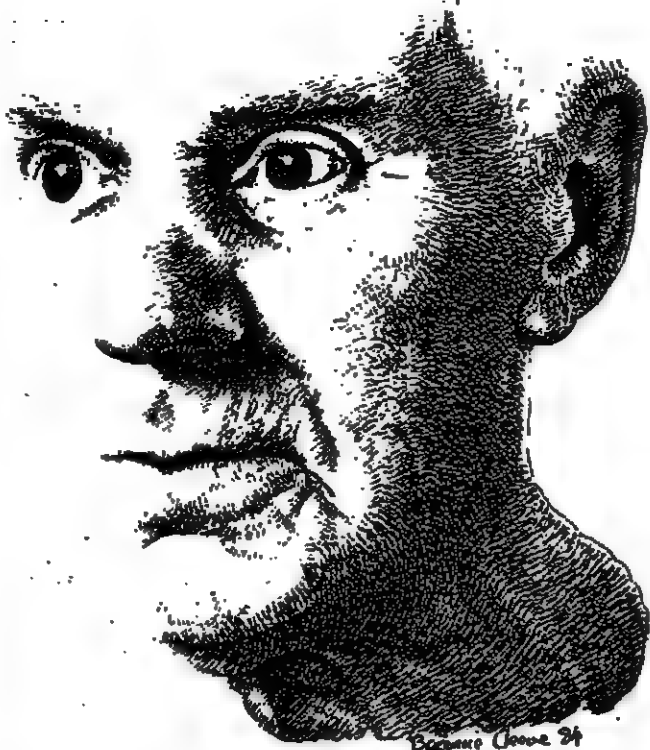
L'île où Bernard vagabonde est un fragment du paradis perdu. Bordée d'écume et de sable, sous le soleil, elle est le pays de l'enfance éternelle où les sems ne sont jamais en repos. Il y a des pins, des insectes, des vendredis. Il y a, au cœur de la solitude, la rencontre d'un rat des champs ou d'une belle femme qui vous sourit.

« Une tâche noire est soudainement apparue sur ma main ; hier, elle n'y était pas. » « Les fins de vie ressemblent à des batailles. » « C'est en zigzaguant que nous approchons de la mort. » Avant de sortir d'un monde « incohérent, brutal, cacophonique », Bernard le bon jusqu'à la lie ; il livre son dernier combat, les yeux ouverts. Il doit tenir. La force d'*Au fil des jours* vient de ce que l'on y sent comme la mesure de la corne du taureau et, à

chaque instant, la joie de l'avoir défilé.

« Elle est partout, dans l'arbre, l'oiseau, le bleu du ciel, le nuage noir. » « Nous serons une poignée de poudre redistribuée au hasard. »

Je le revois, quelques jours avant son départ pour Nîmes, chez lui. Il y avait des taches blanches sur les murs de l'appartement, à la place des tableaux déjà enlevés. De la poussière contre les plinthes. Des cartons ficelés. Les pauvres traces



Dessin de BÉRENICE CLEEVE.

Bernard, lecteur de Pascal, a beau faire l'éloge de la liberté, les zigzags, qui sont l'emblème de son œuvre, le trajet de notre destin, le conduisent à chaque page aux mêmes questions. Les enfants, plus sûrs que les philosophes, les posent encore. D'où venons-nous ? Où allons-nous ? D'un néant à l'autre, le temps d'un livre. Bernard a encore donné ses réponses, fébriles et calmes.

de quarante ans de vie, avec et sans Elie. Plus une chaise pour s'asseoir. Marc Bernard avait l'air perdu, désarmé. Ses yeux, bleu pâle, retenaient des larmes. Il ne reverrait jamais Majorque.

RAPHAËL SORIN.

★ AU FIL DES JOURS, de Marc Bernard, Gallimard, 172 p., 77 F.

Daniel Anselme, l'ami du peuple

• Un romancier qui a gardé le silence pendant vingt ans, parce qu'il était solidaire des gens qui n'ont pas la parole.

« SE présente. Sergent-chef Gras, vingt-cinq ans de service. On l'appelle Crabe. On lui parle à l'oreille gauche. » Gilles Gras, sous-officier de carrière, court sur pattes, teint rouge, cent parties par jour à son actif, est le vrai héros du livre de Daniel Anselme, *le Compagnon secret*. Son regard gris, qui traverse les interlocuteurs, sa vie quelconque et terrible reconstruite pas à pas, mystère après mystère, ne prennent

pourrait tout leur poids qu'une fois le livre refermé. Le lecteur fait la découverte que le narrateur lui annonçait aux premières lignes du roman : il est des rencontres dont on ne perçoit l'importance que trop tard. Il est des hommes à qui l'on dérober jusqu'à leur nom.

Au début, on n'y prend pas garde : on accompagne le narrateur, un jeune homme bien doué, un personnage stendhalien (d'ailleurs on est à Grenoble). C'est un officier FTP de dix-huit ans, fraîchement homologué dans l'armée régulière, qui débarque là comme Lucien dans les salons de Nancy : pour y faire carrière, pour faire la preuve de ses talents. Autour, il y a le capitaine Labette, qui souffre de rhume et d'indécision chroniques, le sergent Citron, ancien FTP, et le colonel Dupauty de Thiais, qui s'apprête à

verser le sang en pure perte sur les contreforts de la Maurienne pour racheter une réputation de « napoléon ». On est en novembre 1944.

Et puis Crabe est tué. A cause de l'entêtement, doublé d'atavisme, du capitaine Labette. A cause de son sens du service, de son absolue discipline de soldat. Crabe laisse au narrateur un album de photos pour sa fille, des médailles, des croix et des lettres pour une certaine Marie-Émilienne Gras, certainement sa mère. C'est alors que commence une quête difficile, douloureuse, dont la clé s'avère plus amère que celle de bien des romans policiers. Surtout, le narrateur comprend qu'il était aveugle et sourd.

« Je ne voudrais pas qu'on croie que cette histoire est une histoire militaire », dit Daniel Anselme. *Des Gilles Gras* j'en ai rencontrés d'innombrables, dans des usines et ailleurs. Dans tous les lieux où des hommes n'ont d'autre façon de protester contre ce que la vie a fait d'eux que de l'être jusqu'au bout, et à la perfection. C'est ainsi qu'on fait marcher les entreprises, pas seulement avec de la force de travail : avec de la conscience professionnelle. « Jusqu'à la tragédie. »

Daniel Anselme parle de ce qu'il connaît bien. Les gens de Lip, du Creusot, de Dunkerque, il a travaillé pendant des années avec eux. « Il y a eu un moment où je me suis dit stop, je ne suis plus écrivain. Je n'écris plus d'ouvrages personnels. Cela s'est fait par la force des choses. Après 1968, je me suis trouvé plongé dans le monde ouvrier, emporté par lui. Je me suis retrouvé pris par des activités modestes, mais pratiques, réelles, qui occupent tous mon temps et mon attention, au milieu de gens pour lesquels le monde des lettres ressemblait à la lune dont on voit la lueur au loin. Certains d'entre eux avaient bien cette fleur lib-haut, quand ils avaient le temps et l'idée de lever les yeux. Certains d'entre eux avaient même lu mes livres. Au sortir d'une réunion syndicale, ils venaient me dire : « Sais-tu que tu es un homonyme qui écrit des livres ? »

Il y a ceux qui ont la parole, et les autres. Daniel Anselme n'a pas fini de se débattre dans cette douleur-là.

« Dans le monde actuel, appartenir au clan de ceux qui s'expriment publiquement, c'est comme rouler en Rolls sur une route où la masse des gens vont pieds nus. On peut se cacher sur le siège de la voiture en estimant que chacun est à sa place, ou

bien se mettre à la portière et proclamer qu'on roule pour ceux qui vont pieds nus. Mais ce que les gens voient d'abord, c'est que vous êtes en voiture. Aussi lorsque vous êtes descendu, et marchez avec les autres, vous éprouvez un sentiment d'innocence auquel il est difficile de renoncer. La tentation du silence solitaire est très forte. »

GENEVÈVE BRISAC.

(Lire la suite page 27.)

Extrait

Parti sans autorisation...

« Crabe semble surpris, une fraction de seconde, comme un voyageur qui a laissé approcher la fin du voyage sans l'avoir remarqué, et qui éprouve une honte surprise de le voir finir. Il retire son casque, se recroque avec les doigts, remet son casque et monte sur la route. »

« Non, attendez... » cria le capitaine Labette qui avait gardé son mouchoir à la main. Crabe s'arrêta d'avancer. La réverbération de la lumière sur la neige donnait à son visage la couleur du sang qui monte d'une blessure. »

« Ouf, montrez-leur... » commanda le capitaine Labette, qui paraissait uni à Crabe par des liens invisibles qui l'obligeaient à se lever à mesure que Crabe avançait sur la route, qui l'entraînaient derrière lui... Il hésita en regardant son mouchoir, puis se mouchoira en premier et cria ensuite : »

« Non, Crabe, revenez... » Au même instant, une série de détonations résonna dans la vallée, la tête de Crabe se détacha de son corps, au milieu d'une gerbe de sang, et passa dans l'air au-dessus de nous, sans casque, les yeux ouverts, penchée en avant. »

« Mon Dieu, Crabe, que faites-vous ? » s'écria le capitaine Labette. Crabe avait reçu un coup direct en pleine poitrine, et, pour la première fois en vingt-cinq ans de service, je suppose, il s'absentait sans autorisation. »

★ Extrait de *COMPAGNON SECRET* (p. 139).

le feuilleton

LE FASCISME DE DRIEU, PAR MARIE BALVET
UN INÉDIT DE PAUL VALÉRY

L'opinion politique, ce penchant...

L n'y a pas de vérité en politique, c'est connu : il n'y a que des opinions. Et ces opinions, que les intellectuels de tous bords habillent de rationalité pour mieux nous convaincre, nous sauver, que sont-elles sinon des compensations intimes, d'enfantines envies de croire, un moyen de liquider papa-maman-le-bonne-et-soi, de supporter ses penchants, ses travers ? Une opération de diversion psychologique, quoi !

C'est particulièrement net chez les extrémistes. Il y a un profil du stalinien détroqué, du gauchiste néo-libéral, ou du collaborateur tout terrain, et, d'abord, du fasciste des années 30. Celui-là, Drieu l'a incarné jusqu'à la caricature, à l'auto-immolation : tout, pense-t-il, plutôt que la démocratie, dont l'Europe crève faute du chef viril qui... manquait à la maison !

Les biographies récentes de Drieu (Grover, Desanti) ont bien montré ce que ses positions et ses engagements devaient à des nerfs malades. Il restait à pointer ce qui l'a conduit spécialement au fascisme, ce fascisme que l'idéologie présentement en hausse s'ingénie à gommer — on ne réécrit pas *Pour un socialisme fasciste*, pas plus que les pamphlets antisémites de Céline, — à

par Bertrand Poirot-Delpech

excuser — c'est vieux tout ça, ils ont payé, paix à leur âme ! — ou à traiter en accident fâcheux, suffisamment expliqué, noble à sa façon, et tellement moins dangereux que l'autre, le fascisme rouge, tout aussi responsable du premier, et encore à nos portes, lui...

A L'ORIGINE, il y a la guerre. Aujourd'hui, plus personne (touchons du bois) ne le trouve aimable. Du temps du jeune Drieu, et jusque vers 1950, malgré les deux boucheries, elle avait ses amours. La guerre comme moyen de masquer le vide de soi, de s'éprouver, de se dépasser, de mieux goûter la vie, l'ayant risquée : on a lu tout ça. Chez Drieu s'ajoutent la crainte de ressembler à un père jugé couard et une curiosité de la première enfance pour la mort, donnée, reçue, choisie.

Ce n'est pas qu'il ignore la peur : à Charleroi, il pousse un cri qu'il n'oublie pas. Mais il se prend de tendresse pour le combat, il le veut au corps-à-corps, ce pour quoi les hommes sont « faits ». Il souffre que la guerre s'entende, se bureaucratise, se mécanise, dégoûte les cibles. La machine diminue l'homme, au contraire du cheval. Ah ! sauter sur sa selle « en poussant un cri vers Dieu » — et non « huc cocotte ! », comme l'idée viendrait, — quelle « fureur de santé » ! La « seule joie sur terre » ! Appoint d'époque non négligeable, que Sarrre rappelle, dans les *Mots* : du fait de 1870, les enfants d'avant 14 sont élevés dans un esprit de revanche brève.

Au « plus jamais ça » des autres rescapés, comme Giono, Drieu répond : « Encore ! » Mourir au front, tel reste son rêve en 1944, qu'importe sous quel uniforme. La guerre n'est pas seulement l'occasion d'échapper aux agonies ordinaires, aux horres du vieillissement. Elle enseigne le courage, la fraternité. C'est une nécessité spirituelle, et une sélection naturelle : elle réduit les faibles, récompense les forts. Et voilà comment d'une enfance tourmentée on fait une œuvre où grandissent les bruits de bottes !

DANS une humanité si matérielle, les femmes n'ont pas leur place. Ce sont des êtres inférieurs, des handicapées physiques et intellectuelles. Drieu ne les supporte qu'en objets de luxe insignifiants, dominés, paresseux. Devant une femme libre et intelligente comme Ocampo, il prend la fuite.

Malgré la guerre, les Français ne sont pas loin d'être tous des gonzeuses, un ramassis de sous-hommes, de pécés, d'ennuqués, de juifs, coupables à ses yeux d'adaptation excessive à une modernité abortive !

(Lire la suite page 26.)

Haarlem 1945 : la guerre n'est pas finie

• Un best-seller néerlandais : « L'Attentat » de Harry Mulisch.

L'ATTENTAT, de Harry Mulisch, sous arrive des Pays-Bas avec une réputation considérable : quelque 250 000 exemplaires vendus en un an, dans un pays de 13 millions d'habitants !... Et cette réputation n'est pas usurpée, car on ne s'ennuie pas un instant à la lecture de ce roman étrange, énigmatique, construit comme une tragédie antique sur le thème de la deuxième guerre mondiale. Mieux : on se laisse vite prendre au jeu dans ce puzzle minutieusement ajusté, où chaque pièce s'imbrique vers un dénouement qui vous laisse un goût de cendre.

Un roman facile à lire, difficile à digérer, qui remêche inlassablement le passé avec une lucidité, une profondeur de pensée, une ferocité à l'égard de soi-même souvent intolérables, mais un livre excitant pour l'esprit. « Tout le monde est coupable et innocent en même temps », explique l'auteur pour résumer son propos, ce qui n'est pas aussi simple qu'on pourrait le supposer.

Quand j'avais rencontré pour la première fois Harry Mulisch à Amsterdam, j'avais cru qu'il était un

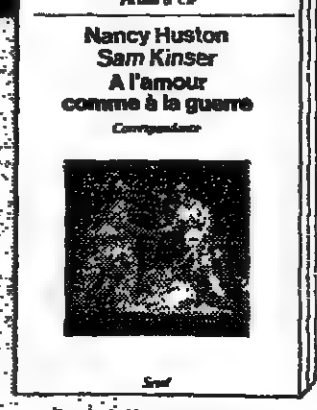
Néerlandais typique, solidement enraciné dans la culture hollandaise. Quelle erreur ! « Je n'ai pas de racines », dit-il, « je ne suis que le descendant d'un pot-pourri international de nomades... »

Né à Haarlem en 1927, poète, philosophe, essayiste, romancier, considéré comme un des plus grands écrivains néerlandais contemporains, Mulisch est un personnage ambigu qui ne peut pas se laisser poser la question de sa propre responsabilité : son père, né à Gablonz dans l'empire austro-hongrois — aujourd'hui Jabloniec en Tchécoslovaquie, — officier dans l'armée autrichienne pendant la première guerre mondiale, émigra, durant l'année 1921, en Hollande, où il rencontra sa femme, née à Anvers d'une famille juive de Francfort ! Elevé en langue allemande, Mulisch a vécu l'arrestation de son père, qui allait être condamné en 1945 à trois ans de camp pour avoir dirigé pendant l'Occupation la banque où les juifs hollandais étaient obligés de déposer leurs biens, avant d'être déportés. « L'Institut des valeurs, dit-il, c'est comme cela qu'on l'appellait... Mon père n'était pas nazi, un capitaine de guerre allemand lui avait trouvé cet emploi alors qu'il était au chômage... »

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 28.)

N. Huston et S. Kinser L'écriture et la vie



Le plaisir de la lecture. L'humour et la confiance, d'une lettre à l'autre. Un livre chaleureux, profondément attachant. Imprimé, imprévisible. Superbe. Michel Field / Les Nouvelles

85 F

Seuil

مكتبة ابن ارحل

LE MONDE DES LIVRES

HUBERT LUBERLY dans
"UNE ÎLE AU SOLEIL"
L'ALBUM DE BD À DÉCOUVRIR
ENVOI DIRECT: 42 F. (64 pages)
B.P. 229, 55106 VERDUN
(documentation contre un timbre)

Collection «Islam et Occident»
Claudine GROSSIR
L'ISLAM DES ROMANTIQUES Tome Premier
1811 - 1840
Un volume, 176 pages : 78 F
En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS - Tél. : 354.32.70

MAURICE SCHUMANN
de l'Académie française
Qui a tué le Duc d'Enghien?
Préface de **JEAN TULARD**
Professeur à la Sorbonne/Président de l'Institut Napoléon
"Le drame de l'exécution du duc d'Enghien déchiffré avec clarté, lucidité et finesse."
ANDRÉ CASTELLOT "LE FIGARO"
"Un mélange flamboyant d'art oratoire, de talent romanesque, d'avocat, d'historien."
PAUL GUTH "LA VOIX DU NORD"
Perrin

ROMAN
PAR Polanski
ROMAN
POLANSKI raconte le roman de la vie de **ROMAN POLANSKI**.
PAR Polanski
ROBERT LAFFONT

la vie littéraire

Arles : Rencontres sur le livre

Des Rencontres interprofessionnelles du livre se tiendront les 20 et 21 mai à Arles sur le thème « Quelle information sur les livres entre les professionnels ? ». Elles ont été préparées par l'Association nationale pour la formation et le perfectionnement en librairie et papeterie, l'Association interprofessionnelle du livre Languedoc-Roussillon/Provence-Côte-d'Azur (LIBER) et l'Office Rhône-Alpes du livre (ORAL), en collaboration avec les associations de bibliothécaires de la région.

Dès le 19 auront lieu, à 18 heures à l'hôtel de ville, une réunion d'information sur la formation aux métiers de l'édition et, à 21 heures à la librairie Actes Sud, une animation sur le thème de l'information, avec la participation de Bertrand Poirot-Delpech.

Le 20, les Rencontres seront ouvertes par M. Jean-Pierre Camoin, maire d'Arles, et Jean Gastagne, directeur du livre et de la lecture. Elles auront successivement pour thème :

- La communication libraires-bibliothécaires ;
- La relation diffuseur, distributeur, libraire : un réseau au service de l'édition ;
- Les médias et l'information des professionnels ;
- Le rôle des prescripteurs du livre (enseignants, associations, etc.) en rapport avec les libraires et bibliothécaires ;
- La solidarité des libraires et bibliothécaires avec les petits éditeurs ;

Informations et inscriptions : LIBER, 3, rue Chabrier, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : (42) 96-49-51.

Lyon accueille « Vertiges »

Vertiges, l'écran des destins croisés, le deuxième roman télévisé, est présenté depuis le 11 mai à l'Espace lyonnais d'art contemporain (ELAC), dans l'exposition « Elles sont de sortie - Toi et moi pour toujours » (jusqu'au 17 juin). Vertiges sera ensuite (dans six mois environ) distribué par le secteur télévisé de Télélibération. Le premier roman télévisé, ACSO, présenté, lui, à Paris en janvier à Electra, est désormais disponible sur Minitel ou téléviseur couleur avec décodeur. Il est distribué par la SERPEA, 42-52, rue de l'Aqueduc, 75010 Paris.

Pour Camille Philibert, Jacques-Elie Chabert et Jean-Paul Martin, trois des sept auteurs de Vertiges, qui ont aussi participé à la création d'ACSO, ce nouveau roman sur écran est « mieux fait, plus facile, plus passionnant et plus facilement utilisable ». A l'ELAC, se la-

ture se fait selon un parcours entre sept Minitel disposés sur une carte du Tendre nouvelle version. « Les Minitel sont installés sur sept « totems », explique Camille Philibert : 1) Ero-gène ; 2) Vénus ; 3) Méduse ; 4) Dévoction mécanique ; 5) Dans l'ombre de la face ennemie ; 6) Poussière d'amour ; 7) Oubliance. Ce sont les balises d'une fiction télévisuelle arborée comme nommée Vertiges ».

Sur ce chemin entre Ombre et Châco (ouest et est), entre Coup de foudre et Absence (nord et sud), on découvre les histoires littéraires et graphiques de Sami, Sara, Big-Grig, Blake et Decker et quelques autres, notamment Willy K le vampire : « Ses mains transparentes et il ne respire que quand c'est pire ».

En offrant au groupe de graphistes de Elles sont de sortie et Toi et moi pour toujours (encyclopédie de l'amour en dix volumes, avec parution trimestrielle) un espace de 600 m², en accueillant Vertiges, Marie-Claude Jaume, directrice de l'ELAC, et Thierry Raspail, conservateur, organisateur de l'exposition, ont voulu consacrer l'ELAC comme un lieu de liberté pour les créateurs, affirmer « son ouverture à la littérature, par l'entrée de productions contemporaines, où le langage, le graphisme et l'information s'unissent pour une nouvelle création ». - Jo. S.

* Catalogue de l'exposition, 96 p., 60 F (ELAC, Centre d'échanges de Perrin, 69603 Lyon, tél. : (7) 842-27-39).

Eros à travers les âges

« Tout l'univers est un bordel », disait Alex Crowley, parodiant Shakespeare. Le théâtre de la littérature, aussi chaotique qu'il paraît, dissimule toujours chez chaque écrivain une « œuvre au noir », celle de la perversité, derrière l'œuvre au jour.

Gilbert Prouteau, dans les Miroirs de la perversité (Albin Michel, 457 p., 90 F), nous procure le plaisir de découvrir les « bruits-bas de la création », chaos érotique où se mêlent les blessures de Marot, les confidences de Sade sur ce « Don Juan de verroterie » que fut Ménélas, et les anecdotes les plus savoureuses. Ainsi, Marie Dorval, la maîtresse de Vigny, fit cette réponse perdue à un amant qui l'interrogeait sur les capacités érotiques de l'auteur des Effusions : « Oh, vous savez, de temps en temps, une toute petite dévotion... ».

Eros, chaste ou pervers, dieu de l'amour hétérosexuel ou homosexuel, était aussi l'idole des Grecs antiques, qui employaient la formule : « Prière pour la pluie » pour se saluer dans la rue. Lors des banquets où l'on disserte sur l'amour, comme dans celui de Platon, Socrate, démon de la laideur et dieu de la vertu, retrouve Alc-

biade, rayonnant de beauté et pourissant de vices. Jacques Mazel, dans un livre d'historien, les Métamorphoses d'Eros - l'amour dans la Grèce antique (Presses de la Renaissance, 290 p., 95 F), rassemble anecdotes philosophiques et érotiques, suivant une démarche qui cherche à « comprendre l'amour sans se complaire à l'observer ». - R.J.

Maupassant le « taureau »

Vers 1875, avec l'aide de quelques amis ayant connu lui le goût de la « blague », Maupassant écrit et monte, sous le pseudonyme de Joseph Prunier, une farce grotesque et graveleuse, *A la Feuille de Rose*. L'époque avait le goût du bordel et de la vulgarité. Après la deuxième édition (31 mai 1877), Edmond de Goncourt commente dans son journal : « Ce soir, dans un atelier de la rue de Fleuries, le jeune Maupassant fait représenter une pièce obscène de sa composition (...) et joue par lui et ses amis. C'est l'histoire, ces jeunes hommes traversés en femme, avec la peinture sur leur maillot d'un large sexe entrébaillé (...) Le lendemain, Maupassant, parlant de la représentation avec enthousiasme, trouvait, pour la caractériser, la phrase : « Oui, c'est très frais ! » Frais, pour cette saluétude, c'est vraiment une trouvaille. »

La pièce fait aujourd'hui l'objet d'une publication. Mais l'intérêt de ce volume réside dans le passionnant complément de la correspondance de Maupassant (ou le « taureau ») entrant (de 1881 à 1884-1885) avec deux de ses « trois » femmes : Négrière, Armand Lanoux, les deux évoquées en ces termes : « Glorie d'Esco (...) apparaît comme la maîtresse la mieux connue de Guy, mieux que la blanche Marie Beuchamp (...) ». Au travers de Glorie, épicière et souffragette, on entrevoit le Maupassant amoureux (si le mot est celui qui convient), un érotisme jamais satisfait, curieux de tout sauf d'homosexualité, véritable possédé de la chair et profondément désespéré (...) ». - (1).

Il faut lire ces lettres, qui éclaircissent la petite histoire d'un grand écrivain, et considérer avec curiosité la pièce, de valeur littéraire à peu près nulle. - SERGE KOSTER.

* A LA FEUILLE DE ROSE, MAISON TURQUE, par Guy de Maupassant, suivi de la correspondance de l'auteur avec Glorie d'Esco et Marie Beuchamp et de quelques autres lettres. Essai, collection « L'autre visage », 230 p., 36 F.

(1) Voir la revue Europe, juin 1969 : « Guy de Maupassant ».

vient de paraître

Biographies

JEANNE CHAMPION : Suzanne Valadon ou la recherche de la sérénité. - Une femme qui se voulait libre d'aimer et de peindre, à une époque où il n'était guère concevable que les femmes revendiquent ce genre de vie. Suzanne Valadon devint donc « Suzanne la fille », la « mauvaise mère » d'Utrillo-le-maudit. Jeanne Champion a voulu faire saisir cette femme et cette artiste de son purgatoire. (Presses de la Renaissance, 380 p., 55 F.)

OLIVIER TODD : Jacques Bré, une vie. - Bré qui a décidé d'abandonner son métier de chanteur en pleine gloire, pour se consacrer à la poésie, a écrit dans le livre d'Olivier Todd a essayé, au-delà des passions que l'artiste suscite, de reconstituer sa vie, avec ses racines, sa jeunesse, ses fidélités et ses infidélités. Un parcours fascinant. (Robert Laffont, 430 p., 88 F.)

MAURICE BOUVIER-ALAM : Les Empereurs gaulois. - De la conquête de César aux invasions, l'histoire présente volontiers le Gaule comme un simple appendice de Rome. Ret ainsi occasionnée une séquence de l'histoire française, que Maurice Bouvier-Alam tente de restituer, dans une analyse à contre-courant des idées communément admises sur cette période. (Tallandier, 423 p., 38 F.)

CLAUDE MORSE : Mémoires de Saint-Ex. - Une rencontre entre un journaliste, grand reporter, bilingue de formation, et Jean-Benoît Laffont, dont l'écriture se confond avec celle de l'écriturateur et de tout ce qui, au prix d'efforts souvent surhumains, ont gagné la « latitude de ciel ». (Ramsay, 296 p., 86 F.)

JEAN D'ORMESON : Jean qui grogne et Jean qui rit. - François Mitterrand, le pape, les groupes, Boussin Gary, la rue Copernic, les communistes, l'amour, la Tunisie, le bonheur, en. Les chroniques de Jean d'Ormeson dans le Figaro et le Figaro-Magazine, depuis plus de dix ans. (Jean-Claude Lattès, 424 p., 35 F.)

JEAN-LOUIS BELACHOU : Nana, les frères Barbevoche, comédie et réalisme. - Quatre frères, nés dans l'antique Lubon, qui vivaient pauvrement de pêches et de rapines. Deux d'entre eux allaient devenir les plus célèbres comédiens de tous les temps : Arago, dit Ben d'Argat, et Khat-el-Dine. Une fantastique épopée, minutieusement documentée. (Payot, 438 pages, 99 F.)

CHESLAIN DE DIEBACH : Histoire de l'émigration (1789-1874). - L'auteur retrace l'histoire politique et érotique la vie des communautés françaises d'émigrés dispersés à travers l'Europe et les États-Unis - de Colombie à Philadelphie - après la révolution de 1789. (Perrin, 640 p., 140 F.)

Histoire littéraire

COLLECTIF : Images de la Rochefoucauld. Actes du colloque de 1980-1981. - Trois siècles de lectures et de réécritures de la Rochefoucauld en France, en Allemagne, en Angleterre et en Italie. Ouvrage édité par Jean Lafont et Jean Mesnard. (PUF, 292 p., 22 F.)

Théâtre
SOPHOCLE : les Trachiniennes. - Dans une traduction d'Auguste Dupuy, avec une introduction de Roger Jodit et une partition musicale de Grégoire Roca. (Collégium, 18, rue Hippocrate, 29000 Quimper, 46 p.).

Podé
PIERRE SICHES : Le Livre d'or de l'histoire. - Un genre où croissent les légendes. Les quatre volumes de la collection « Miroir du monde », illustrés en couleurs. Avec la collaboration de Claude Carlier. (Robert Laffont, 112 p., 35 F.)

Romans
YVES NAVARRÉ : L'Épave de la nuit. - Un roman composé de lettres écrites chaque jour, au fil des saisons, par les personnes les plus diverses, et dont Yves Navarré donne aujourd'hui la première partie. « Éol/automne ». Un portrait impressionnant de notre société. (Fleuve, 280 p., 55 F.)

JEAN RASPAIL : Les Fêtes d'été. - Les jours verts, l'été, les jours bleus, les deux principes opposés, l'un et l'autre, le jour et la nuit, Dieu et le diable. Alors, pourquoi deux portraits de femmes, peints à cinq siècles de distance, se ressemblent-ils tant ? Un roman mystérieux, une double quête et un double regard, sur un thème unique, l'Amour. (Albin Michel, 315 p., 75 F.)

JEAN-CLAUDE : Les Deux Dieux. - La vie d'un communiste spirituel français, de ses débuts, sa démission, à son extinction, au vingtième siècle, des Deux Dieux, annoncés « Les Deux Dieux » à cause de leur grande piété. (Julliard, 306 pages, 80 F.)

Philosophie
KOSTAS AKILOS : Systèmes de pensée. - Par le penseur du jeu et de l'écriture, une tentative pour comprendre le rapport de l'homme au monde et pour traverser le labyrinthe du temps.

en bref

• **UN COLLOQUE INTERNATIONAL INTERDISCIPLINAIRE** consacré au philosophe et juriste du seizième siècle Jean Bodin aura lieu à Angers les 24, 25 et 26 juin. Pour les renseignements, s'adresser au secrétariat du colloque, tél. : 16 (41) 48-32-24, poste 74.

• **LE SINOLOGUE JACQUES RECLUS**, qui est mort à Paris le 5 mai à l'âge de quatre-vingt-trois ans (voir le Monde des 13-14 mai) était le petit-fils d'Élie Reclus (frère d'Émile Reclus). Il était toujours resté fidèle aux idées anarchistes de son grand-père et de son grand-oncle.

(Né en 1894, il avait fait des études de sciences économiques à Bruxelles et à Paris, mais il se destinait plutôt à une carrière de musicien. Il fut y roman, après avoir été bachelier à la Grande Guerre. Il fut alors journaliste à Paris, jusqu'en 1927, date à laquelle il fut invité à aller en Chine. Il y resta vingt-cinq ans, comme professeur de français dans les universités de Shanghai, Pékin, Nankin, Kanton. De retour à Paris, en 1952, il travailla à la Revue bibliographique de sinologie (VI^e section de l'EFRE) et donna des cours de traduction au département de chinois de l'université Paris-VII.

Outre l'histoire du village-éco-social, qui vient de paraître chez Aubier, Jacques Reclus a traduit Le vendeur d'huile qui avait posé la reine de beauté, de Fong Mong-long (Publications de l'université de Paris-VII, 1976). Rédacteur en chef de la Revue de Chine, Fong (Gallimard, 1967). Crime et corruption chez les mandarins, de Wou Wo-yao (Payot, 1979). Il est aussi l'auteur d'une étude historique, la Révolte des Taiping (1851-1864). Prologue de la Révolution chinoise (Éditions du Pavillon, 1972).

• **LA PLACE SAINT-SULPICE**, à Paris 6^e, succède à la consigne de la Bibliothèque universitaire de Paris. Cette année le deuxième Marché de la poésie du 24 au 27 mai. Informations : association CIRCÉ, à l'attention de Jean-Michel Place, 12, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris. Tél. : 329-80-45.

• **LA SIXIÈME BRADERIE DES OUVRAGES** édités par divers organismes artistiques, notamment le CNRS, le Centre Georges-Pompidou, la Bibliothèque nationale, le Centre national des arts plastiques, se déroulera les 19 et 20 mai au palais de Tokyo à Paris, 13, avenue du Président-Wilson de 10 heures à 19 heures.

• **DEUX REÉDITIONS** dans la collection « Les grandes civilisations » d'Arnaud : la Civilisation de l'Occident médiéval, de Jacques Le Goff (paru en 1977) ; et la Civilisation de l'Europe classique, de Pierre Chassagnon (paru en 1966). (510 p., 60 F et 510 p., 65 F.)

ALAN BERNARD
LE MONDE DES LIVRES
L'incantation de Roger Berr...

LE MONDE DES LIVRES

au fil des lectures

Romans

Henri Gougaud et son Grand Inquisiteur

Nous sommes en 1521, à Toulouse. Des bandes de fanatiques parcourent le royaume, et précèdent le Toulousain, en proie à leurs excès. Ces catholiques surexcités, partis de Normandie pour la Terre sainte, n'ont jamais eu honte de leur projet. En compensation, ils s'arrêtent ici et là pour des conversions forcées à coups de menaces ou de tortures, les juifs, principales victimes, étant tout naturellement des qu'ils ont abjuré.

Quand commencent l'action, Jean le Hongre, à la tête de ses « Pestonzeux », vient de mettre au pillage la juiverie de Toulouse sans que personne, ni le vigier, ni le vénéral, ni les capitouls, ait intervenu. Seule, avec quelques autres, Stéphanie, la sœur de Jean, a été capturée.

Le plus notable des « convertis » de la ville est un juif lettré, Salomon d'Onides, vieil ami du cardinal Arnaud Novelli, lequel, très malade, est en passe de mourir. Le cardinal aime personnellement son neveu Jacques, Grand Inquisiteur de la ville, homme jeune, d'une foi inflexible, mais sans cruauté. C'est la personnalité centrale du roman, un roman de grand style, sans faiblesses, tout le contraire d'un roman à thèse. Par le truchement de ses personnages, à travers leurs échauffés de raison, leurs accès de passion ou leurs délires, qu'ils soient seulement par eux-mêmes ou cabotés par les événements, Henri Gougaud se cherche, en le sent, et nous incline à la même démarche de vérité. Venu de loin dans le temps, en hommes et en femmes, montrés avec grande compréhension et pitié, nous posent, d'une manière détournée, des questions très actuelles.

En bref, Jacques Novelli, qui va tomber amoureux de Stéphanie, ne hait pas Jean le Hongre : au contraire, lorsque celui-ci sera fait prisonnier et condamné à mort, c'est Jacques qui l'aidera à passer en paix dans l'autre monde. La thèse lui sera plus ardue avec Salomon : deux intelligences s'affrontent, dont aucune ne veut céder, deux conceptions de la foi également. Pourtant, Salomon d'Onides se fera catholique, mais de pleine volonté et non par peur. Jacques, en charge de Grand Inquisiteur abandonné, parviendra au cardinalat.

Des comparaisons hautes en couleur donnent relief et tranchent à cette « tempête de l'âme », dure lutte contre les catholiques, contre l'orgueil, contre les espèces charnelles, d'où Jacques Novelli sortira vraiment humble et bon.

G. G. A.

* L'INQUISITEUR, de Henri Gougaud, La Sout, 256 p., 72 F.

L'incantation de Roger Bordier

L'œuvre romanesque de Roger Bordier présente une remarquable constance : depuis les *Bleus* en 1961 jusqu'à ces *Temps Heureux*, il s'est acharné vers une exaltation des masses populaires, dans le malheur ou dans la joie. Mais ne voir en lui qu'un écrivain cantonné dans la célébration d'une classe sociale serait limiter singulièrement son pouvoir.

Ce qu'il décrit ici, à première vue, c'est la génération qui précède celle de son livre précédent, *La Grande Vie*, lequel traitait des luttes et des conquêtes républicaines au tournant du vingtième siècle. Cette fois, ce sont les années qui ont suivi la Commune, dont Bordier se fait, à travers la famille Anbespin, l'historien minutieux et grave. La vie modeste et dévouée d'un relieur se déroule à deux endroits : le val de Loire et Paris, encore sous le coup de la guerre civile. Ce double décor permet à Roger Bordier de restituer toute une époque à travers les coutumes provinciales, en même temps qu'il brosse de Paris une fresque nerveuse, romanesque, et même grouillante à souhait.

Ce que les personnages autour de Michel Anbespin peuvent tenter de faire, c'est de vivre mieux et de permettre aux uns et aux autres d'acquiescer à une certaine dignité. Là n'est pas l'essentiel, littérairement parlant. Et il ne suffit pas à Roger Bordier d'accumuler des formules frappantes, comme : « L'ouvrier, c'est celui qui est en air », ou de se griser de mots d'ordre : « Nous allons vivre des temps heureux ». Ce devoir de solidarité, quelque opiniâtre qu'il soit, ne rend pas compte d'une dimension plus insidieuse. A chaque événement correspond, en effet, une étrange litanie : une suite d'interrogations palmothèses, qui s'empare des êtres et qui les paralyse un moment. Ces aspects poétiques et rêveurs intriquent et séduisent. On se félicite que Roger Bordier donne à son univers comme une brume tremblante, au-delà du parti pris.

ALAIN BOSQUET.

* LES TEMPS HEUREUX, de Roger Bordier, Albin Michel, 352 p., 75 F.

Populisme paysan pas mort !

Raymond La Villegue, prix populaire 1974 pour *L'Amour Guépe*, auteur de *l'Étalon*, nous donne avec *La Coane* et *le Tambour* le roman d'une enfance ardochoise, paysanne et rurale.

Toute autobiographie est, en même temps que le récit d'une éducation sociale et sentimentale, une psychanalyse. Celle-ci est violente, imagée, triviale, entre une mère aux ascensions et aux réactions maladroites et un père plus sûr et débonnaire, dans un décor de pierres et de hautes terres, l'odeur puissante du cheval et le légendaire des histoires que se racontent aux veillées des veuves psychonaises qui ressuscitent les morts.

La mort tisse dans le récit, avec la vie au goût acre, une tapisserie du quotidien aux couleurs sauvages.

Si l'expression « col-terreux » a un sens, c'est bien à ce livre qu'il s'applique où la moindre réaction de l'enfant ému est traduite en débridement des fonctions animales.

Mais c'est avec le grand-père, vieux combattant de la Commune, disciple de Bakounine, trémoussant et paillard, que notre héros se sentira le plus en affinité, le grand-père qui tape du tambour, la nuit, pour empêcher les voisins, joue de sa canne-épée à travers les portes, boit ses, luites encore, à quatre-vingt-dix ans, les belles aubergines. Il mourra de la mort des vieillards, dans un délabrement du corps, mais il aura eu le temps, avec la danse et le tambour, de léguer à son petit-fils l'héritage de la violence des sentiments et de la révolte de l'aspiré.

PAUL MORELLE.

* LA CANNE ET LE TAMBOUR, de Raymond La Villegue, Veyrier, 220 p., 75 F.

Un vieux rêve rajeuni

Avant d'ouvrir *Femmes obscures*, pour vous mettre en garde, lisez une page de *Châli*, de Diderot, ou quelques quelques mesures de *In a Mellow Town*, de Duke Ellington, par Count Basie. Jean-François Grunfeld, avec son troisième roman, fait chanter les émotions et les couleurs. Et des notes bleues, comme la mer.

Un architecte, Maxime, convoque trois femmes dans sa maison, sur une île grecque. Il y a Thérèse, la légitime, Zira, une Viennoise, et Valentine. Le temps d'un été, ce quartier s'abandonne aux plaisirs de la sieste, de l'amour et de la cuisine.

Femmes obscures est une suite ensoleillée d'arabesques, où les cinq sens, multipliés par quatre corps,

pleins de sève, déclinent la beauté d'un monde. Ici tout est calme et volupté. Le paradis s'incarne dans des choses simples, des plantes, des bêtes, des instants. L'érotisme est partout. Femmes au bain, chair de lune, passage du vent, éclat tamisé des lampes. Manger et jouer. On frémit devant un « bocal de tomates confites dans du sucre ». On tremble doucement en face d'une dormeuse « nue, ses jambes raménées vers son ventre, enfouies et magnifiques ». Chaque mot — odeurs, nuances, détails, touches — placé au bon endroit par un écrivain moultiste, est une caresse.

La culture, en contrepoint, ajoute à ces merveilles un trouble presque décadent. Vienne fin de siècle, avec Loos et Klimt, Altenberg, évoque des étreintes sans fin. Comme chez Morand, la lubricité est un effet de l'art. Le raffinement, digne de Fitzgerald, naît de la vivacité de l'œil. La partie carrie est un jeu savant où les lettres et les sens, avides d'absolu, se cherchent.

Cette fable, sans peur, cache donc aussi une morale. Il y a de la gravité dans l'air. La fin d'un intermède qui ressemble à un vieux rêve rajeuni, gardons-nous de la raconter. Elle a la beauté sèche d'une séparation. Les sept péchés sont de la fête, mais parions que ceux qui préparent déjà leurs vacances se livreront sans remords au huitième — celui de la lecture.

R. S.

* FEMMES OBSCURES, de Jean-François Grunfeld, Grasset, 184 p., 52 F.

Récit

L'humour de Georges Perros

« On ne devrait jamais écrire, quand on est contrarié, mais c'est généralement le moment qu'on choisit pour se raconter à l'écriture, par le verbe. » Ces confidences, Georges Perros les faisait à Jean Paulhan : à propos de *Gardavou*. Indéjà, jusqu'à présent, ce court texte, écrit en 1961, méritait amplement d'être publié, car on y retrouve l'élegance tragique d'un écrivain qui n'admettait pas que la vie, déjà assez insupportable, fût encore assailli par la bêtise et la force brutale.

Ayant craint de briser « un fil qui houpillait un peu fort un pauvre type », le poète se ravisa, par la grâce d'un commissaire de police vindicatif, gardé à vue pendant près de vingt-quatre heures. L'indignation, chez Perros, ne se concevait pas sans humour, et il conçoit, amusé, que, dans ce lieu étrange, il échappe enfin au « monsieur » et aux « flatteurs de mauvais goût ».

science-fiction

Le printemps et les prix

LE PRINTEMPS D'HELICONIA, premier volume d'une trilogie massive de Brian Aldiss, appartient à la famille des livres-univers, illustrés par Dune. La planète Heliconia tourne autour de deux soleils. Son orbite autour de la lointaine Frey, étoile géante, définit des saisons de mille ans. Et voici qu'un long hiver s'achève. C'est le dégel de l'histoire... Si de nombreux chapitres nous paient dans leur vie et leurs luttes des héros assez traditionnels, comme Yuli ou Laintal Ay, d'autres, empruntant au récit légendaire, à l'ethnologie et aux sciences de la nature, nous décrivent en détail la mythologie et l'écologie d'Heliconia, ainsi que l'épopée biologique des êtres qui l'habitent. L'auteur mêle ainsi un réalisme minutieux et une imagination délirante. Heliconia n'est pas Dune. Sans doute est-elle promise à une renommée plus discrète, mais non moins sérieuse. (Le Printemps d'Heliconia, de Brian Aldiss, traduit de l'américain par Jacques Chambon, Robert Laffont, 440 p., 88 F.)

SERGE BRUSSOLO a reçu au Festival de Metz le prix Apollo, décerné par un jury de personnalités parisiennes, pour son roman *Le Semeur d'abîmes*, publié par Fleuve Noir. *Le Semeur d'abîmes* est un bon spécimen de l'abondante production actuelle de Serge Brussolo : un récit d'aventures vif et prenant où, parfois, le feu d'artifice de l'imagination étouffe un peu les personnages. Le point de départ est surprenant : ces tatouages mobiles qui ne cessent de s'agiter sur le peau de leurs propriétaires, qu'ils percent volontiers pour passer d'un corps à l'autre... Mais on devine bien loin de là, au cours d'un récit haletant. (Les Semeurs d'abîmes, de Serge Brussolo, Fleuve Noir, 192 p., 15,50 F.)

LE CHAMP DU RÊVEUR, le cinquième roman de Jean-Pierre Hubert, vient d'obtenir le Grand Prix de la science-fiction française 1984. Ce livre, original et grave, traite pour l'essentiel d'un art prodigieux qui est un lointain dérivé du cinéma actuel. Ce thème rejoint d'ailleurs un classique de la science-fiction : la contrainte directe de la matière par l'esprit... Sur la planète Rune, les « créatifs » — metteurs en scène du futur — réalisent, matérialisent les fantasmes du Rêveur, être mystérieux associant le cerveau d'un cétacé à celui d'un enfant mort sur notre monde. Le récit, vivant et vigoureux, porte une réflexion mélancolique sur l'art et la création. Jean-Pierre Hubert, qui vient de publier les *Faisceaux d'orages*, également dans la collection « Présence du futur », se situe désormais au tout premier rang de la science-fiction française. (Le Champ du rêveur, de Jean-Pierre Hubert, Denoël, 224 p., 34 F.)

LE NAVILLUX a valu à Thérèse Roche le Prix jeunesse. Un récit astucieux, brillant et... fort éducatif, dans une des meilleures collections pour les huit-onze ans. (Magnard, collection « Tirelire Poche ».)

Le Prix spécial a couronné un ouvrage de référence unique en son genre, le *Rayon SF*, catalogue bibliographique de science-fiction, par Hervé Delmas et Alain Julien. (Ed. Milan, Toulouse.)

Le Prix de la meilleure nouvelle a récompensé un jeune écrivain extrêmement prometteur, Jean-Claude Dunyach, pour les *Nageurs de sable* (Fiction n° 338). Un texte d'une grande force, à l'écriture sensible, ciselée et précise.

MICHEL JEURY.

L'idée que des gens puissent passer indifférents devant ce commissariat, où des hommes attendent d'être fixés sur leur sort, devient vite insupportable au poète : « Quelle sottise de se croire et vouloir libre, alors que nous et moi ne savons que faire de la permission de marcher, de parler, de travailler, aveugles que nous sommes. » Cette expérience livrera toute sa mesure à Georges Perros lorsque celui-ci assistera, impuissant, au passage à tabac d'un inconnu capable d'être, peut-être, arabe.

PIERRE DRACHLINE.

* GARDAVOU, de Georges Perros. Le temps qu'il fait, 28, rue du Clos, 16100 Cognac, distribution Distique, 48 pages, 35 F.

Signalons aussi le numéro spécial que la revue *Ufacs* consacre à Georges Perros. On y trouve notamment des textes de Jean Roudot, Jude Stefan, Henri Thomas, Gérard Macé, Pierre Pachet, Robert Pinget, André Pieyre de Mandiargues, Michel Rotor, Jacques Réda, des lettres inédites de Perros, un entretien de celui-ci avec Jean Deive et Jean Roudot, une biographie, une bibliographie et plusieurs documents (photos et dessins). Numéros 8/9, 162 p., 96 F. BP 741, 35030 Rennes, Codex.

Lettres étrangères

Le bonheur : une idée neuve en Inde

Par quel bout prendre l'Inde ? Aucun. Elle tient dans ses contradictions dont l'écheveau résiste à l'analyse. Il faut tout accepter en bloc ou garder ses distances comme les colons de Rudyard Kipling qui visaient l'autre monde du haut de leur veranda. Ruth Prawer Jhalvalla, a choisi de descendre dans la rue. Polonoise d'origine, éduquée en Angleterre, épouse d'un architecte indien, elle dispose de la liberté des personnes déplacées qui sont partout chez elles et que rien ne déroute. Elle regarde, enregistre et s'interdit de juger. De ses observations, elle a tiré une dizaine de romans qui l'ont imposée comme un des meilleurs témoins de sa patrie d'adoption. La France commence seulement à traduire son œuvre.

Après *Châli* et *Poussière* (1), que Jean Juvet adapte superbement à l'écran, voici *Cette lutte incertaine*, une comédie des erreurs qu'éclairer par en dessous une discrète sympathie. Chacun a sa conscience pour soi et ne voit pas plus loin qu'elle, ce qui l'amène à bouter contre son prochain, parfois à le piétiner. Avec un humour imperturbable, l'auteur distribue les épreuves, les angoisses, et veille à ce que chacun soit servi.

Ainsi le meneur de jeu, Galsari Lal, riche homme d'affaires, ne demande qu'une chose : la paix. Mais sa femme, séduite par la mystique, s'engage dans le camp des déshérités, mais sa maîtresse veut se faire épouser, mais son fils, boudant l'héritage paternel, dérive au fil des rencontres, mais son beau-frère aime la compagnie de prostituées, mais les illuminés battent la campagne dans l'espoir d'arracher les mendicants à leur léthargie, mais les fidèles domestiques, dépositaires des confidences, étouffent l'immense des maîtres. Tour à tour, nous voyons les personnages, prisonniers d'une ronde qui les contraint à se heurter sans cesse, tandis qu'à l'arrière-plan le présent boulescule le passé.

Le bonheur semble être une idée neuve en Inde. On y aspire, on l'exige, mais on ne sait pas trop ce que c'est. Pour y accéder, peut-être convient-il d'abord d'apprendre à s'asseoir sur une chaise, comme les paysans qui se risquent sur « ce meuble insolite » et attendent, raidies, effarés, la récompense de leur audace. On peut-être d'ailleurs d'acheter « l'Inde qui transforme les épouses en colombes, grâce à l'effluve du bel amour viril ». On peut-être doit-on renoncer à « tous les confort de la vie » et se solidariser avec les misérables ? On peut-être faut-il au contraire les traiter durement ? Pourquoi, enfin, ne pas essayer la religion, « et d'ailleurs même sans » qu'elle procure de voluptés mais respectables extases ? Il y en a pour tous les goûts, et pourtant nul n'est satisfait de son rôle.

GABRIELLE ROLIN.

* CETTE LUTTE INCERTAINE, de Ruth Prawer Jhalvalla, traduit de l'anglais par Nicole Monnot, Baland, 282 p., 79 F.

(1) Baland, 1983.

* LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'HISTOIRE DE L'ART, du grand historien suisse Heinrich Wölfflin, ouvrage qui traite de l'évolution du style dans l'art moderne, n'était plus disponible en France depuis de nombreuses années. Il fait l'objet d'un reprint, dans la traduction de Claire et Marcel Raynaud, chez l'éditeur Gérard Monfort (Saint-Pierre-de-Salerne, 27800 Brienne).

TCH'EN KI-YING
L'Innocent du Village-aux-Roseaux

Traduit du chinois par Jacques Reclus

Dans un village perdu de la Chine du Nord, les aventures de Conforme-à-tout l'Innocent, mais aussi, des Boxeurs à Mao, cinquante ans d'histoire de la Chine profonde.

GEORGES BANU

Le théâtre, sorties de secours

A partir de l'œuvre de grands metteurs en scène actuels — Brook, Grotowski, Strehler, Vitez, Mnouchkine, Chéreau — un livre témoin d'un théâtre en danger et de ses défis.

Aubier

Marie-Alain Couturier

La vérité blessée

Avant-propos de Michel Serres

« Si l'on aime les mots et les anecdotes qui font l'attrait des Mémoires, on sera comblé par ce mémorialiste involontaire, anxieux de découvrir la Présence — avec une majuscule — derrière toutes les manifestations du génie... Le père Couturier était fasciné. Nous le devenons si nous ne l'étions pas encore, ou si nous ne l'étions plus. »

ANGELO RINALDI "L'EXPRESS"

« Quand la vérité continue d'être blessée, cette voix est une des plus nécessaires à entendre. »

PIERRE DAX "LE QUOTIDIEN DE PARIS"

Plon

OUI
LA PHILOSOPHIE

n° 2, mars 1984 : la Paix.

Avec la correspondance inédite Einstein/Freud sur le thème : Pourquoi la guerre ?

A paraître, n° 3, juin 1984 : le voyage

Revue trimestrielle. Abonnement pour un an 4 numéros, France 140 F. Etranger 170 F

prénom et nom _____
adresse _____
ville _____ code postal _____
pays _____ abonnement à partir du numéro _____
veuillez m'adresser le numéro _____

Etablir votre paiement à l'ordre des Editions Bruno Hausman
15017, rue Campagne-Première 75014 Paris. Tél. : 322 68 21. C.C.P. : 1138473M Paris.
Diffusion : Clancier-Guenaud. Distribution : Distique.

عبد الرحمن الرحيم

le feuilleton

L'opinion politique, ce penchant...

(Suite de la page 23.)

Vers 1934, Drieu trouve sa voie. Contre la décadence, le débraillé mou des gauches, l'Italie et l'Allemagne (visitée avec « volupté » en 1935) montrent que des solutions existent : avec ces larves. Drieu fera l'affaire, malgré son bedon, ses lunettes et ses grosses voitures : il a la voix mâle, des cheveux - pour Drieu le cheveu, ce n'est pas rien - et il mouille sa chemise dans les meetings de banlieue. Ah ! il a pu faire connaître à la France les beaux frissons de Nuremberg !

De la défile de 1940, accueillie comme une juste sanction, Drieu attend un rôle salvateur. Mais c'est aussi dans ces tempêtes de cutover la déception, de s'enfoncer dans l'erreur. Les derniers textes sont formels : si Drieu ne s'était pas pur lui-même de son mauvais choix en 1944, il en aurait accompli un de plus, en se jetant dans le communisme.

Telle est la loi, avec cette vieille catin qu'est l'histoire : les cocus finissent par prendre goût à leur infortune, pour peu que, comme Drieu, les même la haine de soi.

VALÉRY ne se déteste pas, il s'en faut. Il ne hait vraiment que la bêtise, qui n'est pas son fort, comme on sait. Chez lui aussi, l'opinion politique relève du penchant intime. Un penchant tout autre, heureusement pour lui, que celui de Drieu.

Les notes inédites que livre le fils du poète démentent en partie le titre. Valéry n'est pas an-archiste, avec ou sans trait d'union, pur ou appliqué. L'intelligence, au degré où il en est parvenu et où il la cultive, rend plutôt élitiste, aristocratique, par-dessus tout, gouvernément par les plus doués. Supprimer l'inégalité : c'est, les hiérarchies : non. Un peuple trop égal détruit la civilisation, laquelle est un luxe : luxe précieuse, comme la civilisation est mortelle.

Valéry est sombre sur l'avenir de la culture. Exercice solitaire par excellence, elle lui semble menacée par la presse, la radio, le cinéma : en général, par la politique et la commercialisation, qui sont choses statistiques, donc anticulturelles.

La sortie universelle ne peut qu'augmenter. La démocratie y contribue, qui paraît à Valéry, comme à Churchill, le moins mauvais système, mais oblige les tribunes à simplifier, à mentir. Le travail de la terre abaisse ; la vie littéraire aussi. Les gens de droite ont toujours manqué de ce qu'il faut d'esprit pour paraître avoir du cœur, et les gens de gauche ne savent « ni construire ni conserver ». Tel est le credo amputé coulé en apothème.

CES notes ont été écrites en avril 1938, à Alger. Aucune allusion n'y est faite à une actualité pourtant chargée, à un environnement colonial posant problème, ni à des lectures théoriques. Seule référence à l'immédiat : un chien qui aboie dans le jardin, « bourré de palmiers molles et fermes de pins sombres jusqu'à la crête ». Pour Valéry, la politique n'est pas une science digne d'être servie à la table des entrées de Mauvaises pensées et autres, des Carnets, c'est-à-dire un travail inépuisable de l'esprit sur lui-même.

Dans une communication à l'Académie des sciences morales, reprises en annexe, le fils de Valéry analyse parfaitement les rapports de son père à la politique. Pour le poète, qui écrit la *Jeune Parque* l'année de Verdun, conscient en cela de rendre un hommage « inutile » à une tradition « épiroïte », l'intellectuel doit, à l'exclusion de toute autre fonction, accroître la capacité de l'esprit. Plus il est seul, plus il joue son rôle. Le moins des choses : être de droite parmi les gens de gauche, et inversement.

Valéry s'avoue un amateur moyennement éclairé, il a peu lu les penseurs qui ont modelé le siècle. Il ignore Hegel et Freud. Il se vante d'être un des rares connaisseurs de Marx, mais on peut le douter, à voir la frivolité gidiennne avec laquelle il signale sa lecture (en 1918) : « relu (sic) le *Kapital* hier soir » ; « certaines analyses sont épatantes ».

Dans ce domaine comme dans les autres, Valéry ne vise pas à l'information précise ni à la cohérence, mais à la généralisation, à la maxime morale. Les principes d'insouciance et de libre examen qu'il défend en toutes circonstances s'appliquent particulièrement à la politique, où l'on a de ce qu'il existe par-dessus tout : les injonctions inévitables.

BERTRAND PORROT-DELPECH.

* **ITINÉRAIRE D'UN INTELLECTUEL VERS LE FASCISME :** DRIEU LA ROCHELLE, de Marie Babin. Presses universitaires de France, collection « Perspectives critiques », 234 p., 100 F.
* **LES PRINCIPES D'ANARCHIE PURE ET APPLIQUÉE,** de Paul Valéry, suivi de PAUL VALÉRY ET LA POLITIQUE, de François Valéry. Gallimard, 216 p., 67 F.

histoire

Les conquistadors vus par les Aztèques

• A travers des récits, sortis de l'ombre, le choc fulgurant de deux civilisations.

LA rencontre de l'Autre, on le sait, est aux limites du possible. Celui qui n'a ni ma langue ni mes valeurs, dont le corps, les habitudes ou les croyances me paraissent d'une inquiétante étrangeté, celui-là fait tâche dans le monde auquel mes yeux se sont accoutumés. Il menace la rassurante familiarité des apparences, et la place que je crois y occuper. Peut-être la trame de l'histoire n'est-elle que variations autour de cette rencontre...

Parmi celles-ci, la conquête du Mexique occupe une place proprement unique. Deux grandes civilisations, espagnole et aztèque, s'entrevoient soudainement, sans jamais y avoir été préparées. Choc fulgurant et sans équivalent. Du débarquement de Cortés à la chute de Mexico, il s'est joué dans l'histoire humaine, entre 1519 et 1521, un événement incomparable et trop peu médié.

Nous en avions, jusqu'à présent, de nombreux récits occidentaux. Les uns sont dus aux militaires, à commencer par les célèbres *Croniques de la conquête* de Hernán Cortés lui-même (la conquête du Mexique), suivies notamment par l'*Histoire véritable de la conquête de la Nouvelle Espagne* de Bernal Díaz del Castillo. Les autres récits furent l'œuvre des franciscains espagnols (qui, dès 1524, se

mirent au travail), tel Fray Bernardino de Sahagún, dont l'*Histoire générale des choses de la Nouvelle Espagne* demeure un indispensable classique (1).

En revanche, nous ne savions rien de la vision des Aztèques, de leur stupéfaction face au surgissement d'extra-terrestres, de leur peur panique face à l'inconcevable. Or ces récits existent, nombreux, somptueux, oubliés. Deux auteurs les font aujourd'hui sortir de l'ombre : Georges Baudot, l'un des meilleurs connaisseurs de cette époque, familier du nahuatl (la langue principale des Aztèques) comme d'autres le sont de l'argot du Bronx, et Tzvetan Todorov, linguiste, qui a consacré en 1982 un ouvrage à la *Conquête de l'Amérique : la question de l'Autre* (Le Seuil). Ils ont choisi et présenté un judicieux ensemble de six textes qui nous font découvrir les Européens de l'extérieur.

La chair des dieux

Ce sont des êtres surprenants : « Ils ont des visages comme de la corne, ils ont des cheveux jaunes, cependant certains ont des cheveux noirs (...) Et leurs chiens sont très, très grands ; ils ont des oreilles plus longues que les nôtres (...). Ils ont avec la langue pendante (...) leur bave tombe à petites gouttes. » Il n'y a pas que les chiens qui étonnent, mais aussi ces chevreuils d'un genre inconnu sur lesquels se déplaient les humanités venues de l'est. Et le métal dont ils sont couverts, leurs armes d'acier et leurs terrifiantes « trompettes à feu ».

Pour la réhabilité, les récits ne manquent pas de faire état de présages et de prophéties annonçant la venue des Espagnols et la ruine de Mexico - manière de résister, après coup, à l'irruption destructrice. Pour surmonter le choc, il faut se répéter que l'Autre était déjà prévu, inscrit de

Sont-ils des dieux ? Tout porte à le croire. La qualité de leurs navires, la puissance de leurs armes, l'échec des sorciers envoyés pour les rendre malades : « La chair de ces dieux était dure, expliquent les envoleurs dépités, aucun art de magie ne pouvait y pénétrer. » Pourtant un doute subsiste : « S'il s'agissait de dieux, ils ne réserveraient pas nos oracles ni ne maltraiteraient nos dieux, puisqu'ils seraient leurs frères. » Et d'ailleurs ils ne se conduisent pas comme des dieux : ils n'aiment pas qu'on asperge de sang leur nourriture. Ils ont même l'air dégouté. Et puis, ils se comportent comme des bêtes : « C'est comme des singes à longue queue qu'ils ont saisi de tous côtés (...). Ils se venaient comme des porcs, de l'or. » Ils n'ont aucun goût, et fendent des bijoux superbes pour en faire des barres. En fin de compte, sont-ce des hommes ? Ils ne parlent qu'un « baragouin ». Face à l'autre, la logique s'effondre, les repères se brouillent, le monde s'effondre.

C'est bien à l'imaginable que sont confrontés les Aztèques. Une des premières réactions de l'empereur Moctezuma le montre nettement. Il fait exécuter un portrait des Espagnols et convoque les vassaux. Pourquoi les vassaux ? Afin de savoir si, un jour, les Aztèques ont vu quelque chose de semblable. Dans le temps cyclique des Aztèques ne peut exister que ce qui a déjà eu lieu, et non une radicale nouveauté. Face à elle, l'empereur demeure abattu, prostré, muet. Le peuple se terre, comme si la mort avait frappé l'espace même et enlevé la cohérence du monde.

Pour la réhabilité, les récits ne manquent pas de faire état de présages et de prophéties annonçant la venue des Espagnols et la ruine de Mexico - manière de résister, après coup, à l'irruption destructrice. Pour surmonter le choc, il faut se répéter que l'Autre était déjà prévu, inscrit de

quelque manière dans la mémoire du monde.

Ces récits ne forment pas un tout homogène. Ils divergent par leur contenu autant que par leur forme. Les faits sur lesquels on insiste ne sont pas les mêmes, et leur interprétation varie suivant, par exemple, que l'auteur du récit est issu d'un peuple combattant l'envahisseur ou d'un peuple allié aux Espagnols. Les discussions internes des Aztèques, qui sont une des causes majeures de leur anéantissement, se retrouvent ici. Mais plus grande encore est la différence entre les textes écrits en nahuatl, à l'aide d'une transcription alphabétique inventée par les franciscains, et ceux rédigés en espagnol : l'énonciation des deux langues est profondément différente.

Une grande épouvante

Tout intérêt historique mis à part, il faut souligner l'étrange beauté des textes nahuatl. Leur principale caractéristique est une répétition constante de termes à peu près synonymes sans être tout à fait : « Ils sont venus ici en répandant de grands effrois. Ils sont venus ici en semant une grande épouvante. Ils ont été regardés avec grande crainte, ils ont été très redoutés. » Cette multiplicité provoque, par juxtaposition de « petites » touches, une sorte de flottement de la parole qui met un charme dénotant au contact de l'horreur.

ROGER-POL DROIT.

* **RÉCITS AZTÈQUES DE LA CONQUÊTE**, textes choisis, présentés et annotés par Georges Baudot et Tzvetan Todorov, traduits de nahuatl par Georges Baudot et de l'espagnol par Pierre Cortès. Seuil, 428 p., 140 F.

(1) Le chapitre de ces textes sont dans la collection de poche des éditions La Découverte.

EXTRAIT

Massacre à Mexico

LE 22 mai 1520, en l'absence de Cortés, Pedro de Alvarado massacre traîtreusement la noblesse aztèque rassemblée sans armes dans le cour du grand temple de Mexico pour la fête annuelle de Xicolpochtli. Voici le récit qu'en donne le *Codex de Florence* (livre XII, chap. XXI) recueilli entre 1550 et 1555 par Fray Bernardino de Sahagún en langue nahuatl d'informateurs indiens anonymes :

« Aussitôt, alors, ils ont entouré ceux qui dansaient : aussitôt, alors, ils sont allés là où étaient les tambourins ; aussitôt, ils ont frappé les mains du joueur de tambour, ils sont venus trancher les palmes de ses mains, toutes les deux ; ensuite, ils ont tranché son cou, et son cou est

retombé au loin. Aussitôt, alors, eux tous ont assailli les gens avec les lances en métal, et ils les ont frappées avec leurs épées en métal. Certains ont été tués par derrière et aussitôt leurs boyaux se sont déversés. A certains, ils leur ont fendu la tête en morceaux, ils leur ont broyé la tête, ils ont réduit en poudre leur tête. Et d'autres, ils les ont frappés aux épaules, ils sont venus trancher, ils sont venus fendre leur corps. A d'autres, ils leur ont frappé à plusieurs reprises les jarrets ; à d'autres, ils leur ont frappé à plusieurs reprises les cuisses ; à d'autres, ils leur ont frappé le ventre, et aussitôt tous leurs boyaux se sont déversés. »

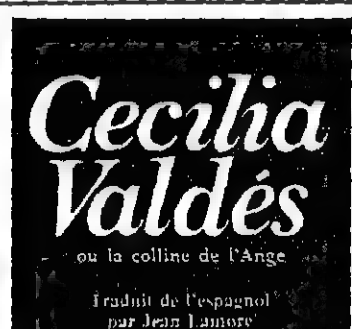
(Traduit du nahuatl par GEORGES BAUDOT.)

(Publié)

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones : d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS Tél. : 288-58-06

- 100 000 livres en stock dans tous les domaines.
- Service de recherches gratuites.
- 5 catalogues par an.
- Achat au comptant.



Cecilia Valdés
ou la colline de l'ange
Traduit de l'espagnol par Jean Lantier



Une puissante œuvre anti-esclavagiste publiée à La Havane en 1839. La sensualité, l'ardeur et la passion d'une maîtresse presque blanche que la jalousie mènera jusqu'au crime.

Editions La Découverte
1, place Paul-Painlevé, Paris 7^e - Tél. : 533-41-16

Le Clézio et le mystère indien

JM.G. LE CLÉZIO est un voyageur nous, stupéfait. On dirait qu'il ne rapporte de ses voyages que des blancs de mémoire ou des mots surexploités. Dans le *Livre des fuites*, c'était au prix de l'autocritique qu'il racontait sa traversée des images, des langues, des codes. Dans *Le Clézio*, voué à la solitude et au mystère, ce même voyageur se frotte aux peuples inaccessibles et silencieux et découvre, étonné, qu'il est une sorte de frère schizophrénique des Indiens du Mexique et de Panama. Il aime la fuite, la vide en soi-même, la discrétion. Il est obsédé par l'idée de brouiller les pistes, de ne pas laisser de traces... Réflexes nomades.

Mais il y a en J.M.G. Le Clézio un autre voyageur : celui-là est nocturne. Il met son savoir-faire au service de la mémoire indienne. Il restaure, il sauve de l'oubli des manuscrits mutilés, incomplets, censurés. Il redonne les visions cosmologiques, le refus en quelque sorte la sensation du voyageur d'élite : voler aux autres leurs espaces, leurs cultures, leurs musiques, leurs danses, leurs religions. Il essaie de redonner aux lecteurs d'aujourd'hui le goût de la dimension plurielle. C'est ainsi qu'il a publié, en marge de ses romans, la version française des *Propphéties de Chiam Salom* et, tout récemment, celle de la *Relation de Michoacan*.

Les ethno-historiens chicanent sur la présentation que Le Clézio fait de ces textes. Ils y trouveront - malgré un réel travail documentaire - beaucoup de candeur et trop d'enthousiasme. Parler de l'Inde et de la Bible à propos de ces récits n'est sans doute pas pécher, mais cela finira peu ou prou à voir dans l'histoire indienne un double de notre propre histoire.

D'autres points de détail sont discutés : ainsi la *Relation de Michoacan* est-elle un « livre purement indien » ou est-elle trop marquée par les franciscains « missionnaires » qui recueillirent ces témoignages ? Les spécialistes jugeront. Reste un livre essentiel et profond. Une Genèse unique, chargée de magie. Domine aussi le sentiment que le peuple Parhépecha, issu des Chichimèques, a légué avant de mourir un message mystique qui se nourrit maintenant de cuisine de nos lectures.

J.M.G. Le Clézio préfère approfondir le mystère plutôt que de trancher, d'éclaircir. Il a peut-être raison : la *Relation de Michoacan* est un fabuleux nœud d'hypothèses.

JACQUES MEUNIER.

* **RELATION DE MICHOCAN**, version et présentation de J.M.G. Le Clézio. Gallimard, collection « Traditions », 318 p., 110 F.

France terre d'asile et de rejet



Un émouvant plaidoyer de la raison... poétique et ferme.
Michèle Gazier / Télérama
Une manière de s'accuser... l'auteur y livre un témoignage d'une grande sincérité. Entièrement crédible, parce que sans haine.
Jacques Mouchet / Le Monde
Un livre plein de modération et de tendresse, de chaleur et d'humour. Bernard Thomas / Le canard enchaîné

L'Histoire immédiate au Seuil

LECTURE : ACTE SOCIAL !



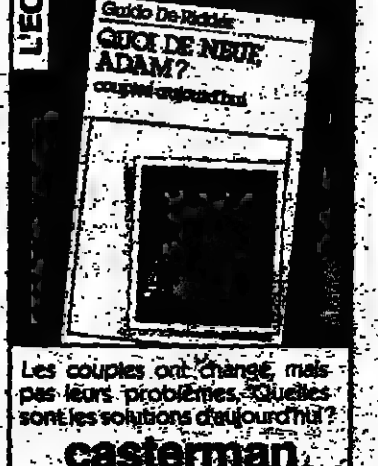
Aujourd'hui, il est indispensable de savoir bien lire. L'école n'est pas le seul endroit pour apprendre.

POLONAIS et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 326-51-09

Une réédition attendue

A CHAQUE COUPLE SON PARADIS.



Les couples ont changé, mais pas leurs problèmes. Quelles sont les solutions d'aujourd'hui ?

casterman.

مقدون الاصل

philosophie

Les leçons de Jean Beaufret

CES Entretiens avec Jean Beaufret sont la transcription fidèle d'une série d'émissions diffusées par France-Culture au début de l'été 1983. Frédéric de Towarnicki avait eu la persévérance nécessaire pour amener le philosophe à répondre longuement à toutes sortes de questions.

Jean Beaufret se rappelle ses études, l'univers mental de cette génération de philosophes français qui rassemblait Sartre, Raymond Aron, Merleau-Ponty. Rien n'aurait été plus étrange, pour Beaufret, que de se voir avec un autre philosophe, mais de ce côté, rien ne se manifeste encore comme vraiment philosophique au plus haut sens du terme.

Une habitude s'est établie déjà : celle d'identifier Jean Beaufret comme l'intellectuel de Heidegger en France. Il voudrait mieux, le croit-il, tenter de percevoir quelque chose d'autre, plus profond et décisif : le développement d'une pensée qui a transformé Jean Beaufret, et qui a contribué, parallèlement, à façonner la figure de Heidegger. Car les deux hommes, pendant trente et un ans, se rapprochent sans cesse l'un de l'autre, Heidegger de plus en plus étonné de la profondeur et de la finesse avec lesquelles son « ami Beaufret » (ainsi le nommait-il toujours publiquement) avançait dans la compréhension de ce que met en jeu sa pensée.

Ces Entretiens ont été enregistrés au printemps 1981, un an avant le décès de Jean Beaufret. Il avait alors soixante-quatorze ans. Heidegger était mort depuis cinq ans. Et pourtant l'entretien, le bonheur d'expression, le souci de clarifier, la diversité des tons, n'ont jamais été plus vifs. N'était la sûreté magistrale, on parlerait presque de jeunesse.

À côté des souvenirs, grâce à de pertinentes questions sur le rapport de notre situation actuelle avec l'histoire de la philosophie, d'élaborées leçons de compréhension, impossible d'en dresser ici un catalogue. Signalons seulement l'admirable repérage de Nietzsche à l'inté-

rieur de la métaphysique - être à l'intérieur de la métaphysique n'étant ni une erreur ni une faute, mais un destin ; en sortant de la métaphysique, le moment venu, la nécessaire métamorphose de ce même destin.

Où bien encore, mentionnons l'importance décisive des pages où Jean Beaufret montre que la véritable question pour l'intelligibilité n'est pas celle du rapport de la théorie avec la pratique, mais bien celle du rapport de la théorie et de la pratique, ensemble, avec la technique, ou plus exactement avec la technique grecque, qui est leur horizon de possibilité.

Il ne sert à rien, au fond, de donner un sommaire de ces Entretiens. Beaucoup plus importantes, et admirables, l'unité du propos de Jean Beaufret. Il peut se résumer en une phrase, prononcée vers la fin du huitième entretien : « Toute la question est de savoir si on grand ou non la philosophie au sérieux. » On admet généralement que Jean Beaufret a été un professeur sans pareil. Mais il a été bien davantage : il a pris la philosophie au sérieux, ce qui l'a inévitablement mené à croiser le chemin de Martin Heidegger, pour qui la philosophie, de Parménide à Nietzsche, a été et reste l'une des lignes de force de l'humanité.

Jean Beaufret s'est mis à l'école, auprès de Heidegger. Le résultat n'est pas la transcription en français d'énoncés heideggeriens, mais l'écoute de la façon dont la langue française, la langue allemande, la langue latine et la langue grecque, d'elles-mêmes et du fait des poètes et des philosophes, maintiennent le rythme de la pensée, c'est-à-dire perçoivent et disent le sens : le monde.

FRANÇOIS FÉDIER.

ENTRETIENS AVEC JEAN BEAUFRET, de Frédéric de Towarnicki. Presses universitaires de France, collection « Épistémè », 142 p., 80 F.

« Vient de paraître également chez le même éditeur la traduction, par Jean Beaufret, du Poème (De la nature) de Parménide, 94 p., 80 F.

psychanalyse

Le livre et la paternité

● Gérard Haddad s'interroge sur les vertus de la lecture

Il n'est pas nécessaire d'être psychanalyste pour l'avoir remarqué : le livre apaise l'angoisse, non seulement par sa lecture, mais déjà par sa seule présence. Gérard Haddad se souvient que, jadis, dans les familles juives, on conseillait aux enfants souffrants de frayer des nocturnes de placer un ou plusieurs volumes de la Torah sous leur oreiller. « Aucune angoisse de mon enfance, dit-il, ne résista jamais à ce traitement. »

Devenu psychanalyste, Gérard Haddad s'interroge sur les vertus du livre, dans un essai qui doit beaucoup à Lacan. Etudiant scrupuleusement les rites alimentaires juifs, rites qui sont toujours associés à des mots, il arrive à la conclusion que la fonction paternelle saisisse l'homme dès sa naissance dans son rapport premier au sein. « L'être humain, écrit Gérard Haddad, mange de l'écriture pour constituer à travers le symbolique sa réalité psychique. »

Mélanie Klein avait déjà insisté sur le rôle fondamental de la pulsion orale. Mais, pour elle, l'écriture était l'équivalent du corps maternel. Gérard Haddad, même s'il rend hommage aux intuitions kleinienne, se place délibérément du côté du père. Révisant les innombrables travaux sur les mythes de la schizophrénie ou d'anorexie, il entend montrer que la pathogénie est toujours, en dernière instance, du côté du père qui s'est dérobé à sa tâche. La vertigineuse carence de ce dernier, son inefficacité symbolique rendraient compte de troubles aussi divers que la schizophrénie, la dyslexie ou l'alcoolisme.

« Toute spéculation, note Gérard Haddad, se mesure au réel de sa clinique. » La psychanalyse est d'abord une « praxis » pour lui, et il insiste sur ce point : « Si notre théorie ne servait pas à redéfinir une clinique psychanalytique de l'oralité, elle aurait constitué un effort bien vain. » Il serait, bien entendu,

tout à la fois prématuré et présomptueux de vouloir porter un jugement sur une théorie aussi neuve. Mais il semble que Gérard Haddad, avec Manger le livre, renouvelle la compréhension que nous pouvions avoir de l'interaction du culturel et du pulsionnel dans le développement du psychisme humain.

Cet auteur aboutit cependant, et ce sera notre seule réserve, mais il semble que Gérard Haddad, avec Manger le livre, renouvelle la compréhension que nous pouvions avoir de l'interaction du culturel et du pulsionnel dans le développement du psychisme humain.

ROLAND JACCARD.

★ MANGER LE LIVRE, de Gérard Haddad. Grasset, 218 p., 65 F.

Souscription jusqu'au 15 juin 1984

750 F les deux premiers volumes ensemble (au lieu de 980 F)

THOMAS D'AQUIN SOMME THÉOLOGIQUE

Traduction A.-M. ROGUET
Coordination de l'édition A. RAULIN

- Une édition française moderne complète ;
- Des notes brèves, enon érudites, et en bas de page ;
- Des introductions : un vocabulaire théologique de saint Thomas et des notices relatives à tous les auteurs cités. Chaque section de l'œuvre est introduite par un avant-propos qui en dégage la place et l'importance ;
- Un traducteur unique, pour une plus grande homogénéité ;
- Les annotations par 18 spécialistes.

4 volumes de 850 pages chacun environ - format 190 x 230
texte en double colonne - reliure toile sous jaquette

lettres étrangères

Sur trois Latino-Américains disparus

● Ibaraguengotia, Samudio, Conti

DISPARU avec Manuel Scorza, Marta Traba et Angel Rama dans l'accident d'avion du 27 novembre 1983, Jorge Ibaraguengotia était en France un inconnu. Il y vivait pourtant depuis quelques années, avec sa femme, une artiste anglaise. Mais ce Mexicain fréquentait peu les milieux littéraires et préférait le silence et la discrétion.

À deux reprises, le jury du prix Casa de las Americas, à La Havane, avait couronné Ibaraguengotia. En 1962, pour sa pièce *l'Attentat*, et deux ans plus tard, pour son roman *Les Morts*.

Les Morts, que l'on a eu l'honneur d'idée de traduire enfin, emprunte son thème, comme toujours chez Ibaraguengotia, à un fait divers survenu dans sa province natale de Guanajuato : l'attaque à main armée, par un commando, d'une boulangerie de village. Le commando ne manque pas d'originalité puisqu'il est dirigé par une femme au nom angélique, Seraphina, laquelle entend ainsi se venger d'avoir été abandonnée par son amant, Corona le boulanger. Autre détail insolite : Seraphina n'est pas une banale maîtresse, puisqu'elle dirige avec sa sœur au prisonnier moins éblouissant, Archangel, une maison close.

L'enquête policière ouverte après l'agression s'égare dans un dédale

d'aveux et de faux témoignages, d'allibis et de mensonges, mais éclaire peu à peu l'étrange personnalité des deux sœurs, monstres de la prostitution, capturant leurs proies grâce à des pièges diaboliques ou avec la complicité d'autorités locales corrompues. Quelle est la plus délicate ? Archangel, qui pénalise ses pensionnaires, les châtre corporellement et séquestre, dans de redoutables « cellules », celles qu'elle incite aux exactions ? On Seraphina, qui l'aide à liquider et à enterrer clandestinement les prostituées trop vieilles ou trop bavardes ? Les deux sœurs se valent, sans doute, mais leur entourage n'est guère meilleur, car le pessimisme féroce de l'auteur le fait jeter pêle-mêle dans le même sac victimes et bourreaux, maîtres et esclaves, tous complices de perversité consciente ou inconsciente.

L'humour cruel de Jorge Ibaraguengotia fait songer souvent à Marcel Aymé, le sombre et désabusé Marcel Aymé de la Rue sans nom et du Moulin de la Sourdine. On regrette qu'une traduction latine attache de multiples scènes un grand livre noir et drôle.

Achévé en 1962, *Le Maître de la Gabriela* est l'unique roman d'un compagnon de jeunesse de Garcia Marquez, Alvaro Cepeda Samudio, originaire, comme lui, de la région côtière tropicale colombienne. Cepeda Samudio se tourna vers le

journalisme, flirta avec le cinéma et mourut à New-York en 1972. Il laissait avec *Le Maître de la Gabriela* un chef-d'œuvre inspiré par la prosopée et les répressions dans les plantations bananières des années 30 et les délires des tyrannaux qui les possédaient. Un roman qui fascina par son écriture toute de dialogues secrets et de mystérieux chuchotements, comme le *Pedro Paramo* de Juan Rulfo. Une histoire de solitude, d'inceste et de décadence familiale, comme *Cien Ans de soledad*, mais antérieure. Et si nous déplorons l'affirmation erronée du traducteur, Jacques Gilard, parlant, dans sa présentation, de la « démagogie » de Miguel Angel Asturias et voulant ainsi oublier que celui-ci fut l'un des novateurs les plus lucides et les plus imaginatifs du roman latino-américain moderne, nous ne pouvons qu'adhérer à son point de vue quand le même traducteur déclare : « *Cepeda Samudio, expérimentateur tropical, est de ceux qui ont acclimaté la narration fragmentaire dans les littératures de langue espagnole.* »

En 1982, *Mascara, le chasseur des Amériques* (Albin Michel), avait attiré notre attention sur un autre venu d'Amérique : Haroldo Conti, un des écrivains « disparus », enlevé par des inconnus armés, à Buenos-Aires, une nuit de mai 1976.

Ce romancier de cinquante ans était né à Chacabuco, une petite ville au bout du monde, détrempée par les pluies d'hiver et écorchée par les chaleurs d'été, mais riche en figures pittoresques auxquelles il empruntait souvent traits et tribulations. Pour promener ses rêves de solitude à travers les fies et les ombres du delta du Paraná, Conti s'était construit un modeste bateau, l'*Alajandra*, à bord duquel il écrivait parmi les joncs, les arbres et les oiseaux. Une maison de pêcheur l'attachait fréquemment à la capitale qu'il n'affectionnait guère. Deux voyages à Cuba, comme juré du prix Casa de las Americas, en 1971 et 1974, le rendirent suspect aux yeux des tortionnaires...

Chacabuco et les souvenirs sont

au centre des nouvelles constituant *la Ballade du peuplier carolin*. Voici, transfigurés par la magie d'un art d'écrire fervent et raffiné, ceux qui enchantèrent par leur délicieuses folies l'enfance de Conti : l'oncle Augustin, qui épate ses concitoyens par ses performances d'athlète rural ; Argimón le bricoleur, qui répète les exploits d'Icare ; Felice l'artificier, dont les pétards répartis en explosant les lettres d'amour ; Cejas le revenant, qui indique aux vivants pour qui voter aux élections municipales ; le grand-père, qui promet de réciter un million de Notre Père parce qu'il a vu apparaître Jésus, charpentier comme lui ; le père, qui, l'été, aime faire la sieste sous le frêle moussu des feuilles du peuplier carolin.

Le conte qui donne son titre au recueil est aussi l'un des plus étonnants. À l'origine, une fragile expoée à tous les vents, le peuplier carolin éprouve « une grande attirance pour les hauteurs, un désir de grimper vers le ciel ». Il monte donc et, d'année en année, découvre, ébloui, les éléments de son environnement : les impressions se multiplient, l'originalité des images accentue la féerie. Le peuplier « s'allume comme une lampe verte sous le soleil ». Sous la plume de Conti, la beauté des métaphores se masque jamais leur vérité. Une seule phrase suffit à romancer pour s'élancer d'une poésie incommensurable un acte comme celui du bourgeoisement de l'arbre : « Au printemps, il met ses feuilles à l'endroit exact où elles se trouvaient l'été précédent et tout en haut viennent de petites pousses d'un vert plus cru qu'il, au coucher du soleil, brillent de leur propre lumière. »

CLAUDE COUFFON.

★ LES MORTS, de Jorge Ibaraguengotia, traduit de l'espagnol par Dominique Flechet, Belfond, 224 p., 80 F.

★ LE MAÎTRE DE LA GABRIELA, d'Alvaro Cepeda Samudio, traduit du colombien par Jacques Gilard, préface de Gabriel Garcia Marquez, Belfond, 144 p., 59 F.

★ LA BALLADE DU PEUPLIER CAROLIN, de Haroldo Conti, traduit de l'espagnol (Argentine) par Annie Morvan, Actes Sud, 216 p., 70 F.

Le Monde

Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ
AU « MONDE » DU VENDREDI 18 DATÉ SAMEDI 19 MAI 1984

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

LE QUÉBEC AU-DELA DE MONTRÉAL ET DE LA GASPÉSIE



TEMPS LIBRE :

Dans la montagne sans neige.

TOURISME :

Corse : l'île qui tremble.

SPORT :

Le football américain est arrivé en France.

Et un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision pour la semaine.

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUÉBÉCOISE DU MONDE.

LE MONDE DES LIVRES

lettres étrangères

Yasushi Inoué devant les secrets de la vieillesse

La séparation, l'inévitable leçon de chacun, sont au cœur de l'œuvre de Yasushi Inoué, dont on connaissait déjà le remarquable *Fusil de chasse*. Ici, le récit confronte deux vies : l'une qui se modifie et s'enfuit (celle de la mère devenue vieille), l'autre qui observe les dégradations successives (celle du fils partagé entre l'inquiétude, la curiosité et la compassion).

La marque de mémoire progressive de la mère dévoile comment elle a gommé soixante ans de sa vie d'adulte : son mari, la naissance de ses enfants, mille détails cruciaux en leur temps, s'effacent, et les souvenirs de la vieille femme se concentrent sur un seul épisode amoureux de son enfance, quand, à dix ans, elle était amoureuse du merveilleux Shunma, mort à dix-sept ans. Inoué, au style à la fois poignant et sobre, excelle à nous montrer (comme dans le *Fusil de chasse*) que l'on ne connaît bien les

êtres que trop tard ; et l'oubli ne fait pas ici figure d'innocent.

En effet, le doute surgit insidieusement dans l'esprit du lecteur : si la mère ne se souvient que de Shunma, n'est-ce pas là son choix intime, la revanche qu'elle prend sur toute une existence de devoir, si bien qu'il ne reste que, brillante, la pépita de la passion ? Les petits-enfants, la belle-fille, tous commentent cette régression : « Jeune », affirme l'épouse des fils, « cela implique que le passé s'efface. » « Si l'avait vécu, Shunma aurait pris de quatre-vingt-dix ans », constate un des petits-enfants, tandis que le fils, songeur, conclut : « On pourrait tout aussi bien affirmer qu'une union charnelle entre deux époux durant toute une vie n'avait aucun sens et qu'il suffisait d'une brève d'amour spirituel pour donner son prix à l'existence. »

A la fin du récit, d'une tension toujours plus grande, la mère se

croit redevenue toute jeune, en quête de son fils (qui a maintenant soixante ans), si bien qu'Inoué continue à bouleverser la chronologie et le temps, pour montrer que seule l'immortalité subsiste, incarnée ici par un thème souvent représenté dans le théâtre nô : la réunion des enfants et des parents au-delà de la mort. (Cette même histoire a inspiré un autre récit d'Inoué : *Obasute*.)

Ce livre puissant et insolite montre combien la vieillesse possède, elle aussi, ses secrets, ses visions, sa durée, ses caprices, son enfance intacte. Elle est une autre dimension par où l'être échappe à toute définition. C'est avec une toute exacte que l'écrivain se penche sur ces thèmes essentiels : l'incarnation des images parentales, la résignation à la coupe éternelle, le constat d'échec devant le corps qui évolue ou se désagrége à sa guise. Récit où les mots ne sont jamais gâchés, et qui nous tou-

che d'autant plus que, délaissant la fiction d'un romanesque personnel, l'auteur y affronte résolument l'authentique démarche de l'écriture autobiographique.

DIANE DE MARGERIE.

★ HISTOIRE DE MA MÈRE, de Yasushi Inoué, traduit du japonais par René de Coccy et Ryôji Nakamura, Stock, 142 p., 65 F.

★ YASUSHI INOUE et RÔMÉ TAVENIER ont été élus, mercredi 16 mai, vice-président de PEN-Club international. L'élection des deux vice-présidents est intervenue au cours du 47^e congrès de l'organisation, qui se tient à Tokyo, le thème « Littérature à l'âge nucléaire ». Penquid écrivains-nous ? M. Inoué, président du PEN-Club japonais, est le deuxième vice-président japonais de l'organisation. Le romancier Yasushi Inoué, prix Nobel, qui s'était suicidé en 1972, avait été le premier japonais à occuper cette fonction.

Japon 1910 : entre morale traditionnelle et nouvelle société

Un grand roman naturaliste de Shimazaki Tôson.

VOICI un grand roman japonais. Un vrai roman, au cours lent, sinuex, centré sur un micro-univers : une famille au tournant de ce siècle. Une époque durant laquelle le Japon allait passer d'une situation de fermeture sur soi à la modernité. Ce sont les bouleversements sociaux, les mutations dans le système des valeurs et les mentalités, qui forment la toile de fond, à peine esquissée, de ces tranches de la vie de personnages connaissant l'effondrement de la famille de type patriarcal et l'émergence de la cellule familiale réduite au couple. Une ère nouvelle qui n'en finit pas d'arriver. Quand le récit se termine, Sankichi, le héros, attend l'aube, mais debars c'est encore la nuit.

Né en 1872, mort en 1943, Shimazaki Tôson (1), l'auteur d'*Une famille*, est l'un des plus importants écrivains de sa génération. Il fut l'un des représentants du courant naturaliste japonais. Celui-ci se développa au lendemain de la guerre sino-japonaise (1894-1895), qui marqua une nouvelle étape dans l'histoire du Japon impérial : ce fut en effet la première confirmation réelle de sa force.

Essor de l'industrie, société en pleine mutation, mais aussi apparition de la notion d'individu dans le

sens occidental du terme : autant de facteurs qui vont bouleverser les conceptions romanesques.

Après la période (dix-septième-dix-huitième siècle) des grands romans de mœurs comme ceux de Saikaku, le roman japonais cherchait sa voie. Pour Shimazaki Tôson, il fallait rompre avec l'ancienne conception de la littérature « distancée », rendre la complexité des sentiments humains dans une quête du « vrai » et de l'« authentique ». Comme le souligne la traductrice, Suzanne Rosset, dans son introduction, le naturalisme japonais se distingue de son homologue français : il s'agit pour le romancier de suivre le cheminement d'une pensée, les méandres d'une aventure intérieure plutôt que de faire une description crue et réaliste des faits. Portant un regard pessimiste sur la société, les naturalistes avaient tendance à voir dans la littérature l'unique voie d'émancipation de l'individu. Ce n'est qu'après l'arrivée des écrivains marxistes dans les années 20 que le naturalisme perdit de son influence. Mais il constitua une sorte de première « révolution » de la littérature nipponne.

Shimazaki Tôson, lorsqu'il publia *Une famille* en 1910, avait déjà connu un grand succès avec *Hakai* (la Rupture de l'interdit), qui avait paru en 1906. Avec ce roman s'esquissait une voie qui aurait pu être celle de la critique sociale. Shimazaki Tôson, qui était influencé par le protestantisme (le christianisme, en général, joue un grand rôle au Japon dans la diffusion des idées socialistes), y raconte l'histoire d'un jeune *burakumin* (caste discriminée) (2) : le héros cherche à dissimuler ses origines, comme le lui a fait promettre son père, afin de pouvoir s'insérer plus facilement dans la société. A la fin cependant, le jeune *burakumin* rompt son serment afin d'acquiescer une dignité en tant qu'homme.

Le thème central d'écrivains comme Shimazaki est celui de l'individu tiraillé entre la morale traditionnelle et la société nouvelle en train de naître. Une problématique intensément vécue par des auteurs issus pour la plupart de familles provinciales que bouleversaient les changements de la société.

Il y a d'ailleurs tout un pan autobiographique dans *Une famille*, comme le montre Suzanne Rosset en retraçant la vie de Shimazaki. Mais

l'importance du roman vient de ce que l'auteur y démontre une pleine maîtrise de son style. Par une description minutieuse de la quotidienneté, de ces sentiments qui s'agissent dans des gestes, de ce rituel des civilités habituelles (*aisatsu*) où se jouent les relations humaines dans le Japon traditionnel, et dont la prégnance est plus forte que des notions comme le droit ou le contrat. Shimazaki cherche à réussir cette description de l'authentique qui le hante. Un peu à la manière d'Ozu avec sa caméra, il reste au ras des *tatamis*. Il y a aussi une sorte d'apocryphe libérateur dans ce souci du vrai qui

caractérise toute l'œuvre de Shimazaki. C'est un grand romancier intimiste.

PHILIPPE PONS.

(1) Nous respectons l'ordre (non suivi du prénom) adopté par l'éditeur et qui, au demeurant, est l'ordre normal japonais.

(2) Voir sur ce point Jean-François Sabouret : *L'autre Japon, les burakumin* (bioparc, 1983).

★ UNE FAMILLE, de Shimazaki Tôson, traduit du japonais par Suzanne Rosset, Presses orientales de France, 98 F.

Mon ami Aïgui

par ANTOINE VITEZ

La simplicité n'est pas l'innocence, et celui qui accède à la simplicité, c'est par un travail, déchirant sur lui-même et le monde, et qui peut paraître d'une voix tranquille et dire la vérité.

Simple et nu, véritable et sincère, ainsi je me représente mon ami Aïgui.

Le livre qui vient de paraître et qui porte le sommeil en son titre le sommeil, sans quoi rien d'Aïgui ne saurait s'expliquer ! — ramène vers moi le poète assis présent que dans la promenade ou l'embrassement. Il faut rendre hommage au truchement. Le travail français de Robel est d'une valeur rare : la poésie ne peut être traduite — on le sait — mot pour mot, son pour son, et pourtant on le doit, c'est comme une obligation au fond de nous qui nous pousse. Et parfois un accord étrange se fait entre le traducteur et le poète, c'est le cas ici : le lecteur français peut avoir confiance : on ne le trompe pas.

Pour illustrer l'art de traduire, je parlerai de cette œuvre dont le plus grand des lecteurs français ne peuvent connaître l'original, et que l'auteur ne peut plus ne pas avoir lu, parce qu'elle n'a jamais été publiée là où elle est écrite. Aïgui, pour le moment, est inconnu dans son pays.

La langue russe, comme le latin, ignore l'art de traduire, et le traducteur doit donc choisir entre le et un, le et un, le et un. J'admire que Robel ait si souvent préféré le, qu'on appelle défini, et négligé un, qui est censé donner de l'ampleur et des contours flous aux objets du langage, parce que l'enseignement de la grammaire est faux : plus on définit, moins on précise. Le est essentiel, premier, avant toute chose ; il place l'objet comme avant la pensée même, et c'est bien ainsi que fait le poète russe.

Ses mots, ses neiges, ses roses, ses sommeil, ses champs, ses roses sur les neiges, ses oiseaux, sont comme détachés de leur enveloppe sociale d'usage de la syntaxe ordinaire, et apparaissent nus, impudiquement, associés les uns aux autres par une syntaxe concise qui inclut la partition de la parole à haute voix : d'où ces signes, points d'assonance, traits d'union, italiques, permettant au lecteur de lire comme une musique cette poésie par ailleurs toute faite d'images et de souvenirs de la peinture.

Je ne connais rien de la langue tchouvche (si ce n'est qu'elle a quelque parenté avec le turc), et j'imagine volontiers que la langue maternelle travaille sous la langue acquise — il en est d'autres exemples : — mais il y aurait là trop d'inventivité et de légèreté ! Prenons garde qu'on pardonne à Aïgui son russe étrange à cause de son origine étrangère ! Lui, si conscient et orgueil-

leux de l'art d'écrire, je préfère penser qu'il conceit, combine et arrange tout, Mallarmé de la Voie, ne laissant rien au hasard brouillon. Sa manière à lui de se soumettre à l'inconnu (peut-être à Dieu), et de prier, c'est bien ce travail-là.

Ainsi la langue russe appartient désormais à d'autres qu'aux Russes mêmes. Il y a des gens au monde dont la génétique est de langage et point de sang. En un temps où chacun cherche ses racines, Aïgui trouve les siennes dans le lexique slave, qu'il réexamine pièce par pièce, reprenant le mouvement commencé là, en Russie, au début de ce siècle, puis déporté, dispersé, ressuscité de place en place.

Nu et simple, désolé, parlant de mon ami. C'est le mois de mai, la neige a fondu dans la région de Moscou ; mais c'est devant la neige que je l'imagine, lui, l'homme, plutôt petit, serré de froid, dans son cache-nez rouge, regardant la neige et parlant des devoirs du poète et de la poésie. Le poète baïse, dit-il, c'est son travail, et l'usage de la poésie : balayer, mettre en ordre, ranger. Prenant le balai, il fait le geste.

★ SOMMEIL POÉSIE POÈMES, de Gennadi Aïgui, traduit du russe par Léon Robel. Seghers.

★ LE NOUVEAU COMMERCE a publié dans ses derniers numéros (automne 1983, n° 56/57 et printemps 1984, n° 58) des poèmes choisis de Gennadi Aïgui, avec le texte russe et traduit. 78, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

EXTRAIT

« Patrie-Limbe » (1977)

« Où sont des myriades de victimes innocentes (depuis longtemps déjà fantômes), où toi-même tu es victime (vivant pour le moment seulement), — là : est la patrie (cela seul est - patrie) : amour et compassion pour les victimes et toi-même tu es victime pour elles. Seul cela est : patrie. Et seulement pour une patrie — de l'attachement. Et celle-là, patrie — on ne saurait la quitter.

« Tu peux renoncer à l'espace. Aux ombres-fantômes. Et — aux victimes. Et tu retrouveras l'ultime, où tu retrouveras tout ce qui fut par toi évoué, — cette patrie-là — la langue.

« Être entré — en cette patrie-là, avec espoir : en elle — demeurer : en la splendeur subissant (même si c'est une Langue-Limbe et tu savais en elle le pire en introduisant leur pénombre — dans la Splendeur).

« Et il n'en est pas — d'autre. Être entré — en elle. Avec espoir. Même — sans espoir. »

AVENTURE AUSTRALIE.

"Carnets de voyage dans la grande île du Pacifique, avec ses chercheurs d'or, ses inventeurs de génie, ses espaces sauvages, ses héros mythiques."

autrement 70 F. EN LIBRAIRIE

Gilles Pudlowski. Le devoir de français.



"Intelligent, drôle, naïf, malin, Gilles Pudlowski nous redonne à lire et à voir tout ce que l'on ne savait plus savoir."

Françoise Xenakis - Le Matin de Paris.

"Ce livre est un chant d'amour. Ils se font rares."

Jacques Duquesne - Le Point.

"Une réussite singulière, inclassable, et c'est une indiscutable entrée en littérature."

Françoise Nourissier - Le Figaro Magazine.

"Un envoiement. L'élève est doué. Il ira loin."

Jules Roy - Le Nouvel Observateur.

Flammarion

PIERRE MIQUEL

Histoire de la Radio et de la Télévision

"Une synthèse forcément succincte, quoique déjà longue et fournie, et toujours passionnante."

GILLES PUDLOWSKI - PARIS MATCH

"Problèmes idéologiques, technologiques, culturels, commerciaux, problèmes de monopoles et de concurrence, tout cela est passé au crible d'une étude savante et scientifique, ce qui nous change singulièrement des témoignages hâtifs, des opinions superficielles, et des souvenirs vaseux que le monde de l'audiovisuel a involontairement provoqués depuis quelques années."

JEROME GARCIN
LES NOUVELLES

Perrin

كتاب من المجلد

INTÉRIEUR JOUR

Jour de pluie sur la Croisette. Fuyant le spectacle déprimant des palmiers qui s'égouttent, le Festival s'est réfugié dans ses salons de thé comme les baigneurs d'une station balnéaire sous l'orage.

La colonie de vacances des enfants du septième art trompe son ennui entre deux projections en forçant sur le chocolat chaud et manifeste un plaisir plus marqué encore que par beau temps pour son jeu de société favori, la convivialité.

Qu'est-ce qu'on s'aime dans le cinéma ! Les halls des palaces résonnent de la joie frileuse des retrouvailles. Financiers, comédiens, metteurs en scène, touche-à-tout sans profession bien définie, soignent dès l'heure du petit déjeuner ce que le producteur Jean-Claude Fleury appelle le « relationnel cannois », c'est-à-dire une façon d'être entre soi, d'avoir sous la main, dans un espace en réduction, ceux qu'on souhaitait rencontrer, plus tous les autres, qu'un hasard des plus généreux guide vers sous à des cadences de rafales. «Tiens, tu es là!». La surprise n'est, bien sûr, que de pure convention, mais on la joue à loisir à l'entrée du Ma-

Une autre scène une heure plus tard. Le Carlton cette fois, mais avec les mêmes «marathoniens» de la sympathie partagée. Serge Toubiana, rédacteur en chef des Cahiers du cinéma nous écoute raconter l'admiration que Fleury, spécialiste de films plutôt estampillés «grand public», assure porter à son cousin Serge Silbermann, le producteur de films de Luis Buñuel. Toubiana n'a que le temps de rater le choix professionnel du vieux Silbermann et de critiquer celui de la génération de Fleury qu'apparaissent Fleury puis Silbermann. Magie de la proximité cannoise...

On parlait à l'instant du cinéaste Michel Deville, membre du jury officiel ? Justement, le voilà ! L'actrice Anne Parillaud ? Derrière vous ! Le Festival est un vaudeville. Le mari trompé est toujours derrière la porte.

Attention ! tous ces téléscopes ne sont pas que d'agréables enfilades de perles. Ces dévotions dans le labyrinthe peuvent aussi avoir un sens. D'échanges minuscules en rencontres imprévisibles, des affaires se montent, des projets prennent corps. Et,

Tiens, tu es là ?

jestic ou du Carlton, avec l'air ravi de ceux qui défient les lois de la probabilité. «Le Festival nous offre la possibilité, dit Jean-Claude Fleury, de vivre en vase clos dans l'ambiance du cinéma».

Mais, huit jours plus tôt, le producteur de Gwendoline voyait bien ceux qu'il retrouverait aujourd'hui ? Ce n'est pas la même chose. A Paris, je suis distrait par les problèmes quotidiens. Ici, j'ai vraiment l'impression de vivre à l'intérieur d'un monde que j'aime. C'est formidable de penser, de parler, cinéma vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Soyons justes : les réflexions, les conversations prennent rarement, durant le Festival, l'allure d'un débat de fond étalé sur plusieurs heures de colloque. La rencontre-type ne dépasse guère les cinq minutes, juste le temps de passer rapidement en revue les sujets déjà abordés à Paris et qui seront repris la semaine prochaine. Comme ces vieux loupes qui s'enquerraient à chaque réveil de leur santé respective, les «gens de cinéma» se parlent par souci de balisage pour retrouver l'écho familier de leur existence. Ils n'ont pas grand-chose à se dire, et c'est sans importance. Le Festival est d'abord l'écoute d'une respiration.

Tout en confiant au grill-room du Majestic son plaisir d'être là, Fleury salue Lino Brocka, le réalisateur philippin de Bayan Ko. Le cinéaste Alexandre Arcady, vingt secondes plus tard, vient interrompre un échange de vues que le producteur n'attendait déjà plus. Il a vu arriver un autre confrère, lui-même très vite délaissé pendant le passage entre les tables d'une belle inconnue. «Tu la connais ?» La question se perd dans la cohue. Brocka, Arcady et le confrère businent déjà plus loin dans le hall.

là, le néophyte, le gogo arpenteur des tapis rouges du cinéma en villégiature n'est plus comblé à la fête. Ces halls ouverts à tous les vents de la curiosité, accueillants même pour les passants de la rue, débouchent fatiguement 10 mètres plus loin sur des impasses : les bureaux des «compagnies» dissimulés dans les étages ou au rez-de-chaussée même, derrière des panneaux géants, des affiches des films proposés aux acheteurs éventuels.

Fleury — puisqu'il est encore là — ne se laisse plus cette fois poursuivre derrière le décor. Le producteur laisse simplement entendre que son projet de film tiré de la bande dessinée Rank Xerox intéresse le cinéaste Andrzej Zulawski, et que lui-même prend discrètement contact avec les principaux distributeurs.

Lesquels ? Mystère. «Ce sont les seuls secrets à peu près bien gardés du Festival», explique-t-il. Il est navré, mais la partie, bien que jouée dans une atmosphère nonchalante, s'avance serrée. Cannes, à l'entendre, est un marché difficile pour les producteurs, car les véritables notables de la caravane y sont toujours les distributeurs, obédés par leurs propres ventes et assez fermés à l'achat de nouveaux projets. Le Festival n'est qu'une bonne fête penchée sur le berceau de quelques œuvres à venir. Gwendoline de Just Jauchin, ce film au succès national moyen, mais «un record français des ventes à l'étranger depuis trois ans» (24 millions de francs), était né pendant le Festival 1982. Fleury, comme ses confrères, est venu se soumettre cette année encore au vieux eugène du Festival.

PHILIPPE BOGGIO.

CHACQUE JOUR EN DIRECT
DU FESTIVAL DE CANNES
16H - 18H

ECOUTEZ LE CINÉMA

une émission

Radio 7

RCA FM
RADIO CÔTE D'AZUR

Le Monde

Cannes

XXXVII^e FESTIVAL

SÉLECTION
OFFICIELLE

« JOURNAL INTIME »
de Marta Meszaros

Un témoignage sensible sur les années staliniennes

La Hongrie, de 1947 à 1953, l'enfance d'une démocratie populaire sous la férule du stalinisme et d'un Parti communiste surveillant, emprisonnant, détruisant, au besoin, ceux qui ne sont pas dans la ligne, c'est le sujet politique, audacieux, du film de Marta Meszaros.

« La belle audace » disent ceux qui croyaient trouver à un Homme de marbre à la hongroise. « Il est aujourd'hui permis d'évoquer ce passé, de critiquer le culte de Staline et les procès truqués, indignes, de l'époque. Marta Meszaros a prudemment esquissé la révolution de 1956, l'espoir écorché par les chars soviétiques. » Un tel jugement est idiot. Journal intime se termine en 1953 parce que Juli, la jeune fille qui vit l'histoire, se trouve alors libérée intérieurement, de ses traumatismes d'enfance, a réussi à se prescrire en charge.

En 1953, Staline n'est pas encore

mort, mais, devant la grille d'un parloir de prison, à la dernière scène, une adulte est née, a forgé ses propres armes. Simple et bouleversante vérité de ce personnage féminin dont Marta Meszaros a écrit le « Journal intime ». Juli, c'est elle, on le sait. Mais ce film est plus subjectif qu'entièrement autobiographique.

En dehors de tout problème de censure, la réalisatrice attendait sans doute le temps de la sérénité pour raconter ses années d'apprentissage dans la Hongrie stalinienne. Et bien des thèmes de ses plus grands films (Adoption, Neuf mois, Elles deux) montent ici, a posteriori, leurs racines. Tourne en noir et blanc, dépourvu d'esthétique rétro et, parfois, délicatement poétique, Journal intime exprime le jaillissement pudique d'une sensibilité qui veut porter témoignage.

En 1947, Juli (Zsuzsa Czinkóczi) a seize ans. Elle est rapatriée à Budapest avec un groupe d'hommes et de femmes qui, comme ses parents (morts là-bas), s'étaient réfugiés en URSS au cours des années 30, pour échapper au fascisme. L'orpheline, liée à un couple âgé qu'elle appelle grand-père et grand-mère, découvre un pays libéré par les Soviétiques et construisant le socialisme sur les ruines de la guerre. Magda (Anna Polony), la sœur de « grand-père » loge tout le monde chez elle, c'est-à-dire dans un bel appartement bourgeois pris aux «profiteurs».

Cuirassée dans la foi

Cette route soldatesque du communisme, en bottes et uniformes, journaliste, puis directrice de prison, se veut mère adoptive de Juli. Leur antagonisme est un conflit à la fois affectif et idéologique. Magda croit réellement agir pour le bien de Juli. Celle-ci, haletée par sa petite enfance, résiste aux avances «maternelles» et aux pressions autoritaires. Les autres ont peur de Magda. Pas elle. Marta Meszaros fait comprendre — sans l'excuser — la mentalité de cette militante farouche, qui, trempée à l'épreuve des prisons et des tortures fascistes, s'est cuirassée pour la foi dans le parti jusqu'à dans ses erreurs et ses monstruosités.

Juli vit dans un milieu de notables et de serviteurs du régime communiste. Elle regarde, observe, juge, se révolte parfois. Par petites scènes intimes où des disputes violentes succèdent, sans transition, à une atmosphère de silence et de calme trompeur. Marta Meszaros mène le glissement subtil de sa mise en scène au cœur des événements du dehors. Les informations viennent de Radio-Moscou, Rajk est déclaré traître, on manifeste contre la botte atomique américaine et les «ennemis de l'intérieur», le pilonnage des slogans staliniens lave les cerveaux. Les films romanesques que Juli aime tant sont remplacés

par les pires films du «réalisme socialiste».

Dans ce contexte historique oppressant, l'adolescente accomplit son itinéraire d'exorcisme. C'est la force, la déchirante émotion de ce Journal intime. Aspré de Janos, entre rescapé du fascisme avec son fils infirme, aspré d'un camarade de lycée amoureux d'elle, Juli se dévise peu à peu de ses souvenirs, brise la loi du silence honteux, attrache la peau de sa mémoire, se retrouve avec sa mère accouchant d'un enfant mort-né dans un hôpital de village russe, avec son père sculpteur et travailleur de force aux carrières. Les images du passé, qui ont, d'abord, les proportions déformées de souvenir enfanta, deviennent

plus précises. Une plaine neigeuse, vue de la paroi d'un train, se transforme en paysage estival où le couple des parents s'unit dans la tendresse et la chaude intimité des corps.

Et le secret, refoulé par l'entourage, surgit : le père de Juli a disparu, victime d'une purge stalinienne en URSS. A son arrestation répond celle de Janos par la police politique hongroise (Jan Novicki tient le rôle des deux hommes). Mêmes causes, mêmes effets. Ses pleurs séchés, Juli peut affronter l'avenir, si inquiétant qu'il apparaisse : on lui a rendu, dans son intégrité, le visage du père.

JACQUES SICHEL.

QUINZAINE

DES RÉALISATEURS

« L'ESQUIMAUDE A FROID »
de Janos Xantus

Le mal de la jeunesse

En 1983, chaque section se devait de présenter au moins un inconnu. On en revient cette année à des relations plus banales : le trio — une femme, deux hommes, — plus inspiré, c'est vrai, de Jules et Jim que du veudéisme.

Ainsi, L'Esquimaude a froid, du cinéaste hongrois Janos Xantus. « L'Esquimaude », c'est peut-être le nom donné à Marie (Marietta Mehes) au temps où elle portait de grosses chaussures multicolores. Marie a froid, malgré l'amour d'un pianiste qui l'a drapée un soir de concert où il était ivre et d'un gardien de zoo sourd-muet qui l'avait recueillie quand elle s'était enfuie d'un orphelinat.

Le premier est, sinon riche, du moins à l'aise. Il a une femme, son métier lui permet de voyager à Londres. Il est clair, insouciant, il sourit sans cesse. Le second est misérable, sombre, il ne sourit pas plus qu'il ne parle, mais régresse. C'est pourtant vers lui que revient toujours Marie, c'est seulement avec lui qu'elle se sent rassurée, qu'elle ne ressent plus sa solitude de fille trop belle.

Seulement, elle voit devenir rockeuse. Elle suit le pianiste, l'oblige à abandonner Debussy pour la chanson, le smoking pour la tenue rockeuse — torse nu, casquette à étoile rouge, mégot aux lèvres et toujours souriant. Il

n'a plus à Londres ; il accompagne Marie dans des concerts sans gloire. Il tente même d'apprendre au sourd-muet à tenir le barreau. En définitive, Marie les quitte tous les deux, elle part seule pour l'Amérique. Au large, elle croise un beau bateau rouge qui porte sur sa coque une devise à la gloire de la libre entreprise... Devient le villa d'été où les musiciens ont passé la dernière nuit, le sourd-muet poignarde le pianiste et s'en va.

C'est avec ce meurtre désespéré que commence le film, le reste suit en flash-back chronologique mais elliptique : morceaux choisis de la vie de Marie, sur un rythme dansant, dans des couleurs gaies qui rendent plus insupportable la détresse des personnages.

On pourrait voir, dans l'infirmité du gardien de zoo, le symbole de la jeunesse hongroise. Ce serait beaucoup réduire le film. Janos Xantus dit le mal de toute jeunesse, ce moment où l'on se rend compte que les rêves appartenant au passé et qu'on ne les a pas vécus. C'est gracieux, désarmant, étonnant, c'est beau et triste, triste comme les yeux de Marie quand elle parle pour ne rien dire et chante qu'elle a froid.

COLETTE GODARD.

« EVERLASTING LOVE », de Michael Mak

« C'est toi le docteur », dit l'entraîneuse

Everlasting love (Amour éternel) de Michael Mak (Hongkong) est jusqu'à présent le seul film de la Quinzaine des Réalisateurs, dont la projection n'a pas été dérangée par les gens qui sortent et hissent la place à ceux qui attendent pour entrer. Tout le monde est resté jusqu'au bout, les applaudissements ont été chaleureux.

On a ri, bien que l'histoire soit « romantique et réaliste » selon la définition du réalisateur, avec une fin dramatique : un accident de voiture. Le garçon, pauvre, tendre et riche, interne des hôpitaux meurt, juste au moment où il arrive à convaincre la jeune entraîneuse que son amour a régné, de ne pas avoir honte de son passé, de leur différence de fortune et d'éducation. On pourrait s'effondrer en larmes, sans le dialogue — tel que le transmettent les sous-titres — Arrête le sang-supplicie-t-il. « C'est toi qui es docteur », réplique-t-elle. « J'espère avoir fait des progrès en lit », reprend-il. Elle acquiesce, et il s'éteint apaisé.

On trouve certainement à Hongkong comme partout des filles pauvres chargées de famille — un petit frère obèse et fifté, une jeune sœur accrochée à un loubard qui préfère l'acide au chewing-gum, un père en prison pour vingt-cinq ans... Que peut-elle faire sinon la pute ? Le père de son bébé l'a laissée tomber. Elle lui donne un coup de couteau, et recolle six mois de maison de correction. Les déteintes sont vécues de baby dolls en vichy bleu ou rose — ce sont passé-ils, les uniformes rées-

Elle rencontre le jeune homme pur, lui cache son passé. Il la présente à ses parents, elle est mal à l'aise parce qu'elle ne sait pas l'anglais, preuve, à Hongkong qu'on n'est pas trop scolarisé. Elle s'offre trois mois de bonheur et décide de fuir.

Les péripéties ne sont pas plus invraisemblables que dans n'importe quel mélo européen sur fond de fait divers social. Les vies de malheur y existent. Mais la musique des voix chinoises, la rude simplicité du récit et des dialogues — on pourrait croire que les sous-titres sont dépourvus, mais il paraît que non — l'humour basculé des filles qui n'hésitent pas à s'affronter sauvagement — comme on le voit aussi dans les opéras de Pekin où on trouve souvent des héroïnes guerrières — font mesurer la distance qui sépare l'Occident de l'Asie, même occidentale.

A Hongkong, des films bien français, des Truffaut par exemple, doivent apparaître d'un exotisme hilarant. D'ailleurs, la Femme d'à côté, a été un échec, alors que les Sois-donc, de Zidi ont fait un malheur. Il semble en tout cas que sur place, Everlasting love soit reçu avec sentiment. « La vogue des hong fu est terminée », dit Michael Mak, le public aujourd'hui aime les histoires romantiques.

Michael Mak a vingt-sept ans et se paraît quinze. Il n'a pas fait ses classes aux États-Unis ni en Angleterre, ni à l'école de cinéma britannique installée à Hongkong. Il a suivi

des stages avec différents metteurs en scène. Il dit qu'avec un diplôme, on trouve assez facilement une productrice. Si le premier film marche, tout va bien. Sans diplôme, on arrive à travailler pour la télévision. Lui, après des débuts hasardeux, a réalisé un feuilleton de cent heures qui lui a assuré la notoriété nécessaire.

Hongkong possède soixante-quinze grandes salles de cinéma (minimum : cinq cents places) et deux chaînes de télévision privées qui diffusent de midi à trois heures du matin avec deux réseaux chacun : un anglais et un chinois. A Hongkong, on adore le cinéma, les films d'action américains, et « Dallas », parce que les histoires de famille sont très prises par des gens qui vivent à dix — parents, enfants, cousins, oncles et tantes — dans des appartements petits.

L'ambition de Michael Mak, est de voir ses films vendus à l'étranger, et pas seulement dans les circuits chinois de Paris, New-York ou San Francisco. La production de Hongkong est limitée à Taiwan, à la Thaïlande. Les coproductions asiatiques sont compliquées à mettre sur pied. Mak aimerait travailler, en Occident, au Japon, mais pas avec des capitaux de Hongkong... « On pense toujours à 1995. On accumule en attendant et sans savoir ce qui va se passer. Si Hongkong devient chinois, les richesses pourront s'en aller. Nous sommes fatalistes, nous croyons au destin ».

C. G.

INTERNAT

Not
l'année



INTERNATIONAL DU FILM

SÉLECTION
OFFICIELLE

« VIGIL », de Vincent Ward

Nouvelle-Zélande : l'année de toutes les chances

Quel est donc le pays qui, outre ses dix-sept millions de moutons, compte aujourd'hui trois millions deux cent mille habitants, cent cinquante-cinq cinémas, cinq à six films produits annuellement ?... Impossible, à Cannes, de faire l'ignorance, car, autour de *Vigil*, ce pays tout entier semble s'être groupé, mobilisant ses troupes, au digne honneur de la Nouvelle-Zélande, et proposant d'un bloc au marché international neuf films longs métrages dont il n'est pas fier. Après tout, cela ne fait pas si longtemps que la Nouvelle-Zélande est représentée à Cannes ! Tout juste cinq années, lesquelles témoignent d'ailleurs de la vitalité d'une industrie qui, pendant trente ans (1940-1970), n'a produit que trois films, en a lancé trente-cinq depuis 1975 (un système d'aides gouvernementales venant d'être créé), et en prépare une douzaine pour Cannes 1985 !

Euphorie ? Sans doute. Et la désignation à Cannes se sent le vent en poupe. Chaque film nouveau tend à renforcer le patrimoine culturel de la Nouvelle-Zélande, à lui donner plus de poids sur les marchés et festivals internationaux, plus d'expérience aussi devant une concurrence et un colonialisme que la plupart de ses membres situent près de Hollywood.

Prudence, pourtant. Surtout dans les projets, car la Nouvelle-Zélande souffre de plusieurs maux : sa population réduite (la moitié de celle de Londres), qui rend très utopique le recouvrement sur le territoire national des frais investis dans une production et impose de séduire à tout prix l'étranger ; la terrible concurrence de la télévision, qui programme à tout va séries et téléfilms américains, et australiens ; la langue anglaise aussi, qui, si elle est un atout décisif pour la vente, décourage l'émergence d'une production nationale spécifique. Enfin, les cinéastes néo-zélandais appréhendent la suppression, au mois de septembre prochain, des avantages fiscaux consentis jusqu'ici aux entreprises et aux personnes privées désirant investir dans le cinéma.

Trois premiers films

« Pas facile, décidément, de fabriquer un film, d'embarquer une équipe dans une aventure folle qui repose sur du rêve, autrement dit du vent ; de convaincre financiers - publics ou privés - de la viabilité du projet. Mieux : de sa force, de sa qualité, et de son aptitude à sortir de notre lieu et à plaire à l'étranger... » Pas facile en effet, mais quand leur film est fait, ils n'ont plus qu'un désir : en refaire un deuxième. Ils sont neuf, dans un appartement donnant sur la Croisette, neuf jeunes réalisateurs venus du bout du monde à s'être démenés pour convaincre et tourner. Seul *Vigil* figure dans la sélection officielle - les autres films, simplement, font partie du marché, mais tous le soutiennent. Ils savent bien qu'une récompense aurait des retombées heureuses sur toute la production néo-zélandaise.

Trois Néo-Zélandais, si différents l'un de l'autre, parlent de leur premier film.

• VINCENT WARD. Il a le visage sérieux et doux d'un adolescent. Il parle lentement et raconte son film avec sobriété. Ni bluff ni enflure chez ce jeune homme timide, issu de quatre générations de fermiers. *Vigil*, il l'a préparé pendant près de trois ans. Des notes d'abord, exprimant des images. Et puis la trame d'un premier récit, 16 000 kilomètres parcourus en voiture pour chercher la vallée escarpnée à souhait, des repérages aériens, et la course effrénée à travers plusieurs dizaines d'écoles pour découvrir, à Ockland, le personnage prin-

cipal, cette petite sauvageonne qui fantasme et qui rêve.

Les décors ont vite été construits pour permettre à la végétation de pousser tout autour des maisons : la distribution a été réunie six mois avant le tournage, et les répétitions ont commencé aussitôt. S'il avoue avoir subi au moment l'influence des Américains, Vincent Ward cite également Kurosawa, Dreyer et Keaton. Le cinéma néo-zélandais ? « Il se construit, dit-il, et chaque film nouveau est aussi l'occasion d'en savoir un peu plus. J'aiime mon pays, je m'y sens bien, et je souhaite qu'il soit davantage reconnu comme une nation avec sa propre identité, et non une annexe de l'Australie. Mais, en dépit d'un ancrage très précis, l'histoire de *Vigil* est, je le crois, universelle. D'abord, parce qu'il ne faut pas limiter le public potentiel du film à celui de la Nouvelle-Zélande, ne serait-ce que pour des raisons économiques. Et puis parce qu'en définitive le lieu tout comme le genre n'importe pas ; ce qui me passionne, ce sont les histoires, les situations, les individus. Je rêve d'environnements inhabituels, extrêmes, et serais prêt à partir... »

• MELANIE READ. Vingt-huit ans, une bouille ouverte et l'air libre, décidée, un jean, un t-shirt aux couleurs de son film (*Trial Run*) : Melanie Read est une féministe, et arrive tout juste à Cannes, son premier film sous le bras - un thriller sur la femme, dont elle veut redresser l'image stéréotypée, lorsqu'il s'agit d'un rôle de victime. « Un film politique, dit-elle, mais auquel je souhaite tout de même une réussite commerciale. » Dans son équipe, un maximum de femmes, certaines assistant les quelques hommes inévitables (le son, l'éclairage...), afin de prendre la relève pour le prochain tournage.

« L'impressionnisme hollywoodien a causé un mal fou à notre culture, et je trouve formidable que neuf films néo-zélandais puissent dire vis à vis à Cannes. Les caractéristiques de notre cinéma ? Il est encore si jeune... Le cadre, souvent campagnard, na-

tural (nous avons très peu de films sur la ville) : les personnages, que nous refusons de présenter comme des super-héros, au sens américain, mais comme des êtres simples, romantiques, vulnérables. Ce sont surtout des films sur la société contemporaine, et sans plongeon obligatoire dans le passé. Oui, il se dessine vraiment un cinéma néo-zélandais. Et je m'y implique totalement. » Dès la fin du Festival, Melanie Read s'en ira vers Paris, Londres, Berlin, à la recherche de réalisatrices qui mèneraient - encore - son combat.

• YVONNE MACKAY. Il n'est pas facile de rencontrer cette jeune femme d'une trentaine d'années. Quand elle n'est pas dans l'appartement de sa délégation, elle est sur la Croisette, avec son mari producteur, et se balade de bar en bar, de cocktail en réunion, avec des badges, des t-shirts ou des sacs en plastique, au sigle de son film (*The Silent One*), et aborde les gens, leur glisse juste son nom, le titre de l'œuvre et l'heure de la projection. « On ne sait jamais, dit-elle. Qui sait que je ne tomberai pas demain sur un magnat de la Century Fox ? Nous n'avons pas d'argent pour louer un bateau ou un hélicoptère, organiser des fêtes ou des cocktails géants. Alors nous faisons tout par nous-mêmes. Cannes est une trop grande chance pour la laisser passer. »

Une chance ? Celle de vendre le film, bien sûr, pour gagner de l'argent, le rendre aux investisseurs, et le leur redonner pour filmer à nouveau... Son film est une adaptation d'un roman qui prend place dans les fies Cook. Pourtant, elle aussi veut défendre l'identité du cinéma néo-zélandais. « Il faut que le reste du monde nous prête un peu plus d'attention. Notre peuple a une âme, une unité, une sérénité qui nous rendent différents. Nous avons milité contre l'apartheid, contre le nucléaire. C'est un pays privilégié, et le plus beau du monde. Les artistes doivent se faire un devoir d'y rester. » Sa référence ? Spielberg : « Je cherche à faire un film tout public, donc un film commercial. Quel meilleur exemple que E.T. ? »

ANNICK COJEAN.

Visages et paysages où tout peut arriver



Grand Prix du Festival du réel à Beaubourg, en 1982, Vincent Ward, vingt-sept ans, arrive à Cannes avec son premier long métrage. « Documentaire » pour lui ne signifie pas démarquage de la réalité, plutôt repérage, une certaine manière de tout mettre en place avec la plus extrême rigueur, quitte à s'installer dans une vallée, à y construire une ferme que marquera l'usage du temps, à chercher sa jeune interprète, une fille de douze ans, parmi des milliers d'enfants. Qu'ensuite le cinéaste dise avoir voulu recréer le fantasme de cette enfant est pure clause de style : Vincent Ward parle de lui-même et de lui seul, de visions personnelles développées dans la solitude.

Il est quatre : le père, qui fait une chute mortelle d'une falaise en voulant sauver un de ses moutons coincé dans une faille rocheuse ; la mère livrée à la tâche ; Tess, la fille, dont on croit un bon moment qu'elle est un garçon, le grand-père, effacé. Cette mort brutale va changer la vie du groupe. Ethan, le chasseur, prend la relève du père. Elizabeth, la jeune veuve, s'occupe de la vie ; Birdie, le grand-père, s'abandonne à ses idées folles. Tess perçoit une menace dans l'étranger. Un jeu à quatre



s'esquise, dont il sera un peu l'inspirateur et le magicien : personnage énigmatique où chacun lira le symbole qui lui convient. Par reflet du rêve de l'enfant ? Qu'importe. « Je ne suis pas parti d'une ligne narrative précise, déclare le réalisateur, mais de certaines

images autour desquelles la trame et les rapports des personnages se sont développés. » Vincent Ward cite parmi ses modèles, Carl Dreyer et Buster Keaton, un Keaton qu'il admire plus pour son sens de l'espace que pour son art comique. *Vigil* nous ramène au génie du cinéma muet, à ces visages clos où semble se noyer l'angoisse existentielle, à ces paysages fantastiques où tout peut arriver, où plus rien n'est sûr.

Le récit, il devient infiniment tenu, presque imperceptible, fait de contacts minimaux, mais d'autant plus intenses, avec la réalité du monde et des êtres, un peu comme on parle à l'occasion de cinéma minimal. *Vigil*, cette veille à quatre, dans un lieu clos, nous renvoie l'image d'un univers sans communication, d'êtres soudains libérés et s'offrant à nous comme à livre ouvert. La sensualité, la sexualité, guident cette exploration sans issue, sans espoir, hors du présent et de l'avenir, à travers le seul imaginaire.

Vigil exige un abandon total du spectateur ou le rejette sans pitié. Une image est une image, qui est une image... le cinéma n'en finit pas.

LOUIS MARCORELLES.

PERSPECTIVES DU CINÉMA FRANÇAIS

« BISKADI HORS D'ÉTAT »
d'Arthur Mac Caig
Histoire
de l'impatte basque

Apparemment, les militants de l'ETA politico-militaire ne se soucient guère de la guérilla civil espagnole et des dangers français. Dans *Biskadi hors d'état*, Arthur Mac Caig a filmé l'un de leurs commandos en cavale s'entraînant à tirer dans la montagne, « quelque part au Pays basque », comme n'importe quelle armée régulière.

C'est le second long métrage de ce réalisateur américain d'origine irlandaise installé en France. Le premier s'appelait *The Patriot Game* (le Jeu du Patriote) et traitait du conflit irlandais, une autre lutte de libération nationale. En une heure et demie, Arthur Mac Caig retrace la période qui va de la guerre civile espagnole à la victoire des socialistes à Madrid, ce qui est beaucoup. Même réduite à son squelette, l'histoire de ces cinquante dernières années donne un peu le tournis.

Ce film, qui manque de repères, n'en livre pas moins quelques clés indispensables à la compréhension de ce qui ressemble aujourd'hui à une impasse. C'est aussi un film honnête, qui ne dissimule pas sa

liberté contrastée avec le discours factuel des médias, qui mêle à des messages publicitaires des déclarations de la campagne présidentielle de 1981. Georges Marchais : « Non, Giscard d'Estaing n'a pas échoué. Le chômage, il l'a voulu, la vie chère, il l'a voulue. » Une voix sirupeuse à la radio : « Et pendant ce temps-là, cher Tornado, la fête continue. Aujourd'hui les femmes se sont montrées aussi intéressantes que leur aspirateur. »

Ce sont les seuls moments où l'on sourit à ce film pessimiste mais qui n'est pas désespéré. Car Eva n'est pas le jouet de cette agitation. Son visage lisse et grave le dit assez : elle est ailleurs, dans une région d'ailleurs, « inatteignable ».

Elle a choisi de vivre ainsi, hors de portée, comme elle choisit ses rencontres. La scène d'amour au cours de laquelle elle demande à son amant de passer de la démaquiller, de la purifier, avant la première étreinte, est une des plus attachantes de ce film sensible.

Eva Roelens donne au personnage d'Eva une épaisseur qui sert admirablement ce travail un peu intellectuel. Il fallait du talent pour tenir un tel emploi, celui d'une femme vulnérable, en apparence, mais rétive à tous les faux semblants.

BERTRAND LE GENDRE.

« EVA »
d'Emmanuel Ciepka
Portrait d'une femme
« inatteignable »

Il y a du Robert Bresson par l'image et du Guy Debord pour la critique de la société du spectacle dans le film d'Emmanuel Ciepka, *Eva*. Secrétaire modèle, Eva vit en banlieue, près de Paris, dans un de ces ensembles que les architectes habillent de couleurs vives pour les rendre moins lugubres.

Emmanuel Ciepka, dont c'est le premier long métrage, ne montre rien d'autre que les gestes quotidiens d'Eva, sa toilette, son petit déjeuner, son départ au bureau, le retour chez elle le soir. A ce tableau intimiste s'en superpose un autre, fait d'agressions sonores et visuelles. C'est l'univers omniprésent de la pub, des flashes d'information et des déclarations politiques. Le récit, très construit, joue sur cette opposition entre l'intimité d'Eva, filmée en noir et blanc, et son environnement, filmé, lui, en couleurs.

C'est la minutie avec laquelle la caméra explore cette intimité qui fait penser à Bresson. En même temps Emmanuel Ciepka réussit à donner à ces scènes quotidiennes une impression de naturel. Cette

« JE SUIS JAZZ... C'EST MA VIE »
de Frank Cassenti
Shepp en flashes

La musique d'Archie Shepp rappelle à Frank Cassenti le cinéma de John Cassavetes. Un jour, il a croisé Shepp à Paris et lui a proposé de faire un film sur lui. De cette rencontre est né *Je suis jazz... C'est ma vie*, série de flashes sur le musicien plutôt que véritable portrait. Le rapprochement avec Cassavetes n'a rien de surprenant. Lors d'une répétition, Shepp demande à Siegfried Kessler, au piano, d'attaquer un morceau comme une musique de film, puis de jouer jazz, et on se croit dans *Une femme sous influence*.

Son caractère visé sur la tête, Shepp arrache des sons graves à son saxo. Il a l'intuition des silences et chante le blues d'une voix légèrement voilée. Il parle de Coltrane, le « frère » qu'il n'a « jamais eu », et rend hommage au *Papa's Got a Brand New Bag* de James Brown, auquel son *Mama Blues*, dit-il, doit beaucoup. Un après-midi, Frank Cassenti et son équipe l'ont filmé seul, jouant du saxo sur un banc du quartier Barbès. Les Noirs qui passent regardent avec étonnement cet autre Noir qui leur rappelle que le jazz vient d'Afrique et qu'il a grandi dans la rue. — B. L. G.

LOCATION :
742 25 49,
sur place
et dans les agences

LA VILLIERS

AL'OLYMPIA

BRUNO COQUATRIX

DU 15 MAI AU 10 JUIN

LOCATION : 742 25 49, sur place et dans les agences

Barclay

RTL

Le Monde

هتدأ من الامل

théâtre

DOM JUAN - Bouffes du Nord (239-34-50) 20 h 30.
LE PAIN DUR - Porte Saint-Martin (607-37-53) 20 h 45.

CHAILLOT (727-51:5) Grand Foyer
18 h 30 : le Désordre Barbe ; Grand
Théâtre : 20 h : la Monnaie ; Thé-
âtre des Champs-Élysées : 20 h 30 :
Les trois Femmes de Médée
CHATELAIN (325-70:32) 20 h 30 : le Suicide
PETIT ODEON (325-70:32) 18 h 30 : le
voir la mer
TEP (364-80:80) 20 h 30 : 325 000 francs
PETIT TEP 21 h : Gsm
REAUROUX (277-12:33) 18 h 30 :
le grand bal
Festival franco-anglais de poésies : 16 h
et 19 h : Nouveaux films BR
Concerts-ambassades : 18 h 30 : Solis
de L.C. (Schœnberg, Donizetti, Be-
vel)
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (21
-93:31) Ballet de Marseille, 24-25
Pellican et Méditerranée
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-72:72)
20 h 30 : Musique de l'Inde du Nord
du Sud ; 20 h 30 : Ballet de Gyron
CARRÉ SILVIA-MONFORT (5
-28:34) 20 h 30 : les Lésions d'au-

A DIAZET (187-97-34), 21 h : 30 :
Nuit des assassins.
ANTOINE - S. BERRIAU (206-77-7)
20 h 45 : Nos premiers acteurs.
ARTS-HÉBERTOT (187-23-23), 21 h
Nouveaux Testaments.
ATELIER (606-49-24), 21 h : le Nouveau
Testament.
BOUFFES PARISIENS (296-60-6)
20 h : Mam'zelle Nitouche.
CALVISO (227-23-95), 20 h : le Sa-
disme.
CARREFOUR DE L'ESPÉRIT (60-
48-63), 20 h 30 : Zed, zed... zaque.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE
(372-00-15), 20 h : Ferdinand, une voix
radar.
CARTE-BLANCHE, les Sois (32-
24-08), 18 h 30 : Nuit du Rola ;
de la Tempête (328-36-36), 20 h : Ro-
tiques ; Claudine (328-97-04), 20 h :
la Jungle des villes ; Espir de Bois (18-
24-08), 18 h 30 : Les Femmes d'alors.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38) 20 h : *Galérie*, 20 h 30 : *L'Art de la Fugue* ; *Reservoir*, 20 h 30 : *Essai des mœurs*.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (743-43) 20 h : *Le Réveillon d'après à l'Élysée*.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : *Claucus au pays des hommes*.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) 20 h 30 : *Les Aventures de la villeggiatura*.

DAUNOU (261-69-14), 20 h : *S.O.S. L'Élysée*.

DEBARQUEURS (236-00-02), 20 h 18 *Sigmund's Théâtre* ; 22 h : *Le Prison*.

LES FOLIES (226-47-47), 20 h 30 : *Succubes* - *Le Legs*.

ÉPICERIE THÉÂTRE (272-37-24) 19 h : *Imprévu pour un privé* ; 20 h : *Le Réveillon d'après à l'Élysée* ; 21 h : *Il n'est mort sous la porte*.

ESPACE KIRON (375-50-25), 20 h 30 : *Triomphe de l'amour*.

ESPACE MARAIS (384-09-19), 19 h : *Dede's* ; 20 h : *Le Réveillon d'après à l'Élysée* ; 21 h : *Il n'est mort sous la porte*.

FONTAINE (874-74-00), 20 h 30 : *Aventures de Diet*.

FONDATION DEUTSCH DE MEURTHE (334-87-25), 21 h : *C'est l'Élysée*.

GALERIE #8 (326-63-63), 20 h : *Who's afraid of Virginia Wolf?*

GRAND HALL MONTGUEUX (14-04-06), 20 h 30 : *La Place au soleil*.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : *Le Réveillon d'après à l'Élysée* ; 20 h 18 : 20 h 30 : *Bonsoir Prévert*.

JARDIN D'HYVER (255-74-00), 21 h : *Walstein* - *Les Orphelins*.

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : *Gifs*.

LIGURE-THÉÂTRE (588-53-83), 21 h : *Nina, c'est autre chose*.

Fando et Lido : 22 h 30 : 15 : Si, boulevard
22 h 30 : La Ville à volte : 22 h 15 : F.
tessande : 22 h 30 : la Panthère bleue
22 h 30 : la Répétition
Jeanne.

LYS-MONTFARNASSE (327-58-88)
22 h : Le Sluga.

MADELINE (265-07-09), 22 h 45 :
le des faucheur.

MAISON DE L'AUT (380-04-
22 h 45 : Madras, la nuit ou...

MARAI (378-05-33), 22 h 30 : Le
meurt.

MARIE-STUART (508-17-80), 22 h
15 : Le des faucheur.

MARGIN, grande salle 1256-04-
22 h : J'y suis, j'y reste : salle G.
(225-20-74), 21 h : Le Don d'Al.

MATHURUS (265-90-00), 21 h
15 : Fugate.

MAJUEL (225-45-55), 22 h 30 : Fo-
love.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : Oa
au lit.

MICHOÏÈRE (742-95-22), 21 h
deux mots à vous dir.

MOCADO (285-45-30), 22 h 30 :
un petit Bergère.

MONTFARNASSE (320-89-00), 22
Tchin Tchin : petite salle, 21 h : la
à manger.

NOUVEAUTÉS (770-52-52), 21 h
l'Entourcoupe.

OEUVRE (874-52-42), 21 h : Comme
vous m'avez jure au dix leçon.

PALAIS-ROYAL (297-59-41), 22 h
la File sur la banquette arrière.

PLAIN (250-15-65), 21 h 30 : Mar-
et Marvaux.

PLAISANCE (320-00-06), 22 h 45 :
Fleur de la folie.

POISSONNIÈRE (261-44-16), 22 h 30 :
Salle des profs.

QUAI DE LA GARE (585-8-88)
22 h 30 : Moby Dick.

SANT-GEORGES (878-43-67), 21 h :
Théâtre de Bouvard.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(723-35-10), 21 h : Bataille navale.

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (778-67-79),
21 h : L'Étude des Jours ; 22 h 30 :
L'Homme caché.

TEMPLIERS (306-76-49), 19 h : la Ba-
stille de Monsieur l'abbé.

TEMPS d'AL-BOURJAY (372-41-43),
21 h : Y'a du mart... et vous.

THÉÂTRE D'EDGAR (337-1-02),
20 h 15 : les Babes-caudé ; 22 h : Nous
sommes tous des Français.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-
07-48), 22 h :** le Tigre.

THÉÂTRE NOIR (346-91-69), 20 h :
le Zoulou.

**THÉÂTRE DE PARIS, Petite salle (280-
06-30), 20 h :** Drole de programme.

**THÉÂTRE DU ROND-POINT (236-
70-80), 20 h 30 :** la Lanterne magique de
Prague ; Petite salle 20 h 30 : Enlance.

THÉÂTRE DU TEMPS (335-10-88),
21 h : L'Épave.

TOURTOUR (887-43-42), 20 h 30 : Mon-
sieur dans les Highlands.

TROIS SUR QUATRE (337-09-16),
20 h 30 : la Pêche à la mouche ; 22 h : le
Faucon.

VAQUETTES (235-09-92), 20 h 30 : l'Es-
quadrille.

ATHLETIC (67-04-83), 21 h : Une poule sur un mar.

AU BEC FIN (296-29-35) D., 20 h 45 :

la Tréfontaine (Jambes du carrosse);
22 h 15 : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 :

Odds Numéros sur air de pas.

BLANCS-MANTEAUX (1887-5-84), L.
20 h 15 : Arrière-pensée ;

CARTE BLANCHE, 22 h 30 :

les Sarcophages ; 22 h 30 : les Sarcophages Monstres ; 22 h 15 : Pas de stratagème pour Coordination ; 22 h 30 : Last Lunch Dernier Service ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (270-52-51), 21 h :

Chant d'épave ; 22 h 15 : Plus le petit loup ;

CAFÉ OCEAN (232-1-027), 21 h 30 :

Tous vœux de bon desir ; 21 h 30 : Maudgessen d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; 22 h 15 : Ma vie avant les fées dans l'Océan ; 22 h 30 : le Chronomètre chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent

PETIT CASIN (278-36-30), 21 h à 1 h : un
pas d'avance et Only, 22 h 15 : Attention
à la machine à sous
POINT-VIRGULE (278-47-03), 20 h 15
les Sargades ; 21 h 30 : Moi je enques
mes parents raigent.
PROLOGUE (875-33-11), 21 h : Télépho-
nosico.
RESTO-SHOW (508-00-81), 20 h 30
Les orbes ne possèdent que le fœtus.
SENTIER DES HALLES (236-67-37),
20 h 30 : Les deux de ceux qui piquent
21 h 30 : La Folle Nuit érotique de Rome
en Juizeux ; 22 h 30 : Acide.
SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93)
20 h 15 : M. Bonjean.
LE TINTAMARE (587-39-82), 20 h 15
Phébre ; 21 h 30 : Le Céril jaune.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30
Le Livre entre les dents.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-66)
20 h 30, S. Lemouet.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h
Chorégraphie J. Paturozzi.

DEUX PORTES (366-24-51), 21 h
C. Ballet des Deux-Portes.

PALAIS DES CONGRÈS (738-13-03)
20 h 30, B. Ballet Motetviev.

L'Y-MONTFARNÉAN (327-88-61)
20 h : C. Maçagna.

SQUARE DE CHOISY, sous chapiteau
(588-58-93), 20 h 30 : C. S. Kenten.

TEMPLIER (278-01-15), 20 h 30
A. Muscovetier, R. Saut.

THÉÂTRE DE PARIS (874-10-75)
20 h 30 : Lindsey Kemp, Compagnie

A. DEJAZET (887-97-34), 19 h : *Al Harat* ou *Phédre au tombeau* de Théophile-Medium.

Le music-hall

ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30)
18 h à 20 h30 : *Fête des dames* du Sildon.

AMANDIENS (366-42-17), 20 h 45 : *Comme un compagne*.

BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : *Mes la Rage de vivre*.

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : *B. W. 1918*.

CASINO DE PARIS (874-26-22)
20 h 45 : *Hair 44*.

CINQ DIAMANTS (580-18-62), 20 h 30 : *Théophile, D. Vachés, D. Borson*.

CYTHRA (557-99-26), 20 h : Dorian Kline
press : 22 h : G. Astor.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h : R. U.
villes : 21 h : G. Lomax.

TRISTAN BERNARD (523-06-28)
20 h 45 : Marquisino.

THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55)
20 h : La Vallée en chanson.

THÉÂTRES DE BRICS-ARCS (363-
10-26), 22 h : R. Amelin, C. Parv.
R. Lopez : 24 h : René et Daniel.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : C.
diestre du XVIII^e siècle (Haydn, M.
zar, Beethoven).

Lucernaire, 19 h 45 : M.-F. Van
A. Devos (Mozart, Franck) : 21 h : E.
G. Stauden (Jaquez (Jaquez)
Montverdi, Maumberg).

Hôtel de Saint-Aignan, 21 h : A. Gaj

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
 Pour tous renseignements concernant
 l'ensemble des programmes ou des salles
 (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Jeudi 17 mai

| | |
|--|--|
| <p>Salle Gaveau. 20 h 30 : C. Joly (Liszt, Brahms, Messiaen).</p> <p>Radio-France. <i>Les mélodies</i> 16h, 20 h 30 : C. A. Bonelli, J. Snydal, J.-Cl. et M. Tavernier (Dvorak, Janacek, Marines).</p> <p>Église Saint-Merri. 20 h 30 : <i>Quintor de saxophones</i> de Paris (Scazzari, Glazounov, Bach, J.).</p> <p>Église Saint-Louis des Invalides. 21 h : Orchestre symphonique de la garde républicaine (Haendel).</p> | <p>PALAIS DES GLACES (607-48-93) 20 h 30 : <i>Les mélodies</i></p> <p>PHILHÔNE (776-44-30), 20 h 30 : <i>6TH Continent</i>.</p> <p>PETT JOURNAL (326-52-59), 21 h M. Sillm.</p> <p>SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 N. Saury.</p> <p>SUNSET (251-46-40), 23 h : O. Hermann T. Rabreau, M. Bertau.</p> <p>TWENTY ONE (260-40-51), 21 h.</p> |
|--|--|

Production des États-Unis, 20 h 30 :
S. Sotz, P. McCoy, A. Alton, B. Col-
lard, E. Lim (Ponsler, Berg, Streu-
vening...)

Eglise Saint-Gervais, 20 h 30 : Concert
d'Enfants de Saint-Michel, dir.
P. Hattry.

Eglise Saint-Louis-en-Tile, 20 h 30 : ce-
lebration (tous les jeudis) : musique, di-
c. G. Mingonnet (Mozart, Haydn).

Salle Cortes, 20 h 30 : D. Cade, E. Lau-
rence (Wagner, Mahler, Ravel...).

Peut être suivi de concert, 20 h : Ca-
merata des arts de Paris.

Jazz, pop, rock, folk

ARC (72-51-27), Grand Auditorium,
20 h 30 : Neco Band.

CASSEAU DU SUCRÉTIEU (326-
65-95), 21 h 30 : S. Gudeluit, B. Vasseur
Quintet.

CHAPELLE DES LOWBARDS (357-
74-24), 21 h 30 : Moutons.

ELDONO (208-23-20), 20 h 30 :
Mama's House.

FORUM (297-53-47), 21 h : Magus Of-
fering.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 :

ASNIÈRES, CCA (73-63-12), 20 h 45
A. Dons.

BALLOON (73-10-30), 20 h 30 : V. Vé-
géo (66-10-54).

20 h 30 : Violence Ludique, l'affection.

BOULOGNE-BELLANCOUR, TOUT
(603-60-44), 20 h 30 : Les Joyeux Ca-
merates de Windsor.

CÉLESTIN, 20 h 30 : Salle des Filles, 21 h : P.
Chapiz Oratorio.

CLUCHY, Th. Rutebief (731-11-53)
20 h 30 : Soins de nuit à Clélie.

IVRY, Th. des Quartiers (672-37-43)
20 h 30 : S. Sotz, P. McCoy, A. Alton, B.
Colard, E. Lim (Ponsler, Berg, Streu-
vening (670-15-71), 21 h : P. G. Dancil.
JUVISY-SUR-ORGE, Théâtre d'
Fécamp (921-60-34), 21 h : l'Anne.

MONTREUIL, TEAM (858-65-33)
20 h 30 : Les 400 coups.

NANTERRE, Th. des Assommoirs
(18-91), 19 h 30 : Grand Brite.

SAINT-DENIS, Th. C.-Philips (243-
00-59), 20 h 30 : D. Cade, E. Lau-
rence.

SCAVALY, Th. Glemore (660-05-64)
20 h 31 : Christophorus Glemore.

SURESNES, Th. J.-Vilar (772-38-80)
20 h 31 : A. Rossini, S. Dupas (Mozart, R.
Verdi).

VIENNOIS, Th. Daniel-Gorenz (73-
61-21), 21 h : R. Rossini.

cinéma

CHAILLOUT (794-34-34) (573-79-79) / V.J. Rex, 2 (235-83-93)
Bestille, 12 (307-54-40); Athens, 1.
(544-25-43); Gaumont Convention, 1.
(828-42-37); Paidé Cléary, 12 (522-46-01).

DEAUBOURG (378-35-37)
17 h, in *Grand Rinf*, de P. Dely; Clé-
mence Israëli, 19 h, *Mais où donc est*
Daniel Was? de A. Hoffner.

FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME
(A.v.a.); Gaumont Haïles, 11 (29-
49-70); Cinéy Palace, 3 (354-07-76).

L'ADDITION (Fr. (m.)) : UGC Opéra, 2° (261-50-32) ; UGC Odéon, 6° (125-71-08) ; UGC Montparnasse, 6° (125-71-08) ; UGC Bataclan, 6° (723-69-23) ; Gaîté Rochefoucauld, 6° (878-87-11) ; UGC Boulevard, 9° (246-64-06).

L'AFFRONTEMENT (J. de) : Publicité Montparnasse, 6° (125-71-08) ; V.F. : Paramount Opéra, 9° (742-56-31).

LA FEMME FLAMBEE (AIL. VA. (m.)) : Parisiennes, 10° (320-30-19).

LA PÊTE DE GROS (Jap. va., 1°) : Jullien Racine, 6° (320-56-14) ; Jullien Racine, 6° (320-56-14).

FOOTLOOSE (A. va.) : Forma, 1° (33-73-74) ; Ciné Beaumont, 9° (271-52-36) ; UGC Bataclan, 6° (125-71-08) ; Publicité Saint-Germain, 6° (222-72-80) ; UGC Rotonde, 6° (633-08-22) ; UGC Ermitage, 9° (359-15-71) ; UGC Bataclan, 6° (125-71-08) ; Jullien Racine, 6° (320-56-14) ; UGC Bataclan, 6° (125-71-08) ; UGC Opéra, 2° (261-50-32) ; UGC Boulevard, 9° (246-64-06) ; UGC Gare de Lyon, 1° (343-01-59) ; UGC Gobelins, 19° (338-33-44) ; Paramount Opéra, 9° (742-56-31) ; Mistral, 14° (359-52-43) ; UGC Convention, 15° (828-20-04) ; Mistral, 14° (359-52-43) ; Parisiennes, 10° (320-30-19).

L'ADDITION (Fr. (m.)) : UGC Opéra, 2° (261-50-32) ; UGC Odéon, 6° (125-71-08) ; UGC Montparnasse, 6° (125-71-08) ; UGC Bataclan, 6° (723-69-23) ; Gaîté Rochefoucauld, 6° (878-87-11) ; UGC Boulevard, 9° (246-64-06).

L'AFFRONTEMENT (J. de) : Publicité Montparnasse, 6° (125-71-08) ; V.F. : Paramount Opéra, 9° (742-56-31).

LA FEMME FLAMBEE (AIL. VA. (m.)) : Parisiennes, 10° (320-30-19).

LA PÊTE DE GROS (Jap. va., 1°) : Jullien Racine, 6° (320-56-14) ; Jullien Racine, 6° (320-56-14).

FOOTLOOSE (A. va.) : Forma, 1° (33-73-74) ; Ciné Beaumont, 9° (271-52-36) ; UGC Bataclan, 6° (125-71-08) ; Publicité Saint-Germain, 6° (222-72-80) ; UGC Rotonde, 6° (633-08-22) ; UGC Ermitage, 9° (359-15-71) ; UGC Bataclan, 6° (125-71-08) ; Jullien Racine, 6° (320-56-14) ; UGC Bataclan, 6° (125-71-08) ; UGC Opéra, 2° (261-50-32) ; UGC Boulevard, 9° (246-64-06) ; UGC Gare de Lyon, 1° (343-01-59) ; UGC Gobelins, 19° (338-33-44) ; Paramount Opéra, 9° (742-56-31) ; Mistral, 14° (359-52-43) ; UGC Convention, 15° (828-20-04) ; Mistral, 14° (359-52-43) ; Parisiennes, 10° (320-30-19).

CARMEN (Francis-L.) : Vendôme, 3° (742-97-52) ; 8° (742-97-53) ; 9° (742-97-54) ; 10° (742-97-55) ; Montparnasse, 14° (327-52-37) ; Kianoparanna, 15° (306-50-50) ; Images, 18° (522-47-94).

CELESTE (All., v.a.) : Lopes, 3° (354-42-34) ; Olympe Héloïse, 14° (545-35-38) ; 15° (545-35-39).

CENT JOURS A PALERME (Francis-L.) : Forum, 1° (237-53-74) ; Paramount Odéon, 6° (325-59-43) ; Marignan, 13° (325-59-43) ; 14° (325-59-44) ; 15° (325-59-45) ; Gaumont, 16° (827-84-50) ; Pathe Clichy, 18° (522-46-01).

LES COMPTES (Fr.) : Grand Pavois, 15° (554-48-85).

LES COPAINS D'ABORD (A.v.) : UGC Danton, 6° (529-42-63) ; UGC Clichy, 13° (529-42-62) ; UGC Marbeuf, 15° (525-45-82).

LA CORRIDA (Sor., v.a.), Chamon, 6° (554-28-80).

LA DIAGONALE DU ROU (Fr.) : Saint-Germain Studio, 3° (63-63-50) ; Paradis, 6° (2-12-13) ; 7° (2-12-14) ; 8° (2-12-15) ; Olympe Héloïse, 14° (545-35-38) ; Gaumont Convention, 15° (828-42-27).

LES DIEUX SONT TOMBES SUR LA TÊTE (Rox.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 15° (525-45-82).

DIVA (Fr.) : Rivoli Bessinghof, 4° (272-63-32) ; Clichéas, 6° (633-10-82).

ÉCOUTEZ BÉZEL, ÉCOUTEZ MAY PIQUERAY (Fr.) : Saint-Amand-des-Arts, 6° (529-42-63).

EMMANUELLE DE RITA (All., v.a.) : UGC Marbeuf, 15° (525-45-82).

EMMANUELLE TV (**) : George V, 3° (562-41-46) ; Madeleine, 9° (770-72-86).

L'ÊTE MEURTIERE (Fr.) : Paramount Marignan, 2° (256-40-50) ; Gaumont Marignan, 3° (349-40-50) ; Convention Saint-Charles, 15° (579-53-00).

ET VOGUE LE NAVIRE (Ll., v.a.) : Studio de la Harpe, 5° (634-25-52).

FORT SAGANNE (Fr.) : Gaumont Hallé, 1° (297-49-70) ; Richelieu, 2° (297-49-71) ; Paramount Marignan, 3° (349-40-50) ; Brasseur, 6° (222-57-97) ; Hantefeuille, 6° (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6° (325-59-43) ; Ambassade, 8° (329-18-08) ; Saint-Lazare, 13° (329-18-07) ; 14° (329-18-08) ; Champ-Elysées, 8° (720-76-23) ; Français, 9° (770-33-88) ; Paramount Belleville, 12° (343-79-71) ; Nations, 12° (343-79-72) ; UGC Rive Gauche du Lyon, 13° (370-01-59) ; Paramount Grand-Pavois, 15° (545-35-38) ; 16° (545-35-39) ; 18° (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14° (323-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14° (323-84-50) ; Gaumont Convention, 15° (828-42-27) ; Victor Hugo, 18° (757-24-96) ; Paramount Maillet, 17° (757-24-96) ; Pathe Wépler, 18° (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20° (636-10-86).

LA PORTESSE NOIRE (A. v.a.), Clichéas, 6° (633-10-82) ; 7° (633-10-83) ; 8° (633-10-84) ; Chamon, 6° (554-28-80) ; 7° (554-28-81) ; 8° (554-28-82) ; 9° (554-28-83) ; 10° (554-28-84) ; 11° (554-28-85) ; 12° (554-28-86) ; 13° (554-28-87) ; 14° (554-28-88) ; 15° (554-28-89) ; 16° (554-28-90) ; 17° (554-28-91) ; 18° (554-28-92) ; 19° (554-28-93) ; 20° (554-28-94) ; 21° (554-28-95) ; 22° (554-28-96) ; 23° (554-28-97) ; 24° (554-28-98) ; 25° (554-28-99) ; 26° (554-29-00) ; 27° (554-29-01) ; 28° (554-29-02) ; 29° (554-29-03) ; 30° (554-29-04) ; 31° (554-29-05) ; 32° (554-29-06) ; 33° (554-29-07) ; 34° (554-29-08) ; 35° (554-29-09) ; 36° (554-29-10) ; 37° (554-29-11) ; 38° (554-29-12) ; 39° (554-29-13) ; 40° (554-29-14) ; 41° (554-29-15) ; 42° (554-29-16) ; 43° (554-29-17) ; 44° (554-29-18) ; 45° (554-29-19) ; 46° (554-29-20) ; 47° (554-29-21) ; 48° (554-29-22) ; 49° (554-29-23) ; 50° (554-29-24) ; 51° (554-29-25) ; 52° (554-29-26) ; 53° (554-29-27) ; 54° (554-29-28) ; 55° (554-29-29) ; 56° (554-29-30) ; 57° (554-29-31) ; 58° (554-29-32) ; 59° (554-29-33) ; 60° (554-29-34) ; 61° (554-29-35) ; 62° (554-29-36) ; 63° (554-29-37) ; 64° (554-29-38) ; 65° (554-29-39) ; 66° (554-29-40) ; 67° (554-29-41) ; 68° (554-29-42) ; 69° (554-29-43) ; 70° (554-29-44) ; 71° (554-29-45) ; 72° (554-29-46) ; 73° (554-29-47) ; 74° (554-29-48) ; 75° (554-29-49) ; 76° (554-29-50) ; 77° (554-29-51) ; 78° (554-29-52) ; 79° (554-29-53) ; 80° (554-29-54) ; 81° (554-29-55) ; 82° (554-29-56) ; 83° (554-29-57) ; 84° (554-29-58) ; 85° (554-29-59) ; 86° (554-29-60) ; 87° (554-29-61) ; 88° (554-29-62) ; 89° (554-29-63) ; 90° (554-29-64) ; 91° (554-29-65) ; 92° (554-29-66) ; 93° (554-29-67) ; 94° (554-29-68) ; 95° (554-29-69) ; 96° (554-29-70) ; 97° (554-29-71) ; 98° (554-29-72) ; 99° (554-29-73) ; 100° (554-29-74) ; 101° (554-29-75) ; 102° (554-29-76) ; 103° (554-29-77) ; 104° (554-29-78) ; 105° (554-29-79) ; 106° (554-29-80) ; 107° (554-29-81) ; 108° (554-29-82) ; 109° (554-29-83) ; 110° (554-29-84) ; 111° (554-29-85) ; 112° (554-29-86) ; 113° (554-29-87) ; 114° (554-29-88) ; 115° (554-29-89) ; 116° (554-29-90) ; 117° (554-29-91) ; 118° (554-29-92) ; 119° (554-29-93) ; 120° (554-29-94) ; 121° (554-29-95) ; 122° (554-29-96) ; 123° (554-29-97) ; 124° (554-29-98) ; 125° (554-29-99) ; 126° (555-00-00) ; 127° (555-00-01) ; 128° (555-00-02) ; 129° (555-00-03) ; 130° (555-00-04) ; 131° (555-00-05) ; 132° (555-00-06) ; 133° (555-00-07) ; 134° (555-00-08) ; 135° (555-00-09) ; 136° (555-00-10) ; 137° (555-00-11) ; 138° (555-00-12) ; 139° (555-00-13) ; 140° (555-00-14) ; 141° (555-00-15) ; 142° (555-00-16) ; 143° (555-00-17) ; 144° (555-00-18) ; 145° (555-00-19) ; 146° (555-00-20) ; 147° (555-00-21) ; 148° (555-00-22) ; 149° (555-00-23) ; 150° (555-00-24) ; 151° (555-00-25) ; 152° (555-00-26) ; 153° (555-00-27) ; 154° (555-00-28) ; 155° (555-00-29) ; 156° (555-00-30) ; 157° (555-00-31) ; 158° (555-00-32) ; 159° (555-00-33) ; 160° (555-00-34) ; 161° (555-00-35) ; 162° (555-00-36) ; 163° (555-00-37)

LES MORPHEAUX (P.T.) : Gauth 8606
vard, 9* (233-67-06); Berlitz, 2 (742-
60-33); Breteigne, 6 (222-57-97); UGC
Blaritz, 8 (723-69-23).

NEW YORK NIGHTS (A. v.o.) (**)
Cluny Ecole, 5 (354-20-12); UGC Nor-
mandie, 8* (359-41-18). - V.f.: Rex, 2
(236-83-93); Paramount Marivaux, 2
(296-80-40).

LES NOUVEAUX BARBARES (N.
v.o.) : Forum Orient Express, 1* (233-
42-26); George-V, 8 (562-41-46). -
V.f.: Maxville, 6 (770-72-86); Le
maître, 9* (246-49-07); Basrille, 12
(307-54-40); Miramar, 14* (320-
80-52); Impres, 18* (522-47-84).

OCEANMAN WEEK-END (A., v.o.)
 (7) : Gammant Hales, I. (287-60-00)
 Olympic Bazaars, S. (351-60-00); Paramount
 (141-93-31), - V.F.: Gammant Hales, I.
 (747-60-33). Gammant Hales, I.
 Convention, 15' (828-42-27).

FERNANT VAGABOND (A., v.o.)
Morice, 1 (260-43-59)

POLAROID KILLER (Fr.) ()**: Mich

FRENCH CARMEN (Fr.): Epie d
 Bois, S. (337-37-57)

BETOUX VERS L'ENFER (A., v.o.)
Sigaux, 1 (325-92-83)
 (339-92-83); Paramount Cit
 Triomphe, R. (562-65-56), - V.F.: Par
 mount Opéra, R. (325-92-83); Monpa
 (325-92-83)

RUE CASES NEGRES (Fr.): Epie d
 Bois, S. (337-37-47)

KUITY JAMES (A., v.o.): Choucha,

SAHARA (A., v.o.): UGC Normand
 (339-41-18), - V.F.: Rex, 2 (23-
 83-93) UGC Normand, 2 (261-90-32)

moment Odon. 6° (325-59-32); Paramount Mercury, 9° (562-75-90); Paramount Opéra, 9° (742-36-31); Paramount Parodia, 12° (647-78-17); Paramount Gaumont, 13° (580-18-03); Paramount Montparnasse, 14° (325-90-10).

SCARFAGE (A., v.f.) (*): Arènes, 12° (235-34-58).

SCÉNARIO DU FILM PASSON (R.): Studio 43, 9° (776-63-40).

STAR 80 (A., v.f.): Opéra Night, 2° (296-62-56).

STAR WAR LA SAGA (A., v.a.): Les Studios L'empire contre-attaque; in "Rastour du Jour"; Eclair, 11° (707-28-04).

STREAMERS (A., v.a.): Olympia Music, 8° (561-10-60).

STRYKER (A., v.a.): UGC Danzas,

BOULEVARD (A. v.f.): *Opéra*, 19 (326-59-51); UGC Gobelins, 12 (336-24-45); Gaumont-Sad, 14 (327-84-50); Montparnasse, 14 (322-52-57); UGC Convention, 15 (826-20-64); Paramount Montparnasse, 15 (826-20-64); UGC Convention, 15 (826-20-64).

TOULOU FANTIN (Fr.): UGC Opéra, 19 (326-59-52); Secodim, 19 (241-75-99).

TENDRES PASSIONS (A. v.f.): *Opéra*, 19 (326-59-53); Publicis Champs-Élysées, 8 (720-76-23); Montparnasse, 8 (359-82-82); Parisiennes, 11 (329-83-11). - V.f.: Paramount Opéra, 19 (326-59-53); UGC Convention St-Charles, 15 (578-33-00).

THE WIZ (A. v.a.): Grand Palais, 11 (554-46-85).

TOOTSIE (A. v.f.): *Opéra* Night, 19 (86-42-36).

[illegible][illegible]

LA TRACÉ (Fr.): Lacenaire, 6° (544-57-34).
 TRAHISONS CONJUGALES (Angl.
 v.o.): Lacenaire, 6° (544-57-34).
 LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.)
 (R.sp.) Demure, 14° (321-41-01).
 UN AMOUR DE SWANN (Fr.): Quin-
 tetto, 5° (633-79-38); Olympia Balzac
 8° (561-10-60).
 UN BON PETIT DIABLE (Fr.): Gram-
 Pavois, 15° (554-46-85); Calypso
 (R.sp.), 17° (380-30-11).
 UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE
 (Fr.): Grammont Halle, 1° (297-
 49-70); Impres., 2° (742-72-52); Han-
 d., 1° (621-79-38); Bayard, 7°

(70-152-17); **CONJUGES** :
 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81)
 Athènes, 12 (343-00-65); **GAMMON** Saint
 14 (327-84-50); **PERMANENCE**, 14 (328-
 52-37); **PROTESTATION**, 14 (327-52-37)
 Jacques, 14 (589-68-42); 14-Juillet
 Beauregard, 15 (575-79-19); **BIENNE**
 Montparnasse, 15 (544-25-02)
UN HOMME PARMI LES LOUES (A. v.c.)
 George-V, 9 (653-79-38)
 George-V, 9 (562-41-46); 11-Juillet
 12-86; **PERMANENCE**, 14 (328-52-31)
 12-86; **PERMANENCE**, 14 (328-52-31)
 12-86; **PERMANENCE**, 14 (328-52-31)
UN IND AU VIEU (Soc. v.a.); **MARIAGE**
 (Fr.) (277-46-46)
UN IND AU VIEU (Soc. v.a.); **MARIAGE**
 (Fr.) (277-46-46)
 Gervais Huchette, 9 (613-63-00); **RE-**
 sistance, 9 (326-12-12)
VIVA LA VIE (Fr.); **Cité Beauregard**, 14
 (271-52-36); **UGC** Odéon, 9 (328-
 42-61); **UGC** Normandie, 9 (328-
 41-19); **UGC** Boulevard, 9 (349-
 66-44); **UGC** Gare de Lyon, 9 (333-
 32-42); **MUSÉE**, 14 (539-52-52); 14-
 Juillet Beauregard, 15 (575-79-19)
UGC Convention, 15 (575-79-19); **MUSÉE**
 15 (575-79-19); **UGC** Convention, 15
 15 (758-24-24); **PARIS** Cité, 15
 (322-46-01); **Société**, 15 (241-77-99)
VIVE LES FEMMES (Fr.); **Arcade**, 9
 9 (328-42-61); **UGC** Normandie, 9
 30-32; **UGC** Normandie, 9 (633-02-02)
 Biarritz, 9 (72-69-23)
VIA LES ÉCRIVAINS (A. v.c.)
 George-V, 9 (562-42-16); **Lundi**, 9
 9 (562-42-16); **Lundi**, 9 (562-42-16)
 89-16; **Grand Palais**, 14 (344-65-85)
LES VOLEURS DE LA NUIT (Fr.); **Par-**
 nasse Montparnasse, 14 (329-00-10)
WILLIAM BOURGEOIS (A. v.c.)
 George-V, 9 (562-42-16)
WILLIAM (A. v.c.); **Cité Beauregard**, 14
 (271-52-36); **UGC** Odéon, 9 (328-
 42-61); **UGC** Normandie, 9 (328-
 41-19); **UGC** Boulevard, 9 (349-
 66-44); **UGC** Gare de Lyon, 9 (333-
 32-42); **MUSÉE**, 14 (539-52-52); 14-
 Juillet Beauregard, 15 (575-79-19)
UGC Convention, 15 (575-79-19); **MUSÉE**
 15 (575-79-19); **UGC** Convention, 15
 15 (758-24-24); **PARIS** Cité, 15
 (322-46-01); **Société**, 15 (241-77-99)

PROMOTION DU CINEMA (v.a.) : St. du dia 28. 19 (806-36-07), les Valentes de nuit.

DEUS DE CINEMA FANTASTIQUE (v.a.) : Securlar, 19 (707-29-04).

Genere des etudes; l'empire contre attaque; le Rescort du Jedi; la Quatrieme Dimension; Dead Zone; l'Acron sour (*).

CINEMA DES ETATS BALKES (v.a.) : Seculor, 19 (806-36-07). Permet de voir les films de la serie "Le monde nous montre" 15 h au Mid au vendredi 22 h; la Forêt de royaume.

SOIXANTIEME ANNIVERSAIRE DU FILM "MGM" (v.a.) : Olympic Saint Germain, 6 (222-87-23), Chambard au la plus.

MARK BROTHERS (v.a.) : Accel. Seculor, 2 (327-72-07). Une nuit de l'opéra.

ROBERT MITCHELL (v.a.) : Caly.

FESTIVAL MCM (v.a.), Olympia-Luxembourg
(352-55-11) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h.

LES NOUVEAUX AS D'OLYMPIA-WALL
(v.a.), Olympia-Maryline, 14^e (54-35-38) 1 American gigolo.

MARGUERITE DURAS Dastit, 1^{re} (54-35-38) 1 American gigolo.

ALFRED HUTCHCOCK (v.a.) Académie La Fayette, 3^e (329-79-89), Supercin.

JOHN HUSTON (v.a.) Olympia, spectacle satiric, 14^e (545-53-38), Promenade av. l'Europe et la mer.

Les séances spéciales

CASANOVA (de Fellini) (It., v.a.), Tivoli
Séance 3^e (372-54-56), 22 h, 15 h.

LES CHARMOTS DE FEU (Ridg., v.a.)
Boite à films, 17^e (622-44-21), 20 h, 10 h.

COUP DE TONNERRE (Griff., v.a.)
Boite à films, 15^e (554-58-25), 20 h.

COUP DE CŒUR (A., v.a.) Château Victoria, 1^{re} (508-94-14), 18 h, 20 h.

LA MATRESSSE DU LIEUTENANT «FRANCAIS (A., v.a.) Boite à films, 14^e (545-53-38), 16 h.

MORT A VENISE (It. v.a.), Tivoli
3^e (372-54-56), 20 h.

Luxembourg, 6° (633-91-77), 24 h.
SATYRICON (°) (R. v.a.), Temples
 3° (272-64-56), 22 h. 15.
LE T SCEAU (Gabsch, v.a.), Studi
 Bertrand, 7° (783-44-66), 16 h.
TAXI DRIVER (°) (A. v.a.), Studi
 Bertrand, 7° (783-44-66), Saip
 Ambrise, 11° (700-89-16), 18 h. 45.
LES UNS ET LES AUTRES (P.
 Châlain-Victor, 1° (508-94-16),
 17 h. 15.
UN SI DOUX VISCÈRE (A. v.a.), C
 byas, 17° (380-30-11), 18 h.
WILLIAM-BURROUGHS (A. v.a.)
 Olympia-Entropex, 1° (543-35-38)
 18 h.
XICA DA SILVA (Dra. v.a.), Repu
 Cileux, 17° (505-31-33), 16 h.

Marketing d

EXPORTEZ
sans frontières
Le premier marché
international de produits de l'A
en France et à l'étranger
pour les professionnels
FULVCREX S.A.
15 rue Gambetta - 13001 MARSEILLE
Tél. 04 91 22 00 00

AIX
FESTIVAL D'AIX
23 Juin / 1er Août
Barbieri
Siviglia
Rocant
La Finta
Giardiniera
Mozart
Concertos / Récitals
Tél. 04 91 23 37 87
Les programmes sont disponibles

MUSIQUE
Maché - Mar
Strawinsky - V
Grand Th
Mardi 22 mai

DU 23 MAI AU 5 JUIN
JENNIFER M
AND THE V
Modern Dance Art

CYRANO
200

COMMUNICATION

LA 24 ROSE D'OR DE MONTREUX

Esprit d'Averty, où es-tu ?

Montreux. — Les vidéo-clips sont-ils de nature à renouveler le style des variétés à la télévision ? La question était implicitement posée à l'occasion du colloque organisé à Montreux, en Suisse, sur ce phénomène venu d'outre-Atlantique, dans le cadre de la vingt-quatrième Rose d'Or, qui s'est tenue du 10 au 16 mai.

Plus de dix-huit millions de foyers américains reçoivent déjà, en effet, la chaîne de télévision MTV (Music Television) qui diffuse, 24 heures sur 24, des vidéo-clips en stéréo. C'est un peu l'anti-télévision de papa, dont le style relève, le plus part du temps, de ce qu'il est convenu d'appeler « les variétés ». La Rose d'Or étant la compétition annuelle agréée par l'UER (Union européenne de radiodiffusion), réservée à ce genre d'émissions, Montreux 84 se devait d'être attentive au phénomène. Les « clips » étaient aussi au programme des projections.

Mais on attendait la création éventuelle d'un prix spécial réservé

De notre envoyé spécial

aux vidéo-clips, la Rose d'Or 1984 innovait en s'ouvrant, à titre d'essai, aux producteurs indépendants, c'est-à-dire à des maisons de production qui ne sont pas des organismes de service public. Sur douze propositions, six ont été retenues et diffusées l'avant-dernier jour du Festival. Cette ouverture n'est pas fortuite : elle prend acte du fait que « les organismes de service public délaissent de plus en plus, comme le notait dans son discours d'ouverture M. Leo Schürmann, directeur général de la Société suisse de radiodiffusion, la production de programmes de variété, trop coûteux, ou cherchent des partenaires extérieurs pour coproduire dans ce genre ». Il s'agit d'un nouveau secrétaire général de la Rose d'Or, M. Guillaume Chenevère — qui succède à M. Frank R. Tappolet, inventeur du Festival TV de Montreux — de tirer les leçons de cette expérience.

C'est un fait que sur les trente-quatre émissions présentées par la trentaine de pays représentés, on compte sur les doigts d'une seule main celles qui osent — grâce aux larges possibilités de l'électronique — proposer un spectacle de variété qui rompt avec les canons classiques : shows monotones, décors sophistiqués, prises de vues sans imagination, applaudissements de circonstance, à telle enseigne que, dans ce désert d'imagination, l'humour britannique à la Benny Hill (on a pu en voir des spécimens sur FR 3) a permis au moins aux festivaliers de se détendre.

Montreux n'a jamais très bien réussi à la télévision française depuis près d'un quart de siècle que se tient cette compétition : une seule Rose d'Or, en 1966, accordée à l'ORTF pour l'Arroseur arrosé et une seule Rose de bronze en 1968 pour Bécassine et Co, contre cinq Roses d'Or pour les Britanniques et trois pour les Américains. Et cela n'était pas la situation enviable que nous avons connue par TF 1, A 2 et FR 3 — dont le Dorothea show du Noël 83, même sous-titré en anglais — qui pouvait renverser la tendance.

Plusieurs pays font l'effort de présenter des œuvres vraiment télévisuelles.

seules, dans lesquelles les dialogues sont presque superflus : ce fut le cas des Finlandais (dans une séquence — primée — tournant la guerre en dérision), de Prague (avec une comédie-ballet bien montée) et surtout de la NOS néerlandaise qui, avec son Banana Split Show, a présenté quelques gags assez réussis, dans le genre « caméra invisible ».

Mais la surprise de cette vingt-quatrième Rose d'Or aura été l'émission sélectionnée par la télévision roumaine. Tous les tracages et découpages électroniques ont été ici exploités comme ils devraient l'être : plus souvent, ainsi que le synthétiseur d'images et les effets en trompe l'œil qui, bien employés, peuvent constituer un spectacle télévisuel vraiment spécifique. Le fait que le réalisateur soit néerlandais ne diminue en rien le mérite de l'équipe technique de Bucarest, qui a réussi à une œuvre exemplaire.

Mais une hirondelle ne fait pas le printemps. Il est vrai que la télévision française elle-même, qui dispose désormais, à travers la SFP au moins, des moyens techniques nécessaires à ce genre de production, ne se bouscule pas pour en faire bénéficier les émissions de variété. Esprit d'Averty, où es-tu ?

CLAUDE DURIEX.

Le palmarès

- Rose d'Or : « I am a hotel » (Je suis un hôtel), de Mark Shekels, pour la Canadian Broadcasting Corporation, télévision d'Etat canadienne-anglaise.
- Rose d'argent : « Raw war - The military night of independent Finland meets the enemy » (La guerre crue - la puissance militaire de la Finlande indépendante affronte l'ennemi), réalisée par Kari Heiska, de la Radiotélévision finlandaise.
- Rose de bronze : « Musica-microl » de la Radiotélévision belge (l'émission a reçu un autre de prix de la presse).

A Paris

Un administrateur judiciaire nommé à la tête de Fréquence Gay

Les querelles intérieures ont conduit Fréquence Gay, la radio privée parisienne homonyme, devant la justice. Ce fut d'abord la démission, à la suite de l'assemblée générale du 3 janvier, du président de l'association exploitant la station, M. Geneviève Pastre. Le 8 janvier, une nouvelle assemblée générale renouvela le conseil d'administration, qui élit le lendemain son bureau. Le nouveau président, M. Julien Blanchet, directeur de la station, part en voyage et donne délégation pour la durée de son absence, du 29 avril au 13 mai à une autre femme, M. Marie di Giovanni, vice-présidente. Cette dernière convoque alors le conseil d'administration pour le 4 mai. Ce conseil décide de suspendre à titre provisoire quatre-vingts des cent vingt membres de l'association, sans que ceux-ci aient été avisés et sans qu'ils aient pu fournir des explications.

M. Marie-Christine Deluc, avocat de M. di Giovanni, engage un référé pour demander qu'il soit interdit aux

« suspendus » de pénétrer dans les studios et de procéder à des émissions sur la fréquence de la station. La défense, devant M. Jacques Charlot, vice-président du tribunal de Paris, M. Gérard Serfaty et Dominique Jourdain, a soutenu, mercredi 16 mai, que la requête n'était pas qualifiée pour agir. Et le magistrat a constaté que les conditions dans lesquelles M. Blanchet et M. di Giovanni ont été portés à la tête de l'association « sont des plus contestables » et qu'il apparaît que « les organes d'administration de l'association sont dans l'incapacité d'assurer une gestion normale ». En conséquence, il a désigné M. Zecri, à titre d'administrateur provisoire, pour trois mois, avec mission d'assurer la gestion, de convoquer, dans les meilleurs délais, une assemblée générale ayant notamment à l'ordre du jour la désignation des membres du conseil d'administration et de prendre des mesures utiles pour mettre en place les organes de gestion.

TOURISME

Havas-Tourisme quitte le Syndicat des agents de voyages

Havas-Tourisme vient de décider de quitter le Syndicat national des agents de voyage (SNAV). Cette décision intervient après la prise de position de M. Jean-Claude Murat, président du SNAV, critiquant le « contrat de garantie » offert récemment aux consommateurs par Havas-Voyages, filiale d'Havas-Tourisme, et les critiques de l'INCA (Institut national de la consommation) affirmant que ce « contrat » ne correspondait qu'à l'application de la réglementation datant de 1982 (le Monde du 16 mai).

Dans une lettre adressée à M. Murat, le président d'Havas-Tourisme, M. Pierre Dauzier, estime que c'est « une contre-vérité manifeste d'affirmer, comme le fait M. Murat, que le contrat existe de par la loi, dans toutes les agences ». M. Dauzier poursuit : « L'arrêt du 14 juin 1982 n'a été suivi, dans la pratique, d'aucune modification du comportement des agences, car les compagnies d'assurance ont, jusqu'à présent, systématiquement refusé d'assurer le risque dans le cadre de la responsabilité civile professionnelle ».

Havas-Tourisme est, avec 8 % du total des cotisations, le plus important adhérent du SNAV.

Le projet de satellite au Luxembourg

LA CLT ADRESSE UNE MISE EN GARDE AU GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ

Le conseil d'administration de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a approuvé, mardi 15 mai, à l'unanimité des voix, une résolution qui adresse une sévère mise en garde au gouvernement du Grand-Duché, « demande instamment au gouvernement de surseoir d'ici à l'automne à toute nouvelle initiative » concernant le projet d'un satellite de télécommunication et de télédiffusion proposé par la société américaine Cornet.

Si la CLT — qui a refusé de participer à ce projet jugé concurrent du programme français TDF 1 auquel elle est associée — a durci soudainement sa position à l'égard des autorités du Grand-Duché, c'est parce que celui-ci s'est mis sur le point d'accorder une concession à Cornet. Le Conseil d'Etat du Luxembourg a, en effet, rendu récemment un avis, certes mitigé, mais qui n'interdit pas au gouvernement d'accorder à d'autres que la CLT la possibilité d'exploiter des fréquences de radiodiffusion.

La concession, en fait, ne serait pas directement accordée à la société américaine, mais par l'intermédiaire d'une raison sociale-écran, en voie de constitution, la Société luxembourgeoise des satellites, dont les actionnaires majoritaires seraient des investisseurs tels que des Caisses de retraite et d'épargne luxembourgeoises.

Le ton et la rudesse de la résolution de la CLT ne s'expliquent pas seulement par le caractère concurrent des deux projets. Plusieurs membres de son conseil d'administration sont aussi sensibles aux conséquences très lourdes — pour eux-mêmes, dont les monopoles seraient menacés — qu'aurait une décision du Grand-Duché en faveur d'intérêts américains.

LE PRIX ALBERT-LONDRES A JEAN-MICHEL CARADECH

Le prix Albert-Londres, traditionnellement décerné le 16 mai — date anniversaire de la disparition, en 1932, du célèbre grand reporter — a été attribué, pour l'année 1984, à M. Jean-Michel Caradech, trente-quatre ans, de Paris-Match, au deuxième tour de scrutin, pour l'ensemble de ses reportages, notamment au Salvador, à Beyrouth et au Nigeria.

Des voix sont allées à MM. François Hauter (le Figaro) et Bertrand Gallimard-Flamigny (Journal de Genève).

L'année 1984 marque aussi le centenaire de la naissance d'Albert Londres, le 1er novembre 1884 à Paris. C'est pourquoi, mardi 13 mai, M. Jacques Toubon, député, maire du treizième arrondissement de Paris, a dévoilé une plaque commémorative, avenue de Choisy.

Pour leur part, les éditions Christian Bourgois, qui ont déjà publié les principaux reportages d'Albert Londres, ressortent deux titres de lui dans la collection « Grands Reporters » : il s'agit du livre *Le Juif errant* qui arrive, qui dénonce en 1929 les pogroms en Europe de l'Est, et d'un inédit de 1922 après son premier voyage en Chine : *La Chine en folie et Mourir pour Shanghai*. Enfin, une médaille commémorative sera éditée par l'hôtel des Monnaies.

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 17 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Feuilleton : l'Homme de Suez. De P. Gaspard-Huit, réal. C. Jaques. Avec G. Marchand, H. Franc, R. Pélissier.
- 21 h 35 Contre-enquête. Emission d'Aune Hoang.
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 55 Parole de région.
- 23 h 10 Les Provençaux d'Azur-Corse parlent d'eux-mêmes.
- 23 h 15 Un, deux... ou trois ?
- 23 h 20 5 Prélude à la nuit.
- 23 h 25 Les nuits du cinéma.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : Le sang du Parnasse. D'après le roman de M. Proust, réal. F. Ford Coppola. Avec Al Pacino, R. Duvall, D. Easton.
- 21 h 35 Histoire naturelle. Emission d'E. Leblond, I. Barthe et J.-P. Flouzy.
- 22 h 30 Journal.
- 22 h 55 Journal.
- 23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : Enquête sur un citoyen anormal. Film italien d'E. Poni (1969), avec G.M. Volonte, F. Bolkan, G. Santucelo, A. Dominieli, O. Orlando. (Rediffusion).

se maîtresse. Nomadé à la tête de la police politique, et s'efforçant d'être volontairement les preuves de sa culpabilité. Ce cas pathologique (Glan Maria Volonte donne au personnage un relief saisissant) est le véritable sujet d'un film traité par ailleurs, avec pas mal d'ambiguïté, les problèmes politiques italiens, la tension du fascisme.

- 22 h 30 Journal.
- 22 h 55 Parole de région.
- 23 h 10 Les Provençaux d'Azur-Corse parlent d'eux-mêmes.
- 23 h 15 Un, deux... ou trois ?
- 23 h 20 5 Prélude à la nuit.
- 23 h 25 Les nuits du cinéma.

FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Histoire de France en BD.
- 17 h 10 Les Gasconnettes.
- 17 h 20 Méthodes de l'élevage en montagne.
- 17 h 50 Savais-tu que ? (Le pétrole ou la mémoire de la terre).
- 18 h 5 Feuilleton : Dynastie.
- 18 h 55 Assaut P.C.
- 19 h 10 Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : l'Endivie.
- 19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 15 Les enjeux internationaux.
- 20 h 30 Le compariant des mots perdus, de D. A. Kergal (2e partie : « Les jours sont comptés, passés, divisés »).
- 21 h 15 Disques.
- 22 h 30 Nuits musicales.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n. 90, en si mineur, de Haydn, Concerto pour piano et orchestre en si mineur, de Mozart, Symphonie n. 1 en si mineur, de Beethoven par l'Orchestre du dix-huitième siècle, dir. F. Brüggen, sol. J. Gibbons, piano.
- 21 h 34 Les solistes de France-Musique : « Musique entre amis » : dédiées au cœur ; œuvres de Mozart, Brahms, Fauré, Tchaïkovski, Wagner, Schumann, Ravel, Prokofiev.

Vendredi 18 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 TF 1 Vision plus.
- 12 h 10 Le rendez-vous d'Annick.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h 10 Journal.
- 14 h 10 Série : Le Secret des Flamands.
- 14 h 55 Temps libres.
- 15 h 10 Le 10-10.
- 17 h 10 Destination France : Un département à l'autre.
- 17 h 30 Magazine d'Yves Gauthier, Christian Durac et François Saint-Félix.
- 18 h 10 Les découvertes des ressources touristiques de la France : les Bouches-du-Rhône.
- 18 h 25 Le village dans les nuages.
- 18 h 30 Journal.
- 18 h 35 Microscopie.
- 18 h 40 Les petites drôles.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 35 Variétés : Les Vainqueurs.
- 20 h 30 Journal et cinq jours en Bouree.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 30 Atout cœur.
- 12 h 10 Journal.
- 12 h 30 Le 10-10.
- 13 h 10 Journal.
- 13 h 30 Le 10-10.
- 14 h 10 Journal.
- 14 h 30 Le 10-10.
- 15 h 10 Journal.
- 15 h 30 Le 10-10.
- 16 h 10 Journal.
- 16 h 30 Le 10-10.
- 17 h 10 Journal.
- 17 h 30 Le 10-10.
- 18 h 10 Journal.
- 18 h 30 Le 10-10.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 30 Le 10-10.
- 20 h 10 Journal.
- 20 h 30 Le 10-10.
- 21 h 10 Journal.
- 21 h 30 Le 10-10.
- 22 h 10 Journal.
- 22 h 30 Le 10-10.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Le 10-10.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h 10 Télévision régionale.
- 19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.
- 20 h 10 Les jeux.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord (RNC).
- 20 h 35 Vendredi : Spécial Festival de Cannes.
- 21 h 10 Informations.
- 21 h 15 Markievicz : Working in Hollywood.
- 21 h 30 Les solistes de France-Musique : « Musique entre amis » : dédiées au cœur ; œuvres de Mozart, Brahms, Fauré, Tchaïkovski, Wagner, Schumann, Ravel, Prokofiev.
- 22 h 30 Nuits musicales.

FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Histoire de France en BD.
- 17 h 10 Les Gasconnettes.
- 17 h 20 Méthodes de l'élevage en montagne.
- 17 h 50 Savais-tu que ? (Le pétrole ou la mémoire de la terre).
- 18 h 5 Feuilleton : Dynastie.
- 18 h 55 Assaut P.C.
- 19 h 10 Informations.
- 19 h 35 Feuilleton : l'Endivie.
- 19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 15 Les enjeux internationaux.
- 20 h 30 Le compariant des mots perdus, de D. A. Kergal (2e partie : « Les jours sont comptés, passés, divisés »).
- 21 h 15 Disques.
- 22 h 30 Nuits musicales.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n. 90, en si mineur, de Haydn, Concerto pour piano et orchestre en si mineur, de Mozart, Symphonie n. 1 en si mineur, de Beethoven par l'Orchestre du dix-huitième siècle, dir. F. Brüggen, sol. J. Gibbons, piano.
- 21 h 34 Les solistes de France-Musique : « Musique entre amis » : dédiées au cœur ; œuvres de Mozart, Brahms, Fauré, Tchaïkovski, Wagner, Schumann, Ravel, Prokofiev.

UNE GRANDE
INTER
A L'HE
ELEC



Il y a dix ans, l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC) s'installait dans des locaux modernes au centre de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. A l'époque, la cité, par ses urbanistes des années 60, ne comptait que quelques habitants, des bâtiments administratifs et un centre commercial. Les élèves découvrent alors la vie dans le Nord-Ouest parisien, loin des quartiers étudiants, territoire de l'Ecole depuis sa formation au début du siècle.

En 1984, la ville nouvelle est devenue une agglomération de plus de cent mille habitants, facilement accessible de Paris en voiture ou en train. L'Ecole aussi s'est développée. Elle est devenue le groupe ESSEC, comprenant, à côté de l'Ecole de gestion internationale agro-alimentaire, un Institut de management hôtelier international et une Ecole de praticiens du commerce international (EPSCI).

Au total, près de mille deux cents élèves, dont plus des deux tiers de l'ESSEC, fréquentent les locaux de Cergy pour devenir les futurs managers des entreprises industrielles et commerciales de demain.

Le dixième anniversaire de l'ESSEC à Cergy-Pontoise

Un enseignement à la carte pour les futurs managers

COMME tous les midis, le grand hall de l'ESSEC s'anime. Des étudiants, en transit entre leur salle de cours et le restaurant universitaire, se rencontrent. Projeteurs de diapos et tableaux à l'appui, quelques responsables du BDE (Bureau des élèves) tentent de capter l'attention de leurs camarades. « L'ESSEC sera, cette année, l'unique grande école à offrir une soirée exceptionnelle dans le cadre prestigieux de l'Opéra. » Un montage sonore accompagne les propos de l'orateur, qui présente les ballets de la soirée de gala du 8 juin. Des étudiants descendent la cafétéria du premier étage et envahissent les marches de l'escalier. Ils écoutent les explications et semblent prendre note des tâches que demande l'organisation du troisième gala. « Il faut coller des affiches, préparer des mailings, assurer l'accueil... »

Hélène, jeune élève de première année, avoue qu'il lui sera difficile de consacrer du temps à ces opérations. « Je m'occupe déjà des Mandats de l'ESSEC », explique-t-elle en vantant l'association qui organise des rencontres-débats avec des syndicalistes, des personnalités politiques ou des responsables d'entreprise. L'accent du Sud-Ouest

trahit les origines toulousaines de la jeune fille. Un bac C, brillamment obtenu, une seule année de classe préparatoire au haut enseignement commercial, et Hélène était reçue au concours d'entrée de plusieurs écoles de commerce. « J'ai choisi l'ESSEC plutôt que d'autres formations », raconte-t-elle, car j'avais entendu parler de l'ambiance de l'école. J'étais attirée par la vie associative et par la multitude de possibilités offertes aux étudiants dans le choix de leurs activités. Au terme de sa première année d'études, Hélène ne sent pas son choix. Quelques cours lui ont semblé un peu abstraits, mais dans l'ensemble elle est satisfaite. Elle regrette toutefois de ne pas avoir fait assez « d'études de terrain, de concret, pour changer un peu des statistiques ou de la comptabilité financière ».

A l'ESSEC, la scolarité se divise en deux périodes de durée inégale : un premier cycle d'un an, baptisé « tronc commun », et une spécialisation au choix des étudiants d'une durée de deux ans. Pour le directeur de l'école, M. Dominique Xardel, l'année de tronc commun, avec ses cours obligatoires, est importante.

« C'est au moment de leur arrivée à l'ESSEC que les étudiants ont besoin d'apprendre, de façon intensive, à manier les concepts de base dans toutes les disciplines de la gestion des entreprises : comptabilité, finances, marketing, sciences humaines, droit des affaires... », explique le directeur.

Hélène, comme Hervé, un autre élève de première année, reconnaissent toutes ces nécessités et comprennent qu'ils ont besoin d'améliorer leur culture générale. « Mais après des années de lycée et le baccalauréat des prépas, on aspire à découvrir des disciplines nouvelles, à effectuer des tâches plus proches de la vie réelle dans les entreprises », avoue Hervé. Avec d'autres camarades de promotion, ils s'inscrivent de l'enseignement de la charge de travail, première année, et d'un possible schéma à l'une des épreuves de fin de « tronc commun ».

Selon des enseignants, le contrôle n'est « légèrement renforcé » au cours de la scolarité. Il ne s'agit pas de sanctionner les élèves, mais de « faire entrer dans les mentalités que l'accès à une grande école n'assure pas une rente de situation ». Doyen du corps enseignant



permanent, M. Alain Saliez, responsable du département environnement, estime que les futurs managers doivent acquérir des connaissances précises en sciences humaines, dans les disciplines de gestion comme en langues vivantes. « Le tronc commun facilite le travail en petits groupes et permet une pédagogie plus personnalisée. » Selon lui, c'est au cours de la première année que les élèves doivent acquérir la compréhension de phénomènes de l'entreprise. C'est à ce moment que « l'on forme des gens ouverts sur les connaissances, aptes à comprendre qu'ils ne peuvent pas travailler sans les autres partenaires de l'entreprise ».

Liberté de choix des cours

A l'issue du tronc commun, les élèves de l'ESSEC disposent de deux années pour acquérir une spécialisation dans le domaine de leur choix. « La notion de choix est importante à l'école, assure Patrick, élève de troisième année. Une grande liberté nous est laissée. La direction nous fournit un catalogue trois semaines avant le début des cours et nous devons fixer nous-

mêmes, en toute indépendance, les secteurs économique, financier ou juridique vers lesquels nous nous orientons. » Selon le directeur, l'obligation du choix est une constante dans la vie des affaires. « Notre pédagogie, inaugurée il y a une douzaine d'années, permet à chaque élève d'orienter ses études et ses travaux selon ses goûts personnels et ses projets d'avenir », précise M. Xardel.

Une liberté dont Hélène pourra jouir dès la prochaine rentrée, après avoir effectué son « stage ouvrier » obligatoire à la fin de la première année. Les stages (ouvrier, commercial ou d'application) rythment la vie des élèves au cours des trois années et leur apportent une connaissance de la réalité des entreprises et de leur environnement. Les possibilités de stages sont multiples. Les panneaux d'affichage, situés près des boîtes aux lettres des élèves, comportent de nombreuses propositions.

Entre la gérance pendant un mois d'un comptoir d'une chaîne de magasins d'alimentation ou un poste dans une usine de montage, Michel, élève de première année, a opté pour une troisième possibilité. Grâce aux relations internationales tissées par l'école, il a pu obtenir un stage à l'étranger. « Au mois d'août, j'irai trimer les pêches dans une grande exploitation de Californie », confie-t-il avec une large sourie. L'idée le séduit, il s'avoue ravi de pouvoir mettre en pratique son anglais et de découvrir, « sur le terrain, la réalité de la reprise économique aux Etats-Unis ».

A l'ESSEC, on n'a pas peur des voyages, voire des expatriations pour plusieurs mois. En 1983, deux cents élèves ont effectué des stages à l'étranger. Le plus fort contingent a travaillé en Californie, une trentaine ont été au Texas, trente-cinq au Japon, six au Brésil, et les autres dans des pays d'Extrême-Orient et en Afrique.

Pour M. Julien Coudy, directeur général du groupe ESSEC, « l'ouverture internationale représente une orientation nécessaire ». Les échanges avec les universités étrangères permettent aux étudiants de suivre des cours dans des établissements nord-américains ou japonais.

BERGE BOLLOCH.

(Lire la suite page 37.)

La ville nouvelle commence à vivre

LA réussite de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) tient à ses concepteurs, qui, en s'inspirant de l'aspect traditionnel d'une ville, ont su se garder d'une architecture trop futuriste. Un parti trop hardi aurait découragé la clientèle et fait brader encore plus bas les fourchettes payannes. Le choc n'opéra vraiment qu'à la première construction réalisée à Cergy-Pontoise : la préfecture. Conçue par Henry Bernard, le bâtiment se dresse en plein champ, comme une pyramide inversée. Cristallisant tout le mécontentement de la création de la ville nouvelle, cette innovation fut suivie par des opérations beaucoup plus traditionnelles. Cergy-Pontoise désormais passait mieux.

Décidée en 1965 dans le schéma directeur d'urbanisme de la région parisienne (en même temps qu'était créé le département du Val-d'Oise après le découpage électoral de la Seine-et-Oise), la ville nouvelle de Cergy-Pontoise a aujourd'hui près de vingt ans et 120 000 habitants, dont 54 000 dans les quatre nou-

veaux quartiers façonnés de toutes pièces. A terme, dans dix ans, elle comptera 200 000 habitants. L'inauguration, le 17 avril dernier par M. Pierre Mauroy, du centre-ville, dernière étape dans l'élaboration de Cergy, apparaît comme la consécration de « vingt années d'efforts », selon les termes de M. Hubert Renaud, maire depuis plus de trente ans de Cergy-village, une des communes-supports de la ville nouvelle. Vingt années d'efforts, de luttes, de discussions, de manifestations, d'altercations ; mais déjà aussi vingt années de souvenirs pour ceux qui, se croyant subit sur leurs terres agricoles en limite du Vexin français, ont vu, en 1965, arriver une race d'hommes qu'ils ne connaissaient pas, celle des arpentiers qui promettaient de faire d'eux de véritables citadins.

Car Cergy-Pontoise n'est pas née ex nihilo. La ville s'est implantée à trente kilomètres au nord-ouest de la capitale sur un territoire de 11 000 hectares — la superficie de Paris — occupé déjà par quinze communes et villages anciens disposés

en amphithéâtre le long de la boucle de l'Oise — avant qu'elle ne se jette dans la Seine — sur le plateau de Puteux et les coteaux de Cergy et de l'Hautail. A l'intérieur de la boucle : la base de loisirs et le parc de Neuville.

Entre ces communes, des terres, des champs plantés de betteraves et qui, destinés à recevoir les nouveaux quartiers de Cergy-Pontoise, prenaient soudain le nom bizarre de « zone d'agglomération nouvelle ».

Faire une ville en trente ans, c'était le pari un peu fou des années 60. On était alors en pleine période d'expansion, et Paris, ses lumières, ses salaires plus élevés qu'ailleurs, attirait encore les provinciaux. Rapidement, les prévisions dépassèrent les possibilités d'accueil de la capitale et même de la banlieue. On parlait alors de quatorze millions d'habitants dans l'agglomération pour la fin du vingtième siècle. Les cités-champignons, qui poussaient un peu partout, ne suffisaient plus et déjà commençaient à apparaître leurs effets néfastes. Alors pourquoi pas de nouvelles

villes ? Pas des ensembles HLM, mais des vraies villes avec une âme, une couleur, des rues, des places, une « ambiance » personnelle.

En 1965, M. Paul Delouvrier était préfet de la région parisienne. C'est lui qui aura la rude tâche de lancer les villes nouvelles, relayé dans le Val-d'Oise par M. André Chadeau, le premier préfet du département. Cinq villes nouvelles sont alors programmées en Ile-de-France, dont Cergy-Pontoise, au nord-ouest de Paris. En 1969, un Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (EPA) est installé dans le périmètre de la future agglomération, avec pour mission : construire la ville, en suivant les directives de l'Etat. Le premier président, M. Robert Hirsch, assume la réalisation de la préfecture entre Puteux — la plus importante des quinze communes-supports — et la rive droite de l'Oise, au moment où la rivière modifie son cours et évite les étangs de Cergy.

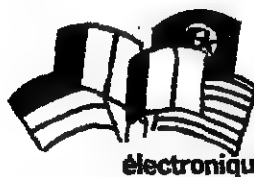
En 1973, l'organisme gestionnaire de Cergy-Pontoise voit à son tour le jour sous forme d'un syndicat communal d'agglomération (SCA), super-conseil municipal composé de délégués des différentes communes-supports. La ville nouvelle a trois tuteurs : l'EPA, qui achète les terrains à l'Etat, ou après expropriation, à partir d'une déclaration d'utilité publique et qui « programme » les quartiers nouveaux ; le SCA — syndicat d'agglomération nouvelle depuis la réforme du statut des villes nouvelles, — conseil municipal de la zone d'agglomération nouvelle qui se prononce par un vote sur les projets présentés par l'EPA ; la commune de base, enfin, qui gère son propre territoire et signe les permis de construire des nouveaux ensembles inscrits dans leur périmètre et approuvés en séance du SCA.

La révolution des agriculteurs

Une ville qui grandit trop vite risque, comme un être humain, d'être soumise à des secousses intérieures, à des violences. Elle se cherche une identité. Quelques dates demeurent ainsi inoubliables dans les archives de la ville nouvelle. En 1969, les agriculteurs de Cergy, épaulés par leur maire, M. Hubert Renaud, occupent pendant trois mois leurs terres sur lesquelles se profile déjà l'ombre de la préfecture. Il n'est pas question pour eux d'abandonner la moindre parcelle de terrain à ces apprentis sorciers qui veulent défrayer le temps en bâtissant une ville en quelques années. Ce « mini-Larzac » s'accompagne de cris, de manifestations, avant que la lassitude ne gagne les propriétaires terriens. Ces derniers acceptent les indemnités ou d'autres terres en échange, au-delà du périmètre de la ville nouvelle.

Le quartier de la préfecture, premier des quartiers nouveaux, peut être alors lancé avec bâtiments administratifs, premiers logements

UNE GRANDE BANQUE INTERNATIONALE A L'HEURE DES MEDIA ELECTRONIQUES.



Vidéo, télématique, au Crédit Lyonnais, la révolution électronique est commencée depuis longtemps.



CREDIT LYONNAIS
LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

CONSTRUISEZ VOTRE CARRIERE



L'ISSEC vous propose 55 programmes de formation permettant de bâtir votre itinéraire personnel de développement professionnel dans l'une des huit grandes fonctions de l'entreprise.

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Personnel et formation | <input type="checkbox"/> Logistique et production |
| <input type="checkbox"/> Marketing, commerce international | <input type="checkbox"/> Organisation, management |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité, contrôle de gestion | <input type="checkbox"/> Informatique de gestion |
| <input type="checkbox"/> Finance | <input type="checkbox"/> Direction juridique |

et conduisant au diplôme de spécialité ISSEC (homologué au niveau II, niveau maîtrise, au titre du Ministère de l'Industrie).

ISSEC

partenaire de votre carrière

M. Fonction

Adresse pers., prof.

..... tél.

Souhaitez recevoir une brochure des programmes (fonction)

ISSEC, Etablissement de formation continue privé, 35, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris.

مكتبة جامعة القاهرة

مقداد من الامل

La ville nouvelle commence à vivre

(Suite de la page 35.)
Ici, chacun se souvient encore des séances mouvementées du comité syndical, des tractations, des suspensions de séances, des invectives, entre ces deux dates. Il s'agissait d'approuver une convention triennale passée avec l'Etat et la région. Cergy-Pontoise, seule ville nouvelle dirigée par des élus de droite (M. Adolphe Chauvin, sénateur centriste et maire de Pontoise jusqu'en 1977, puis Christian Gourmelen (UDF), maire d'Osny) fut la première ville nouvelle de la région parisienne à signer une telle conven-

tion. Si elle prévoyait des aides financières de l'Etat, elle engageait la ville nouvelle à réaliser chaque année au moins 2 000 logements. Un véritable camouflet, car comment refuser des aides de l'Etat ? On parla en séance publique du SCA de « simulacre de concertation », d'« assemblée de pantins ». Les élus de gauche étaient opposés à la construction de 1 800 logements. L'élection de François Mitterrand, le 10 mai 1981, souleva du côté de l'Association de défense des versants de l'Haut un immense espoir. En

vain. Le nouveau gouvernement avait lui aussi à conjurer la crise économique et celle du logement. Aujourd'hui encore, le contrat pour le IX^e Plan passé entre l'Etat et la région Ile-de-France place la poursuite des villes nouvelles parmi les priorités.
En attendant, Cergy-Pontoise continuait de se peupler. Le 17 décembre 1979, le schéma directeur d'urbanisme de Cergy revisait les chiffres à la baisse, annonçant plus que 200 000 habitants à terme, 37 000 logements et 100 000 emplois, afin de respecter

un bon équilibre habitat-emploi, une des conditions au succès d'une ville. Cet équilibre est aujourd'hui presque assuré, avec 750 entreprises qui représentent 35 000 emplois.
La Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) a fortement favorisé l'implantation d'entreprises en ville nouvelle. Plus de 60 % des actifs travaillent donc sur place. Le secteur tertiaire prédomine, mais il existe quatre zones industrielles : Beaux Soleils, Béthunes, Vert Galant et Bellevue. Au total, 550 hectares (sans oublier les nombreuses zones artisanales) sont occupés par des firmes qui ont pour SAGEM, Renault, Johnson, Knoll International, Jaeger, Peugeot, L.T.T., 3 M France. Des hôtels, dépendant de chaînes internationales, ont aussi ouvert leurs portes pour faciliter les visites de cadres étrangers.

Cergy-Pontoise, aujourd'hui, est composée de onze communes - quatre ayant profité du nouveau statut des villes nouvelles et de la possibilité de modification de leur périmètre pour la quitter. Mais les habitants préfèrent parler des quartiers : Cergy-Préfecture (9 000 logements), Eragny (4 500), les versants de l'Haut (10 000) et Cergy-Saint-Christophe (14 000). Ces deux dernières opérations sont en cours de réalisation.

base de loisirs de 250 hectares, des installations hospitalières et une dizaine de lignes d'autobus. Demain, ce sera encore deux autres gares SNCF à Cergy-Saint-Christophe, avec la prolongation de la ligne Saint-Lazare-Cergy, et surtout la mise en service du RER vers 1987.
Cité d'avenir, Cergy est équipée pour la télédiffusion. Tous les logements sont, depuis la création de la ville, reliés à un réseau. On compte déjà, à ce jour,

JACQUELINE MEILLON.

L'ENGAGEMENT D'ETRE CLAIR

LE CRÉDIT DU NORD OFFRE A DE

JEUNES DIPLOMÉS

(Grandes Ecoles Commerciales - I.E.P. - D.E.S.S. - Ingénieurs Informaticiens)

DES CARRIÈRES VARIÉES

- Au sein d'un groupe largement implanté en France - 600 agences - et ouvert sur l'Etranger, vous pourrez laisser s'exprimer votre dynamisme et vos capacités d'organisation.
- Rapidement responsables de clientèle vous assisterez les particuliers ou les entreprises pour tous types d'opérations en France et dans le monde entier.
- Vous vous mesurerez à un marché en expansion où la taille de groupe permet une grande souplesse d'adaptation et les plus larges perspectives.

Ecrire direction du Personnel
6/8, Bd Haussmann - 75009 Paris

Crédit du Nord

L'arrivée du train a changé la vie sur le campus

L'ORS de l'inauguration des locaux de l'ESSEC à Cergy-Pontoise, pendant l'année universitaire 1973-1974, les responsables de l'établissement vantaient la nouvelle école, « modèle d'anti-campus ». A l'époque, l'installation de l'école loin de Paris était jugée comme exemplaire. Il s'agissait d'intégrer l'établissement et ses sept cents élèves dans une cité d'accueil difficile où vivaient moins de trois mille habitants. Les locaux devaient favoriser l'animation de la ville nouvelle, et une solution originale avait été trouvée pour le logement des étudiants. Cent cinquante appartements tous équipés et meublés avaient été retenus pour loger, en groupe ou individuellement, les élèves.

« Les premières années, il semblait satisfait de se retrouver entre eux, tout en cohabitant avec l'ensemble de la population. Pour eux, qui venaient de toutes les régions de France, cette forme d'intégration dans la cité compensait un certain déracinement », précise un article du Monde d'octobre 1973. Certes, l'auteur expliquait que « la cohabitation provoque parfois des frictions », mais il soulignait que quelques élèves « participent vraiment à la vie de la cité, ne sont pas des étrangers qui publient l'Echo de Cergy ».

Dix ans après, les pionniers, de leur poste à l'étranger ou de leur bureau de conseil en marketing, se souviennent encore de cette époque héroïque. Mais, pour les élèves de la promotion 1984, la situation a bien changé. D'abord, la ville nouvelle est devenue une vraie cité à trois étages de Jacqueline Meillon : ensuite, les moyens de transport se sont améliorés et ont rendu Cergy très proche de Paris. « A l'époque, il fallait compter plus d'une heure de voiture pour se rendre au campus », se souvient M. Alain Salzer, le doyen des professeurs. Aujourd'hui, trente-cinq minutes suffisent. Et surtout il y a eu la réalisation de la ligne ferroviaire Cergy-Saint-Lazare, qui, depuis 1979, rend l'école accessible en trente minutes.

Le développement des moyens d'accès a diminué le

nombre de résidents étudiants dans la ville nouvelle. Le schéma d'habitat de la ville, selon l'expression de M. Julien Costy, directeur général du groupe ESSEC, a un peu boulevé la vie du campus. Certes, des élèves logent toujours dans des appartements de trois, quatre ou six pièces (regroupés en trois lots d'immeubles d'habitation à loyer modéré) ou dans les deux cités universitaires de Cergy, mais ils ne sont plus isolés de la capitale, puisque des liaisons avec Paris existent jusque tard dans la nuit. Conséquence, la vie sur le campus n'est plus aussi importante.

« Il n'y a qu'un tiers des élèves qui logent à Cergy, et encore beaucoup sont des « premiers années » qui changent de résidence après les vacances », explique une responsable du BDE (bureau des élèves). Elle regrette un peu cette situation, qui, selon elle, provoque une émigration partielle des élèves sur certains des associations. « Les deuxièmes et troisièmes années sont rarement à Cergy, rattachés à l'étranger, les petits jobs proposés par le Junior Entreprise éloignent les étudiants du campus, où ils ne viennent que rapidement pour assister à leurs cours ».

La population de Cergy a augmenté, d'autres établissements scolaires se sont implantés (une école normale, une école nationale d'art, un institut universitaire de technologie-UTI), des emplois ont été créés, des magasins se sont ouverts, dans les rues avoisinantes, bref, la ville nouvelle est devenue une vraie cité. Au milieu des pelouses et des bassins, face à la pyramide renversée, siège de la préfecture, l'ESSEC est devenue une école dans une ville. Les élèves vont à Cergy, comme d'autres étudiants parisiens vont à l'université de Nanterre, en empruntant parfois le même train. Des concerts, des séances de ciné-club, des débats ont toujours lieu dans les locaux de l'ESSEC, mais ils attirent difficilement un public séduit par la proximité des salles parisiennes.

S. E.

Un centre sans voitures

Le centre de la cité, entre la préfecture et la galerie commerciale, est érigé sur une dalle au-dessus de la gare SNCF, qui permet, depuis 1979, la liaison avec Paris Saint-Lazare. Composée de petites places, de cheminements piétonniers, d'une soixantaine de boutiques et de 276 logements, ce centre évite tout contact avec le monde de l'automobile. En face de la préfecture, l'hôtel de ville et le centre culturel, rassemblés dans un même bâtiment de verre et de mosaïque bleue, verte et blanche, s'ordonnent autour d'une place recouverte d'une verdure et offrent des gradins en amphithéâtre. C'est l'œuvre des architectes du quartier des Halles, MM. Pencreach et Vasconi. Dans chaque quartier, les places s'efforcent à rassembler à toutes leurs sœurs des anciennes communes, avec arbres, lampadaires, jardins. Hormis la tour EDF et la tour bleue dite des « jeunes mariés » aux cent vingt étages en forme d'anneaux, les immeubles sont bas et les ensembles pavillonnaires agrémentés de jardins privatifs.

A Cergy voisinent établissements scolaires et écoles spécialisées comme l'ESSEC, l'école nationale d'art, un IUT de génie civil, l'école nationale supérieure de l'électronique et de ses applications, l'école normale d'instituteurs et des organismes de formation permanente. La ville nouvelle, c'est aussi deux théâtres, huit salles de cinéma, des équipements sportifs (piscines, patinoire, gymnases), des bibliothèques, une école de musique, de danse, une

Des associations d'élèves par dizaines

Ainsi que les autres écoles de commerce, l'ESSEC encourage les élèves à créer et à gérer des associations. Selon les responsables du bureau des élèves, les étudiants, futurs gestionnaires, doivent ainsi manifester « leur dynamisme et leur esprit d'entreprise ». Au total, il existe à Cergy quarante-deux associations, animées par deux cent douze élèves. Une liste impressionnante où se côtoient : un club d'aviron, un groupe théâtral, une Junior entreprise, une coopérative d'achats, des promoteurs de raids...

Lampe Mazda Fée.

75% d'économie de consommation.

Découvrez ses qualités étonnantes :
- 75% d'économie de consommation pour l'éclairage.
- Lumière équivalente à celle d'une lampe traditionnelle.
- 5 000 heures de durée de vie, soit dix fois plus qu'une lampe traditionnelle.
- Le confort d'une lumière de qualité dans le respect des teintes et des nuances.
- Cuiot à vis (E27) ou à baïonnette (B22) qui lui permet de s'adapter à la plupart des luminaires.
- Claire et saine.
- Plus chère ? Bien sûr. Mais à l'achat seulement.
- Ensuite, si vous dépensez 1 franc de consommation, vous ne dépensez plus rien.
- 26 centimes. Soit quelques 5 000 heures.
- C'est important.

Mazda Fée. Des performances.

| | se consomme que : | Lumière équivalente à celle d'une lampe de : |
|---------|-------------------|--|
| Fée 100 | 25 watts | 100 watts |
| Fée 75 | 18 watts | 75 watts |
| Fée 60 | 13 watts | 60 watts |
| Fée 40 | 9 watts | 40 watts |



MAZDA

lampes et appareils d'éclairage
Siège social : 29, rue de Lisbonne 75008 Paris.



Saupiquet : un des grands noms de l'Agro-Alimentaire français

Faites des rencontres intéressantes pour votre carrière

Quand un institut atteint la réputation nationale et internationale, ce qu'il apporte va au-delà du simple perfectionnement des connaissances.

Le groupe ESSEC FORMATION PERMANENTE est un lieu d'échanges entre professionnels et professeurs, conseils en entreprises, qui sont en relation avec d'autres pays et cultures. C'est enfin un club qui organise des débats sur des sujets d'actualité, et des groupes de travail permettant à des professionnels d'échanger leurs expériences sur des problèmes précis.

C'est aussi trois cycles destinés aux cadres dirigeants d'entreprises ou d'unités.

| GRUPE | Cycles dirigeants |
|-------|---|
| ESSEC | European Management Programme (3 fois 1 sem.) |
| | Management Général (36 journées sur 9 mois) |
| | Diriger une P.M.I. (9 journées sur 4 mois) |

M. Fonction

Adresse pers., prof.

.....

Souhaitez recevoir une brochure sur le programme

GRUPE ESSEC,
Etablissement de formation continue privé,
35, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris.

à Cergy-Pontoise

FORCE de travail, intégrité, tempérament, courage, ouverture... Voilà les qualités humaines que réclament les entreprises et l'économie à l'horizon de ces années 90, alors même que les mutations techniques s'accroissent et que le principal défi consiste à apprendre à les maîtriser.

L'ESSEC enseigne les techniques les plus avancées dans le domaine qui est le sien, celui de la gestion des entreprises, et la préparation aux fonctions de direction. Avec la mise en œuvre d'une pédagogie qui développe le sens des responsabilités. Nous avons toujours estimé que, en plus d'un solide corps de connaissances, l'attention portée aux valeurs humaines représentait une constante propre à l'école, et qui a fortement contribué à sa renommée.

Outre les connaissances techniques, lorsque nous enseignons aussi à nos élèves les grands courants de

la philosophie, lorsque nous développons leur culture littéraire et artistique, ou lorsque nous stimulons leur sensibilité et leur courage face aux problèmes complexes de la vie moderne, nous remplissons notre rôle d'éducateur. En affermissant leur confiance en eux, leurs croyances, en les aidant à bâtir leur propre système de valeurs, nous les aidons à créer cet équilibre intérieur si nécessaire à ceux qui devront affronter les problèmes, conflits ou arbitrages difficiles de la direction des entreprises.

La réussite d'une école résulte de différents facteurs, et d'abord, bien sûr, de la qualité de ses professeurs. Cette qualité tient autant à leurs connaissances qu'à leur engagement personnel et conscience professionnelle. Ensuite, de la nature du recrutement des élèves. Cette année, trois mille quatre cent quatre-vingt-cinq candidats pour deux cent vingt places, ce

POINT DE VUE

Les dirigeants de demain

par DOMINIQUE XARDEL (*)

qui permet une sélection rigoureuse et de recruter des élèves dont le niveau d'intelligence et le potentiel de développement sont appréciables. Enfin, le fait que l'école est fondée sur un large choix de cours ou d'options proposées aux élèves de la deuxième année et surtout une grande incitation à innover, à bâtir leur cursus universitaire en fonction de leurs goûts profonds ou capacités particulières par la création d'entreprises ou tout projet leur permettant

d'appréhender au mieux la réalité et la complexité du monde professionnel. Dans ce domaine, l'ouverture internationale de l'ESSEC n'est pas un vain mot.

Aujourd'hui, parmi les professeurs et les étudiants, plus de quarante nationalités cohabitent à l'ESSEC, sur le campus de Cergy-Pontoise. Chaque année, quelque cinquante étudiants poursuivent une partie de

(*) Directeur de l'ESSEC.

leurs études, en général un trimestre, dans l'une des quinze meilleures universités de différents pays du monde avec lesquelles l'ESSEC entretient des accords d'échanges d'étudiants ou de professeurs. Nos étudiants peuvent alors travailler non seulement dans différents pays d'Europe, mais aussi en Inde, au Japon ou en Amérique du Nord et du Sud. Ainsi, cette année, le Brésil et le Mexique accueillent quatorze de nos étudiants à qui sont aussi confiées de nombreuses missions à l'étranger, pour le compte d'entreprises françaises. Le mois dernier, plusieurs équipes sont parties pour des missions d'une à trois semaines à Los Angeles, New York, Dallas, Melbourne, Canberra, Hongkong, Taipei, Singapour ou Bangkok. Dans le cadre de la Junior ESSEC, qui fut, à la fin des années 60, à l'origine du mouvement des Junior Entreprises en France, les étudiants de notre école se sont vu proposer en 1983 quelque trois cent

cinquante interventions dans des entreprises. Il n'est donc pas étonnant que cette même année, notre bureau de placement ait reçu deux mille cinq cent six offres d'emploi, alors que le nombre de nos diplômés ne dépasse pas trois cents par an.

L'apprentissage de la vie professionnelle à l'ESSEC comprend un minimum de cinq mois de stages, dont la majorité des élèves effectuant une grande part à l'étranger. Cette année, par exemple, cinquante-cinq travailleront pendant l'été aux Etats-Unis, alors que quarante-deux seront ouvriers dans différentes entreprises du Japon, après avoir suivi pendant deux ans les cours de japonais dispensés à l'école. Qualités humaines, rigueur, force de travail, capacité à communiquer et ouverture sur le monde... Nous n'avons pas d'autres ambitions que de développer ces quelques qualités essentielles aux dirigeants de demain.

La formation permanente face à l'évolution des carrières des gestionnaires

Centre de formation initiale, l'ESSEC a, dès 1968, créé des programmes de perfectionnement aux méthodes de management. Du développement de ce secteur de la formation permanente est né l'Institut supérieur des sciences économiques et commerciales (ISSEC). Bénéficiant du concours des professeurs de l'école, de sa bibliothèque et de son centre de calcul, l'ISSEC a développé des outils pédagogiques (jeux d'entreprise, simulation de gestion, cas...) utiles aux cadres à la recherche de formations précises. L'ISSEC accueille chaque année dans ses locaux de Paris ou à Cergy près de 2 500 stagiaires et assure 150 000 heures de formation.

Mlle Françoise Rey, directrice de l'ISSEC, précise ici la nécessaire complémentarité entre la formation initiale et la formation continue pour les gestionnaires.

« **P**ILOTEZ votre carrière », telle est la recommandation d'un des groupes de travail des « journées d'études sur les cadres et la gestion », organisées par la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises : « L'entreprise peut moins que jamais « piloter » la carrière de ses cadres : c'est au cadre à veiller à son évolution personnelle. Et ce n'est pas facile ! »

Des instituts, américains et français, estiment que les cadres doivent « changer de métier » au moins deux fois au cours de leur vie professionnelle. Le modèle de réussite des années 60, « ascension hiérarchique irrésistible » et progression du salaire, est également remis en question. Au contraire, le développement économique, n'est substitué à une période de stabilisation « croissance zéro » ou tout au moins d'expansion ralentie. De ce fait les entreprises ne peuvent plus assurer à tous la réalisation de ce modèle de progression dans l'entreprise.

Des exigences nouvelles apparaissent dans le domaine technique comme dans le domaine commercial : nouvelles techniques, telles que l'informatique et la bureautique, qui modifient sensiblement le travail des cadres, nécessitent d'acquiescer de nouveaux savoirs, de nouvelles compétences. De plus en plus les entreprises recherchent des cadres ayant une double formation : technique mais aussi gestion, administrative mais aussi informatique, etc. La progression dans l'entreprise se fait aussi horizontalement en élargissant ou en changeant de spécialité, mais sans s'accompagner d'une progression dans la hiérarchie. En même temps, le cadre doit développer ses capacités d'adaptation, d'ouverture, de négociation.

Pour « piloter » une carrière, il est d'abord nécessaire de se situer,

de faire le point. Une carrière, c'est un peu comme un produit : elle a son cycle de vie. Après avoir acquis une formation initiale, l'entrée dans la vie professionnelle est marquée par une première période où le cadre choisit en quelque sorte son « domaine de spécialité ». Bien souvent, en effet, sa formation, qu'elle soit effectuée dans le cadre d'une école (l'ingénieur ou le gestionnaire), d'une université, reste générale ; il lui faut se spécialiser dans une fonction. Au cours de cette période, il devra se tenir informé de l'évolution de son métier, des nouvelles techniques utilisées, peut-être saisir des opportunités d'élargissement de sa fonction, voire même l'acquisition de compétences et de nouveaux savoirs dans des domaines voisins ou complémentaires.

La formation permanente permet au responsable de compléter ses connaissances dans les nouvelles techniques, mais aussi de s'ouvrir sur les réalités de son environnement, d'échanger avec d'autres cadres engagés dans la même profession, dans d'autres secteurs de l'économie, bref de prendre du recul par rapport à son métier dans son entreprise. Après quelques années d'évolution dans une fonction spécialisée au sein de l'entreprise, le cadre se trouve confronté à une nouvelle option. C'est une étape importante qui se situe à mi-chemin dans la carrière d'un professionnel. A quel âge se produit-elle ? Certaines entreprises considèrent un cadre comme à mi-carrière entre trente-cinq et trente-huit ans. Peu importe l'âge précis, mais ce point d'inflexion est un moment où le cadre doit opter pour un type de fonction.

Il choisit d'être « un spécialiste », un expert en quelque sorte dans son domaine fonctionnel. Son évolution s'effectuera alors principalement en changeant d'entreprise, de secteur, mais sans modification réelle du métier de base.

On le cadre s'oriente vers des responsabilités de généraliste, de manager au sein de petites unités fonctionnelles, de filiales, voire d'entreprises ; ou il devra formuler, mettre en œuvre, la stratégie.

Cette analyse de l'évolution de la carrière des cadres a conduit le groupe ESSEC à développer des programmes de formation permanente adaptés à leurs besoins aux différentes étapes de leur progression dans l'entreprise. Au niveau de la spécialisation, les crédits de perfectionnement ISSEC permettent à chaque participant de construire son programme de développement personnel. Grâce à leur organisation modulaire, il est possible de prendre en compte la formation antérieure, l'expérience, les attentes et les perspectives d'évolution de la vie professionnelle, les besoins présents. Cinquante-cinq modules ou crédits de perfectionnement sont répartis entre huit grandes fonctions de l'entreprise : personnel et formation ; comptabilité, contrôle de ges-

tion ; production, logistique ; organisation, management ; marketing, commerce international ; finance ; direction juridique, secrétariat général ; informatique de gestion. A cette formation spécialisée dans un domaine de la gestion, pouvant conduire au diplôme de spécialité ISSEC (homologué au niveau II - niveau maîtrise), s'ajoutent des séminaires de deux à quatre jours sur des techniques ou des problèmes précis (gestion des risques de change, gestion de projets, plan comptable révisé, make more money from your existing products...)

Pour ceux qui optent pour un métier de généraliste ou qui se préparent à exercer des responsabilités de managers d'unités, le groupe ESSEC-Formation permanente propose trois cycles dirigeants. Management General, European Management Programme, dirigeant une PMI.

Si chacun a ses caractéristiques, tous les trois ont en commun un projet qui amène chaque participant à développer une réflexion stratégique sur l'unité ou l'entreprise dont il a la charge. Tous prennent en compte l'internationalisation croissante des économies, mais cette variable constitue une des dimensions essentielles de l'EMP (European Management Programme). Créé par trois institutions qui, chacune dans leur pays, occupent les toutes premières places dans la formation des dirigeants (le groupe ESSEC pour la France, la Manchester Business School pour l'Angleterre, l'USW - l'Université Seminar des Wirtschaft - pour l'Allemagne), il est destiné aux cadres et dirigeants d'entreprises situées en Europe, confrontés aux défis posés par les pays nouvellement industrialisés et par ceux du Sud-Est asiatique.

Choix, ouverture internationale, rigueur qui conduisent chaque année à remettre en cause les programmes de formation, méthodes qui impliquent la participation active des dirigeants et cadres, tels sont les éléments clés de la formation permanente du groupe ESSEC, adoptée en 1983-1984 par quelque deux mille cinq cents cadres et managers d'entreprises de tous secteurs, de toutes tailles, français, européens ou appartenant à des continents plus lointains. N'y a-t-il pas, parmi les diplômés ISSEC, un fonctionnaire chinois chargé de relations extérieures de son ministère et parmi les anciens participants deux ministres (en France et au Nigeria) ?

CERGY-PONTOISE :

pari tenu
pari gagné !

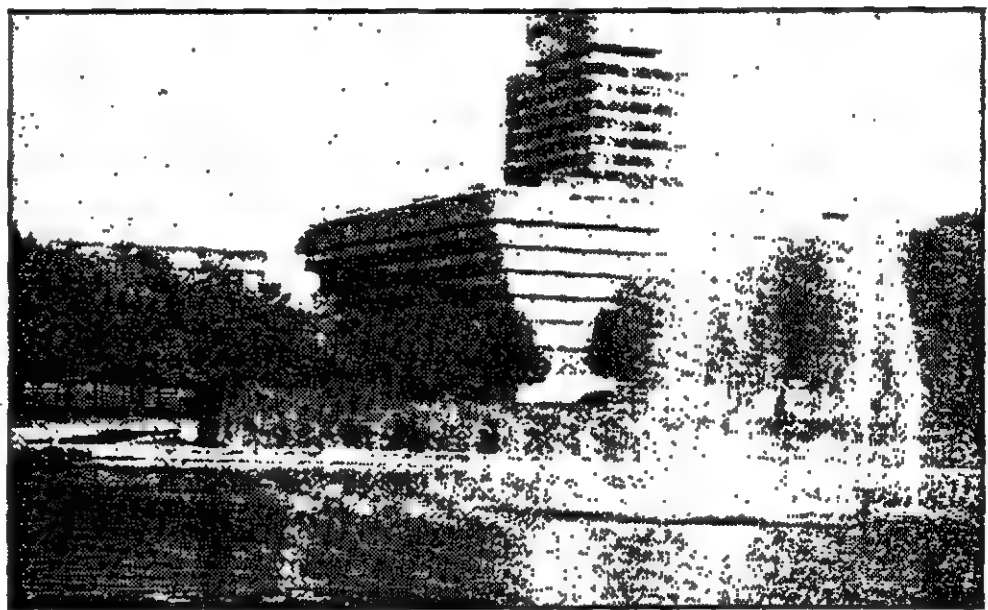


Photo M. Lemaire Dax

Chef-lieu du département de Val-d'Oise, CERGY-PONTOISE compte aujourd'hui 120 000 habitants, 55 000 emplois. Chaque année, près de 2 000 logements sont construits pour accueillir 6 000 à 7 000 habitants nouveaux.

Simultanément, 1 500 à 2 000 emplois nouveaux sont créés ou transplantés. Un habitant sur deux travaille sur place. Située à 30 km au nord-ouest de Paris, CERGY-PONTOISE est reliée à la capitale par les autoroutes A 15 et A 86, et trois lignes SNCF. En 1987, CERGY-PONTOISE deviendra l'un des terminus Nord-Ouest du réseau RER comme Saint-Germain-en-Laye.

Le centre-ville, inauguré le 17 avril 1984, situé au-dessus de la gare de Cergy-Préfecture, entre l'hôtel de ville et le centre culturel d'une part, et le centre commercial régional des trois Fontaines d'autre part, achève de donner au centre de CERGY-PONTOISE sa véritable physionomie.

CERGY-PONTOISE, PARI GAGNÉ.

Etablissement public d'aménagement de la Ville nouvelle de CERGY-PONTOISE
B.P. 47
95012 CERGY-PONTOISE CEDEX
Tél. : (3) 031.23.83

LE SENS DE LA REUSSITE

PARIS, GENEVE, NEW-YORK, SAN FRANCISCO, TOKYO, SEOUL

Construisez votre réussite ! Devenez ce professionnel recherché de tous ! Avec le I.M.B.A.

- INTERNATIONAL MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION -

valorisez vos connaissances et votre expérience par une formation supérieure de haut niveau nationale et internationale.

Choisissez le cycle adapté à votre niveau d'études :

Licence, DEUG, DUT, BTS, titulaire d'une année d'enseignement supérieur.

2^e CYCLE ALTERNANCE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Ingénieur, I.E.P., Maîtrise, Médecin, Pharmacien, Architecte,...

3^e CYCLE NATIONAL ET INTERNATIONAL

CONCOURS D'ENTREE

- ★ 1^{ère} session : du 2 au 7 juillet 1984 inscription avant le 31 mai
- ★ 2^{ème} session : du 17 au 22 septembre 1984 inscription avant le 31 juillet
- ★ inscription close pour le 2^{ème} cycle classique (1981 candidats en 1984 pour 200 places).

Etablissement libre d'enseignement supérieur - 8, rue de Lota 75116 Paris Tél. : (1) 727.95.99



INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Un enseignement à la carte

(Suite de la page 35.)

Des étrangers viennent également à Cergy, ce qui facilite, au dire de M. Coudy, le contact avec des cultures et des modes de raisonnement différents.

Cours, stages, études de cas, de problèmes économiques, jeux de rôles, conférences de responsables d'entreprise, doivent préparer les futurs gestionnaires à exercer leur métier. « Au long des trimestres, on acquiert des méthodes de raisonnement, des aptitudes à comprendre les mécanismes des entreprises et peut-être à les gérer », avoue modestement un « presque ancien ». L'objectif, selon M. Xardel, est de « former au management » des jeunes gens et des jeunes filles, en leur apportant des connaissances et des aptitudes propres à exercer leurs fonctions dans le cadre qu'ils se sont librement choisis et qui pourra être l'entreprise, la profession libérale

ou, au sens le plus large, l'organisation ».

Dans les locaux toujours modernes malgré leurs dix ans d'ancienneté, les élèves de Cergy se perfectionnent à l'utilisation de l'ordinateur ou aux techniques de conduite de réunion. Une quarantaine de professeurs permanents, de nombreux intervenants, tentent de préparer le petit millier d'élèves à devenir les cadres des entreprises de l'an 2000.

Du haut de ses dix-neuf ans, Hélène rougit légèrement lorsqu'on l'interroge sur son avenir. Sera-t-elle conseillère financière dans un grand groupe industriel ou créera-t-elle sa propre entreprise ? Elle avoue ne pas encore le savoir ; mais elle affirme qu'à trente-cinq ans elle se souviendra encore de « ce cours de macro-économie vraiment pas facile à étudier ».

SERGE BOLLOCH.

مكتبة الامم المتحدة

LE CARNET DU Monde

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Télex : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sauf indication particulière

LUNDI 21 MAI

- S. 3. - A 14 h, tableaux 19^e et 20^e siècle. M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
- S. 5. - Raffet le Persan, orientalistes. M^{re} ROBERT.
- S. 6. - Livres anciens, romantiques et modernes. M^{re} COUTURIER.
- S. 12. - Gravures, bijoux, argenterie. M^{re} OGER, DUMONT.
- S. 13. - Objets d'art et d'ameublement. M^{re} PESCHETEAU.
- S. 15. - Bijoux. M^{re} GROS, DELETTREZ.

MARDI 22 MAI

- S. 9. - Souvenirs historiques et meubles Empire. M^{re} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

MARDI 22, MERCREDI 23 MAI

- S. 4. - Le 23 à 14 h 15, le 23 à 11 h et 14 h 15, collection du D^r M. et à divers amateurs de faïences et porcelaines anciennes art populaire, terres vernissées. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. M^{re} Lefebvre, M^{re} Hous.

MERCREDI 23 MAI

- S. 1. - Tableaux, bijoux, meubles. M^{re} RENAUD.
- S. 3. - Décorations, bijoux, objets de vitrine. M^{re} COUTURIER.
- S. 5. - Tableaux et sculptures du 19^e, Art Déco, art 1900, verrerie et mobilier. M^{re} MILLON, JUTHEAU.
- S. 10. - Bijoux, mobilier. M^{re} LE BLANC.
- S. 13. - Dessins 19^e, 19^e, tabis anc. et 19^e, faïences, porcelaines, sièges et meubles anciens et de style. M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 14. - Bons meubl. obj. mobili. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 15. - Table, bibel., argenterie, bon meubl. M^{re} LANGLADE.

JEUDI 24 MAI

- S. 9. - Tableaux symbolistes, orientalistes et modernes. M^{re} GROS, DELETTREZ.

VENREDI 25 MAI

- S. 1. - Succ. N... Meubles, objets d'ameubl. M^{re} DEURBERGUE.
- S. 3. - Beaux bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. MM. Dechaux, Stetten, experts.
- S. 13. - Beau mobilier. M^{re} DELORME.
- S. 14. - Bons meubl. obj. mobili. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

LUNDI 28 MAI

- S. 12. - Succession N... et divers, tableaux, objets de vitrine, porcelaines. M^{re} DEURBERGUE.

ESPACE DROUOT - salles 5 et 6

- JEUDI 24 MAI à 21 h (exposition de 11 h à 18 h), importants tableaux modernes. M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
- VENREDI 25 MAI à 14 h 30 (exposition de 11 h à 18 h), exceptionnelle vente sur le 19^e. M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.

ESPACE CARDIN, 3, avenue Gabriel, Paris (8^e)

- MERCREDI 23 MAI à 21 h (exposition de 11 h à 18 h), le 23 de 11 h à 17 h, importants tableaux modernes et contemporains. M^{re} BENOISTE, GODEAU, commissaires-priseurs.

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

- ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75009), 261-80-07.
- AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-47-68.
- J.-C. BENOISTE, succ. GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 743-78-01.
- LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 266-24-48.
- BOSCHER, 3, rue d'Amboise (75002), 260-87-87.
- CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.
- COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 555-85-44.
- DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 261-36-50.
- GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 770-83-04.
- LANGLADE, 12, rue Descartes (75017), 227-00-91.
- MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 246-46-44.
- OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.
- PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.
- RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-48-95.
- ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 727-93-34.

Cette rubrique a été établie par l'O.S.P., 64, rue La Boétie, PARIS (8^e), tél. 363-12-66.



Décès

M^{re} André Bandy, Philippe et Françoise Bandy et leurs fils, François et Nicolas Zeller Colla, Célestine et Martin, Sa famille et ses amis,

ont la douleur d'annoncer le décès soudain, à l'âge de soixante-dix ans, de

André BAUDRY,

à Briquebois, le 14 mai 1984.

Les obsèques ont lieu le jeudi 17 mai, à 15 heures, en l'église de Briquebois. Cet avis tient lieu de faire-part.

Saint-Basile, 50260 Briquebois.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Maurice CONNEXON, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, directeur honoraire de l'Ecole normale nationale d'apprentissage de Paris,

survenu le 12 mai 1984, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Bagneux, le mercredi 16 mai 1984, dans l'intimité familiale.

36, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris.

Le défi de Jean Marcenac

Le poète et écrivain communiste, Jean Marcenac, vient de mourir à Givert à l'âge de soixante et onze ans (le Monde du 16 mai).

Toute sa vie, Jean Marcenac, sans compter les sacrifices et les amertumes, l'aura passée au service de ses deux amours : la politique de gauche et la poésie. Il avait d'ailleurs l'élégance - ou l'humilité - de dire que sa poésie était précisément « politique ». Cet aveu, où rien n'était simple, lui a-t-il porté bonheur ? Rien n'est moins sûr. Dévoué comme pas un à l'esprit de parenté et de responsabilité, il aura été négligé par les surréalistes, pour qui il faisait figure de franc-tireur. A-t-il eu plus de chance, quand il se réfugiait derrière ses idées, Paul Eluard et Louis Aragon ? Il y a quelques jours encore, il se plaignait du « culte de la personnalité » des autres.

Il faut aujourd'hui le lire comme un homme indépendant, qui a écrit quelques-uns des poèmes les plus vigoureux et les plus toniques de sa génération. C'est ainsi que *Poésies 1932-1969* (1), volume collectif publié il y a trois mois, révèle un esprit vif, un imagier étonnant, un caractère d'un singulier relief. Apparent aux poètes engagés de grande envergure, et un peu relégué en marge de leur gloire, il sort soudain grand, et moins démodé qu'eux : en tout cas moins complaisant envers la cause qu'il défendait. Il n'avait pas, lui, à rompre avec le filon ouïste du surréalisme, pour garder des hallucinations riches et des raccourcis romanesques.

« Ceci n'est pas de moi. C'est de la poésie. C'est une statue d'eau dans un lac. De flammes dans le feu. Et d'ombre dans la nuit. Je ne sais pas ce que c'est que la poésie. Je la cherche. C'est peut-être la pauvreté aux mains de noisette. Aux mains délicieuses de pain béni. Un homme enrubanné des herbes de l'étang »

Que tu crois dans les couloirs de la maison
Un insecte qui meurt dans un cercle de feu de paille...

Ces métaphores à l'emporte-pièce, il les emploiera bientôt dans ses poèmes de colère, pendant les années soixantes. Il lui importe certes que le message soit en clair : pas au point de diluer ses vertus lyriques et cette sorte de vertige rageur dont on s'aperçoit, enfin, qu'ils sont ses marques durables. Il sait aimer. Jean Marcenac, et il sait haïr ; on aimerait ajouter : proprement, et c'est très rare. Il va au bout de son devoir, sans crainte ni mollesse ; quarante ans plus tard, on en est encore passablement impressionné.

« Ils ont fait la guerre aux enfants
Ils la font au jour qui se lève
Ils ont fait la guerre aux enfants
L'un avait l'âge de mon fils et ses yeux justes
Ils ont fait la guerre aux enfants
Ils ont jeté leur masque. Ils sont l'ordure
Ils sont le poing levé pour frapper les visages
Et leur donner l'inoubliable empreinte de la honte
Ils sont perdus d'avance... »

Ailleurs, Jean Marcenac sait manier la fable et la fantasmagorie. La vérité de l'imaginaire s'impose à lui, comme un antidote à l'engagement raisonné. Etre poète dans l'azur n'est pas incompatible avec la volonté de le rester sur terre.

« L'oiseau-lyre
Cet animal de lutherie
Aurait besoin d'être accordé
Est-ce orchestre ou ménagerie
Il en dit trop pour dire vrai
L'oiseau-lyre est mort à la guerre
On est poète comme on est... »

ALAIN BOSQUET.

(1) *Poésies 1932-1969*, de Jean Marcenac. Temps Actuels. 228 pages. 75 francs.

Avis de messes

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-Amette, Paris-15^e, le lundi 21 mai 1984, à 8 heures, à la mémoire de

Claude AYNARD,

décédé le 12 mai 1984.

Messes anniversaires

Tout leurs parents et amis qui, En France, à l'Institut Pasteur et au barreau de Paris, en Union soviétique, en Tunisie, à l'Institut Pasteur et au barreau de Tunis, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie.

Ont tant aimé, pour avoir connu leur extraordinaire rayonnement,

Elise SAADA,

née Remy,

filles aînée d'Elie Mékoulou,

et

Raoul SAADA,

avocat honoraire

à la cour d'appel de Paris.

sont invités par Jacques Saada, avocat à la cour d'appel de Paris, leur fils, à assister ou à s'enrôler à la messe qui sera célébrée pour les dixième et quaranteième anniversaires de leur disparition, le dimanche 20 mai 1984, à 11 h 30, en l'église de Ville-d'Avray, place de l'Eglise, 92410 Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine).

Communications diverses

Mardi 29 mai, 19 h 45, crypte Sainte-Agathe, 1, rue Montmartre 75004 (métro : Les Halles). Association culturelle et traditionnelle d'Alsace-Lorraine. M. Claude Castor, président de la confédération des Quatre-Communes de Samois (Hauts-de-Seine) : « Les maçons de Samois, bâtisseurs de cathédrales ». Gratuit.

CURE THERMALE 1984

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

De FOCCAN à la MEDITERRANEE, choisissez les stations de détente de la Chaîne Thermale du Soleil. Documentation gratuite (reboisement et cure) : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, Maison du Thermalisme, 32, av. de l'Opéra 75002 PARIS, tél. 742-67-91.



collection complète en plusieurs largeurs

J. CARTIER

chaussure pour homme

à 30 m de la rue Tronchet

23, rue des Mathurins 8^e - tél. 265-25-85

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

EXPORTEZ EN ARABIE

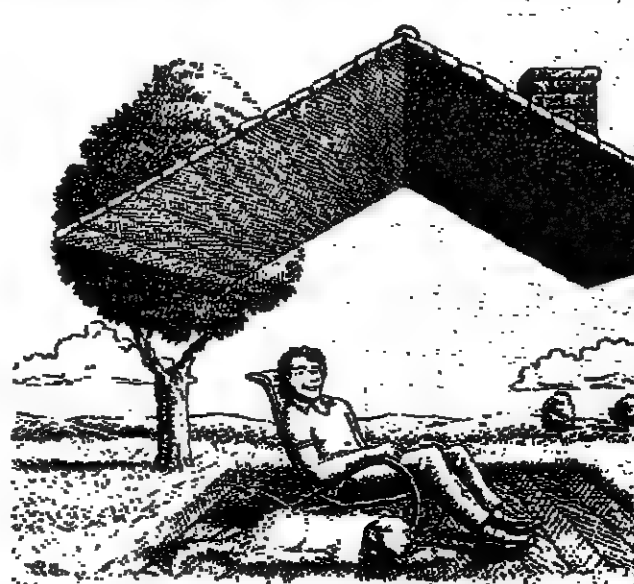
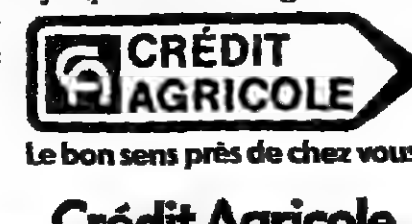
Pour les sociétés françaises, l'agence spécialisée, l'implémentation commerciale et industrielle ARABIE/ISRAËL, en charge de tout matériel, recherche vos meilleurs partenaires, etc.

SAMIC, 10 bis, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly - 747-98-28

Prêts conventionnés. Acquérir ou se construire un toit à des prêts plancher.

Vous voulez faire construire ou acquérir un logement ? Renseignez-vous sur les Prêts Conventionnés du Crédit Agricole. Les mensualités de remboursement sont modérées les premières années et progressent ensuite de manière raisonnable. Ils peuvent couvrir jusqu'à 90% de la dépense financière. Pas de

plafond de revenus pour en profiter. Seules existent certaines conditions de prix et de surface du logement. Dernier avantage, ils peuvent vous donner droit à l'Aide Personnalisée au Logement ! Pour plus d'informations, renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.



SPÉCIAL-SICOB

MICRO-INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Philips s'engage

En forçant un peu sur les sigles, on pourrait écrire : PH contre HP. En clair, Philips contre Hewlett-Packard. Car c'est ainsi que s'analyse la présentation, mardi 15 mai, par la division Mesures de Philips, du micro-ordinateur scientifique et industriel P 2000 C.

fréquences, fréquences... Tous sont programmables, mais il manquait un ordinateur de commande. C'est cette absence que le P 2000 C vient combler. Cela évite aux démonstrateurs de Philips de présenter leurs appareils commandés et mis en œuvre par... un HP-85.

C'est, en effet, à la commande d'instruments électroniques de mesure qu'est principalement destiné le P 2000 C, activité dont Hewlett-Packard s'est fait une spécialité. Ce micro-ordinateur a peu de rapport avec le P 2000 de la même société. Comme le dit un des dirigeants de la firme, « il est fabriqué dans la même usine », à Vienne (Autriche). Son unité centrale est un microprocesseur Z 80 A, et il utilise les mêmes disquettes que le P 2000. Mais ces ressemblances, d'ailleurs communes à bien d'autres micro-ordinateurs, ont peu de poids devant les différences. Le P 2000 C contient un second microprocesseur Z 80 A, uniquement chargé des fonctions de visualisation, et utilisant pour cela des mémoires spécifiques. Il est portable, bien que d'un poids important (14 kilos). Mais, surtout, il est doté d'une interface (IEEE 488) spécialement destinée à lui permettre de commander jusqu'à quinze appareils de mesure. Certes, celle-ci n'est qu'optionnelle, et le P 2000 C peut être utilisé pour des tâches de gestion qui ne l'exigent pas. Mais ce n'est pas sa vocation.

Philips s'engage donc dans la micro-informatique scientifique, alors que Hewlett-Packard diversifie son activité micro-informatique vers la gestion, puisque la société américaine a commercialisé à l'automne dernier le micro-ordinateur à écran tactile HP-150 (*le Monde* du 10 octobre 1983), et qu'elle vient d'annoncer aux Etats-Unis une version simplifiée, le HP-110. Mais sans lâcher son activité principale, puisque elle tient 45 % du marché français des micro-ordinateurs individuels utilisés pour la mesure et la commande de processus industriels, activité qui se développe rapidement.

Ensuite viennent Commodore (25 %), puis Apple (10 %) et de nombreux petits constructeurs plus ou moins spécialisés sur ce créneau. Avec le P 2000 C, dont le prix va de 22 000 F à 25 000 F suivant la configuration — moins de 20 000 F en l'absence d'interface IEEE 488 — Philips espère capter 20 % de ce marché en trois ans, principalement aux dépens des suivants de Hewlett-Packard, la position de ce constructeur étant jugée très forte. Mais qui imaginerait que la firme d'Eindhoven accepte de se contenter éternellement du second rôle ?

Philips construit une grande variété d'instruments de mesures électroniques : analyseurs, oscilloscopes numériques, générateurs de

Ensuite viennent Commodore (25 %), puis Apple (10 %) et de nombreux petits constructeurs plus ou moins spécialisés sur ce créneau. Avec le P 2000 C, dont le prix va de 22 000 F à 25 000 F suivant la configuration — moins de 20 000 F en l'absence d'interface IEEE 488 — Philips espère capter 20 % de ce marché en trois ans, principalement aux dépens des suivants de Hewlett-Packard, la position de ce constructeur étant jugée très forte. Mais qui imaginerait que la firme d'Eindhoven accepte de se contenter éternellement du second rôle ?

MAURICE ARVONNY.

VENDRE LES MICRO-ORDINATEURS

Au fin fond des boutiques lyonnaises...

De notre correspondant régional

Lyon. — Il y a les jeux vidéo, le micro-informatique dite familiale et la « micro » à l'usage des entreprises. Entre ces trois familles de produits, les frontières sont, commercialement parlant, mal tracées. Leur point commun : une explication spectaculaire. A produits nouveaux, circuits de diffusion rénovés. Des boutiques spécialisées s'ouvrent ; des entreprises traditionnelles situées sur le marché de l'équipement de bureau s'adaptent ; des grandes surfaces modifient leurs rayons. L'euphorie des premiers mois a fait place à une croissance plus « raisonnable ». Dans l'agglomération lyonnaise, on a enregistré des échecs parlants cuisants ; il ne suffit pas, pour réussir dans le commerce de nouveaux produits, d'afficher en vitrine le « logo » d'une marque prestigieuse. La clientèle — jeune en majorité, toujours passionnée — est exigeante. L'après-vente réclame un personnel très qualifié. L'« avant-achat » aussi.

Trois responsables. Trois façons d'aborder la diffusion de la « micro ». MM. Jean-Clement Marion, directeur général de la société Bianco-Bernard, Bernard Yviquel, responsable d'une boutique « micro » à l'enseigne « comme des amateurs », de Valérie-Laurence, et Jean-François Milland, directeur de la FNAC-Lyon, proposent trois démarches différentes, plus complémentaires qu'antagonistes.

Le haut de gamme se conjugue avec une discrétion toute lyonnaise. La société anonyme Bianco-Bernard — une entreprise familiale née en 1947 — n'a pas de vitrines, pas de produits exposés. Les transactions se déroulent à l'étage ; il faut accéder par une démarche volontaire à ce monde informatique. M. Marion ne conteste pas l'aspect « club fermé » avec ses rites, son langage et même ses formules initiatiques. Un bulletin de liaison du club (le « PAMI ») ; des soirées d'information tous les jours, de 17 heures à 19 heures, favorisent des échanges fructueux entre les clients. La fierté de cette « fausse » boutique ? « Un environnement technique surqualifié par rapport à la norme », répond M. Marion. Si un Oris tombe en panne, il est réparé sur place.

Dans cette entreprise — qui a d'autres activités (vente de décou-

penes, de ruptures, de plieuses ou encore de machines à étiqueter) — on mise essentiellement sur la qualité et la fiabilité des produits. Côté promotion, on s'appuie sur les vertus du « bouche à oreille ». Un peu de publicité complète la stratégie. Mais on garde d'abord l'esprit d'entreprise avant l'esprit marchand : « Ici, explique M. Marion, nous sommes fermés le samedi... ». Ce choix commercial n'empêche pas la vente de matériel « clés en main », logiciels compris. Le « hard » et le « soft » font ici bon ménage. Ces considérations optimistes n'empêchent pas de souligner les difficultés d'un marché « où il y a beaucoup de monde » et où l'on doit plus travailler sur la quantité que sur les marges. Or le matériel proposé aux clients est acheté comptant aux fournisseurs.

Depuis l'ouverture de cette section « micro » au sein de son entreprise — qui emploie trente personnes — M. Marion a constaté l'élargissement — vers le haut et vers le bas — d'une clientèle de départ plutôt concentrée sur la tranche d'âge seize-vingt-quatre ans. Et, surtout, il souligne la dualité du marché. Les jeux d'un côté ; le bas de l'autre : les achats s'opèrent très fréquemment « après un accord tacite entre parents et enfants ».

La première motivation : le jeu

Cette vision binaire du marché se retrouve à l'enseigne Valérie-Laurence. Là, dans cette « boutique-micro »-type, avec sa vitrine accueillante dans un quartier central, M. Yviquel, ingénieur des arts et métiers, saisi par la passion informatique, propose toute la gamme Sinclair, dont il est l'importateur exclusif. Mais les produits d'appel sont les jeux. « La première utilisation de la micro est ludique, même si elle est cachée. On se donne l'impression de venir apprendre le basic, mais, affirme M. Yviquel, la première motivation c'est le jeu. » Ce n'est qu'après trois à six mois de pratique assidue des consoles de jeux que les clients — jeunes et moins jeunes — vont chercher dans une

boutique de ce type des ouvrages de vulgarisation ou des « utilitaires » (programmes).

La gamme de prix va de 500 à 12 000 francs selon les matériels. La micro sait aussi se faire mini... Dans cette fourchette de prix, une structure de vente légère reste possible : la boutique — qui a, sur la place de Lyon, au vingtième de concurrentes de même taille — joue sur une gamme de produits certes restreinte mais qui correspond à l'attente de la clientèle. Deux vendeuses et un démonstrateur-informaticien épaulent M. Yviquel dans une démarche grand public. Un domaine où la prudence est de règle : une nouveauté informatique n'aboutit pas toujours à la présentation d'un nouveau matériel de grande diffusion.

A la FNAC-Lyon, le démarrage de l'activité micro date d'un an. Avec d'abord les jeux vedettes (Atari, Matel, Sanyo) puis « dérive insensible vers la vraie micro », selon l'expression de son directeur, M. Milland. En douze mois, le chiffre d'affaires de ce secteur a rejoint celui — pourtant respectable — de la bi-fi. Cette rapide montée en puissance a d'ailleurs imposé une nouvelle disposition des lieux d'accueil du public. L'accès aux écrans de démonstration est aujourd'hui malaisé.

La gamme des matériels est, ici, très étendue. De la petite calculatrice à l'ordinateur de 100 000 francs. On peut trouver, rue de la République, l'Apple II.

CLAUDE RÉGENT.

EN CONCURRENCE AVEC LE SICOB

Le Salon « Infora » joue les entreprises

De notre correspondant régional

Lyon. — Un fâcheux télescopage. La coïncidence de dates entre deux salons marqués du sceau de l'informatique a été mal perçue entre Rhône et Saône. Les « Partisans » du SICOB font état d'un glissement d'une semaine du Salon « Infora » initialement prévu dans la semaine du 7 au 13 mai. Les « Lyonnais » répondent par la « recommandation » faite au SICOB par le Comité consultatif des foires et salons de maintenir sa manifestation dans le courant du second semestre. Le résultat de cette polémique — qui a pris parfois un ton violent — est inscrit sur le calendrier...

Cet incident rappelle l'urgence de solutions négociées pour éviter à l'avenir de semblables « doublons ». Il est vrai que, avant l'inauguration, cet automne, du gigantesque parc « Eurexpo » de Chassieu, on devrait assister à une concurrence farouche, toujours à des dates rapprochées, entre le Salon parisien « Euro-protection » et le salon lyonnais « Sécurité ». Il est à croire que la concurrence internationale ne suffit pas...

A « Infora », édition autonome, on fait une analyse nuancée de l'ombrage porté par le SICOB. « C'est vrai, reconnaît M. Albert Romain, directeur du parc des expositions de Lyon, la clientèle sera doublement sollicitée, mais, pour les exposants, nous jouons la carte des PME-PMI. Nous avons, certes, perdu la moitié de nos expo-

sants en progiciels. Mais c'est le seul domaine où la concurrence du SICOB s'est fait durement ressentir. » Optimiste, il attend soixante mille visiteurs sur une esplanade qui a grandi en surface de 18 % par rapport à l'édition 1983.

« Nous sommes le Salon de toute l'informatique : ici, un dirigeant d'entreprise qui a la fois des problèmes d'informatique de gestion et d'informatique de production peut vraiment faire son marché », poursuit M. Romain. L'ADIRA (Association pour le développement de l'informatique dans Rhône-Alpes), dirigée par le président du Salon « Infora », M. Georges Bermond, occupe un stand très central de conseil aux entreprises. Elle réalise des « études d'opportunité » (faut-il ou non informatiser une entreprise ?) au sein d'un salon qui veut avant tout être un lieu de « prise de contacts », où les interlocuteurs se voient proposer des solutions concrètes. Non sans fierté, on assure, à Lyon, que la « formule Infora est copiée partout en France », sans pour autant « bombarder le visiteur de records en bits ou en octets ». « A notre époque, indique M. Bermond, qui se préoccupe du moteur et des mécanismes de sa voiture en dehors de quelques fans ? ». Une façon pragmatique de se situer sur le marché déjà encombré des salons informatiques.

C. R.

“Qui achète un ordinateur personnel IBM?”



Le Monde

économie

LE CONFLIT CITROËN

Point de vue

Et au-delà...

par LOUIS VIANNET (*)

Le conflit Citroën provoque un vif débat d'idées touchant à un certain nombre de questions fondamentales qui, au-delà du seul devenir du groupe, des travailleurs, de la production, posent de plein fouet la confrontation actuelle sur quelle politique industrielle, quelle politique de l'emploi, quelle modernisation, doit-on développer pour aller dans le sens d'une issue à la crise ?

« Débat » est d'ailleurs un bien grand mot, car la déformation, la réduction, voire l'ignorance des positions de la CGT qui caractérisent la présentation qui en est faite partent d'un point de vue à un procès d'intention qu'à une réelle volonté d'échange d'idées. Le paroxysme est d'ailleurs atteint à propos du dossier PSA, où les travailleurs qui luttent pour défendre leur emploi, la CGT qui les soutient, se trouvent souvent au banc des accusés, tandis que la direction poursuit son plan de liquidation de la marque Talbot, de réduction grave des activités de Citroën, refuse la diversification des gammes, casse l'emploi, prive les investissements à l'étranger, et se présente en victime.

N'est-il pas remarquable que, sans la moindre précaution de style, la quasi-totalité des grands moyens d'information vocalisent unanimement en posant la question de la nécessité de supprimer des emplois, comme condition de la modernisation et de la compétitivité, confondant délibérément restructuration, réduction d'activités et modernisation de l'appareil de production.

Certes, il faut moderniser, la CGT est farouchement pour, mais est-ce de cela qu'il s'agit à propos de Citroën et de notre industrie automobile en général ?

Il est faux de prétendre que les difficultés rencontrées aujourd'hui proviendraient d'un retard technologique ou du caractère désuet de notre appareil de production. En réalité, dans les domaines les plus aigus de l'innovation, l'industrie française n'est en pointe : notre appareil de production dispose de capacités impressionnantes ; le niveau de connaissances et de qualification des salariés représente un acquis considérable, qui ne demande qu'à grandir et à s'élever ; le tissu industriel périphérique en amont ou en aval est remarquable. Voilà le constat.

Il faut donc moderniser, mais il n'y a nulle fatalité de suppressions d'emplois pour cet objectif, au contraire. Une modernisation saine, conçue réellement pour développer la production et la compétitivité, implique des emplois nouveaux et suppose que sa mise en œuvre soit, à l'opposé d'une démarche autoritaire, largement débattue, discutée, négociée, planifiée, maîtrisée.

Faux verdict

Mais aujourd'hui il s'agit d'autre chose. D'un peu partout jaillit de faux verdicts : « L'industrie automobile est malade », le nombre d'immatriculations faiblit sur le marché intérieur, alors que, dans le même temps, grandit le taux de pénétration des voitures étrangères. Il faut donc licencier, réduire les emplois, en un mot affaiblir un peu plus le malade.

Un minimum de sérieux voudrait qu'un diagnostic solide précède le choix du médicament. Qui est malade ? Notre industrie automobile ou la stratégie industrielle de ceux qui prétendent à sa direction ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la CGT, la Fédération de la métallurgie, combattent le retard de la mise en œuvre de nouvelles gammes, la réduction des dépenses de recherche, l'abandon d'une politique commerciale agressive, le laisser-aller dans les rapports avec la clientèle et, dans le même temps, un élargissement inquiétant des investissements et des activités à l'étranger. Lorsqu'une voiture de marque française, conçue en France, par des ingénieurs français est entièrement fabriquée à l'étranger, comme la Visa Diesel, il y a pour le moins problème. De tels errements ne peuvent être sans conséquences, et, lorsqu'elles apparaissent, de grâces, épargnez-nous les jérémiades et situez les responsabilités !

Et sans en oublier aucune. Celles de PSA, tragiquement lourdes, celles des dirigeants du groupe Renault, de nature peut-être différente, mais tout aussi réelles, et celles d'une politique délibérément tournée vers la réduction du pouvoir d'achat et la baisse de la consommation. On ne peut, à la fois, sans risque d'inconséquence, se féliciter de la baisse du pouvoir d'achat, de la résistance du patro-

nat en ce domaine, et s'interroger sur les causes de la baisse des ventes de voitures neuves.

L'engrenage de l'affaiblissement se nourrit de ce genre de contradictions. Le ferme refus des licenciements, des suppressions d'emplois, qu'exprime la CGT est à l'opposé d'une vision bornée et passagère des problèmes. C'est l'expression d'une vision moderne et offensive de ce que doit être l'orientation novatrice à mettre en œuvre, pour placer notre industrie automobile sur les rails de l'avenir, sans rien abandonner des nécessités et des possibilités du présent.

Une industrie moderne, compétitive

Une industrie moderne, compétitive, nous en avons besoin, mais elle ne passe ni par les 60 000 suppressions d'emplois préconisées par M. Dalle, au nom d'un groupe de travail de la Commission nationale de l'industrie, dont le caractère contradictoire et démocratique des travaux reste à démontrer, ni par les 150 000 suppressions, souhaitées, sans la moindre justification, par la CGC.

Il faut être capable de produire aux meilleurs coûts des voitures de qualité. Au stade où nous en sommes, cela implique effectivement d'aller résolument vers les trente-cinq heures, sans réduction de salaire. Étroitement liée à une politique judicieuse de formation professionnelle, cette mesure ne s'apprécie pas seulement en termes de coût, elle est porteuse de plus de qualité, de moins de rebuts, de diminution de certains déchets, elle permet une meilleure organisation du travail, une plus grande efficacité, et, à terme, une bien meilleure rentabilité, puisque tel est l'objet des insomnies de nos censeurs.

Plus de responsabilité pour les travailleurs, plus de démocratie dans l'entreprise ; dans ce domaine, aussi, il est urgent d'innover.

Une politique commerciale agressive aux plans intérieur et international nécessite de maintenir les quatre marques, de ne prendre aucun retard dans l'élargissement des gammes, l'amélioration de la qualité, le perfectionnement de l'innovation technique.

Enfin, regarder devant nous, c'est renforcer et non pas affaiblir notre potentiel national. Si malade il y a, ce n'est pas aller dans le sens de la guérison que de développer la production à l'étranger, pour répondre aux besoins du marché national.

Sans doute les dirigeants de PSA misent-ils sur l'élargissement du Marché commun à l'Espagne pour aller encore plus loin dans cette voie, espérant peut-être avoir un point d'appui supplémentaire pour un abaissement des droits et des salaires des travailleurs au niveau le plus bas. Mais où pourrait conduire une telle orientation ? Comment développer les ventes tout en abaissant le pouvoir d'achat des travailleurs ?

Décidément, oui, il y a bien de la maladie dans l'air, mais c'est dans les mécanismes viciés des règles capitalistes de fonctionnement et de financement qu'il faut chercher le virus.

La lutte que mènent les travailleurs est donc un véritable soufflé d'air pur salutaire, pour qu'enfin de véritables discussions, portant indissociablement sur toutes ces questions, s'ouvrent sur une base tripartite.

C'est, bien sûr, l'exigence première qu'expriment les travailleurs de Citroën avec le soutien de la CGT, mais c'est aussi l'exigence profonde de l'intérêt national.

C'est devant cette responsabilité-là que se trouvent placés les dirigeants de PSA et le gouvernement, qui à les moyens de leur faire entendre raison.

(*) Secrétaire de la CGT.

• L'Australie va accroître ses importations d'automobiles. — M. John Button, ministre australien de l'industrie et du commerce, a déclaré, le 7 mai, que l'Australie annoncerait d'ici un mois un plan d'assouplissement de ses importations d'automobiles. Le pays projette d'augmenter ses quotas d'importation de 2 à 6 % par an, pendant quatre ans, en fonction de la situation du marché, a-t-il précisé, ajoutant qu'une suppression trop rapide des barrières protectionnistes serait néfaste aux industries australiennes. Des mesures similaires seront prochainement annoncées pour les textiles, l'habillement et les chaussures. — (AFP.)

M. MAUROY : « Il faut faire vite »

et « trouver une solution acceptable pour tous »

La journée du 17 mai s'annonçait fort importante pour l'évolution du conflit Citroën. Alors que la situation reste calme dans les quatre établissements encore occupés (le tribunal de Nanterre ayant ordonné l'expulsion

des grévistes de Nanterre et de Levallois), le tribunal de Bobigny a décidé ce jeudi 17 mai à 10 heures l'évacuation de l'usine d'Aulnay. Le tribunal de Nanterre statuera dans l'après-midi sur l'usine d'Asnières. Selon M. Michel Hoc,

secrétaire général de la métallurgie FO, reçu le 16 mai par le ministre des affaires sociales, M. Bérégovoy pourrait prendre une décision « dès jeudi soir ». On évoque la possibilité d'une négociation tripartite.

Répondant à l'Assemblée nationale à une question de M. Michel Debré sur la situation de l'industrie automobile - gravement menacée -, M. Pierre Mauroy a expliqué l'essoufflement de ce secteur par trois raisons : « Un retard dans la renouveau des gammes, une organisation trop rigide pour faire face à des marchés irréguliers, des efforts insuffisants de formation et de qualification de la main-d'œuvre ». Plaidant pour une amélioration de la productivité, le premier ministre a ajouté que « si l'on retient le rythme japonais des années 70, c'est un objectif de gain de productivité de 6 à 8 % par an dont il faut parler ».

Le gouvernement soutient la modernisation de l'industrie automobile dans trois domaines prioritaires : « L'introduction de la consommation de carburant et la modernisation de l'outil de travail », cette modernisation posant le problème des surcoûts.

Répondant à M. Philippe Bassinet (PS, Hauts-de-Seine) sur la situation de Citroën, M. Mauroy a souligné que cette entreprise « a d'abord souffert d'une politique sociale d'un autre âge ». Il a expliqué que le gouvernement s'attachait « à écouter les parties en cause et à rechercher une solution acceptable pour tous ».

ajoutant que « le nombre des licenciements a d'ores et déjà été réduit : reste à discuter de l'aménagement du temps de travail et de la formation. Sur ces deux points, les discussions avec les partenaires sociaux doivent être menées jusqu'à leur terme. Je précise, à cet égard, que la réduction du temps de travail est négociée dans des secteurs où des gains importants de productivité sont possibles. En tout état de cause il faut faire vite, et le gouvernement prendra ses responsabilités dès que la concertation en cours sera terminée. Je ne peux qu'exprimer le souhait qu'elle le soit rapidement ».

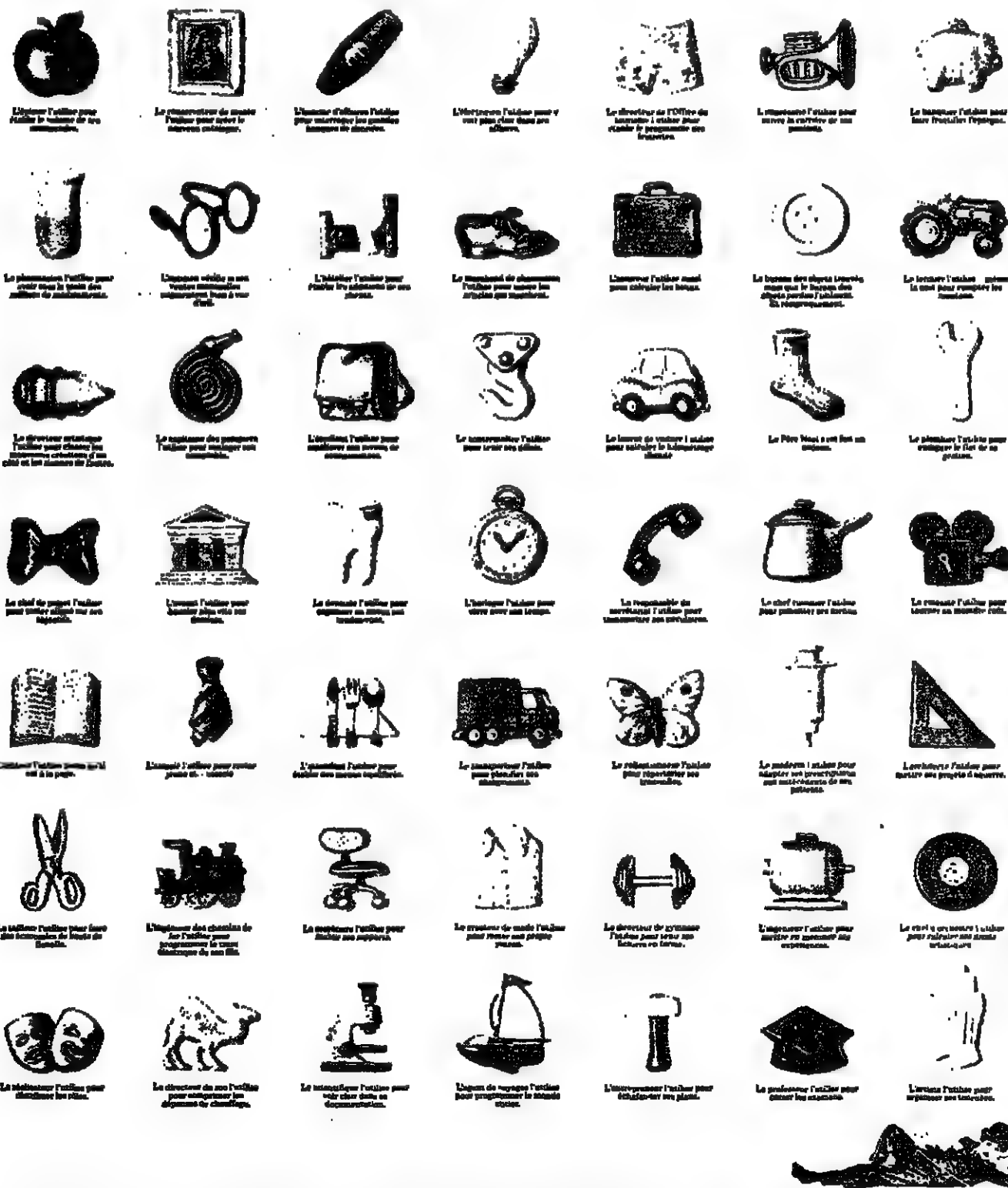
A propos de cette intervention, M. Paul Marchetti, délégué général de la CGC, s'exprimant à RTL, a donné « un grand coup de chapeau à M. Mauroy », ajoutant que le premier ministre avait été « courageux » et avait « dit exactement ce qu'il fallait dire » : « Je sais bien que je ne suis pas toujours tendre pour M. Mauroy, mais nous avons pour habitude de dire ce que nous pensons. Bien quand c'est bien, mal quand c'est mal ».

M. Pierre Bérégovoy a achevé ses consultations le 16 mai en recevant les fédérations CGC, CFTC et FO de la métallurgie. M. André Verrier, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CFTC, a indi-

qué que le ministre estime à six cent cinquante environ le nombre d'emplois qui pourraient être sauvés chez Citroën par une réduction de la durée hebdomadaire du travail à 36 h 30. La CFTC préconise une réduction du nombre de licenciements, qui ne pourrait guère descendre en dessous du millier, par la mise en dispense d'activité des salariés âgés de moins de cinquante-cinq ans et qui ont travaillé trente-sept ans et demi. M. Michel Hoc, pour FO, a estimé que la compensation salariale de la réduction du temps de travail pourrait être « aidée par une modification de l'indemnisation du chômage partiel actuellement en vigueur ». Selon M. Hoc, le ministre a réaffirmé que « son objectif était qu'aucun salarié de Citroën ne se retrouve au chômage ». Une mission pour la formation des salariés de Citroën, a-t-il ajouté, pourrait être mise en place incessamment et confiée à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du Centre mondial informatique.

M. Servan-Schreiber a été reçu à son tour pendant une heure et demie par M. Bérégovoy. Il a souligné que c'était « toute l'industrie automobile qu'il fallait requalifier et pas seulement Citroën ». « L'affaire Citroën, a-t-il poursuivi, doit être le point de départ d'un redéploiement

LITTLA TRAMP CHARACTERS LICENSED BY HUBBARD, INC. - N.Y.



Des gens comme vous. Ces deux dernières années, ils sont des centaines de milliers à avoir fait leurs premiers pas dans le monde de l'ordinateur personnel.

Ils n'étaient pas préparés à devenir des experts en informatique, loin de là. Certains avaient même été de très mauvais élèves en mathématiques.

Aujourd'hui, l'ordinateur personnel IBM est là avec ses centaines de

programmes, et tout est très simple. Il n'est pas besoin d'être doué pour l'informatique puisque la machine l'est. Il n'est pas besoin, non plus, de devenir programmeur quand on a à sa disposition des programmes tout prêts, pour tout faire.

Il suffit d'avoir la ferme volonté de demeurer compétitif. Il suffit de se décider à prendre au sérieux son budget, sa gestion, son administration, ses pré-

visions... en un mot : son efficacité personnelle. Vous êtes dans ce cas ? Alors, allez au point de vente de l'ordinateur personnel IBM le plus proche. Vous y trouverez la réponse qu'il vous faut.

Appelez le (1) 722.22.22, à votre disposition 7 jours sur 7, de 7 à 22 heures, pour avoir la liste des points de vente où vous pourrez voir et essayer l'ordinateur personnel IBM.

L'ordinateur personnel IBM : la plus simple des décisions.

IBM

مكتبة من الامم

مقداد من الاصل

SOCIAL

LA CFDT ET L'« EFFET CHÉRÈQUE »

M. Noël Mandrat pourrait être élu secrétaire général adjoint

Le bureau national de la CFDT, réuni les 16 et 17 mai, a tiré les conséquences de la démission de son secrétaire général adjoint, M. Jacques Chérèque, nommé le 3 mai préfet délégué en Lorraine. Ses trente-huit membres devaient lui choisir un successeur. A l'issue de débats assez serrés, M. Albert Mercier, un ancien « métallier », s'est vu attribuer le secteur international, mais c'est M. Noël Mandrat, qui a en charge l'important secteur « organisation-formation », qui devrait finalement être élu secrétaire général adjoint. Pas plus que M. Decailhon ou que M. Chérèque, qui ont occupé ce poste, M. Mandrat ne fera figure de « dauphin » de M. Maire. Un choix avant tout fonctionnel.

A travers ces délibérations sur l'élection d'un nouveau secrétaire général adjoint, le bureau national a été l'écho du trouble qui a souvent accueilli dans la CFDT la nomination de M. Chérèque. Dans le numéro du 10 mai de *Syndicalisme Hebdo*, le nouveau préfet, faisant ses adieux à ses camarades, expliquait : « Concomitant à la réussite d'une politique socialiste en France, n'est-ce pas un but commun même si cela exige la non-confusion des rôles ni la complaisance gratuite ? »

Non-confusion des rôles ? Cela n'apparaît pas aussi clair à un certain nombre de militants de la CFDT. Le nouveau préfet délégué fait état d'un fort courant de sympathie en sa faveur, mais on n'a pas fini d'en causer dans les appareils fédéraux et régionaux. Il y a quelques remous. Ce n'est pas la personne de celui qui était familièrement appelé « le Gros » qui est en cause. Ce n'est pas davantage sa liberté de choix qui est contestée. Mais au lendemain d'un conseil national qui a voulu bien marquer l'autonomie de la démarche syndicale par rapport au pouvoir politique, l'« effet Chérèque » est redouté par le mauvais impact qu'une telle nomination peut avoir sur l'image de la CFDT. Beaucoup craignent, selon la formule de M. Maire, que ne soit accréditée — pour ne pas dire renforcée — l'idée

que la CFDT a « des liens privilégiés avec le gouvernement ».

Quand la proposition lui a été faite par M. Fabrice M. Chérèque a décidé seul. Mais il a d'abord pris des avis : celui de la commission exécutive, celui de la Fédération générale de la métallurgie — favorable — celui de l'Union régionale de Lorraine — très réservé pour le moins — et celui de sidérurgistes lorrains — partagés. La commission exécutive de la CFDT a été, semble-t-il, ébranlée par les positions de l'Union régionale de Lorraine et, sans procéder à un vote en son sein, a exprimé « ses réserves et ses inquiétudes ». C'est en connaissance de tous ces éléments que M. Chérèque — qui se félicite en privé de la « parfaite loyauté » de M. Maire, qui n'avait pas le moindre intérêt à « solliciter » son départ — a pris sa décision. Ni le bureau national ni le conseil national n'ont eu à en débattre.

C'est concernant l'effet sur son image que la Confédération enregistre actuellement des remontées critiques. Ainsi à la Fédération unifiée de la chimie — le secteur de M. Maire, — on enregistre des « réactions négatives » et on estime que cette nomination « pose problème par rapport à l'autonomie de l'organisation et à l'autonomie de ses propositions sur les mutations. Cela va compliquer les affaires ».

A la Fédération des FTT, de plus en plus critique vis-à-vis de la Confédération, on se montre encore plus sévère, considérant que cela « participe » à une pratique confédérale de plus en plus contestée. Au dernier conseil national, son secrétaire général, M. Denis Tonnerre, s'est élevé « contre la pédagogie des coups de pied au cul et des coups de gueule qui font reculer les prises de conscience » et s'est inquiété d'un fonctionnement de la CFDT « de plus en plus marqué par le centralisme démocratique ». En Lorraine, d'éventuels dégâts pourraient être mesurés, le 7 juin par exemple, lors des élections au conseil d'administration de SACILOR.

M. M.

INDUSTRIE

PECHINEY CONFIRME LA FERMETURE PROGRESSIVE DE L'ARGENTIÈRE-LA-BESSÉE

M. Michel Catere, directeur général de Pechiney, a confirmé, mercredi 16 mai, la fermeture progressive de l'usine d'aluminium de L'Argentière-la-Bessée (Hautes-Alpes), qui emploie 334 personnes (le Monde du 17 mai).

Cette décision s'inscrit dans le cadre du plan de restructuration de l'aluminium, approuvé par les pouvoirs publics, qui prévoit la modernisation et la concentration de la production sur un ou deux sites. Quatre unités, jugées trop petites ou obsolètes, devront être fermées : Sabart, en Ariège, La Praz et La Soustaz, en Savoie, et L'Argentière. Au total, 650 emplois devront être supprimés.

A L'Argentière, sur trois unités d'électrolyse, deux seront arrêtées ainsi que la fonderie, soit une perte de 90 emplois. Toutefois, selon Pechiney, ils « seront exactement et immédiatement compensés par l'installation dans un des bâtiments d'une entreprise marseillaise, les Fonderies et aciéries de Provence ».

La troisième unité d'électrolyse, plus récente, ne sera arrêtée qu'au moment où, « les emplois de substitution auront été trouvés ». Compte tenu du maintien de l'atelier d'Anodes (60 emplois), il faudra donc trouver 180 emplois.

Les salariés et les élus locaux contestent vivement les propositions de Pechiney. Selon eux, les Fonderies de Provence ne créeraient que 37 emplois. Les mutations par ailleurs prévues par le groupe concerneraient, selon la CGT, des sites eux-mêmes menacés de fermeture.

Les salariés occupent l'usine depuis lundi 14 mai, et M. Robert de Caumont, député PS et maire de Briançon, a commencé le même jour une grève de la faim illimitée. Salariés et élus réclament une rencontre avec les pouvoirs publics et un examen de nouvelles propositions. Une « alternative régionale » associant le groupe Kaiser Aluminium, la Société de développement Méditerranée, la Société des mines et métaux et les salariés a déjà été présentée. Elle permettrait de préserver les emplois et assurerait la modernisation du site. Elle a toutefois été jugée trop « fragile » par les pouvoirs publics.

AGRICULTURE

LE GOUVERNEMENT ARRÊTE VENDREDI LE DISPOSITIF DE LA RÉDUCTION DE LA PRODUCTION LAITIÈRE

La révolution des quotas

Le conseil des ministres entend, vendredi 18, une communication de M. Rocard sur la réduction de la production laitière en France. Il s'agit d'un bouleversement considérable dans la vie économique de notre pays puisque pour la première fois, on envisageait de limiter la production de lait par les producteurs eux-mêmes. Ce repli de la production peut devenir, si l'on n'y prend garde, une revanche des traditionalistes sur les modernistes, lesquels dirigent aujourd'hui la plupart des organisations professionnelles. Ce peut être aussi l'occasion dangereuse d'éliminer les petits, les moins performants, les plus vieux.

Pour diminuer les charges de soutien de la production laitière qui dépassent en Europe les besoins du marché, les Dix ont choisi la technique du contingent de production, un contingent par pays, puis par laitier, puis, ce qui est logique, par producteur. On aurait pu faire plus simple en créant des zones progressivement désaffectées des gros producteurs mais la majorité des pays européens a préféré une fois encore la mesure unique, qui fige les situations acquises. La gestion des quotas sera compliquée. En limitant le droit à produire, on crée en corollaire des autorisations à produire. Qui accordera ces autorisations, qui devront aller à quels producteurs ?

La FNSEA et M. Guillaume étaient partisans d'une autre méthode encore : on secoue très fort le cocotier, les plus vieux et les plus faibles tombent, laissant autant de quotas disponibles pour les autres. On aurait pu même se passer complètement de quotas selon la FNSEA tant la purge aurait été puissante. En lançant un programme de primes au départ pour les plus de soixante-cinq ans, et en instituant une sorte de prime pour la plus de cinquante-cinq ans, le gouvernement secoue aussi le cocotier, mais un peu moins fort, dans le

souci de ne pas vider des régions entières de sa substance agricole, essentiellement les zones de montagne et les zones défavorisées. C'est la raison pour laquelle, on envisageait de conserver une marge de progression (des quotas non attribués pour les éleveurs de ces régions). A l'inverse de cette politique d'équilibre, d'aménagement du territoire, de résistance à la désertification, la FNSEA, en Bretagne, réclame des quotas pour les régions qui ont le vent laitier en poupe, qui connaissent une progression à la hollandaise, et qui ne valent pas ce qu'on leur a fait.

Deux autres conséquences

Ce système des quotas sera deux conséquences encore : il contribuera à accroître les ventes directes, difficilement contrôlables et à risque de donner naissance à un marché des quotas. Ce droit à produire, transmis de l'un à l'autre, le tentation sera grande de le monnayer, officiellement du sous le manteau. Ce sera l'affaire de l'Office du lait que de veiller à ce qu'il n'en aille pas ainsi.

En fait, la réduction obligatoire de la production laitière pose surtout le problème du revenu des éleveurs, qui pourrait diminuer selon certaines sources de 10 %. On ne peut jouer que sur trois facteurs : le prix, le volume, les charges. Le volume pour la grande majorité des éleveurs doit baisser de quelques points. Le prix indicatif, qui augmente de moins de 6 % n'est pratiquement qu'indicatif. Les entreprises qui paient le lait aux éleveurs auront, avec un volume réduit, des charges plus fortes, les restitutions aux exportations risquent d'être moins élevées ; le niveau du soutien pour les produits mis à l'intervention est déjà moins élevé.

Restent les charges. C'est le seul poste sur lequel les éleveurs

peuvent agir. Il faut savoir que la ration alimentaire d'une vache se divise en deux : une ration d'entretien de l'animal qui correspond à une très faible production laitière, 8 à 9 litres par jour et une ration de production qui sera d'autant plus élevée que la vache peut produire de lait. On peut diminuer la production, sans diminuer le cheptel, en réduisant, et donc en économisant, l'alimentation des vaches. Certains comme M. Ballé-Calix, président de la Compagnie française de nutrition animale (COFNA), filiale d'Unilever, prennent le pari qu'on peut diminuer la production laitière de 5 % et augmenter le revenu de 5 %. Sa méthode : accroître la productivité d'un nombre réduit de vaches, par l'augmentation de la ration d'aliments composés. M. Ballé-Calix voit un double avantage à son système : on diminue les charges fixes (la ration d'entretien des animaux accidentaires disparaît ainsi que les charges de capital correspondantes) et on libère des hectares, disponibles pour d'autres cultures.

Il existe une autre piste à explorer : la suppression de la traite du dimanche soir. On sait depuis dix ans que c'est réalisable mais les professionnels ne voulaient pas en entendre parler. Il suffit de retarder la traite du dimanche matin de quelques heures. Quatre avantages à cette méthode : la production diminue de 8 % pour l'année, le vacher se lève plus tard, le dimanche matin, il est libre le dimanche soir, on économise une partie de la ration alimentaire. Expérimentée sur des animaux moins performants que ceux d'aujourd'hui, la technique a besoin d'être révisée. Il existait en 1983 un crédit européen, pour faire des essais dans plusieurs états de la Communauté. Le crédit a été supprimé.

JACQUES GRALL



IL NE SUFFIT PAS DE PEINDRE UNE PETITE BROTHER EN BLANC POUR EN FAIRE UNE BROTHER EP44...

La belle couleur nacré de la nouvelle petite Brother vous a rendu fou ? Ça sera pire encore quand vous découvrirez son écriture impeccable, sa mémoire de plus de trois pages, sa fonction d'imprimante intégrée. Restez calme : la EP 44 peut aussi transmettre via un téléphone et un modem acoustique des textes à distance, à une autre EP 44.

Vous craquez ? Au lieu de repeindre votre ancienne Brother en blanc, courez plutôt chez les revendeurs Brother vous offrir, pour 2.900 F*, la Brother EP 44.

Brother - 1, rue Edouard-Maillot - 75001 Paris
Stand Brother au Mini Sicob - Niveau 3
Zone E - Stand n° 529

brother EP44

MACHINE À ÉCRIRE ÉLECTRONIQUE IMPRIMANTE POUR MICRO ORDINATEURS



Prépage 2 augm
52400

TS ET CHIFFRES

NEZ DIRECTEUR

CONJONCTURE

LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DE L'OCDE

Les prévisions de croissance sont en hausse pour les pays industrialisés

Trois sujets sont à l'ordre du jour du conseil ministériel de l'OCDE, qui a ouvert sa session ce jeudi matin : 1) les questions liées aux taux d'intérêt ainsi qu'à la dette des pays en voie de développement ; 2) le commerce international ; 3) les perspectives de croissance et les politiques économiques appropriées pour assurer la durée, compte tenu du fait, souligné par M. Emil Van Lennep au cours de la conférence de presse qu'il a donnée mercredi matin, que jusqu'à maintenant la reprise n'a pas réussi à inverser dans les pays d'Europe occidentale la tendance vers l'aggravation du chômage. Ce troisième thème sera l'objet des discussions de la journée de vendredi.

Dans sa conférence de presse, le secrétaire général de l'OCDE a estimé que, fort classiquement, la reprise avait commencé par un regain de la consommation et que, aujourd'hui, on se trouvait au milieu d'une phase de transition au cours de laquelle l'investissement devait reprendre progressivement le relais : « C'est pourquoi le niveau élevé des taux d'intérêt est une question plus préoccupante qu'elle ne l'était l'année dernière. » Il est peu probable, toutefois, que ce sujet, qui fera l'objet de beaucoup de commentaires, donnera l'occasion de recommandations précises. Le secrétaire américain au Trésor répondra aux critiques et sans doute laissera entendre que, au lendemain des élections, des mesures adéquates seraient prises pour réduire un déficit que, du reste, M. Donald Regan s'est toujours refusé pour sa part de considérer comme la cause des taux d'intérêt élevés.

Il sera également beaucoup question de l'endettement international, mais, là encore, on ne doit pas s'attendre à des initiatives. L'administration américaine estime que la stratégie mise en œuvre par le Fonds monétaire continue à valoir et qu'elle doit donner les résultats attendus. On discute beaucoup à Washington et dans les milieux financiers d'un projet, d'origine privée, qui consisterait à plafonner les taux dont sont assortis les nouveaux crédits aux pays endettés, l'idée étant que la différence entre le taux du marché et le taux plafonné serait ajoutée au principal des nouvelles dettes contractées. En d'autres termes, il s'agirait de crédits supplémentaires. Cette suggestion peut en conséquence difficilement apparaître comme une solution neuve. L'administration américaine ne lui est pas favorable, la France non plus.

M. Van Lennep voudrait profiter de la meilleure conjoncture pour obtenir des vingt-quatre pays membres de l'organisation l'engagement qu'ils ont enfin pris à faire suivre d'effets la promesse solennelle qu'ils

Les comptes de l'INSEE pour le premier trimestre

LES INVESTISSEMENTS ONT BAISSÉ DE 2,2 %

L'ensemble des investissements a diminué en France de 2,2 % durant le premier trimestre 1984, d'après les premiers résultats des comptes nationaux trimestriels publiés le 16 mai par l'INSEE. Pourtant l'INSEE continue de penser que la formation brute de capital fixe augmentera de 2 % sur l'ensemble de l'année.

L'autre phénomène marquant du trimestre est le recul des exportations (- 0,4 %), après trois trimestres de progression, du fait d'une importante contraction des ventes de produits agro-alimentaires (sauf que les ventes de produits manufacturés progressent).

Le produit intérieur brut marchand a légèrement progressé (+ 0,4 %) du fait d'un accroissement de la formation des stocks. La demande intérieure - hors stocks - a fléchi de 0,5 %. Enfin la stagnation de la consommation des ménages recouvre une brutale dégradation des achats d'automobiles (- 16 %), souligne l'INSEE, qui constate, hors automobile, une progression de la consommation (+ 0,4 %) dont l'essentiel provient des achats de produits énergétiques.

PRIX : poursuite de la décelération

Selon les premières estimations de l'INSEE, les prix ont augmenté de 0,6 % en avril. Sur douze mois (d'avril 1983 à avril 1984), la hausse des prix a été inférieure à 8 % (7,9 %). Il faut remonter au mois de septembre 1973 pour trouver un résultat égal ou inférieur à celui-là dans le calcul en glissement sur les douze derniers mois.

Sur les trois derniers mois (février, mars, avril), les prix ont augmenté, en rythme annuel, de 7,8 % contre 10,2 % pour les mêmes mois de 1983. Comparé avec celui de nos principaux partenaires, le taux d'inflation reste néanmoins élevé en France. Sur les douze derniers mois connus, les prix de détail ont augmenté de 3,2 % en RFA, de 4,7 % aux États-Unis et de 5,2 % en Grande-Bretagne. Seule l'Italie fait moins bien, avec 12 %.

L'écart d'inflation ne s'en amenuise pas moins entre la France et ses six principaux partenaires (RFA, États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Belgique et Pays-Bas), passant de 5,1 points au dernier trimestre de 1983 à 3,6 points au premier trimestre de 1984 (en glissement sur douze mois calculé par l'INSEE).

Il reste que, pour se maintenir dans l'équilibre souhaité par le ministre de l'économie et des finances (6,5 % en 1984), les prix ne devraient pas augmenter de plus de 0,5 % en moyenne chaque mois d'ici à la fin de l'année.

A. Le.

Le chômage a augmenté pour le sixième mois consécutif 52400 chômeurs de plus à fin avril

Pour le sixième mois consécutif, le chômage a encore augmenté à la fin avril, selon les statistiques rendues publiques, le 16 mai, par le ministère de l'emploi. Le chiffre des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, en données corrigées des variations saisonnières, s'élevait à 2296400, soit 2,3 % de plus que le mois précédent et 14,3 % de plus qu'en avril 1983. En données brutes, on comptait 2235000 personnes, soit 0,5 % de moins qu'en avril de mars dernier, mais 14,6 % de plus que l'année précédente.

En un seul mois, le nombre des chômeurs a progressé de 52400, c'est-à-dire à un rythme très élevé, qui ne fait que confirmer la tendance enregistrée depuis la franchissement de la barre des deux millions à la fin de novembre 1983. En six mois, le chômage aura donc touché 261800 salariés de plus, dont 177800 depuis le début de l'année 1984.

Les chiffres, à eux seuls, résument la gravité de la situation, alors que les vagues de licenciements se poursuivent et que les menaces pour l'emploi s'accroissent. Pourtant, ils ne traduisent pas l'inquiétante dégradation qui se caractérise par d'autres symptômes, encore plus préoccupants.

En mars, en données corrigées, le nombre des licenciés pour raison

économique a été de 37800, sans grosse augmentation sur les mois précédents, mais en progression de 39,5 % sur un an. Si le nombre des nouveaux inscrits - le flux - varie peu, y compris depuis un an (+ 3,3 %), avec 298 800 demandes enregistrées en données corrigées, pour avril, le nombre de chômeurs quittant l'ANPE en cours de mois - 282 900, en avril - a reculé de 12,7 % en un an.

Bien plus que par l'arrivée de demandeurs d'emploi, l'augmentation du chômage est donc globalement due à une présence plus longue sur les listes de l'ANPE, ce qui confirme d'ailleurs le niveau record atteint pour la durée moyenne, qui s'élevait à trois cent quatre-vingt jours en avril, soit dix jours de plus qu'en mars et sept jours de plus qu'il y a encore un an.

Un autre signe de cette évolution est donné par l'effacement des offres d'emploi, tant corrigées qu'en cours de mois (30 400 en avril), en données corrigées, en baisse de 42,2 % en un an et en progression de 1,3 % en un mois, que des offres encore disponibles au fin de mois, qui, comptabilisées pour 45 100 en données corrigées en avril chutent de 4,7 % par rapport à mars et de 50,2 % par rapport à avril 1983.

Si l'on ajoute à ce constat les résultats de l'enquête trimestrielle,

selon laquelle les effectifs salariés non agricoles ont baissé de 0,4 % depuis le début de l'année 1984 (- 0,7 % pour l'industrie, - 1,4 % pour le bâtiment, le tertiaire restant stable), soit de 58 000 personnes, après le recul de 1,1 % en 1983, force est d'admettre que le marché de l'emploi se retrograde dangereusement et que sa dégradation ruine tous les espoirs d'une lutte rapide contre le chômage.

La fracture qui se creuse entre les salariés et les chômeurs se traduit par la dégradation de la situation des jeunes de moins de vingt-cinq ans : l'augmentation de 10 % sur les trois derniers mois, la progression étant deux fois plus forte (+ 14 %) pour les hommes que pour les femmes (+ 7 %). Les salariés les plus qualifiés, jusqu'à présent les plus épargnés, sont à leur tour frappés. Le nombre des ouvriers qualifiés au chômage a augmenté de 23,3 % en un an, celui des employés qualifiés de 13,5 % et, enfin, celui des agents de maîtrise et techniciens de 17,9 %. Mais le pire n'est-il pas encore à venir quand on observe que, au cours du mois de mars, un million cinq cent mille journées ont été indemnisées au titre de chômage partiel ? En un mois, ce chiffre a progressé de 12 %. En un an, il a fait un bond de 41 %.

A. Le.

Une longue parenthèse

(Suite de la première page.)

En fournissant le mardi 15 mai à la presse un tableau très précis des remboursements jusqu'en 1988, de notre dette extérieure (intérêts et capital), M. Jacques Delors a présenté aux Français la note à payer. Celle-ci n'est pas au-dessus de nos moyens - ne dramatisons pas - mais apparaît lourde tout de même. Les chiffres que nous avons publiés dans nos éditions datées du 17 mai inférieurs à ceux du Sénat - montrent qu'il faudra encore attendre quatre ans - c'est-à-dire 1988 - avant de voir le pays rembourser plus qu'il emprunte. Très exactement d'après le scénario du ministre : 72 milliards de remboursement du capital en 1988, contre 67 milliards de francs d'emprunt.

C'est dire que jusqu'à cette année-là, notre dette extérieure déjà lourde (451 milliards de francs en 1983) va s'accroître : de 44 milliards de francs cette année, de 34 milliards de francs l'an prochain, de 22 milliards de francs en 1986 et de 8 milliards de francs en 1988.

Le service de la dette - c'est-à-dire le remboursement annuel du capital et des intérêts de nos emprunts à l'étranger - donne une idée de l'effort à accomplir : 66 milliards de francs en 1984, 77 milliards de francs en 1985, 88 milliards de francs en 1986, 99 milliards de francs en 1987, 119 milliards de francs en 1988.

Le bon sens amène donc à penser que la rigueur s'imposera à

nous jusqu'en 1988 au moins. Mais des esprits optimistes - il en existe, y compris dans les milieux gouvernementaux - estiment que seul le remboursement des intérêts de la dette extérieure constitue un impératif absolu. Comme ces intérêts sont comptabilisés dans les balances des paiements courants (le haut de notre balance) et que celle-ci devrait être, selon leurs prévisions, en équilibre dès cette année, leur vision de l'avenir est assez confiante. Pour le reste - c'est-à-dire le remboursement du capital - la France pourrait continuer à emprunter « ad vitam aeternam ».

Il est vrai que la reprise de la croissance économique dans le monde (l'OCDE prévoit 4 % cette année grâce surtout aux États-Unis) favorise une forte progression de nos exportations à l'étranger (+ 20 % environ en un an en valeur). Malgré les importations qui recommencent à augmenter (+ 13 % en un an en valeur), le déficit de notre commerce extérieur a nettement diminué, revenant à 2 milliards de francs par mois environ.

L'amélioration est donc incontestable. Elle devrait conduire à un déficit de quelque 25 milliards de francs cette année, après 43,5 milliards l'année dernière. Est-ce à dire pour autant que la partie est gagnée en due, à terme rapproché, notre balance commerciale sera rééquilibrée et même excédentaire ? Question essentielle puisque

de la tenue de notre commerce extérieur dépend - et dépendra - très largement la tenue de notre balance des paiements courants, cette balance qui doit être impérativement équilibrée - et même excédentaire pour absorber les intérêts de notre dette extérieure.

Les risques d'un vision trop optimiste

Que la reprise dans le monde s'affaiblisse - comme le prévoit l'OCDE pour 1985 - que notre compétitivité s'amenuise, que nos importations redevennent trop fortes, comme elles ont tendance à le faire depuis quelques mois, et l'objectif d'un rééquilibrage du commerce extérieur s'éloignerait à nouveau. A fortiori celui de la balance des paiements courants, ni le service (après la suppression du contrôle des changes) ni les grands travaux à l'étranger (les commandes ont nettement fléchi en 1983) ne pouvant compenser maintenant la différence.

On voit que même une vision optimiste des choses ne passe pas par la facilité. Cette vision contient en revanche, une certaine dose d'imprudence : négliger - d'une certaine façon - les remboursements en capital de notre dette extérieure, c'est-à-dire miser sur de nouveaux emprunts, n'est-ce pas faire exagérément confiance en l'avenir ? N'est-ce pas se priver de toute marge de manœuvre en cas de coup dur ?

Que ne passera-t-il, par exemple, si survient un troisième choc pétrolier que la tension grandissante dans le golfe Persique rend moins improbable ? Une subite hausse du prix du pétrole déséquilibrerait à nouveau nos comptes extérieurs : il nous faudrait alors - faute de pouvoir à nouveau nous appuyer sur le pouvoir - recourir à une politique déflationniste, dont nous n'avons pas idée en France, même si l'étranger l'a pratiquée. C'est alors que s'emporterait la baisse du pouvoir d'achat et les impôts supplémentaires.

Pour toutes ces raisons, il apparaît infiniment plus prudent de calculer nos efforts sur un remboursement total de notre dette, capital et intérêts.

Si l'échéancier de nos dettes extérieures fixe - selon M. Delors - à 1988 l'année où notre pays aura désserré les nœuds qui actuellement le ligotent, il indique également implicitement - le poids des contraintes que nous aurons à

soutenir. D'une part, accepter pendant quelque temps une croissance économique plus faible qu'à l'étranger, de façon à exploiter à notre profit un décalage de demande intérieure. La part du franc devra, d'autre part, se maintenir en moyenne à 8 francs par rapport au dollar cette année, puis à 7,60 francs les années suivantes. Bien plus difficile encore : la parité du franc vis-à-vis des autres monnaies - et notamment du deutsche mark - ne devra pas changer. Pour atteindre de pareils objectifs - à première vue hors de notre portée - il nous faudra complètement et définitivement maîtriser notre inflation.

Les chiffres rendus publics par M. Delors impliquent bel et bien que nos prix n'augmentent pas plus vite que les prix étrangers à partir de l'année prochaine, un très léger décalage étant seulement admissible avec la sage Allemagne (2 points par an).

Tout cela est-il possible ? Il faut remonter très loin en arrière, en 1973 et 1975, pour trouver pareilles situations. Encore une telle modification des prix en France n'a-t-elle jamais été que d'assez courte durée. C'est dire la somme d'efforts - et de petites révolutions - qu'il nous reste à accomplir.

Non, décidément, la rigueur n'est pas une parenthèse.

ALAIN VERHOLE.

MONNAIES

LES BANQUES OCCIDENTALES ACCORDENT A L'URSS LEUR PREMIER GRAND CRÉDIT DEPUIS 1979

Un consortium de treize et une banques occidentales, dirigé par la Dresdner, la Lloyds et le Crédit agricole, a accordé à l'URSS un prêt de 250 millions de dollars à cinq ans. Les banques occidentales se sont réunies. C'est la première fois depuis l'intervention soviétique en Afghanistan, en 1979, qu'un prêt aussi important est consenti à l'URSS. Auparavant, les banques occidentales avaient accordé des crédits de faible importance, notamment pour la construction de gazoducs sibériens, en 1981.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|-----------|-----------------|----------------|----------------|----------------|
| | + bas + haut | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. |
| SE-UL | 8,490 8,4610 | + 65 + 85 | + 85 + 115 | + 25 + 125 |
| \$ can. | 6,5401 6,5432 | + 71 + 101 | + 91 + 121 | + 25 + 147 |
| Yen (100) | 3,6387 3,6412 | + 181 + 194 | + 354 + 372 | + 1031 + 1085 |
| DM | 3,0747 3,0762 | + 166 + 176 | + 325 + 339 | + 920 + 964 |
| FFr (100) | 2,7340 2,7355 | + 136 + 147 | + 277 + 291 | + 789 + 830 |
| £ (100) | 15,1108 15,1194 | + 62 + 125 | + 71 + 125 | + 259 + 289 |
| Fl. | 3,7232 3,7257 | + 264 + 284 | + 539 + 561 | + 1561 + 1563 |
| L (1 000) | 4,0098 4,0098 | - 156 - 130 | - 315 - 276 | - 979 - 880 |
| £ (1 000) | 11,8138 11,8127 | + 319 + 364 | + 618 + 686 | + 1546 + 1751 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| | 10 1/16 | 10 7/16 | 10 11/16 | 11 1/16 | 11 3/16 | 11 5/16 | 11 7/16 | 11 9/16 | 11 11/16 | 12 1/16 | 12 3/16 | 12 5/16 | 12 7/16 | 12 9/16 | 12 11/16 |
|-----------|---------|---------|----------|---------|----------|---------|---------|---------|----------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|
| SE-UL | 5 1/8 | 5 1/2 | 5 3/8 | 5 3/4 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 | 5 5/8 |
| DM | 11 1/2 | 11 3/4 | 11 7/8 | 11 1/2 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 |
| FFr (100) | 1 1/8 | 1 5/8 | 3 3/8 | 3 1/2 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 | 3 3/8 |
| £ (1 000) | 15 | 16 | 14 7/8 | 15 5/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 | 15 1/8 |
| £ (1 000) | 8 1/8 | 8 1/2 | 8 5/8 | 9 | 8 7/8 | 8 7/8 | 8 7/8 | 8 7/8 | 8 7/8 | 8 7/8 | 8 7/8 | 8 7/8 | 8 7/8 | 8 7/8 | 8 7/8 |
| £ (1 000) | 11 1/2 | 12 | 11 5/8 | 12 1/8 | 11 15/16 | 12 1/16 | 12 1/16 | 12 1/16 | 12 1/16 | 12 1/16 | 12 1/16 | 12 1/16 | 12 1/16 | 12 1/16 | 12 1/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FAITS ET CHIFFRES

● Trafic routier : amélioration. - Les transports routiers ont enregistré une amélioration de la conjoncture au premier trimestre 1984, selon l'enquête trimestrielle d'opinion effectuée auprès des chefs d'entreprises par le Centre de productivité des transports (CPT). « En trafic intérieur et surtout en trafic international, on assiste à un redressement. C'est un bon premier trimestre », indique le CPT.

● Les prix des matières premières importées par la France ont augmenté de 1,8 % en avril (+ 0,1 % pour les matières premières alimentaires, mais + 2,9 % pour les matières premières indus-

trielles). Exprimés en devises, ces prix se sont accrus de 1 % (respectivement - 0,9 % et + 2,2 %).

ÉTATS-UNIS

● Forte hausse des mises en chantier de logements. - Les mises en chantier de logements aux États-Unis ont progressé de 19,3 % en avril, recouvrant une partie de leur recul du mois précédent et atteignant le rythme annuel de 1,96 million d'unités. Cette progression représente la plus forte hausse enregistrée depuis janvier 1983. En mars dernier, les mises en chantier avaient baissé de 27,3 %, notamment à cause du mauvais temps. - (AFP.)

(Publié)

DEVENEZ DIRECTEUR D'HOPITAL

Titulaires d'une licence ou maîtrise ou tout autre diplôme permettant de se présenter au concours externe d'entrée à l'ENA (dispenses possibles en faveur de certaines candidates ou cadres demandeurs d'emplois) :

L'ÉCOLE NATIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE organise les 17, 18 et 19 juillet 1984, le concours d'admission à la session de formation des Assistants de direction des Hôpitaux.

52 postes sont mis au concours.

La scolarité, en trois ans, donne accès aux emplois de personnel de Direction des établissements d'hospitalisation publics.

Pour tous renseignements, il convient de s'adresser au Secrétaire d'Etat chargé de la Santé (Direction des Hôpitaux, Bureau 8 C, 14, avenue Duquesne - 75700 PARIS RP - Tél. : 567-55-44).

ATTENTION : Clôture des inscriptions le 28 mai 1984.

(Association des élèves et anciens élèves de l'ENSP-ADH).

مقدمان الامتحان

هفتا من الامل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

groupe
des
industries
du transport
et du
tourisme



EMPRUNT OBLIGATAIRE
de F. 290 000 000
à taux révisable annuellement
en 58 000 obligations de F. 5 000

Date de jouissance et de règlement:
4 juin 1984.

Prix d'émission:

F. 4 900 (soit 98 % de la valeur nominale).

Intérêt:

• Payable annuellement le 4 juin.

• 14,20 % soit F. 710 par obligation pour le premier coupon payable le 4 juin 1985.

• Pour les échéances suivantes, le taux d'intérêt sera fixé un an avant chaque échéance et sera égal au taux de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, établi par l'INSEE pour le mois d'avril précédant la révision.

• Intérêt minimum garanti : 7,50 %.

Durée:

10 ans à compter du 4 juin 1984.

Amortissement:

Par remboursement au pair de la totalité des obligations le 4 juin 1994, sous réserve de rachats en Bourse.

Garantie:

Le service de l'emprunt est garanti inconditionnellement par les sociétés bénéficiaires de l'emprunt sans solidarité entre elles, mais solidairement avec le GITT dans la limite de leur quote-part respective.

BAL.O du 14 mai 1984 - VISA COB n° 84.117 en date du 7 mai 1984

CREDITEL

Société de Financement par Crédit-Bail
pour les Télécommunications

L'assemblée générale ordinaire du 10 mai 1984 présidée par M. Henri Filbo a approuvé les comptes de l'exercice 1983.

Après dotation de 220,7 MF aux amortissements, le bénéfice net ressort à 69,6 MF contre 67,6 en 1982.

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée a décidé, après dotation à la réserve légale, la distribution d'un dividende de 14,90 F par action contre 14,60 F au titre de 1982. En raison du statut fiscal de la Société, ce dividende n'ouvre pas droit à l'impôt fiscal. Sa date de mise en paiement a été fixée au 30 mai 1984 par le conseil qui a suivi l'assemblée.

Au cours de l'exercice écoulé, CREDITEL a signé avec le ministre des PTT la convention définitive jusqu'en 1987 le cadre de son activité de financement des télécommunications. Celle-ci comporte une nouvelle formule de cal-

cul des loyers sur fonds propres dont l'indexation bénéficie d'une base élargie. Le protocole 1983, conclu pour un montant de 324 millions de francs, dont 25 seront couverts par des fonds propres d'autofinancement, prend en compte ces nouvelles modalités.

Dans le secteur immobilier, les dix-sept opérations entreprises représentaient à fin 1983 un investissement proche de 150 MF, dont 108 en location simple.

Enfin, M. Filbo a indiqué que l'exercice 1983 marquait le terme d'une première phase de progression régulière du bénéfice et que la reprise de la croissance des résultats, après une période d'inflection transitoire de deux ou trois ans, devrait se développer graduellement sur une nouvelle base reposant pour une part accrue sur le produit d'un patrimoine immobilier en constitution.



EPAROBLIG

Epargne Placements Obligataires
Société d'investissement à Capital variable

An 30 mars 1984 l'actif net s'élevait à 1 344 704 694,23 F et le nombre d'actions en circulation était de 1 194 419, la valeur liquidative de l'action ressortant à 1 125,32 F.

La répartition de l'actif net était la suivante:

• Obligations classiques à taux fixe 47,67 %
(dont intérêts courus sur obligations) 47,67 %
• Obligations à taux variable 42,02 %
(dont intérêts courus sur obligations) 42,02 %
• Liquidités 10,31 %

Total 100,00 %

L'évolution de la valeur liquidative de Eparoblig - Epargne Placements Obligataires - depuis sa création, le 14 juin 1983, au 30 mars 1984 fait ressortir un taux annuel de rendement de 15,62 %.



INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE

Société d'investissement à Capital variable

An 30 mars 1984 l'actif net s'élevait à 1 540 419 578,83 F et le nombre d'actions en circulation était de 122 422, la valeur liquidative de l'action ressortant à 12 582,87 F.

La répartition de l'actif net était la suivante:

• Obligations classiques à taux fixe 45,66 %
(dont intérêts courus sur obligations) 45,66 %
• Obligations à taux variable 46,60 %
(dont intérêts courus sur obligations) 46,60 %
• Liquidités 7,74 %

Total 100,00 %

L'évolution de la valeur liquidative de Investissement Obligataire depuis sa création, le 2 septembre 1982 au 30 mars 1984 fait ressortir un taux annuel de rendement de 18,21 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachat sont les suivants:
La Banque Steindorck S.A., la Compagnie Parisienne de Récompense, la Banque Populaire du Nord, la Banque de Chaux et la Société Inter.

L'ÉPARGNE DE FRANCE

Le conseil d'administration réuni le 10 mai 1984 a arrêté les comptes de l'exercice 1983 qui comprennent ceux de la branche d'activité assurances de la Compagnie française de protection et d'épargne, suite à l'apport partiel d'actif approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 22 décembre 1983.

Après dotation de la provision pour participation aux excédents de 41 MF et de 5 MF aux réserves réglementaires de garantie et de capitalisation, le bénéfice de la société se monte à 4 MF et, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent de 8 MF, il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 27 juin 1984, à 14 h 45, d'affecter ainsi le résultat: dotation à la réserve pour plus-values à long terme 10,1 MF; report à nouveau 1,9 MF.

Il sera également proposé à l'assemblée générale ordinaire de ratifier les mandats d'administrateurs de MM. Sloan, Hamrick, Evans, Van Der Feltz, Webb, cooptés lors du conseil du 19 mars 1984.



INVESTISSEMENT NET

Société d'investissement à Capital variable

An 30 mars 1984 l'actif net s'élevait à 748 805 392,72 F et le nombre d'actions en circulation était de 69 495, la valeur liquidative de l'action ressortant à 10 774,95 F.

La répartition de l'actif net était la suivante:

• Obligations classiques à taux fixe 40,78 %
(dont intérêts courus sur obligations) 40,78 %
• Obligations à taux variable 51,13 %
(dont intérêts courus sur obligations) 51,13 %
• Liquidités 8,09 %

Total 100,00 %

L'évolution de la valeur liquidative de Investissement Net depuis sa création, le 3 octobre 1983, au 30 mars 1984 fait ressortir un taux annuel de rendement de 15,59 %.

Les établissements habilités à recueillir les souscriptions et les demandes de rachat sont les suivants:

La Banque Steindorck S.A., la Banque Populaire du Nord, la Banque de l'Union occidentale française et canadienne, la Société centrale de banque, la Banque Odier Bungeur Courvoisier et le Crédit mutuel agricole de l'Artois.

Carrefour



LE
RAPPORT ANNUEL
VIENT
DE PARAÎTRE.

Pour l'obtenir,
envoyez simplement
votre
carte de visite
à

Carrefour
BP 147
91005 Evry Cedex.

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA RÉFORME AGRICOLE
OFFICE RÉGIONAL DE MISE
EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS
KSAR EL KEBIR

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3/84 SEANCE NON PUBLIQUE

Le Directeur de l'Office régional de Mise en valeur agricole du Loukkos recevra jusqu'au 17-7-84 à 12 heures dernier délai les offres de prix pour la fourniture de 254 bornes d'irrigation pour les Secteurs Plaine de Ksar El Kebir et Basses Collines.

Pour la visite des lieux le rendez-vous est à fixer une semaine à l'avance.

Le dossier est à retirer à l'ORMVA du Loukkos, Bureau des Marchés contre versement d'une somme de 1000 dh - espèces ou chèque certifié.

KSAR EL KEBIR LE

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE RÉGIONAL
DE MISE EN VALEUR AGRICOLE
DU LOUKKOS.

SIGNE : SAFINE Mouloud

BASF'83

Convocation à l' ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

le vendredi 29 juin 1984 à 10 heures, à l'adresse
suivante:
BASF-Feierabendhaus, Leuschnerstraße 47,
Ludwigshafen am Rhein

Ordre du Jour

1. Présentation des comptes de l'exercice et du rapport annuel de BASF Aktiengesellschaft et du Konzern; présentation du rapport du Conseil de Surveillance
2. Affectation des bénéfices
3. Quitus au Conseil de Surveillance
4. Quitus au Directoire
5. Désignation d'un commissaire aux comptes
6. Restructuration du capital social
7. Emprunts à droit d'option
8. Modification des statuts

Seront autorisés à participer à l'assemblée générale et à exercer leur droit de vote les actionnaires qui auront déposé leurs actions, durant l'ouverture normale des guichets, et selon les modalités requises, auprès de l'un des établissements indiqués au «J.O.» de la République Fédérale d'Allemagne no. 94 du 18 mai 1984, et qui les y auront laissées jusqu'à la fin de l'assemblée générale.

Les Etablissements prévus en France sont les suivants:

Banque Paribas
Banque Nationale de Paris
Crédit du Nord
Crédit Lyonnais
Lazard Frères et Cie
L'Européenne de Banque
Société Générale

Le dépôt des actions devra être effectué au plus tard le vendredi 22 juin 1984.

Ludwigshafen, le 18 mai 1984

Le Directoire

BASF Aktiengesellschaft
D-6700 Ludwigshafen

BASF

Les Pays-Bas sont le deuxième exportateur mondial de produits agricoles Rabobank est la première banque agricole des Pays-Bas

Les produits agricoles constituent 25% du volume total des exportations néerlandaises (soit environ 42 milliards de florins hollandais). Les Pays-Bas sont même l'exportateur numéro un du monde pour les produits laitiers. Et puisque les affaires agricoles revêtent une si grande importance pour le commerce extérieur néerlandais, la Rabobank jouit de vastes connaissances et dispose d'informations récentes sur tous les secteurs du financement international.

90% de tous les prêts alloués à l'agriculture néerlandaise passent par la Rabobank qui peut ainsi prétendre être l'organisme de crédit néerlandais le plus important dans ce secteur. La Rabobank détient une position-clé dans le financement des opérations agricoles. La Rabobank se tient à la disposition de sa clientèle avec 3.000 agences réparties dans tout le pays.

Un tiers de toutes les entreprises néerlandaises confie ses opérations bancaires à la Rabo-

bank. De plus, environ 40% du total de l'épargne néerlandaise sont déposés auprès de la Rabobank.

Avec un actif dépassant les 115 milliards de florins hollandais (soit environ 38 milliards de dollars U.S.), la Rabobank est non seulement l'une des plus grandes banques des Pays-Bas

mais compte parmi les 50 banques les plus importantes du monde.

Si vous êtes d'avis que vos affaires ne sauraient être en de meilleures mains sinon qu'en celles de la banque du deuxième grand exportateur de produits agricoles, prenez contact avec nous.



Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank. Le pays qui perpétue la tradition de la perfection.

Un membre de l'Unibank Group.

Rabobank

Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank.

Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Coudaan 18, NL-3521 CB Utrecht, Pays-Bas. Tél. 40200.
Succursale New York/USA. Tél. 424337. Représentant à Francfort/Main/R.F.A. Tél. 413873, ADCA-Bank AG, Francfort/Main/R.F.A. Tél. 412864. Représentant à Londres/Grande-Bretagne. Tél. 892950. Filiale à Caracas, Couraçao/A.N. Tél. 3422.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. LA GUERRE DU GOLFE

4. PROCHE-ORIENT

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le Pentagone veut renforcer la présence américaine au Honduras.

5-6. ASIE

Nouveau cours en Corée du Nord (11), par Alain Jacob.

6. EUROPE

URSS : le sort des Sakharov et le projet de voyage de M. Mitterrand.

6. AFRIQUE

CAMEROUN : quarante-sept personnes ont été condamnées à mort.

7. DIPLOMATIE

La visite de M. Mitterrand en Suède.

POLITIQUE

- La campagne pour les élections européennes.
- Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.
- L'élection municipale partielle de Houilles.

SUÈDE

- 11 à 16. AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE LA NEUTRALITÉ : Les dessous (marins) de la politique étrangère.
- Les conservateurs en campagne contre la bureaucratie.

SOCIÉTÉ

18. POLICE : deux congrès syndicaux et la « chasse aux fuites ».
20. ÉDUCATION : les partisans de l'enseignement privé se battent à nouveau.
21. SPORTS.
- 25-27. Le dixième anniversaire de l'ESSEC à Cergy-Pontoise.

LE MONDE DES LIVRES

23. Le testament de Marc Bernard ; Daniel Anselme, l'ami du peuple.
- LE FEUILLETON : L'opinion publique, ou, par Bertrand Poirot-Delpech.
24. LA VIE LITTÉRAIRE.
25. AU FIL DES LECTURES.
26. HISTOIRE : les conquêtes vus par les Aztèques.
27. HISTOIRE LITTÉRAIRE : Occident de jadis et naguère ; Redécouvrir Paul Arène.
28. PHILOSOPHIE : les leçons de Jean Beaufort.
- 29-29. LETTRES ÉTRANGÈRES : Harry Mulisch ; Yasushi Inoue ; Shimazaki Tōson ; Guennadi Aigui ; Sur trois Latino-Américains disparus.

LE FESTIVAL DE CANNES

30. Journal intime, de Marta Meszaros et le cinéma hongrois.
31. Vigil, de Vincent Ward et le cinéma néo-zélandais.

CULTURE

33. MUSIQUE : Africa / fite à Baland.
- CINÉMA : Notre histoire.
34. COMMUNICATION : la Rose d'or de Montreux.
35. SPÉCIAL SICOB : La micro-informatique au fond des boutiques lyonnaises.

ÉCONOMIE

41. Le conflit Citroën : Point de vue : « Et au-delà... », par Louis Vianet.
42. SOCIAL : la CFTD et l'effet Chérèque.
- CONJONCTURE : les chiffres du chômage, les prévisions de l'OCDE.

RADIO-TÉLÉVISION (34) INFORMATIONS « SERVICES » (22) :
Loterie nationale ; Loto ; Tacotac ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».

Annouces classées (40) ;
Carnet (38) ; Programmes des spectacles (32) ; Marchés financiers (45).

TREIZ BIEN PLUS DE VOTRE
IBM PC
ORDI
30 F chez votre marchand de journaux
A B C D E F G

LE PROJET DE VOYAGE A MOSCOU DE M. MITTERRAND ET L'AFFAIRE SAKHAROV

Embarras croissant à Paris

En dépit du mutisme de l'Élysée, les dates du voyage que M. Mitterrand devrait effectuer au sein soviétique ont bien été convenues entre Paris et Moscou : cette brève visite de travail devrait avoir lieu du 20 au 23 juin. Un responsable soviétique est d'ailleurs venu la semaine dernière à Paris préparer cette rencontre ; il s'agit de M. Zamiatine, qui est chef des services d'information internationale auprès du comité central du Parti soviétique. Le spécialiste des affaires françaises de l'ambassade soviétique à Paris, M. Iouri Roubinsky, s'apprête de son côté à se rendre à Moscou pour un mois afin de préparer la venue de M. Mitterrand.

Le scénario mis au point par les Français et les Soviétiques prévoit que les dates de la visite de M. Mitterrand seront officiellement annoncées dimanche prochain 20 mai. Cet engagement sera-t-il tenu ? On peut légitimement se poser la question au vu de l'embarras croissant des autorités françaises à la suite des mesures répressives prises à l'égard du couple Sakharov. Pour autant qu'on le sache, cette affaire a d'ailleurs été soulevée du côté français auprès de la partie soviétique, mais sans grand succès, semble-t-il, jusqu'à présent. Elle constitue en effet un « bombe » retardant, que M. Mitterrand voudrait bien décambrer avant de s'engager publiquement à aller à Moscou au mois de juin. L'idéal pour Paris serait que les Soviétiques acceptent d'accorder un visa de sortie à Elena Bonner, la femme de l'académicien, pour

qu'elle se fasse soigner en Occident. Tous les indices en provenance de Moscou indiquent cependant que le climat n'est pas là-bas à la conciliation, mais au contraire au durcissement généralisé.

Le président de la République, dans ces conditions, a plusieurs solutions : s'en tenir au scénario mis au point avec Moscou mais prendre le risque de se retrouver dans une position extrêmement gênante à Moscou en cas de développement malheureux de l'affaire Sakharov ; s'il agit ainsi, M. Mitterrand pourrait d'autre part des arguments de poids à l'opposition et ruinerait la crédibilité qu'il a su donner depuis trois ans à sa politique à l'égard de l'Union soviétique. C'est pourquoi on n'exclut pas, dans les milieux bien informés des temps en retardant le plus possible l'annonce officielle du voyage ou reporter la visite à une époque moins explosive, c'est-à-dire au début de l'automne. L'une et l'autre de ces deux solutions, cependant, exigent l'accord des Soviétiques, extrêmement désireux de revoir M. Mitterrand pour bien souligner que leur retrait des Jeux olympiques de Los Angeles n'est pas un acte isolé de l'URSS. Reste à savoir, cependant, si les Soviétiques ont envie de faciliter la tâche de M. Mitterrand et de l'aider à résoudre le délicat problème auquel il est confronté.

JACQUES AMALRIC.

(Lire nos autres informations page 6.)

DES GRÈVES PONCTUELLES PERTURBENT GRAVEMENT LE TRAFIC DE LA SNCF

Manifestations d'usagers à la gare Saint-Lazare

Les trois cent quatre-vingt mille banlieusards qui, chaque jour, empruntent le réseau SNCF de la gare Saint-Lazare ont eu de nouveau à supporter beaucoup de désagréments, dans la matinée du 17 mai, après les difficultés qu'ils avaient déjà connues la veille au soir.

Après de nouveaux arrêts de travail « éparpillés », selon l'expression de la direction, qui ont également affecté le poste de commandement de la gare elle-même, le trafic a été très perturbé. Mais c'est peu avant dix heures du matin que la situation s'est aggravée. Alors qu'un train de banlieue était arrêté dans « l'avant-gare » depuis un long moment, les voyageurs entassés dans les voitures, ont décidé de rejoindre les quais en marchant le long des voies ferrées. Toute la circulation a alors été interrompue pendant trois quarts d'heure.

Excédés, des usagers ont envahi des bureaux administratifs de la gare et des heurts se sont produits avec les cheminots. Un voyageur, abasourdi de la ligne Paris-Rouen, aurait même été victime d'un très grave malaise cardiaque, indiquent-ils, de source syndicale. Sa réanimation aurait nécessité une heure d'effort. Vers 11 heures le trafic était rétabli mais le retour à la normale entraînera encore de nombreux retards.

La veille déjà la grève déclenchée l'après-midi par des cheminots y compris cégétistes, semble-t-il, sur un préavis déposé par la CFDT, avait entraîné des incidents avec les usagers à l'heure des retours du travail. Le syndicat CGT a condamné dans la soirée « les agissements d'un groupe ultra-minoritaire qui a pris le risque de bloquer le trafic des voyageurs ». Le ministre des trans-

ports, M. Charles Fiterman, a annoncé une enquête sur les incidents.

Ce jeudi 17 mai, des grèves sporadiques, sont signalées dans plusieurs gares de la banlieue parisienne. Des perturbations sont également attendues sans la région de Bordeaux entre le 17 mai et le 3 juin.

L'ORIGINE DU MOUVEMENT : L'APPLICATION DES « 35 HEURES »

Les mouvements de grève actuels à la SNCF sont déclenchés localement par différents syndicats pour protester contre la façon dont sera appliquée la réduction à 35 heures de la semaine de travail pour les agents « postés » (c'est-à-dire en 3 x 8 ou en 2 x 8 avec des périodes de nuit), soit 45 000 cheminots sur 250 000.

La SNCF veut répercuter cette diminution sur la durée journalière du travail, alors que les syndicats préfèrent allonger les repos, ou des journées de compensation, ce qui généraliserait, coûterait deux fois plus cher, selon la direction.

Dans les conflits de ce genre, les syndicats ont l'habitude de déposer chaque jour un nouveau préavis de grève pour couvrir des arrêts de travail éventuels, dont les usagers ne sont pas nécessairement prévenus.

On découvre, encore tard dans la journée, gare Saint-Lazare, des usagers qui discutaient fébrilement. Les longues heures d'attente au café ajoutaient à leur exaspération légitime. Étranges scènes d'époque où des pères de famille barbus, à l'allure débonnaire, contestaient le droit de grève à des cadres syndicaux en cravate.

Le droit des enfants à être dérangés de leur crèche était opposé au droit des travailleurs à améliorer leurs horaires. « Bien sûr », disait l'un des usagers, le droit de grève est institutionnel, mais vous devez penser à notre qualité de vie. »

Devant une salle d'attente, quelques stratèges en chambre vaudraient voir dans ces incidents la main de l'opposition. « Ils ont voulu faire basculer le régime », tranche un témoin. Affirmation sans doute rapide pour expliquer le « ras-le-bol » des usagers, mais, effectivement, d'après des témoignages dignes de foi, des militants et des élus de l'opposition de la veille de la Seine n'auraient pas été les derniers, mercredi gare Saint-Lazare, à mettre la main aux chériots.

(Publicité)
le vin des meilleurs « bistrotiers »
CHABERLAY
un vin rouge à boire bien frais

Sur le vif

Fais-moi mal, Louissette

Je viens de passer quarante-huit heures au Festival de Cannes. Croyez-moi, c'est dur pour le moral. Pas tellement à cause des films, encore qu'ils ne soient pas très folichons. Non, à cause des gens en compétition. Une compétition au couteau, celle-là, féroce, sans pitié. Déprimante au possible : vous êtes inscrit — ou pas — au palmarès dès l'ouverture, dès la remise des cartes et des cartons d'invitation. Des cartes bleues, blanches ou roses. Des étoiles rouges, brunes, argent ou dorées. Des laissez-passer permanents ou provisoires. Sans parler des passiers.

Ce qui est diabolique dans cette histoire, c'est que les jeux ne sont pas faits au départ. A force de quémander, d'insister, de pleurnicher on peut parfois décrocher un droit d'entrée, à peine obtenu que déjà pérorant, exigeant pour être renouvelé des suppliques d'autant moins efficaces qu'elles sont plus fréquentes.

Prenez mon ami Pablo. Il travaille dans une radio vendéenne. Quand je l'ai croisé sur les marches du palais, il était le « sac à terre » de lui, orgueilleux, macho comme il n'est pas permis, poussez-vous de la queue j'y mets... Déjeuner mercredi en huit au bar bleu ? Ce m'dé-

merait, je suis très pris, il faut que je regarde mon planning. Quand je l'ai quitté le surlendemain, il était lassé, le mec. Il a fallu que je le ramasse à la sorcellerie, il avait l'air en compote. Il s'était fait virer de partout, sauf des toilettes et des auditoriums cachés sous les combles du bunker où l'on projette du porno espagnol et de l'agit-prop américain. Au lieu du Bergman, les mejeorettes en folie. Même dans les cinémas de la rue d'Antibes, il se cessait la nuit. Il fallait une invitation spéciale.

Au début, il s'agit d'un maintien. Il m'a dit : « Attends-moi là, trois minutes, je vais arranger ça. » Il s'est retrouvé dans une meute aboyant à la porte du chef du service de presse, Louissette Fargette, dure et tendre caribée, pléni par un Allemand, mouché par un Péruvien, ignoré par un collègue japonais mieux placé. Ce l'a brisé. Pour achever de le briser, je lui ai organisé un passage clandestin dans le grand auditorium, le soir même. Moi, avec ma carte rose, j'y avais droit. Pas à l'orchestre, il ne faut pas rêver. Au balcon. C'était toujours ça de pris. A la sortie, on croise un copain qui me lance : « On ne voit tout à l'heure à la villa Machin ? Tout le monde y va. » Seul moi. Moi, on ne m'avait pas invité. Devant Pablo, j'avais l'air de quoi ?

CLAUDE SARRAUTE.

Mort de l'écrivain Irwin Shaw, auteur du « Bal des mandris »

L'écrivain Irwin Shaw, qui avait été rendu célèbre à la fin des années cinquante grâce au film *Le bal des mandris* (« The young lions »), réalisé par Edward Dmytryk, avec l'inimitable blondie de Marion Brande en officier marié, il paraissait depuis lors son temps venu. Il était né à New-York. Le plupart de ses livres avaient été publiés aux Presses de la Cité : *Le bal des mandris*, *Le Mandrin* et *Le voleur*. *Solo à Byzance*, *La Croix des pères*, *Acte de foi*, etc. Sa pièce *Philippe et Jean* avait été montée par Jean-Pierre Gosselin.

En 1974, Irwin Shaw avait été élu au Festival de Cannes.

Révisé en public français par l'adaptation cinématographique du *Bal des mandris* (« The young lions »), réalisée par Edward Dmytryk, avec l'inimitable blondie de Marion Brande en officier marié, il paraissait depuis lors son temps venu. Il était né à New-York. Le plupart de ses livres avaient été publiés aux Presses de la Cité : *Le bal des mandris*, *Le Mandrin* et *Le voleur*. *Solo à Byzance*, *La Croix des pères*, *Acte de foi*, etc. Sa pièce *Philippe et Jean* avait été montée par Jean-Pierre Gosselin.

BULGARI ou l'art de la réussite

Depuis l'ouverture de son magasin à Paris, il y a maintenant quatre ans, le célèbre joaillier italien n'a cessé d'augmenter ses ventes et de conquérir un marché français pourtant traditionnellement leader depuis des décennies.

La raison de cette remarquable réussite, en des temps pourtant difficiles, s'explique et par une conception nouvelle et originale de la haute joaillerie et par le dynamisme de Juan-Carlos BERNARDI, président de BULGARI France.

Nouvelle conception dans la mesure où BULGARI, débarrassant la haute joaillerie de son côté souvent trop ostentatoire, a su la transformer en véritable symbole culturel, celui d'une nouvelle génération pour qui le bijou, loin d'être seulement une valeur d'investissement, devient le fer de lance d'une nouvelle élite tout aussi intellectuelle que sociale.

Dynamisme d'un président pour qui communication signifie dialogue et accessibilité. Restant traditionnel avec ouverture, moderne sans exagération, Juan-Carlos BERNARDI, homme de marketing, a compris l'attente nouvelle des Français vis-à-vis du produit de luxe, plus motivée par un achat symbole que spéculatif.

« L'exceptionnalité de BULGARI n'est pas obligatoirement associée à une idée d'argent, car, affirme-t-il, après tout, ce n'est pas le prix qui donne ce côté exceptionnel à nos produits, mais plutôt leur dessin, leur originalité, leur différence, leur définition... en un mot leur style. »

VOLS "LONG COURRIER" sur lignes régulières à prix charters

départ PARIS, aller/retour
Prix 15/5/84

BANGKOK 3500 F.

TOKYO 7150 F. quotidien

• PARIS/SINGAPOUR/JAKARTA/PARIS 5800 F.
• AMSTERDAM/BANGKOK/SINGAPOUR/JAKARTA/AMSTERDAM 5000 F.

La Compagnie des Voyages
28, rue Pierre Lescol 75001 PARIS Tél. : 508.44.88

M. Botha
un visiteur
encombrant

Le président de la République, dans ces conditions, a plusieurs solutions : s'en tenir au scénario mis au point avec Moscou mais prendre le risque de se retrouver dans une position extrêmement gênante à Moscou en cas de développement malheureux de l'affaire Sakharov ; s'il agit ainsi, M. Mitterrand pourrait d'autre part des arguments de poids à l'opposition et ruinerait la crédibilité qu'il a su donner depuis trois ans à sa politique à l'égard de l'Union soviétique. C'est pourquoi on n'exclut pas, dans les milieux bien informés des temps en retardant le plus possible l'annonce officielle du voyage ou reporter la visite à une époque moins explosive, c'est-à-dire au début de l'automne. L'une et l'autre de ces deux solutions, cependant, exigent l'accord des Soviétiques, extrêmement désireux de revoir M. Mitterrand pour bien souligner que leur retrait des Jeux olympiques de Los Angeles n'est pas un acte isolé de l'URSS. Reste à savoir, cependant, si les Soviétiques ont envie de faciliter la tâche de M. Mitterrand et de l'aider à résoudre le délicat problème auquel il est confronté.

JACQUES AMALRIC.

(Lire nos autres informations page 6.)

DES GRÈVES PONCTUELLES PERTURBENT GRAVEMENT LE TRAFIC DE LA SNCF

Manifestations d'usagers à la gare Saint-Lazare

Les trois cent quatre-vingt mille banlieusards qui, chaque jour, empruntent le réseau SNCF de la gare Saint-Lazare ont eu de nouveau à supporter beaucoup de désagréments, dans la matinée du 17 mai, après les difficultés qu'ils avaient déjà connues la veille au soir.

Après de nouveaux arrêts de travail « éparpillés », selon l'expression de la direction, qui ont également affecté le poste de commandement de la gare elle-même, le trafic a été très perturbé. Mais c'est peu avant dix heures du matin que la situation s'est aggravée. Alors qu'un train de banlieue était arrêté dans « l'avant-gare » depuis un long moment, les voyageurs entassés dans les voitures, ont décidé de rejoindre les quais en marchant le long des voies ferrées. Toute la circulation a alors été interrompue pendant trois quarts d'heure.

Excédés, des usagers ont envahi des bureaux administratifs de la gare et des heurts se sont produits avec les cheminots. Un voyageur, abasourdi de la ligne Paris-Rouen, aurait même été victime d'un très grave malaise cardiaque, indiquent-ils, de source syndicale. Sa réanimation aurait nécessité une heure d'effort. Vers 11 heures le trafic était rétabli mais le retour à la normale entraînera encore de nombreux retards.

La veille déjà la grève déclenchée l'après-midi par des cheminots y compris cégétistes, semble-t-il, sur un préavis déposé par la CFDT, avait entraîné des incidents avec les usagers à l'heure des retours du travail. Le syndicat CGT a condamné dans la soirée « les agissements d'un groupe ultra-minoritaire qui a pris le risque de bloquer le trafic des voyageurs ». Le ministre des transports, M. Charles Fiterman, a annoncé une enquête sur les incidents.

Ce jeudi 17 mai, des grèves sporadiques, sont signalées dans plusieurs gares de la banlieue parisienne. Des perturbations sont également attendues sans la région de Bordeaux entre le 17 mai et le 3 juin.

L'ORIGINE DU MOUVEMENT : L'APPLICATION DES « 35 HEURES »

Les mouvements de grève actuels à la SNCF sont déclenchés localement par différents syndicats pour protester contre la façon dont sera appliquée la réduction à 35 heures de la semaine de travail pour les agents « postés » (c'est-à-dire en 3 x 8 ou en 2 x 8 avec des périodes de nuit), soit 45 000 cheminots sur 250 000.

La SNCF veut répercuter cette diminution sur la durée journalière du travail, alors que les syndicats préfèrent allonger les repos, ou des journées de compensation, ce qui généraliserait, coûterait deux fois plus cher, selon la direction.

Dans les conflits de ce genre, les syndicats ont l'habitude de déposer chaque jour un nouveau préavis de grève pour couvrir des arrêts de travail éventuels, dont les usagers ne sont pas nécessairement prévenus.

On découvre, encore tard dans la journée, gare Saint-Lazare, des usagers qui discutaient fébrilement. Les longues heures d'attente au café ajoutaient à leur exaspération légitime. Étranges scènes d'époque où des pères de famille barbus, à l'allure débonnaire, contestaient le droit de grève à des cadres syndicaux en cravate.

Le droit des enfants à être dérangés de leur crèche était opposé au droit des travailleurs à améliorer leurs horaires. « Bien sûr », disait l'un des usagers, le droit de grève est institutionnel, mais vous devez penser à notre qualité de vie. »

Devant une salle d'attente, quelques stratèges en chambre vaudraient voir dans ces incidents la main de l'opposition. « Ils ont voulu faire basculer le régime », tranche un témoin. Affirmation sans doute rapide pour expliquer le « ras-le-bol » des usagers, mais, effectivement, d'après des témoignages dignes de foi, des militants et des élus de l'opposition de la veille de la Seine n'auraient pas été les derniers, mercredi gare Saint-Lazare, à mettre la main aux chériots.

(Publicité)
le vin des meilleurs « bistrotiers »
CHABERLAY
un vin rouge à boire bien frais

BULGARI ou l'art de la réussite

Depuis l'ouverture de son magasin à Paris, il y a maintenant quatre ans, le célèbre joaillier italien n'a cessé d'augmenter ses ventes et de conquérir un marché français pourtant traditionnellement leader depuis des décennies.

La raison de cette remarquable réussite, en des temps pourtant difficiles, s'explique et par une conception nouvelle et originale de la haute joaillerie et par le dynamisme de Juan-Carlos BERNARDI, président de BULGARI France.

Nouvelle conception dans la mesure où BULGARI, débarrassant la haute joaillerie de son côté souvent trop ostentatoire, a su la transformer en véritable symbole culturel, celui d'une nouvelle génération pour qui le bijou, loin d'être seulement une valeur d'investissement, devient le fer de lance d'une nouvelle élite tout aussi intellectuelle que sociale.

Dynamisme d'un président pour qui communication signifie dialogue et accessibilité. Restant traditionnel avec ouverture, moderne sans exagération, Juan-Carlos BERNARDI, homme de marketing, a compris l'attente nouvelle des Français vis-à-vis du produit de luxe, plus motivée par un achat symbole que spéculatif.

« L'exceptionnalité de BULGARI n'est pas obligatoirement associée à une idée d'argent, car, affirme-t-il, après tout, ce n'est pas le prix qui donne ce côté exceptionnel à nos produits, mais plutôt leur dessin, leur originalité, leur différence, leur définition... en un mot leur style. »

VOLS "LONG COURRIER" sur lignes régulières à prix charters

départ PARIS, aller/retour
Prix 15/5/84

BANGKOK 3500 F.

TOKYO 7150 F. quotidien

• PARIS/SINGAPOUR/JAKARTA/PARIS 5800 F.
• AMSTERDAM/BANGKOK/SINGAPOUR/JAKARTA/AMSTERDAM 5000 F.

La Compagnie des Voyages
28, rue Pierre Lescol 75001 PARIS Tél. : 508.44.88

M. Botha
un visiteur
encombrant

Le président de la République, dans ces conditions, a plusieurs solutions : s'en tenir au scénario mis au point avec Moscou mais prendre le risque de se retrouver dans une position extrêmement gênante à Moscou en cas de développement malheureux de l'affaire Sakharov ; s'il agit ainsi, M. Mitterrand pourrait d'autre part des arguments de poids à l'opposition et ruinerait la crédibilité qu'il a su donner depuis trois ans à sa politique à l'égard de l'Union soviétique. C'est pourquoi on n'exclut pas, dans les milieux bien informés des temps en retardant le plus possible l'annonce officielle du voyage ou reporter la visite à une époque moins explosive, c'est-à-dire au début de l'automne. L'une et l'autre de ces deux solutions, cependant, exigent l'accord des Soviétiques, extrêmement désireux de revoir M. Mitterrand pour bien souligner que leur retrait des Jeux olympiques de Los Angeles n'est pas un acte isolé de l'URSS. Reste à savoir, cependant, si les Soviétiques ont envie de faciliter la tâche de M. Mitterrand et de l'aider à résoudre le délicat problème auquel il est confronté.

JACQUES AMALRIC.

(Lire nos autres informations page 6.)

DES GRÈVES PONCTUELLES PERTURBENT GRAVEMENT LE TRAFIC DE LA SNCF

Manifestations d'usagers à la gare Saint-Lazare

Les trois cent quatre-vingt mille banlieusards qui, chaque jour, empruntent le réseau SNCF de la gare Saint-Lazare ont eu de nouveau à supporter beaucoup de désagréments, dans la matinée du 17 mai, après les difficultés qu'ils avaient déjà connues la veille au soir.

Après de nouveaux arrêts de travail « éparpillés », selon l'expression de la direction, qui ont également affecté le poste de commandement de la gare elle-même, le trafic a été très perturbé. Mais c'est peu avant dix heures du matin que la situation s'est aggravée. Alors qu'un train de banlieue était arrêté dans « l'avant-gare » depuis un long moment, les voyageurs entassés dans les voitures, ont décidé de rejoindre les quais en marchant le long des voies ferrées. Toute la circulation a alors été interrompue pendant trois quarts d'heure.

Excédés, des usagers ont envahi des bureaux administratifs de la gare et des heurts se sont produits avec les cheminots. Un voyageur, abasourdi de la ligne Paris-Rouen, aurait même été victime d'un très grave malaise cardiaque, indiquent-ils, de source syndicale. Sa réanimation aurait nécessité une heure d'effort. Vers 11 heures le trafic était rétabli mais le retour à la normale entraînera encore de nombreux retards.

La veille déjà la grève déclenchée l'après-midi par des cheminots y compris cégétistes, semble-t-il, sur un préavis déposé par la CFDT, avait entraîné des incidents avec les usagers à l'heure des retours du travail. Le syndicat CGT a condamné dans la soirée « les agissements d'un groupe ultra-minoritaire qui a pris le risque de bloquer le trafic des voyageurs ». Le ministre des transports, M. Charles Fiterman, a annoncé une enquête sur les incidents.

Ce jeudi 17 mai, des grèves sporadiques, sont signalées dans plusieurs gares de la banlieue parisienne. Des perturbations sont également attendues sans la région de Bordeaux entre le 17 mai et le 3 juin.

L'ORIGINE DU MOUVEMENT : L'APPLICATION DES « 35 HEURES »

Les mouvements de grève actuels à la SNCF sont déclenchés localement par différents syndicats pour protester contre la façon dont sera appliquée la réduction à 35 heures de la semaine de travail pour les agents « postés » (c'est-à-dire en 3 x 8 ou en 2 x 8 avec des périodes de nuit), soit 45 000 cheminots sur 250 000.

La SNCF veut répercuter cette diminution sur la durée journalière du travail, alors que les syndicats préfèrent allonger les repos, ou des journées de compensation, ce qui généraliserait, coûterait deux fois plus cher, selon la direction.

Dans les conflits de ce genre, les syndicats ont l'habitude de déposer chaque jour un nouveau préavis de grève pour couvrir des arrêts de travail éventuels, dont les usagers ne sont pas nécessairement prévenus.

On découvre, encore tard dans la journée, gare Saint-Lazare, des usagers qui discutaient fébrilement. Les longues heures d'attente au café ajoutaient à leur exaspération légitime. Étranges scènes d'époque où des pères de famille barbus, à l'allure débonnaire, contestaient le droit de grève à des cadres syndicaux en cravate.

Le droit des enfants à être dérangés de leur crèche était opposé au droit des travailleurs à améliorer leurs horaires. « Bien sûr », disait l'un des usagers, le droit de grève est institutionnel, mais vous devez penser à notre qualité de vie. »

Devant une salle d'attente, quelques stratèges en chambre vaudraient voir dans ces incidents la main de l'opposition. « Ils ont voulu faire basculer le régime », tranche un témoin. Affirmation sans doute rapide pour expliquer le « ras-le-bol » des usagers, mais, effectivement, d'après des témoignages dignes de foi, des militants et des élus de l'opposition de la veille de la Seine n'auraient pas été les derniers, mercredi gare Saint-Lazare, à mettre la main aux chériots.

(Publicité)
le vin des meilleurs « bistrotiers »
CHABERLAY
un vin rouge à boire bien frais

BULGARI ou l'art de la réussite

Depuis l'ouverture de son magasin à Paris, il y a maintenant quatre ans, le célèbre joaillier italien n'a cessé d'augmenter ses ventes et de conquérir un marché français pourtant traditionnellement leader depuis des décennies.

La raison de cette remarquable réussite, en des temps pourtant difficiles, s'explique et par une conception nouvelle et originale de la haute joaillerie et par le dynamisme de Juan-Carlos BERNARDI, président de BULGARI France.

Nouvelle conception dans la mesure où BULGARI, débarrassant la haute joaillerie de son côté souvent trop ostentatoire, a su la transformer en véritable symbole culturel, celui d'une nouvelle génération pour qui le bijou, loin d'être seulement une valeur d'investissement, devient le fer de lance d'une nouvelle élite tout aussi intellectuelle que sociale.

Dynamisme d'un président pour qui communication signifie dialogue et accessibilité. Restant traditionnel avec ouverture, moderne sans exagération, Juan-Carlos BERNARDI, homme de marketing, a compris l'attente nouvelle des Français vis-à-vis du produit de luxe, plus motivée par un achat symbole que spéculatif.

« L'exceptionnalité de BULGARI n'est pas obligatoirement associée à une idée d'argent, car, affirme-t-il, après tout, ce n'est pas le prix qui donne ce côté exceptionnel à nos produits, mais plutôt leur dessin, leur originalité, leur différence, leur définition... en un mot leur style. »

VOLS "LONG COURRIER" sur lignes régulières à prix charters

départ PARIS, aller/retour
Prix 15/5/84

BANGKOK 3500 F.

TOKYO 7150 F. quotidien

• PARIS/SINGAPOUR/JAKARTA/PARIS 5800 F.
• AMSTERDAM/BANGKOK/SINGAPOUR/JAKARTA/AMSTERDAM 5000 F.

La Compagnie des Voyages
28, rue Pierre Lescol 75001 PARIS Tél. : 508.44.88

M. Botha
un visiteur
encombrant

Le président de la République, dans ces conditions, a plusieurs solutions : s'en tenir au scénario mis au point avec Moscou mais prendre le risque de se retrouver dans une position extrêmement gênante à Moscou en cas de développement malheureux de l'affaire Sakharov ; s'il agit ainsi, M. Mitterrand pourrait d'autre part des arguments de poids à l'opposition et ruinerait la crédibilité qu'il a su donner depuis trois ans à sa politique à l'égard de l'Union soviétique. C'est pourquoi on n'exclut pas, dans les milieux bien informés des temps en retardant le plus possible l'annonce officielle du voyage ou reporter la visite à une époque moins explosive, c'est-à-dire au début de l'automne. L'une et l'autre de ces deux solutions, cependant, exigent l'accord des Soviétiques, extrêmement désireux de revoir M. Mitterrand pour bien souligner que leur retrait des Jeux olympiques de Los Angeles n'est pas un acte isolé de l'URSS. Reste à savoir, cependant, si les Soviétiques ont envie de faciliter la tâche de M. Mitterrand et de l'aider à résoudre le délicat problème auquel il est confronté.

JACQUES AMALRIC.

(Lire nos autres informations page 6.)

DES GRÈVES PONCTUELLES PERTURBENT GRAVEMENT LE TRAFIC DE LA SNCF

Manifestations d'usagers à la gare Saint-Lazare

Les trois cent quatre-vingt mille banlieusards qui, chaque jour, empruntent le réseau SNCF de la gare Saint-Lazare ont eu de nouveau à supporter beaucoup de désagréments, dans la matinée du 17 mai, après les difficultés qu'ils avaient déjà connues la veille au soir.

Après de nouveaux arrêts de travail « éparpillés », selon l'expression de la direction, qui ont également affecté le poste de commandement de la gare elle-même, le trafic a été très perturbé. Mais c'est peu avant dix heures du matin que la situation s'est aggravée. Alors qu'un train de banlieue était arrêté dans « l'avant-gare » depuis un long moment, les voyageurs entassés dans les voitures, ont décidé de rejoindre les quais en marchant le long des voies ferrées. Toute la circulation a alors été interrompue pendant trois quarts d'heure.

Excédés, des usagers ont envahi des bureaux administratifs de la gare et des heurts se sont produits avec les cheminots. Un voyageur, abasourdi de la ligne Paris-Rouen, aurait même été victime d'un très grave malaise cardiaque, indiquent-ils, de source syndicale. Sa réanimation aurait nécessité une heure d'effort. Vers 11 heures le trafic était rétabli mais le retour à la normale entraînera encore de nombreux retards.

La veille déjà la grève déclenchée l'après-midi par des cheminots y compris cégétistes, semble-t-il, sur un préavis déposé par la CFDT, avait entraîné des incidents avec les usagers à l'heure des retours du travail. Le syndicat CGT a condamné dans la soirée « les agissements d'un groupe ultra-minoritaire qui a pris le risque de bloquer le trafic des voyageurs ». Le ministre des transports, M. Charles Fiterman, a annoncé une enquête sur les incidents.

Ce jeudi 17 mai, des grèves sporadiques, sont signalées dans plusieurs gares de la banlieue parisienne. Des perturbations sont également attendues sans la région de Bordeaux entre le 17 mai et le 3 juin.

L'ORIGINE DU MOUVEMENT : L'APPLICATION DES « 35 HEURES »

Les mouvements de grève actuels à la SNCF sont déclenchés localement par différents syndicats pour protester contre la façon dont sera appliquée la réduction à 35 heures de la semaine de travail pour les agents « postés » (c'est-à-dire en 3 x 8 ou en 2 x 8 avec des périodes de nuit), soit 45 000 cheminots sur 250 000.

La SNCF veut répercuter cette diminution sur la durée journalière du travail, alors que les syndicats préfèrent allonger les repos, ou des journées de compensation, ce qui généraliserait, coûterait deux fois plus cher, selon la direction.

Dans les conflits de ce genre, les syndicats ont l'habitude de déposer chaque jour un nouveau préavis de grève pour couvrir des arrêts de travail éventuels, dont les usagers ne sont pas nécessairement prévenus.

On découvre, encore tard dans la journée, gare Saint-Lazare, des usagers qui discutaient fébrilement. Les longues heures d'attente au café ajoutaient à leur exaspération légitime. Étranges scènes d'époque où des pères de famille barbus, à l'allure débonnaire, contestaient le droit de grève à des cadres syndicaux en cravate.

Le droit des enfants à être dérangés de leur crèche était opposé au droit des travailleurs à améliorer leurs horaires. « Bien sûr », disait l'un des usagers, le droit de grève est institutionnel, mais vous devez penser à notre qualité de vie. »</